



# ***Recueil des Actes Administratifs***

Le texte intégral, les annexes ou tableaux non inclus des actes insérés dans le présent recueil peuvent être consultés et obtenus, sur demande, auprès des directions ou des mairies dont ils émanent.

Il est important d'en noter les références précises (objet, date et service émetteur).

Recueil consultable sur le site internet de la Préfecture de la Gironde :  
**[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)**

ISSN 1253-7292

# Recueil des Actes Administratifs

Mensuel N° 05 - Mai/Juin 2011

Publié le : 24/06/2011

## - SOMMAIRE -

Thème Acte	Titre Acte	Date Signature
AFFAIRES MARITIMES		
Arrêté	Désignation de Mme Isabelle DILHAC, secrétaire générale de la préfecture de la Gironde en qualité de suppléante de M. Patrick STEFANINI, préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde au conseil de surveillance du grand port maritime de Bordeaux	06/05/2011 p10
Arrêté modificatif	Modification de la composition du Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de Bordeaux	09/05/2011 p11
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES		
Arrêté	Refus d'extension faute de financement de 5 places de l'établissement et service d'aide pour le travail de l'Enfance de la Gironde (SPEG) à Bassens (Gironde)	09/02/2011 p14
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la polyclinique Jean Villar à Bruges (finess 330782582) pour l'année 2011	08/03/2011 p16
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la clinique chirurgicale du Libournais à Libourne (finess 330780255) pour l'année 2011	08/03/2011 p17
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la clinique Saint Augustin à Bordeaux (finess 330780081) pour l'année 2011	08/03/2011 p18
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de l'hôpital privé Saint Martin à Pessac (finess 330780503) pour l'année 2011	08/03/2011 p19
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la clinique Tivoli à Bordeaux (finess 330780115) pour l'année 2011	08/03/2011 p20
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la clinique d'Arcachon à Arcachon (finess 330780206) pour l'année 2011	08/03/2011 p21
Arrêté	Forfait annuel urgences (FAU) de la polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine à Bordeaux (finess 330780479)	08/03/2011 p22
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine à Bordeaux (finess 330780479) pour l'année 2011	08/03/2011 p23
Arrêté	Forfait annuel urgences (FAU) de la polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont (finess 330780263)	08/03/2011 p24
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont (finess 330780263) pour l'année 2011	08/03/2011 p25
Arrêté	Montant du forfait annuel de haute technicité (FHT) de la Polyclinique Bordeaux Tondu à Bordeaux (finess 330781402) pour l'année 2011	08/03/2011 p26
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable à l'hôpital suburbain du Bouscat (n° finess 330000332) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011 p27
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au CHU de Bordeaux (n° finess 330781196) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011 p29
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au centre hospitalier de Libourne (n° finess 330781253) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011 p31
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable à la clinique mutualiste du Médoc (n° finess 330780495) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011 p33

Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable à la clinique mutualiste de Pessac (n° finess 330780529) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p35
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au Centre Hospitalier de Sainte Foy La Grande (n° finess 330781261) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p37
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au CHIC Sud Gironde (n° finess 330027509) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p39
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au Centre médico-chirurgical Wallerstein (n° finess 330780537) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p41
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au centre hospitalier d'Arcachon (n° finess 330781204) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p43
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable à la MSPB Bagatelle (n° finess 330000340) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p45
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au centre hospitalier de Bazas (n° finess 330781212) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p47
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable à l'Institut Bergonié (n° finess 330000662) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p49
Arrêté	Coefficient de transition convergé applicable au Centre hospitalier Saint Nicolas de Blaye (n° finess 330781220) au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011	08/03/2011	p51
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la clinique d'Arcachon pour l'année 2011	19/04/2011	p53
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la clinique chirurgicale du Libournais à Libourne pour l'année 2011	19/04/2011	p55
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la clinique Saint Augustin à Bordeaux pour l'année 2011	19/04/2011	p57
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Jean Villar à Bruges	19/04/2011	p59
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Clinique Sainte Anne à Langon	19/04/2011	p61
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Clinique St Antoine de Padoue à Bordeaux	19/04/2011	p63
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC du CTMR Saint Augustin à Bordeaux	19/04/2011	p65
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de l'hôpital privé Saint Martin à Pessac	19/04/2011	p67
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la clinique Tivoli à Bordeaux	19/04/2011	p69
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de l'AURAD Aquitaine à Gradignan pour l'année 2011	19/04/2011	p71
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Clinique chirurgicale Bel Air à Bordeaux pour l'année 2011	19/04/2011	p73
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Caudéran à Bordeaux pour l'année 2011	19/04/2011	p75
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine à Bordeaux pour l'année 2011	19/04/2011	p77
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont pour l'année 2011	19/04/2011	p79
Arrêté	Montant de la dotation MIGAC du CADDD à Gradignan pour l'année 2011	19/04/2011	p81
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de rééducation fonctionnelle ADAPT Château Rauzé pour l'année 2011	20/04/2011	p83
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Monségur pour l'année 2011	20/04/2011	p85
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Charles Perrens pour l'année 2011	20/04/2011	p87
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Cadillac pour l'année 2011	20/04/2011	p89
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation-Centre de réadaptation pour l'année 2011	20/04/2011	p91
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la SHMA pour l'année 2011	20/04/2011	p93
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation - Hôpital de jour du parc pour l'année 2011	20/04/2011	p95
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de santé mentale infantile - Association Le Prado pour l'année 2011	20/04/2011	p97
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de santé mentale de la MGEN pour l'année 2011	20/04/2011	p99
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation - Centre de santé mentale infantile pour l'année 2011	20/04/2011	p101
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital de jour pour enfants l'Oiseau Lyre pour l'année 2011	20/04/2011	p103
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre médical La Pignada pour l'année 2011	20/04/2011	p105
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association OREAG Centre de guidance infantile pour l'année 2011	20/04/2011	p107
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre de soins de suite et réadaptation Châteauneuf pour		

	l'année 2011	20/04/2011 p109
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre de soins de suite et réadaptation Les Lauriers pour l'année 2011	20/04/2011 p111
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de post-cure et de réadaptation psycho-sociale Montalier pour l'année 2011	20/04/2011 p113
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre médico-chirurgical Wallerstein pour l'année 2011	20/04/2011 p115
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du CRF La Tour de Gassies pour l'année 2011	20/04/2011 p117
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Robert Boulin de Libourne pour l'année 2011	20/04/2011 p119
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Sante Marie Galène pour l'année 2011	20/04/2011 p121
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la Clinique mutualiste du Médoc pour l'année 2011	20/04/2011 p123
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la Résidence Fontaines de Monjous pour l'année 2011	20/04/2011 p125
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la Clinique mutualiste de Pessac pour l'année 2011	20/04/2011 p127
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Sainte Foy la Grande pour l'année 2011	20/04/2011 p129
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Jean Hameau pour l'année 2011	20/04/2011 p131
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la MSPB Bagatelle pour l'année 2011	20/04/2011 p133
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Bazas pour l'année 2011	20/04/2011 p135
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'institut Bergonié pour l'année 2011	20/04/2011 p137
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Saint Nicolas de Blaye pour l'année 2011	20/04/2011 p139
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de l'hôpital suburbain du Bouscat pour l'année 2011	20/04/2011 p141
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier intercommunal du Sud Gironde pour l'année 2011	20/04/2011 p143
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier universitaire de Bordeaux pour l'année 2011	20/04/2011 p145
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier universitaire de Bordeaux	21/04/2011 p147
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'unité de soins de longue durée du centre de soins de Podensac	21/04/2011 p149
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande	21/04/2011 p151
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'unité de soins de longue durée Les Arbousiers à La Teste	21/04/2011 p153
Arrêté	Montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011 de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Blaye	21/04/2011 p155
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier Charles Perrens pour l'année 2011	28/04/2011 p157
Arrêté	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-042 exploité par la Mutuelle du PAVILLON DE LA MUTUALITE	02/05/2011 p159
Arrêté	Modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-119 exploité par la Mutuelle du PAVILLON DE LA MUTUALITE	02/05/2011 p161
Arrêté	Autorisation de création d'un centre médico-psycho-pédagogique (CMPP) sur le territoire du Bassin d'Arcachon pour enfants et adolescents des deux sexes de 0 à 18 ans présentant des inadaptations résultant de troubles neuropsychiques ou de comportement, géré par l'Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH)	03/05/2011 p163
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la maison de santé Marie Galène n° finess 330000217 au titre de l'activité du mois de mars 2011	06/05/2011 p166
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Bazas n° finess 330781212 au titre de l'activité du mois de mars 2011	06/05/2011 p169
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde n° finess 330027509 au titre de l'activité du mois de mars 2011	06/05/2011 p172
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous n° finess 330780370 au titre de l'activité du mois de mars 2011	06/05/2011 p176
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du Médoc n° finess 330780495 au titre de l'activité du mois de mars 2011	06/05/2011 p179



Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande n° finess 330781261 au titre de l'activité du mois de mars 2011	06/05/2011 p182
Arrêté conjoint	Fermeture de l'EHPAD "La Pastorale" à Saint Caprais de Bordeaux	06/05/2011 p185
Arrêté conjoint	Fermeture de la maison de retraite "Soleil d'automne" à Floirac	06/05/2011 p188
Arrêté	Tarif journalier de prestations applicable à l'activité de soins de médecine sous forme ambulatoire du centre de La Tour de Gassies à Bruges (n° finess : 33 078 113 9)	11/05/2011 p191
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier d'Arcachon n° finess 330781204 au titre du mois de mars 2011	11/05/2011 p192
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP Bagatelle n° finess 330000340 au titre de l'activité du mois de mars 2011	11/05/2011 p195
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Blaye n° finess 330781220 au titre de l'activité du mois de mars 2011	11/05/2011 p199
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du Bouscat n° finess 330000332 au titre de l'activité du mois de mars 2011	11/05/2011 p202
Décision	Renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la clinique Saint Louis Le Bouscat	11/05/2011 p206
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut Bergonié n° finess 330000662 au titre de l'activité du mois de mars 2011	12/05/2011 p209
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de Pessac n° finess 330780529 au titre de l'activité du mois de mars 2011	12/05/2011 p212
Arrêté	Autorisation de création d'un SESSAD de 6 places pour enfants handicapés moteurs et polyhandicapés au Barp, géré par l'Association des Paralysés de France (APF)	13/05/2011 p215
Décision	Fermeture de l'antenne d'autodialyse de Mérignac	13/05/2011 p218
Arrêté conjoint	Fermeture de l'EHPAD "Château Maucamps" à Macau	17/05/2011 p220
Décision	Renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Clinique Tivoli à Bordeaux	17/05/2011 p222
Arrêté	Autorisation d'extension d'une place pour personnes adultes polyhandicapées vieillissantes à la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) "Les Quatre Vents" sise à Saint Denis de Pile, gérée par l'ADAPEI	20/05/2011 p225
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC Wallterstein n° finess 330780537 au titre de l'activité du mois de mars 2011	23/05/2011 p228
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de Bordeaux n° finess 330781196 au titre de l'activité du mois de mars 2011	23/05/2011 p231
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Libourne n° finess 330781253 au titre de l'activité du mois de mars 2011	23/05/2011 p234
Décision modificative	Prorogation d'autorisation d'implantation d'un appareil d'IRM délivrée au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde à La Réole (33)	23/05/2011 p237
Arrêté conjoint	Fixation de la dotation globale pour l'année 2010 du CAMSP du CHU de Bordeaux	24/05/2011 p239
Décision	Renouvellement implicite d'autorisation d'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique	24/05/2011 p241
Décision	Renouvellement implicite d'autorisation d'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique	26/05/2011 p243
Décision	Renouvellement implicite d'autorisation d'activité de soins liées à la périnatalité	26/05/2011 p244
<b>AGRICULTURE ET FORET</b>		
Arrêté	Agrément de M. Jérôme DEPLACE en qualité d'agent de contrôle de la Mutualité Sociale Agricole	05/05/2011 p245
Avis	Mise en consultation publique des plans en mairie de Moulis et de Listrac-Médoc pour la délimitation des aires de production des vins AOC : moulis, haut-médoc, médoc, bordeaux supérieur, crémant de Bordeaux et Bordeaux	05/05/2011 p247
Arrêté modificatif	Désignation des membres de la commission départementale d'orientation agricole et de ses sections spécialisées	16/05/2011 p249
Arrêté	Lutte contre le cynips du châtaignier ( <i>dryocosmus kuriphilus</i> ) dans le département de la Gironde	20/05/2011 p250
Arrêté	Définition des conditions d'éligibilité dans le traitement des dossiers de demande de subvention au titre du plan de performance énergétique des entreprises agricoles pour une agriculture respectueuse de l'environnement en Aquitaine (AREA - PPE) - Dispositif 2011	23/05/2011 p253
Arrêté	Interdiction de broyage des pailles dans le département de la Gironde	16/06/2011 p260

## AVIATION CIVILE

Avis Agréments d'organisme de service d'assistance délivrés pour l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac – mai 2011 15/06/2011 p261

## COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté Délibérations et arrêtés de l'Etablissement public culturel Le Carré-Les colonnes (EPCC) 13/01/2011 p262

Arrêté Approbation de la mise en conformité des statuts de l'Association Syndicale Autorisée d'Endiguement des Propriétaires de Saint Maixant-St Macaire-Verdelais 03/05/2011 p274

## COLLECTIVITES LOCALES - Intercommunalité

Arrêté Syndicat intercommunal de regroupement pédagogique de Saint-Ciers-de-Canesse et Villeneuve - extension des compétences 12/05/2011 p275

Arrêté interpréfectoral Syndicat mixte intercommunal de collecte et de valorisation des déchets menagers du Libournais-Haute Gironde (SMICVAL) - modification des membres 12/05/2011 p277

Arrêté Communauté de communes de la Pointe du Médoc - modification de l'article 3 des statuts 20/05/2011 p280

## COLLECTIVITES LOCALES - Régie

Arrêté Nomination des régisseurs de la commune du Taillan-Médoc 17/05/2011 p282

Arrêté Nomination des régisseurs de la commune d'Artigues près Bordeaux 17/05/2011 p283

Arrêté Création d'une régie d'Etat sur la commune de Saint Christoly de Blaye 24/05/2011 p284

## COMMERCE

Arrêté Autorisation à recourir à un emprunt de 1 million d'euros accordée à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Pau-Béarn 27/05/2011 p286

Arrêté Arrêté autorisant M. Pascal GAUCI, sous-préfet d'Arcachon, à présider la commission départementale d'aménagement commercial de la Gironde du 6 juillet 2011 20/06/2011 p288

## CONCOURS

Décision Recrutement sans concours en vue de pourvoir 6 postes d'agent d'entretien qualifié pour le centre hospitalier universitaire de Bordeaux 08/06/2011 p289

Décision Concours sur titres pour le recrutement d'un Technicien de Laboratoire au Centre Hospitalier de Dax (40) 14/06/2011 p291

Décision Recrutement sans concours en vue de pourvoir 31 postes d'adjoint administratif hospitalier pour le centre hospitalier universitaire de Bordeaux 16/06/2011 p293

## DELEGATIONS DE SIGNATURE - Autres

Décision Délégation de signature à Mme BRUN-ROUSSEAU, Chef du Pôle Perspectives au Centre Hospitalier de Cadillac (33) 16/06/2011 p295

## DELEGATIONS DE SIGNATURE - Préfecture

Arrêté Délégation de signature à Madame Caroline GAREAUD, responsable du service CSP à la Préfecture de la Gironde 21/06/2011 p297

## DELEGATIONS DE SIGNATURE - Préfet de zone

Arrêté Délégation de signature aux directeurs et chefs de bureau du SGAP Sud-Ouest 02/05/2011 p299

Décision Subdélégation de signature de M. Hugues CODACCIONI, directeur zonal des CRS sud-ouest, aux officiers de police judiciaire affectés à la CRS Autoroutière Aquitaine 10/06/2011 p306

## DELEGATIONS DE SIGNATURE - Services déconcentrés

Arrêté Subdélégation de signature de M. Eric TANAYS, directeur interdépartemental des routes Atlantique, en matière de gestion et de police de la conservation du domaine public routier, de police de la circulation routière, et en matière de contentieux et de représentation devant les juridictions 15/06/2011 p307

Décision Subdélégations de signature de Mme HANICOT, directrice interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux 21/06/2011 p311

## DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Arrêté	Médaille d'honneur du travail - promotion du 14 juillet 2010	13/07/2010 p321
Arrêté	Médaille d'Honneur Agricole - Promotion du 14 juillet 2010	13/07/2010 p480
Arrêté	Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers professionnels - Promotion du 4 décembre 2010	23/11/2010 p489
Arrêté	Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers volontaires - Promotion du 4 décembre 2010	23/11/2010 p493
Arrêté	Médaille d'Honneur Régionale, Départementale et Communale - Promotion du 1er janvier 2011	04/03/2011 p497
Arrêté	Médaille d'Honneur Agricole - Promotion du 1er janvier 2011	04/03/2011 p554
Arrêté	Médaille d'honneur du travail - promotion du 1er janvier 2011	14/04/2011 p562
Arrêté	Médaille de la Famille - Promotion du 29 mai 2011	05/05/2011 p687

## ECONOMIE

Arrêté modificatif	Conseil Economique Social et Environnemental Régional d'Aquitaine - Section veille et prospective	11/05/2011 p689
--------------------	---	-----------------

## EDUCATION

Arrêté modificatif	Composition du Conseil Départemental de l'Education Nationale	27/05/2011 p691
--------------------	---	-----------------

## ENVIRONNEMENT

Arrêté	Classement sonore des voies interurbaines du département de la Gironde non prises en compte par l'arrêté du 30 janvier 2003	06/04/2011 p693
Arrêté	Arrêté n° SNER2011/05/5-56 - Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE - Autorisation à la commune de Vendays-Montalivet	05/05/2011 p697
Arrêté	Déclaration d'intérêt général des travaux relatifs au programme de restauration du réseau hydrographique des bassins versants du Beuve, de la Bassanne, du Brion et du Grusson	10/05/2011 p702
Arrêté	Arrêté N° SNER2011/05/5-57 portant Déclaration d'Utilité Publique sur la dérivation des eaux, l'instauration des périmètres de protection et portant autorisation sur le prélèvement, la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine des forages G1, G2 et G3 sur les communes de Vensac et de Grayan-et-l'Hopital,	11/05/2011 p707
Arrêté	Modification du comité local d'information et de concertation du nord de la Presqu'Ile d'Ambès des entreprises EPG, SPBA, EKA-CHIMIE, YARA, COBOGAL ET DPA BAYON	13/05/2011 p718
Arrêté interpréfectoral	Périmètre d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Isle Dronne	17/05/2011 p724
Arrêté	Arrêté prescrivant l'enquête publique du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain sur la commune de Blaye	20/05/2011 p739
Arrêté	Arrêté réglementant temporairement l'écoulement, les prélèvements et les usages de l'eau dans le département de la Gironde	24/05/2011 p742
Arrêté	Liste des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 dans le département de la Gironde	24/05/2011 p747
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE - Autorisations globales de prélèvements accordées à la commune de Villandraut, Syndicat du Bourgeais, SIEA St Yzans de Médoc, SIAEP de Louchats, Origine et Guillos, SIAEPA de St Estèphe, commune de Lesparre Médoc, commune de Pauillac, SIEA de la Vallée de la Dronne	25/05/2011 p752
Arrêté	Désignation des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Gironde	31/05/2011 p792

## ETRANGERS

Arrêté	Retrait de l'agrément délivré à l'Association CAIO de Bordeaux dans le cadre de sa mission de domiciliation des demandeurs d'asile	17/06/2011 p799
--------	--	-----------------

## LEGISLATION FUNERAIRE

Arrêté	Autorisation de création d'une chambre funéraire sur la commune d'Andernos les Bains	09/05/2011 p800
--------	--	-----------------

## LOGEMENT

Arrêté	Agrément de l'Association Habitat Jeunes des Hauts de Garonne Genilor en matière d'activité d'ingénierie sociale, financière et technique	24/12/2010 p802
--------	---	-----------------

Arrêté	Agrément de l'Association Habitat Jeunes des Hauts de Garonne Genilor en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	24/12/2010 p804
Arrêté	Agrément de l'Association PLDV en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	24/12/2010 p806
Arrêté	Agrément de l'Association PLDV, en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	24/12/2010 p808
Arrêté	Agrément de l'Association pour l'Education et l'Insertion Sociale (AEIS), en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	17/01/2011 p810
Arrêté	Agrément délivré à l'Association St François Xavier Don Bosco en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p812
Arrêté	Agrément délivré à l'Association OREAG en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p814
Arrêté	Agrément délivré à l'Association Rénovation en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p816
Arrêté	Agrément de l'Association Habitat Jeunes du Bassin d'Arcachon en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	08/04/2011 p818
Arrêté	Agrément de l'Association Habitat Jeunes du Bassin d'Arcachon, en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p820
Arrêté	Agrément de l'UGECAM, en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p822
Arrêté	Agrément de l'UGECAM en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	08/04/2011 p824
Arrêté	Agrément de l'Association CILEA, en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p826
Arrêté	Agrément de l'Association CILEA en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	08/04/2011 p828
Arrêté	Agrément de l'Association Société Hygiène Mentale d'Aquitaine, en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	08/04/2011 p830
Arrêté	Agrément de l'Association Droit de cité Habitat, en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	08/04/2011 p832
Arrêté	Agrément de l'Association ADAV, en matière d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique	08/04/2011 p834
Arrêté	Agrément de l'Association ADAV, en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p836
Arrêté	Agrément de l'Association Saint Vincent du Bazadais, en matière d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	08/04/2011 p838

## PHARMACIE

Arrêté	Modification de l'adresse d'une officine de pharmacie à Biganos (33)	09/05/2011 p840
Arrêté	Modification de l'adresse d'une officine de pharmacie à Etauliers (33)	09/05/2011 p841
Arrêté	Modification de l'adresse d'une officine de pharmacie à Mérignac (33)	09/05/2011 p842
Arrêté	Modification de l'adresse d'une officine de pharmacie à Saint Germain du Puch (33)	09/05/2011 p843
Décision	Prorogation de la validité d'une licence d'officine de pharmacie	11/05/2011 p844
Arrêté	Autorisation de transfert d'une officine de pharmacie sur la commune du Bouscat (33)	13/05/2011 p846

## SERVICES VETERINAIRES

Arrêté	Attribution du mandat sanitaire au docteur vétérinaire TALLET Elodie	10/05/2011 p848
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire GILBERT Muriel	17/05/2011 p849
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire PELSE Henry	17/05/2011 p850
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire MILCENT David	19/05/2011 p851
Arrêté	Mandat sanitaire au docteur vétérinaire DOUZIECH Céline	31/05/2011 p852

## TRAVAIL - EMPLOI

Arrêté	Agrément qualité «SOLUTIA BORDEAUX CENTRE»	02/05/2011 p853
Arrêté	Extension de l'avenant n° 18 à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles du département de la Gironde (IDCC n° 9331)	03/05/2011 p856
Arrêté	Extension de l'avenant n° 19 à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles du département de la Gironde (IDCC n° 9331)	03/05/2011 p857

Arrêté	Extension d'agrément qualité «Groupement de Coopération Sociale de la Presqu'île de l'Aide à Domicile (GCSPI)»	05/05/2011	p858
Arrêté	Retrait d'agrément simple délivré à la SARL «JE RESOUS»	13/05/2011	p859
Arrêté modificatif	Agrément simple délivré à la SARL PEY BERLAND FORMATION	13/05/2011	p860
Arrêté	Agrément simple délivré à Mme Angélique GRAUL	16/05/2011	p861
Avis	Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 44 du 17 mars 2011 à la convention collective de travail en date du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne (IDCC n°8723)	20/05/2011	p863
Arrêté	Agrément simple délivré à l'Association G.SERVICES	23/05/2011	p864
Arrêté	Agrément simple délivré à M. Vincent COSSAIS	26/05/2011	p866
Arrêté	Agrément simple délivré à la SARL AJS PAYSAGE SERVICES	26/05/2011	p868
Arrêté	Agrément simple délivré à la SARL NEWDEAL'A'DOM	26/05/2011	p870
Arrêté	Agrément simple délivré à la SARL MAISON DES SERVICES	26/05/2011	p872
Arrêté	Agrément simple délivré à M. Frédéric SIDES	27/05/2011	p874

## URBANISME

Arrêté	Autorisation de création d'une Zone d'Aménagement Différée (ZAD) sur la commune de Cazaugitat (33)	13/05/2011	p876
--------	--	------------	------



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

Secrétariat Général

ARRETE DU 6 mai 2011

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE**

**PREFET DE LA GIRONDE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la loi n°2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, et notamment l'article 1<sup>er</sup> qui modifie l'article L 102-2 du code des ports ;

**VU** le décret n°2008-1034 du 9 octobre 2008 instituant le grand port maritime de Bordeaux ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 11 février 2010 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 9 avril 2011 portant nomination du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde ;

**VU** l'article R 102-1 du code des ports qui prévoit la désignation à titre permanent d'un représentant du Préfet de Région en cas d'absence ou d'empêchement ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> :

Madame Isabelle DILHAC, secrétaire générale de la préfecture de la Gironde est désignée en qualité de suppléante de M. Patrick STEFANINI, préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde au conseil de surveillance du grand port maritime de Bordeaux.

Article 2 : La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**Bordeaux le 6 mai 2011**

**Signé : Le PREFET,**

**Patrick STEFANINI**



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

Secrétariat Général

ARRETE DU 9 mai 2011

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE**

**PREFET DE LA GIRONDE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de BORDEAUX**

**Arrêté Modificatif**

**VU** la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, et notamment l'article 1<sup>er</sup> qui modifie l'article L 102-2 du code des ports ;

**VU** les articles R 102-1 et suivants du code des ports ;

**VU** le décret n° 2008-1034 du 9 octobre 2008 instituant le grand port maritime de Bordeaux ;

**VU** l'arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et du secrétaire d'Etat chargé des transports en date du 26 décembre 2008, nommant deux représentants de l'Etat, et cinq personnalités qualifiées au conseil de surveillance du grand port maritime de Bordeaux pour une durée de cinq ans à compter du 26 décembre 2008 ;

**VU** l'arrêté du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi en date du 26 décembre 2008 nommant Mme Anne Bolliet, inspectrice générale des finances, pour le représenter au conseil de surveillance du port ;

**VU** l'arrêté du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 10 septembre 2009 nommant M. Jean-Denis de Voyer d'Argenson, trésorier-payeur général du département de la Gironde et de la région Aquitaine, pour le représenter au conseil de surveillance du port ;

VU l'arrêté désignant les membres du Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de Bordeaux en date du 5 février 2009 ;

VU le décret du 8 avril 2011 du président de la République nommant M. Patrick Stefanini préfet de la région Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité sud-ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif en date du 15 juin 2009, et son article 1<sup>er</sup> ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif en date du 17 juin 2009, et son article 1<sup>er</sup> ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif en date du 14 septembre 2009, et son article 1<sup>er</sup> ;

VU l'arrêté du préfet de région Aquitaine, en date du 6 mai 2011, désignant Mme Isabelle Dilhac, secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde pour le suppléer au conseil de surveillance du port en cas d'absence ou d'empêchement ;

VU la décision du président du conseil régional d'Aquitaine en date du 16 avril 2010, désignant Mme Isabelle Boudineau, vice-présidente du conseil régional, pour le représenter au conseil de surveillance ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil général de la Gironde en date du 21 novembre 2008 désignant M. Jean Touzeau, vice-président du conseil général, pour le représenter au conseil de surveillance ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté urbaine de Bordeaux, en date du 28 novembre 2008, désignant M. Jean-Pierre Turon, vice-président, pour le représenter au conseil de surveillance ;

VU la délibération du conseil municipal de Bordeaux en date du 24 novembre 2008, désignant M. Hugues Martin, adjoint au maire pour le représenter au conseil de surveillance ;

VU la décision du directeur général par intérim du port de Bordeaux en date du 19 décembre 2008 désignant les représentants des personnels du port au conseil de surveillance ;

VU les élections des représentants du personnel dont le scrutin s'est tenu le 9 juin 2009 ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La liste des membres du conseil de surveillance du grand port maritime de Bordeaux est modifiée comme suit :

*Au titre des représentants de l'Etat:*

- **Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, M. Patrick STEFANINI ou son suppléant, Mme Isabelle DILHAC, secrétaire générale de la préfecture de la Gironde.**



- M. Bernard Scemama, inspecteur général des finances, représentant le ministre chargé des ports maritimes.

- M. Patrice Russac, ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine, représentant le ministre chargé de l'environnement.

- Mme Anne Bolliet, inspectrice générale des finances, représentant le ministre chargé de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

- M. Jean-Denis de Voyer d'Argenson, directeur régional des finances publiques, trésorier payeur général du département de la Gironde et de la région Aquitaine, représentant le ministre du budget.

**Article 2 :**

La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Bordeaux le 9 mai 2011

**Signé :            Le Préfet,**

**Patrick STEFANINI**

**DELEGATION TERRITORIALE DE GIRONDE**

Arrêté du 09 FEV. 2011

Portant refus d'extension faute de  
financement de 5 places de l'établissement et  
service d'aide par le travail de Bassens géré  
par la Société Protectrice de l'Enfance de la  
Gironde (SPEG) à Bassens (Gironde)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la circulaire n°DGAS/3B/2008/259 du 1<sup>er</sup> août 2008 relative aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et aux personnes handicapées qui y sont accueillies ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale volet « adultes handicapés » de la Gironde adopté par l'Assemblée départementale le 19 décembre 2006 pour la période 2007-2011 ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie de la région Aquitaine pour la période 2010/2013 ;

**VU** l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Gironde en date du 18 décembre 2009 fixant à 30 places la capacité de l'ESAT de Bassens géré par la S.P.E.G. ;

**VU** la demande en date du 27 janvier 2011 présentée par la S.P.E.G. -184 bis cours du Médoc BP 179 33042 BORDEAUX Cédex- en vue de l'extension de 5 places pour son Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT) de Bassens (Gironde) ;

**CONSIDERANT** que le coût de fonctionnement du projet en année pleine est incompatible avec le montant des dotations mentionnées aux articles L 314-4 du code de l'action sociale et des familles ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

## **ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** – La demande d'autorisation prévue à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles sollicitée par la S.P.E.G. -184 bis cours du Médoc BP 179 33042 BORDEAUX cédex- en vue de l'extension de 5 places de son Etablissement et Services d'Aide par le Travail à Bassens (Gironde) est refusée faute de financement.

**ARTICLE 2** – Si dans un délai de trois ans à compter de la publication du présent arrêté, le coût prévisionnel de fonctionnement du projet de création se révèle compatible avec les mesures nouvelles des moyens budgétaires consacrés par l'Etat au financement des établissements et services d'aide par le travail, l'autorisation reste susceptible d'être accordée.

**ARTICLE 3** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 4** - Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :**

N° FINESS : 330790817

Code statut juridique : 61

**Entité établissement :**

N° FINESS : 330015058

Code catégorie : 246                      capacité : 30

Discipline	Activité/fonctionnement	Clientèle	Capacité
908	14	128	30

**ARTICLE 5** – Dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 6** – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Fait à Bordeaux, le 09 FEV. 2011



Nicole KLEIN

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la polyclinique JEAN VILLAR à BRUGES (FINESS 330782582)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la polyclinique JEAN VILLAR à BRUGES est fixé à 74 428,14 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 297 712,55 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 6 202,34 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la clinique Chirurgicale du LIBOURNAIS à LIBOURNE (FINESS 330780255)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la clinique Chirurgicale du LIBOURNAIS à LIBOURNE est fixé à 66 149,12 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 264 596,47 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 5 512,43 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la clinique SAINT AUGUSTIN à BORDEAUX (FINESS 330780081)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la clinique SAINT AUGUSTIN à BORDEAUX est fixé à 401 415,23 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 1 605 660,90 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 33 451,27 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la hôpital privé SAINT-MARTIN à PESSAC (FINESS 330780503)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la hôpital privé SAINT-MARTIN à PESSAC est fixé à 259 158,76 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 1 036 635,03 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 21 596,56 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la clinique TIVOLI à BORDEAUX (FINESS 330780115)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la clinique TIVOLI à BORDEAUX est fixé à 235 806,72 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 943 226,87 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 19 650,56 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**



Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la clinique d'ARCACHON à ARCACHON (FINESS 330780206)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la clinique d'ARCACHON à ARCACHON est fixé à 57 881,53 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 231 526,11 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 4 823,46 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le forfait annuel urgences (FAU)  
de la polyclinique BORDEAUX-NORD AQUITAINE à  
BORDEAUX  
(FINESS 330780479)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-8, L.162-22-10, L.162-22-12, L.162-22-15, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** le nombre d'ATU facturés en 2010 déclaré par l'établissement, soit 13 823,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel à la polyclinique BORDEAUX-NORD AQUITAINE à BORDEAUX est fixé, pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale est fixé à :

- 593 082,00 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences.

**ARTICLE 3** – Ce forfait sera versé par douzième, sur les mois de janvier 2011 à décembre 2011. Conformément à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, à compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant du forfait annuel 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant du forfait 2011 sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 4** - Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la polyclinique BORDEAUX NORD AQUITAINE à BORDEAUX (FINESS  
330780479)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la polyclinique BORDEAUX NORD AQUITAINE à BORDEAUX est fixé à 304 664,12 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 1 218 656,47 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 25 388,68 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le forfait annuel urgences (FAU)  
de la polyclinique BORDEAUX-RIVE-DROITE à LORMONT  
(FINESS 330780263)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-8, L.162-22-10, L.162-22-12, L.162-22-15, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** le nombre d'ATU facturés en 2010 déclaré par l'établissement, soit 17 077,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel à la Polyclinique BORDEAUX-RIVE-DROITE à LORMONT est fixé, pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-12 du code de la sécurité sociale est fixé à :

- 673 982,00 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences.

**ARTICLE 3** - Ce forfait sera versé par douzième, sur les mois de janvier 2011 à décembre 2011. Conformément à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, à compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant du forfait annuel 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant du forfait 2011 sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 4** - Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du Code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE à LORMONT (FINESS 330780263)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE à LORMONT est fixé à 28 881,84 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 115 527,35 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 2 406,82 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

Direction de l'Offre de Soins  
Département Financement

**Arrêté du 8 mars 2011 fixant, pour l'année 2011,  
le montant du forfait annuel de haute technicité (FHT)  
de la polyclinique DE BORDEAUX-TONDU à BORDEAUX (FINESS 330781402)**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE  
DE SANTE D'AQUITAINE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles R.162-42-4, R.174-22-1 et R.174-22-3,  
**VU** l'arrêté du 25 février 2008 relatif aux modalités de disparition progressive du coefficient de haute technicité des établissements de santé privés mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application du IV de l'article 33 modifié de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de forfait annuel de haute technicité à la polyclinique DE BORDEAUX-TONDU à BORDEAUX est fixé à 162 773,49 €. Ce montant est égal à 25% du montant haute technicité calculé selon les modalités définies en annexe de l'arrêté du 25 février 2008, soit 651 093,97 €.

**ARTICLE 2** – Ce forfait est fixé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article R.162-42-4, ce forfait est versé en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 13 564,46 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 4** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai d'un mois, dans les conditions prévues aux articles L.351-1 et R.351-15 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,**



**Nicole KLEIN**

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable à  
HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT n° Finess 330000332***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour l'HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT, N° FINESS 330000332, à compter du 1er mars 2011 à : **1**

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



Nicole KLEIN



***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au  
C.H.U. DE BORDEAUX n° Finess 330781196***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

- VU le code de la santé publique,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;
- VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le C.H.U. DE BORDEAUX, N° FINESS 330781196, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au  
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE n° Finess 330781253***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

- VU le code de la santé publique,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;
- VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE, N° FINESS 330781253, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**

***A R R E T E du 08 mars 2011***  
***fixant le coefficient de transition convergé applicable à la***  
***CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC n° Finess 330780495***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC, N° FINESS 330780495, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



Nicole KLEIN

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable à la  
CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC n° Finess 330780529***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, N° FINESS 330780529, à compter du 1er mars 2011 à : **1**

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN



***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au  
C.H STE FOY LA GRANDE n° Finess 330781261***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le C.H STE FOY LA GRANDE, N° FINESS 330781261, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



Nicole KLEIN

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au  
CHIC SUD GIRONDE n° Finess 330027509***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le CHIC SUD GIRONDE, N° FINESS 330027509, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



Nicole KLEIN

***A R R E T E du 08 mars 2011***  
***fixant le coefficient de transition convergé applicable au CENTRE***  
***MEDICO - CHIRURGICAL WALLERSTEIN n° Finess 330780537***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

**VU** le code de la santé publique,

**VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

**VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

**VU** le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

**VU** l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

**VU** l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour Le Centre médico-chirurgical WALLERSTEIN, N° FINESS 330780537, à compter du 1er mars 2011 à : **1**

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au  
CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON n° Finess 330781204***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

**VU** le code de la santé publique,

**VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

**VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

**VU** le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

**VU** l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

**VU** l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON, N° FINESS 330781204, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**



***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable à la  
M.S.P.B. BAGATELLE n° Finess 330000340***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

**VU** le code de la santé publique,

**VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

**VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

**VU** le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

**VU** l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

**VU** l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour la M.S.P.B. BAGATELLE, N° FINESS 330000340, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au CENTRE  
HOSPITALIER DE BAZAS n° Finess 330781212***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le centre hospitalier de BAZAS, N° FINESS 330781212, à compter du 1er mars 2011 à : **1**

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



Nicole KLEIN

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable à  
L'INSTITUT BERGONIE n° Finess 330000662***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;

VU l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour l'INSTITUT BERGONIE, N° FINESS 330000662, à compter du 1er mars 2011 à : **1**

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**

***A R R E T E du 08 mars 2011  
fixant le coefficient de transition convergé applicable au  
C. H. SAINT NICOLAS DE BLAYE n° Finess 330781220***

***Au titre de l'activité valorisée à compter du 1er mars 2011***

- VU** le code de la santé publique,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n°2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié par le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés au I et IV de l'article L 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, et notamment son article 6 fixant le taux moyen régional de convergence ;
- VU** l'arrêté du 7 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine fixant les règles générales de modulation du coefficient de transition entre les établissements de la région Aquitaine relevant des a, b, c, et d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Le montant du coefficient de transition convergé est ainsi fixé pour le C. H. SAINT NICOLAS DE BLAYE, N° FINESS 330781220, à compter du 1er mars 2011 à : 1

.../...

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux,

Le 08 Mars 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé**



**Nicole KLEIN**



***Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique d'ARCACHON***

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à Clinique d'ARCACHON est fixé, pour l'année 2011, à 594 761,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 32 731,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible) ;
- 562 030,00 € au titre de l'aide à la contractualisation, en crédits reconductibles, dans le cadre du Plan Hôpital 2012.

**ARTICLE 3** – Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** – Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 49 563,42 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (soit 46 835,83 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique Chirurgicale DU LIBOURNAIS  
à Libourne*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Clinique Chirurgicale DU LIBOURNAIS à Libourne est fixé, pour l'année 2011, à 22 093,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 22 093,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 1 841,08 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 0,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

***Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique SAINT-AUGUSTIN à Bordeaux***

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Clinique SAINT-AUGUSTIN à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 62 284,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 62 284,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 5 190,33 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 0,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



Nicole KLEIN

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Polyclinique JEAN VILLAR à Bruges*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Polyclinique JEAN VILLAR à Bruges est fixé, pour l'année 2011, à 87 786,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 53 418,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible) ;
- 34 368,00 € au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies (emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique), dont 20 065,00 € pour le financement de temps d'assistante sociale et 14 303,00 € pour le financement de temps de psychologue (Plan Périnatalité).

**ARTICLE 3** – Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** – Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 7 315,50 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 2 864,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**



*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique SAINTE ANNE à Langon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la clinique SAINTE-ANNE à Langon est fixé, pour l'année 2011, à 26 821,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 26 821,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle 2 235,08 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 0,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

***Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique St Antoine de Padoue à Bordeaux***

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Clinique St Antoine de Padoue à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 15 000,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 15 000,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 1 250,00 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 0,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
du CTMR SAIN- AUGUSTIN à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC au CTMR SAINT-AUGUSTIN à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 32 505,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 32 505,00 € au titre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques et notamment aux pathologies respiratoires, cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) : pour la prévention de l'insuffisance rénale chronique.

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle 2 708,75 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 2 708,75 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de l'Hôpital Privé SAINT-MARTIN à Pessac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à l'Hôpital Privé SAINT-MARTIN à Pessac est fixé, pour l'année 2011, à 90 834,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 20 065,00 € au titre des missions de prévention et d'éducation pour la santé (actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques, et notamment aux pathologies respiratoires, cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), pour la prévention de l'insuffisance rénale chronique ;
- 48 676,00 € au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies (emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique), dont 20 065,00 € pour le financement de temps d'assistante sociale et 28 611,00 € pour le financement de temps de psychologue (Plan périnatalité) ;
- 22 093,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 7 569,50 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 5 728,42 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**



*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique TIVOLI à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la clinique TIVOLI à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 219 450,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 94 793,00 € au titre des centres de coordination des soins en cancérologie [3C] ;
- 103 657,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reductible) ;
- 21 000,00 € au titre de la recherche médicale et de l'innovation (MERRI) : l'emploi de techniciens et d'assistants de recherche clinique pour la réalisation d'essais cliniques dans les services de soins prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le cancer (non reductible).

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 18 287,50 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 7 899,42 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



Nicole KLEIN

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de l'AURAD Aquitaine à Gradignan*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à l'AURAD Aquitaine à Gradignan est fixé, pour l'année 2011, à 81 912,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 81 912,00 € au titre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques et notamment aux pathologies respiratoires, cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) : pour la prévention de l'insuffisance rénale chronique, dont 53 373,00 € pour le financement de temps de diététicienne et 28 539,00 € pour le financement de temps de psychologue.

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle 6 826,00 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 6 826,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



Nicole KLEIN

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Clinique Chirurgicale BEL AIR à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Clinique Chirurgicale BEL AIR à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 33 914,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 33 914,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 2 826,17 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 0,00 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Polyclinique BORDEAUX CAUDERAN  
à Bordeaux**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Polyclinique de BORDEAUX CAUDERAN à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 47 427,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 47 427,00 €, au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies : structures spécialisées dans la prise en charge de la douleur chronique rebelle.

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4 du code de la sécurité sociale, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 3 952,25 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 3 952,25 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**



*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Polyclinique BORDEAUX NORD AQUITAINE  
à Bordeaux*

Département Financement

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Polyclinique BORDEAUX NORD-Aquitaine à Bordeaux est fixé, pour l'année 2011, à 369 472,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 94 793,00 € au titre des centres de coordination des soins en cancérologie [3C] ;
- 142 666,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reductible) ;
- 22 874,00 € au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies (emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique), pour le financement de temps d'assistante sociale (Plans Urgences et Périnatalité) ;
- 28 588,00 € au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies (emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique), pour le financement de temps de psychologue (Plan Périnatalité) ;
- 21 670,00 € au titre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques et notamment aux pathologies respiratoires, cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) : pour la prévention de l'insuffisance rénale chronique ;
- 31 500,00 € au titre de la recherche médicale et de l'innovation (MERRI) : l'emploi de techniciens et d'assistants de recherche clinique pour la réalisation d'essais cliniques dans les services de soins prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le cancer (non reductible) ;
- 27 381,00 € au titre des activités de soins réalisées à des fins expérimentales ou de la dispensation des soins non couverts par les nomenclatures ou les tarifs (MERRI) : pour les actes de biologie et les actes d'anatomo-cyto-pathologie non inscrits sur la liste prévue à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale (non reductible).

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 30 789,33 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 13 993,75 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE  
à Lormont**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC à la Polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE à Lormont est fixé, pour l'année 2011, à 204 504,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

- 47 508,00 € au titre des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie (non reconductible) ;
- 42 916,00 € au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies (emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique), pour le financement de temps de psychologue (Plan Périnatalité) ;
- 20 000,00 € au titre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques et notamment aux pathologies respiratoires, cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) : pour la prévention de l'insuffisance rénale chronique ;
- 94 080,00 € au titre des dépenses spécifiques liées à la prise en charge des patients en situation de précarité par des équipes hospitalières (non reconductible)

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 17 042,00 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 5 243,00 €) sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

*Arrêté fixant, pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
du C.A.D.D. à Gradignan*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation MIGAC au Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à Domicile [C.A.D.D.D.] à Talence est fixé, pour l'année 2011, à 10 033,00 €.

**ARTICLE 2** - Le montant total de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale fixé à l'article 1er, se répartit de la manière suivante :

▪ 10 033,00 € au titre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques et notamment aux pathologies respiratoires, cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) : pour la prévention de l'insuffisance rénale chronique.

**ARTICLE 3** - Cette dotation est fixée pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article R.162-42-4, cette dotation est versée en douze allocations mensuelles. Le règlement de chaque allocation mensuelle de 836,08 € est effectué dans les conditions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale.

A compter de janvier 2012, dans l'attente de la fixation du montant de la dotation 2012, des acomptes mensuels égaux à un douzième du montant reconductible de la dotation 2011 relative aux missions d'intérêt général (soit 836,08 €), sont versés à l'établissement.

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2011

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE ADAPT CHATEAU RAUZE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE ADAPT CHATEAU RAUZE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 4 311 830 € (dont 4 311 830 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER DE MONSEGUR pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE HOSPITALIER DE MONSEGUR est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 600 179 € (dont 600 179 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 248 715 € (dont 248 715 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 78 315 897 € (dont 78 281 897 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER CADILLAC pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE HOSPITALIER CADILLAC est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 68 964 520 € (dont 68 164 520 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De l'ASSOCIATION RENOVATION-CENTRE DE RÉADAPTATION pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement ASSOCIATION RENOVATION-CENTRE DE RÉADAPTATION est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 728 172 € (dont 2 728 172 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
de la S.H.M.A. pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement S.H.M.A. est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 458 662 € (dont 2 458 662 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
de l'ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 296 850 € (dont 2 296 850 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE - ASSOCIATION LE PRADO pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE - ASSOCIATION LE PRADO est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 616 225 € (dont 1 616 225 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE DE SANTE MENTALE DE LA MGEN pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE DE SANTE MENTALE DE LA MGEN est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 027 218 € (dont 2 027 218 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De l'ASSOCIATION RENOVATION - CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE pour  
l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement ASSOCIATION RENOVATION - CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 425 609 € (dont 2 425 609 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de  
Santé d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De l'HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L'OISEAU LYRE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L'OISEAU LYRE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 580 878 € (dont 1 580 878 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE MEDICAL LA PIGNADA pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE MEDICAL LA PIGNADA est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 5 407 116 € (dont 5 407 116 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
de l'ASSOCIATION OREAG CENTRE DE GUIDANCE INFANTILE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement ASSOCIATION OREAG CENTRE DE GUIDANCE INFANTILE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 813 459 € (dont 813 459 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION CHATEAUNEUF pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION CHATEAUNEUF est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 5 563 808 € (dont 5 563 808 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement **CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS** est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement **PSYCHIATRIE** : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement **S.S.R.** : 7 298 434 € (dont 7 298 434 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement **M.C.O.** : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE DE POST-CURE ET DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIALE MONTALIER pour  
l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'établissement CENTRE DE POST-CURE ET DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIALE MONTALIER est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 5 686 989 € (dont 5 686 989 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 799940 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 828 610 € (dont 602 606 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 434 088 € (dont 325 016 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 691 462 € (dont 691 462 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CRF LA TOUR DE GASSIES pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CRF LA TOUR DE GASSIES est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 32 000 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 867 762 € (dont 2 867 762 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 20 405 230 € (dont 20 405 230 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER ROBERT BOULIN DE LIBOURNE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER ROBERT BOULIN DE LIBOURNE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 2 836 420 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 128 352 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 6 145 333 € (dont 3 903 390 € reductibles)
- Dotation A.C. : 3 220 824 € (dont 3 214 824 € reductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 20 462 741 € (dont 20 462 741 € reductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 11 803 527 € (dont 11 803 527 € reductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De la MAISON DE SANTE MARIE GALENE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la MAISON DE SANTE MARIE GALENE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 444 616 € (dont 444 616 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 818 711 € (dont 2 818 711 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 1 129 327 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1733 790 € (dont 1 309 198 € reductibles)
- Dotation A.C. : 531 282 € (dont 434 438 € reductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 896 676 € (dont 896 676 € reductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 132 442 € (dont 132 442 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 18 685 € (dont 10 747 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 1 786 281 € (dont 1 786 281 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 799 940 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 456 631 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 347 931 € (dont 234 683 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 998 938 € (dont 998 938 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 218 643 € (dont 112 595 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 85 663 € (dont 85 663 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 3 424 919 € (dont 3 424 919 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 1 465 398 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 785 023 € (dont 1 567 252 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 3 660 639 € (dont 3 610 639 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 1 271 483 € (dont 1 271 483 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De la M.S.P.B. BAGATELLE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la M.S.P.B. BAGATELLE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 940 237 € (dont 537 509 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 366 149 € (dont 668 688 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 3 503 689 € (dont 3 503 689 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 38 985 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 184 € (dont 1 184 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 301 907 € (dont 2 301 907 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
De l'INSTITUT BERGONIE pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'INSTITUT BERGONIE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 13 271 766 € (dont 2 443 500 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 892 418 € (dont 1 797 835 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 964 633 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 525 055 € (dont 1 161 951 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 642 538 € (dont 642 538 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 859 487 € (dont 859 487 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein



**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
de l'HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 0 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 509 635 € (dont 281 968 € reductibles)
- Dotation A.C. : 121 159 € (dont 49 047 € reductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 1 465 398 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 0 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 0€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 407 568 € (dont 1 737 153 € reconductibles)
- Dotation A.C. : 780 011 € (dont 780 011 € reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 217 112 € (dont 2 217 112 € reconductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant des ressources d'assurance maladie  
du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX est fixé, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Forfait « accueil et traitement des urgences » (FAU) : 4 550 196 €

- Forfait « coordination des prélèvements d'organes et de tissus » (CPO) : 686 216 €
- Forfait « transplantation d'organes et de greffes de cellules souches hématopoïétiques » (FAG) : 2 396 042€

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 135 224 695 € (dont 26 019 569 € reductibles)
- Dotation A.C. : 24 489 630 € (dont 23 208 830 € reductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 355 512 € (dont 1 355 512 € reductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 11 105 073 € (dont 11 105 073 € reductibles)

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole Klein

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011  
de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévus à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 28/12/2007 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**

N° FINESS 330793175

Option tarifaire Globale

Dotation globale de financement « soins » 4 179 184 €

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 AVR. 2011

La Directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011  
de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre de Soins de Podensac**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévus à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 08/01/2009 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) du Centre de Soins de Podensac entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**Unité de soins de longue durée du Centre de Soins de Podensac**

N° FINESS	330005182
Option tarifaire	Globale
Dotation globale de financement « soins »	<b>1 407 232 €</b>

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 AVR. 2011

La Directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011  
de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Sainte Foy la Grande**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévus à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 08/01/2009 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) du Centre Hospitalier de Sainte Foy la Grande entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Sainte Foy la Grande**

N° FINESS 330798935

Option tarifaire Globale

Dotation globale de financement « soins » 1 491 994 €

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 AVR. 2011

La Directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011  
de l'Unité de Soins de Longue Durée Les Arbousiers à La Teste**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévus à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 31/01/2009 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) Les Arbousiers à La Teste entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

### **Unité de soins de longue durée Les Arbousiers à La Teste**

N° FINESS	330791641
Option tarifaire	Globale
Dotation globale de financement « soins »	<b>2 212 743 €</b>

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 AVR. 2011

La Directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011  
de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Blaye**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévus à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 28/12/2007 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) du Centre Hospitalier de Blaye entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

### **Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Blaye**

N° FINESS	330007980
Option tarifaire	Globale
Dotation globale de financement « soins »	1 116 856 €

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 AVR. 2011

La Directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**



**Arrêté modifiant l'article 2 de l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12, L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Charles Perrens pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** – L'article 2 de l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Charles Perrens pour l'année 2011 est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 78 315 897 € (dont 78 281 897 € reconductibles)

**Ce montant inclut la part sanitaire du financement du Centre de Ressource pour l'Autisme fixé à 519 370 €.**

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 € (dont 0 € reconductibles)
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 € (dont 0 € reconductibles)

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 28 avril 2011

La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par déléguation, **Nicole KLEIN**  
La Directrice Générale Adjointe,

  
**Anne BARON**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Mission pharmaceutique et biologique

Arrêté du 2 mai 2011

portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-042 exploité par la Mutuelle du PAVILLON DE LA MUTUALITE

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment le Livre II de la sixième partie ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 avril 1977 modifié portant autorisation de fonctionnement du Laboratoire de biologie médicale sis 45 cours Maréchal Gallieni à BORDEAUX (33000) ;
- VU** le dossier déposé par le Président du Pavillon de la Mutualité le 27 avril 2011 concernant les modifications apportées au niveau des biologistes au sein des deux laboratoires de biologie médicale mutualistes ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du présent arrêté, les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1977 modifié concernant le laboratoire de biologie médicale enregistré sous les numéros : préfectoral : 33-042 et le numéro FINESS : ET catégorie 610 33 005 378 6 situé au 45 cours Maréchal Gallieni à BORDEAUX (33000) sont remplacées par les dispositions suivantes :

Ce laboratoire a pour biologiste :

- Monsieur AMMOR Noureddine, biologiste médical, pharmacien biologiste, inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens.

Ce laboratoire de biologie médicale est exploité par la Mutuelle "PAVILLON DE LA MUTUALITE" dont le siège social se trouve au 45 cours Maréchal Gallieni à BORDEAUX.

**Article 2** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet, dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de soins) et d'une modification de la présente décision.

**Article 3** : La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4** : Cette décision sera notifiée à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- M. AMMOR, pharmacien biologiste.

**Article 5** : La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 2 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé : Nicole KLEIN

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Mission pharmaceutique et biologique

Arrêté du 2 mai 2011

portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale n° 33-119 exploité par la Mutuelle du PAVILLON DE LA MUTUALITE

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment le Livre II de la sixième partie ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1986 modifié portant autorisation de fonctionnement du Laboratoire de biologie médicale sis 46 avenue Albert Schweitzer à PESSAC (33600) ;
- VU** le dossier déposé par le Président du Pavillon de la Mutualité le 27 avril 2011 concernant les modifications apportées au niveau des biologistes au sein des deux laboratoires de biologie médicale mutualistes ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du présent arrêté, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1986 modifié concernant le Laboratoire de biologie médicale enregistré sous les numéros : préfectoral 33-119 et FINESS ET catégorie 610 33 005 415 6 situé au 46 avenue Albert Schweitzer à PESSAC (33600), sont remplacées par les dispositions suivantes :

Ce laboratoire a pour biologistes :

- Monsieur LE PROVOST Gérard, biologiste responsable médecin biologiste, inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 12907.

- Mademoiselle CHALEAT Florence, biologiste médical pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens sous le numéro 12328.

Ce laboratoire de biologie médicale est exploité par la Mutuelle "PAVILLON DE LA MUTUALITE" dont le siège social se trouve au 45 cours Maréchal Gallieni à BORDEAUX.

**Article 2** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet, dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction Offre de soins) et d'une modification de la présente décision.

**Article 3** : La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4** : Cette décision sera notifiée à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- M. LE PROVOST, médecin biologiste,
- Melle CHARLEAT, pharmacien biologiste.

**Article 5** : La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 2 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé : Nicole KLEIN

Arrêté du 03 MAI 2011

Portant autorisation de création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique (C.M.P.P) sur le territoire du Bassin d'Arcachon pour enfants et adolescents des deux sexes de 0 à 18 ans présentant des inadaptations résultant de troubles neuropsychiques ou de comportement, géré par l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (A.P.A.J.H)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde, et notamment le volet «enfance et adolescence handicapées», adopté par l'Assemblée départementale le 19 décembre 2006 pour la période 2007-2011 ;

**VU** l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en séance du 16 mars 2007 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 avril 2007 portant refus d'autorisation de création, à défaut de financement, d'un C.M.P.P sur le Bassin d'Arcachon géré par Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (A.P.A.J.H) sise 272 boulevard du Président Wilson 33000 Bordeaux ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie de la région Aquitaine pour la période 2010-2013 ;

**CONSIDERANT** la réponse de proximité que le projet apporte aux besoins d'un secteur dépourvu d'offre en C.M.P.P et la conformité des modalités prévisionnelles d'organisation et de fonctionnement aux dispositions réglementaires ;

**CONSIDERANT** la notification du 4 mai 2010 du Directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A) fixant le montant des enveloppes régionales limitatives pour 2010 et les enveloppes régionales anticipée 2010 pour 2011, 2012 et 2013 des établissements et services médico-sociaux pour personnes handicapées ;

103 bis, rue Belleville – CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cedex  
Standard : 05.57.01.44.00

**CONSIDERANT** que les enveloppes anticipées 2010 pour 2012 et 2013, notifiées à la région Aquitaine, permettent d'autoriser par anticipation la création d'un C.M.P.P sur le territoire du Bassin d'Arcachon pour enfants et adolescents des deux sexes de 0 à 18 ans présentant des inadaptations résultant de troubles neuropsychiques ou de comportement, géré par l'Association A.P.A.J.H ;

**SUR** proposition du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

## **AR R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (A.P.A.J.H) sise 272 boulevard du Président Wilson 33000 Bordeaux, en vue de la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique sur le bassin d'Arcachon pour enfants et adolescents de 0 à 18 ans présentant des troubles neuropsychiques ou de comportement.

**ARTICLE 2** – l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (A.P.A.J.H) sise 272 boulevard du Président Wilson 33000 Bordeaux communiquera à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine l'adresse du nouveau Centre Médico-Psycho-Pédagogique pour enfants et adolescents de 0 à 18 ans présentant des troubles neuropsychiques ou de comportement dès son implantation.

**ARTICLE 3** – L'ouverture partielle du C.M.P.P ne pourra être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et son installation sera conditionnée par la date de mise à disposition des crédits en 2012 et 2013.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de délivrance de la présente autorisation.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation sera réputée caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 6** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 7** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service, par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 8**- Ce service est répertorié au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (F.I.N.E.S.S) de la façon suivante :

**Entité juridique :** A.P.A.J.H Gironde

N° FINESS : 330791625

Code statut juridique : 61

**Entité établissement :** C.M.P.P du Bassin d'Arcachon

N° FINESS : 330036419

Code catégorie : 189

Code discipline : 320

Code activité /fonctionnement : 97

Code de clientèle : 809



**ARTICLE 9** – Dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 10** – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 03 MAI 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du - 6 MAI 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE  
N° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois  
de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 3 mai 2011, par la Maison de Santé Marie Galène ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée **208 178,70 €** soit :

. **208 178,70 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **6 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par déléation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN

Anne BARON

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**MAISON SANTE MARIE GALENE(330000217)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 03/05/2011, 16:20  
 Date de validation par la région : mercredi 04/05/2011, 11:10  
 Date de récupération : mercredi 04/05/2011, 11:11

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité du au titre de l'année 2010 (LAMD A)	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496 574,47	496 574,47	288 395,77	208 178,70	208 178,70
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>496 574,47</b>	<b>496 574,47</b>	<b>288 395,77</b>	<b>208 178,70</b>	<b>208 178,70</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	208 178,70										
Activité externe y compris ATU,											
FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00										
Médicaments séjours	0,00										
DMI	0,00										
<b>Total</b>	<b>208 178,70</b>										

Arrêté du -- 6 MAI 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de BAZAS N° Finess 330781212 au titre de l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la santé publique
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Bazas, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 2 mai 2011, par le centre hospitalier de Bazas,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **200 903,71 €** soit :

. **200 903,71 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **6 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par déléguation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN  
Anne BARON

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL DE BAZAS(330781212)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 02/05/2011, 09:04  
 Date de validation par la région : mercredi 04/05/2011, 14:36  
 Date de récupération : mercredi 04/05/2011, 14:38

	B : Montant LAMDA renseigné cc mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 237,47	527 237,47	329 218,43	198 019,04	198 019,05
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 747,55	7 747,55	4 862,88	2 884,66	2 884,66
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>534 985,02</b>	<b>534 985,02</b>	<b>334 081,31</b>	<b>200 903,71</b>	<b>200 903,71</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	198 019,05
Activité externe y compris ATU,	2 884,66
FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
<b>Total</b>	<b>200 903,71</b>

Arrêté du 6 MAI 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier intercommunal  
SUD GIRONDE N° Finess 330027509 au titre de  
l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier intercommunal Sud Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 2 mai 2011 par le centre hospitalier intercommunal Sud Gironde ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 420 036,41 €** soit :

- . **2 359 101,24 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **37 540,62 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **23 394,55 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **6 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
**Anne BARON** **Nicolas KLEIN**

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**

Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 02/05/2011, 09:23  
 Date de validation par la région : mardi 03/05/2011, 11:08  
 Date de récupération : mardi 03/05/2011, 11:10

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activités notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	4 921,57	0,00	0,00	0,00	5 865 375,09	5 865 375,09	3 861 865,27	2 003 509,82	2 003 509,82
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 709,39	13 709,39	9 611,19	4 098,20	4 098,20
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 185,91	80 185,91	56 791,36	23 394,55	23 394,55
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 564,11	87 564,11	58 760,99	28 803,12	28 803,12
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 307,98	98 307,98	69 056,39	29 251,59	29 251,59
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 009,81	3 009,81	2 179,39	830,42	830,42
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649 982,68	649 982,68	417 920,80	232 061,88	232 061,88
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 921,57</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 798 134,97</b>	<b>6 798 134,97</b>	<b>4 476 185,38</b>	<b>2 321 949,58</b>	<b>2 321 949,58</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	2 007 608,02
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	262 143,89
Médicaments séjours	28 803,12
DMI	23 394,55
<b>Total</b>	<b>2 321 949,58</b>

**MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)  
Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**

Cet exercice est validé par la région

**Date de validation par l'établissement : lundi 02/05/2011, 09:14**

**Date de validation par la région : mardi 03/05/2011, 14:14**

**Date de récupération : mardi 03/05/2011, 14:17**

		Total des montants		
	Montant total de l'activité cumulée du mois	d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	Montant de l'activité calculé	Montant de l'activité notifié
GHT	433 612,47	344 263,14	89 349,33	89 349,33
Molécules onéreuses	15 393,89	6 656,39	8 737,50	8 737,50
<b>Total</b>	<b>449 006,36</b>	<b>350 919,53</b>	<b>98 086,83</b>	<b>98 086,83</b>

Arrêté du - 6 MAI 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la clinique médicale LES  
FONTAINES DE MONJOUS n° Finess 330780370  
au titre de l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU l'arrêté du 16 mai 2008 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique médicale Les Fontaines de Monjous à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 ;
- VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 4 mai 2011, par la clinique médicale Les Fontaines de Monjous,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **126 862,07 €** soit :

. **126 862,07 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **6 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN

Anne BARON

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**FONTAINES DE MONJOUS(330780370)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mercredi 04/05/2011, 09:06  
 Date de validation par la région : mercredi 04/05/2011, 11:54  
 Date de récupération : mercredi 04/05/2011, 11:55

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité du au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 537,07	309 537,07	182 675,00	126 862,07	126 862,07
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>309 537,07</b>	<b>309 537,07</b>	<b>182 675,00</b>	<b>126 862,07</b>	<b>126 862,07</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	126 862,07
Activité externe y compris ATU,	0,00
FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
<b>Total</b>	<b>126 862,07</b>

Arrêté du - 6 MAI 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du MEDOC N° Finess 330780495 au titre de l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique du Médoc, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 29 avril 2011, par la clinique mutualiste du Médoc,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 282 338,60 €** soit :

- . **1 221 464,92 €** au titre de l'activité,
- . **4 142,90 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **56 730,78 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

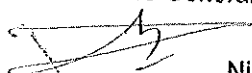
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste du Médoc et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **6 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN  
**Anne BARON**



**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**

CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC(33078049S)

Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 29/04/2011, 16:27

Date de validation par la région : mardi 03/05/2011, 15:30

Date de récupération : mardi 03/05/2011, 15:33

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité du au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 064 821,34	3 064 821,34	1 950 834,79	1 113 986,55	1 113 986,55
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 118,67	10 118,67	7 146,77	2 971,90	2 971,90
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 781,03	114 781,03	58 050,25	56 730,78	56 730,78
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 790,47	12 790,47	8 647,57	4 142,91	4 142,91
Alt dialyse	0,00	0,00	1 974,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 589,78	61 589,78	39 394,95	22 194,83	22 194,83
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 740,00	1 740,00	1 322,20	417,81	417,81
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 535,24	219 535,24	137 641,41	81 893,83	81 893,83
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 974,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 485 376,54</b>	<b>3 485 376,54</b>	<b>2 203 037,94</b>	<b>1 282 338,60</b>	<b>1 282 338,60</b>

<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>1 116 958,46</b>
Activité d'hospitalisation	
Activité externe y compris ATU,	
FFM, SE et Molécules onéreuses	104 506,46
Médicaments séjours	4 142,90
DMI	56 730,78
<b>Total</b>	<b>1 282 338,60</b>

Arrêté du - 6 MAI 2011

**Mission PMSI**

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier de SAINTE FOY  
LA GRANDE n° Finess 330781261 au titre de  
l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 29 avril 2011, par le centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée **414 674,28 €** soit :

**. 414 674,28 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

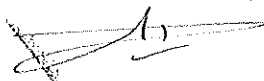
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **6 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN

**Anne BARON**

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**C.H STE FOY LA GRANDE(330781261)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 29/04/2011, 14:27**  
**Date de validation par la région : mardi 03/05/2011, 17:08**  
**Date de récupération : mardi 03/05/2011, 17:09**

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMD)	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 093 780,44	1 093 780,44	715 245,74	378 534,69	378 534,69
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 201,69	5 201,69	5 201,69	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 031,80	1 031,80	732,67	299,14	299,14
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 181,60	95 181,60	59 341,15	35 840,45	35 840,45
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 195 195,53</b>	<b>1 195 195,53</b>	<b>780 521,25</b>	<b>414 674,28</b>	<b>414 674,28</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	378 534,69										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	35 139,59										
Médicaments séjours	0,00										
DMI	0,00										
<b>Total</b>	<b>414 674,28</b>										

**ARRETE DE FERMETURE**

**MAISON DE RETRAITE LA PASTORALE  
10, chemin de la Fosse Ferrière  
33880 Saint-Caprais de Bordeaux**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général de la Gironde**

- VU le livre 3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L 313-1, L 313-3 et suivants relatifs à l'autorisation et l'habilitation à l'aide sociale, l'article L 313-12 relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes, L 313-12 et suivants relatifs au contrôle des établissements médico-sociaux,
- VU les articles L 232-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie,
- VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, notamment les articles L 312-4 et L 312-5 relatifs au schéma d'organisation sociale et médico-sociale, l'article L 149-1 relatif aux comités départementaux des retraités et personnes âgées,
- VU la loi n° 2009-879 du 31 juillet 2009, portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,
- VU le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant nomination de Madame Nicole KLEIN en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

- VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Gironde du 22 février 1983 portant autorisation de création d'une maison de retraite à Saint-Caprais de Bordeaux d'une part, et portant autorisation de gestion de cet établissement à la SARL « LA PASTORALE » dont le siège social est fixé à Saint-Caprais de Bordeaux d'autre part, pour une capacité n'excédant pas 46 places, représentée par Monsieur Sébastien CARRICANO, en sa qualité de gérant,
- VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Gironde du 18 décembre 2007, portant transformation de la maison de retraite « La Pastorale » à Saint-Caprais de Bordeaux 33380, en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes,
- VU l'avis émis par le CROSMS en séance du 24 février 2008,
- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général du Département de la Gironde en date du 10 juillet 2008 autorisant le transfert des 46 lits de l'EHPAD « LA PASTORALE » à Saint-Caprais de Bordeaux 33880, vers l'EHPAD nouvellement renommé « Résidence de Bouliac » à Bouliac 33270,

Considérant

- que la totalité des résidents va être intégrée au sein de l'EHPAD « Résidence de Bouliac » à Bouliac 33270,
- que tous les membres du personnel ont fait l'objet d'une procédure en vue de leur affectation sur le site de l'EHPAD « Résidence de Bouliac » à Bouliac 33270,

SUR proposition de Monsieur le Directeur de la Délégation Territoriale Départementale de la Gironde,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

## ARRESENT

### Article 1

En application de l'article 313-16-1° du Code de l'Action Sociale et des Familles, la fermeture administrative, totale et définitive de l'EHPAD « LA PASTORALE » sise 10, chemin de la Fosse Ferrière, 33880 Saint-Caprais de Bordeaux, n° Finess : 330798621 est prononcée à la date du 30 avril 2010.

### Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde ou au recueil des actes administratifs du Département.

### Article 3

Madame la Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, Monsieur le Directeur de la Délégation Territoriale Départementale de la Gironde et Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et au recueil des actes administratifs du Département.

Bordeaux le 06 MAI 2011

La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général,

~~M/le Président du Conseil Général~~  
~~Le Directeur Général~~  
~~des Services Départementaux~~

Gérard MARTY

**ARRETE DE FERMETURE**

**MAISON DE RETRAITE « SOLEIL D'AUTOMNE »  
67, AVENUE PASTEUR  
33270 FLOIRAC**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général de la Gironde**

- VU le livre 3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles 313-1, L 313-3 et suivants relatifs à l'autorisation et l'habilitation à l'aide sociale, l'article L 313-12 relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes, L 313-13 et suivants relatifs au contrôle des établissements médico-sociaux,
- VU les articles L 232-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie,
- VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, notamment les articles L 312-4 et L 312-5 relatifs au schéma d'organisation sociale et médico-sociale, l'article L 149-1 relatif aux comités départementaux des retraités et personnes âgées,
- VU la loi n° 2009-879 du 31 juillet 2009, portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant création des agences régionales de la santé,
- VU le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant nomination de Me Nicole KLEIN en qualité de Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33



- VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Gironde du 30 octobre 1981 autorisant la création d'une maison de retraite d'une capacité de 23 places, dénommée SOLEIL D'AUTOMNE sise 67, avenue Pasteur, 33270 Floirac,
- VU l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Général du 20 février 2006, portant transfert d'autorisation de gestion de la maison de retraite SOLEIL D'AUTOMNE à la SARL LA PASTORALE dont le siège social est fixé lieu dit Chavasse, 33880 Saint-Caprais de Bordeaux, représentée par Monsieur Sébastien CARRICANO, en qualité de gérant,
- VU l'avis émis par le CROSMS en sa séance du 24 février 2008,
- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général du Département de la Gironde en date du 10 juillet 2008 autorisant le transfert des 23 lits de la maison de retraite SOLEIL D'AUTOMNE sise 67, avenue Pasteur Floirac 33270, vers l'EHPAD nouvellement renommé RESIDENCE DE BOUILAC à Bouliac 33270,
- Considérant
- que la totalité des résidents va être intégrée au sein de l'EHPAD RESIDENCE DE BOUILAC à Bouliac 33270,
  - que tous les membres du personnel ont fait l'objet d'une procédure en vue de leur affectation sur le site de l'EHPAD RESIDENCE DE BOUILAC à Bouliac 33270,
- SUR proposition de Monsieur le Directeur de la Délégation Territoriale Départementale de la Gironde,
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

## **ARRETENT**

### **Article 1**

En application de l'article 313-16-1° du Code de l'Action Sociale et des Familles, la fermeture administrative, totale et définitive de la maison de retraite SOLEIL D'AUTOMNE sise 67, avenue Pasteur, Floirac 33270, n° Finess : 330786260, est prononcée à compter du 30 avril 2010.

### **Article 2**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde ou au recueil des actes administratifs du Département.

### Article 3

Madame la Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, Monsieur le Directeur de la Délégation Territoriale Départementale de la Gironde et Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département.

Bordeaux le 06 MAI 2011

La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général



Mme Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

*Arrêté fixant le tarif journalier de prestations applicable à  
l'activité de soins de médecine sous forme ambulatoire  
du centre de La Tour de Gassies à Bruges  
(n° FINESS : 33 078 113 9)*

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 162-22-10,
- VU le code de la santé publique, notamment les articles R. 6145-19 et R. 6145-29,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé,
- VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie pour l'année 2011 du centre de La Tour de Gassies à Bruges,
- VU la décision de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 30 juin 2010 autorisant le centre de La Tour de Gassies à Bruges à pratiquer l'activité de soins de médecine sous forme ambulatoire,
- VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Le tarif journalier de prestations applicable à l'activité de soins de médecine sous forme ambulatoire du centre de La Tour de Gassies à Bruges à compter du 18 avril 2011 est fixé à 411,59 € (code 50).

**ARTICLE 2** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 3** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2011**

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Mission PMSI**

Arrêté du **11 MAI 2011**

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON N°  
Finess 330781204 au titre du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 5 mai 2011 par le centre hospitalier d'Arcachon,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 409 254,11 €** soit :

- . **2 338 992,92 €** au titre de l'activité,
- . **37 521,06€** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **32 740,13 €** au titre des produits et prestations (DMI),

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON(330781204)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : jeudi 05/05/2011, 09:46**  
**Date de validation par la région : vendredi 06/05/2011, 12:01**  
**Date de récupération : vendredi 06/05/2011, 12:01**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n° 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 695 092,93	5 695 092,93	3 633 851,07	2 061 241,85	2 061 241,85
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 791,28	19 791,28	14 561,11	5 230,17	5 230,17
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 635,92	82 635,92	49 895,79	32 740,13	32 740,13
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 922,95	98 922,95	61 401,90	37 521,06	37 521,06
All dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 297,59	93 297,59	61 562,24	31 735,35	31 735,35
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 278,91	3 278,91	2 058,65	1 220,26	1 220,26
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683 761,49	683 761,49	444 196,20	239 565,29	239 565,29
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 676 781,07</b>	<b>6 676 781,07</b>	<b>4 267 526,96</b>	<b>2 409 254,11</b>	<b>2 409 254,11</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	2 066 472,02
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	272 520,90
Médicaments séjours	37 521,06
DMI	32 740,13
<b>Total</b>	<b>2 409 254,11</b>

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Arrêté du 11 MAI 2011

**Mission PMSI**

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la MSP BAGATELLE n° Finess  
330000340 au titre de l'activité du mois de mars  
2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- 
- VU l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la MSP de Bagatelle au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- 
- VU les relevés d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 9 mai 2011 par la MSP de Bagatelle ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 804 729,31 €** soit :

- . **4 543 572,74 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **106 238,20 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **154 918,37 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 MAI 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : lundi 09/05/2011, 09:09**  
**Date de validation par la région : mardi 10/05/2011, 09:17**  
**Date de récupération : mardi 10/05/2011, 09:18**

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMD)	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	95 084,67	0,00	0,00	0,00	9 101 459,16	9 101 459,16	5 908 270,51	3 193 188,66	3 193 188,66
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	-383,32	0,00	0,00	0,00	32 602,43	32 602,43	21 966,87	10 635,56	10 635,56
DMI	0,00	0,00	35 391,83	0,00	0,00	0,00	418 354,09	418 354,09	263 435,72	154 918,37	154 918,37
Mon patient	0,00	0,00	3 260,88	0,00	0,00	0,00	297 945,76	297 945,76	196 827,04	101 118,72	101 118,72
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 236,12	11 236,12	7 646,54	3 589,59	3 589,59
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099 326,88	1 099 326,88	692 775,95	406 550,93	406 550,93
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>133 354,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 960 924,44</b>	<b>10 960 924,44</b>	<b>7 090 922,62</b>	<b>3 870 001,82</b>	<b>3 870 001,83</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	3 203 824,22
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	410 140,52
Médicaments séjours	101 118,72
DMI	154 918,37
<b>Total</b>	<b>3 870 001,83</b>

**MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**  
**Cet exercice est validé par la région**  
**Date de validation par l'établissement : lundi 09/05/2011, 10:58**  
**Date de validation par la région : mardi 10/05/2011, 09:34**  
**Date de récupération : mardi 10/05/2011, 09:34**

		Total des montants		
	Montant total de l'activité cumulée du mois	Montant d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	Montant de l'activité calculé	Montant de l'activité notifié
GHT	2 652 585,67	1 722 977,67	929 608,00	929 608,00
Molécules onéreuses	10 061,71	4 942,23	5 119,48	5 119,48
<b>Total</b>	<b>2 662 647,38</b>	<b>1 727 919,90</b>	<b>934 727,48</b>	<b>934 727,48</b>

Arrêté du **11 MAI 2011**

**Mission PMSI**

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au au centre hospitalier de BLAYE n°  
Finess 330781220 au titre de l'activité du mois de  
mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier Blaye, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 4 mai 2011, par le centre hospitalier de Blaye,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 847 741,80 €** soit :

- . **1 808 469,83 €** au titre de l'activité,
- . **28 410,59 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **10 861,38 €** au titre des produits et prestations (DMI),

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Blaye et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**C. H. SAINT NICOLAS DE BLAYE(330781220)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mercredi 04/05/2011, 21:12**  
**Date de validation par la région : vendredi 06/05/2011, 14:19**  
**Date de récupération : vendredi 06/05/2011, 14:23**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 538 836,85	4 538 836,85	2 916 761,04	1 622 075,80	1 622 075,80
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 477,10	10 477,10	5 577,95	4 899,15	4 899,15
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 299,36	34 299,36	23 437,98	10 861,38	10 861,38
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 405,25	69 405,25	40 994,66	28 410,59	28 410,59
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 267,86	60 267,86	39 505,91	20 761,95	20 761,95
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 560,05	5 560,05	3 556,42	2 003,63	2 003,63
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 381,39	448 381,39	289 652,09	158 729,30	158 729,30
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 167 227,84</b>	<b>5 167 227,84</b>	<b>3 319 486,05</b>	<b>1 847 741,80</b>	<b>1 847 741,80</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	1 626 974,95
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	181 494,88
Médicaments séjours	28 410,59
DML	10 861,38
<b>Total</b>	<b>1 847 741,80</b>

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Arrêté du **11 MAI 2011**

**Mission PMSI**

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du BOUSCAT N° Finess 330000332 au titre de l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de l'hôpital suburbain du Bouscat au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 4 mai 2011 par l'hôpital suburbain du Bouscat ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 070 892,14 €** soit :

- . **1 023 879,57 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **41 422,59 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **5 589,98 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à l'hôpital suburbain du Bouscat et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL SUBURBAIN(330000332)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mercredi 04/05/2011, 16:55  
 Date de validation par la région : vendredi 06/05/2011, 09:38  
 Date de récupération : vendredi 06/05/2011, 09:45

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (voir l'explication du calcul en bas)	J : Total des montants d'activité jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 159 093,02	2 159 093,02	1 418 535,11	740 557,91	740 557,91
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 450,48	7 450,48	1 860,50	5 589,98	5 589,98
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 019,69	136 019,69	95 135,51	40 884,18	40 884,18
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392,93	392,93	249,67	143,26	143,26
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 835,36	2 835,36	2 137,38	697,99	697,99
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 117,03	105 117,03	68 577,03	36 540,00	36 540,00
DMI/ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 410 908,51</b>	<b>2 410 908,51</b>	<b>1 586 495,19</b>	<b>824 413,32</b>	<b>824 413,32</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	740 557,91
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	37 381,25
Médicaments séjours	40 884,18
DMI	5 589,98
<b>Total</b>	<b>824 413,32</b>



**MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL SUBURBAIN(330000332)**

**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**

**Cet exercice est validé par la région**

**Date de validation par l'établissement : mercredi 04/05/2011, 16:56**

**Date de validation par la région : vendredi 06/05/2011, 10:24**

**Date de récupération : vendredi 06/05/2011, 10:25**

		Total des montants		
	Montant total de l'activité cumulée du mois	Montant d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	Montant de l'activité calculé	Montant de l'activité notifié
GHT	705 892,08	459 951,66	245 940,41	245 940,41
Molécules onéreuses	1 557,81	1 019,40	538,40	538,41
<b>Total</b>	<b>707 449,88</b>	<b>460 971,07</b>	<b>246 478,82</b>	<b>246 478,82</b>

Décision du 11 mai 2011

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Offre de Soins Hospitalière

*Renouvellement de l'autorisation d'exploiter des  
installations de chirurgie esthétique dans les locaux de  
la Clinique Saint Louis Le Bouscat*

*Délivrée à la SAS Clinique Ophtalmologique Thiers  
à Bordeaux (33)*

\*\*\*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L 6322-1 à L 6322-3, les articles R 6322-1 à R 6322-29 et les articles D 6322-30 à D 6322-48,

**VU** la Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52,

**VU** le Décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-777 du 11 juillet 2005 relatif à la durée du délai de réflexion prévu à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-1366 du 2 novembre 2005 relatif à la durée de réflexion prévue à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** la Circulaire n° DGS/SD2B/DHOS/O4/2005/576 du 23 décembre 2005 relative à l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,

**VU** l'arrêté du 22 mai 2006 de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde accordant à la SAS Clinique Saint Louis, 159 avenue du Président Robert Schuman, 33 110 LE BOUSCAT, l'autorisation en vue d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Clinique Saint Louis, 159 avenue du Président Robert Schuman, 33 110 LE BOUSCAT,

**VU** la demande présentée par le Directeur de la Clinique Saint Louis, 159 avenue du Président Robert Schuman, 33 110 LE BOUSCAT, déclarée complète le 24 février 2011, tendant à obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique, dans les locaux de la Clinique Saint Louis, 159 avenue du Président Robert Schuman, 33 110 LE BOUSCAT,

**VU** l'avis en date du 10 mai 2011 émis par les services techniques de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine,

**CONSIDERANT** que le dossier de demande fait apparaître que les installations et leur utilisation satisfont aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le Code de la santé publique susvisé,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – Le renouvellement de l'autorisation, prévue aux articles L 6322-1 et suivants, aux articles R 6322-1 et suivants, aux articles D 6322-30 et suivants du Code de la santé publique, est **accordé** à la SAS Clinique Ophtalmologique Thiers, 330 avenue Thiers, 33 100 BORDEAUX, en vue d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Clinique Saint Louis, 159 avenue du Président Robert Schuman, 33 110 LE BOUSCAT,

FINESS entité juridique n° 33 000 028 2

FINESS établissement n° 33 078 014 9

**ARTICLE 2** – Le présent renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique prendra effet à compter du 13 décembre 2011.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article L 6322-1 du Code de la santé publique, l'arrêt du fonctionnement de l'installation pendant une durée supérieure à six mois entraîne la caducité de l'autorisation sauf accord préalable de la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine sur demande justifiée du titulaire de l'autorisation. Cette caducité est constatée par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 4** - Le renouvellement de l'autorisation est présenté par le titulaire de l'autorisation huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de l'autorisation en cours de validité.

**ARTICLE 5** – En application des articles R 6322-19, R 6322-20 et R 6322-6 du Code de la santé publique :

- lorsque le titulaire de l'autorisation est un établissement de santé, la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine reçoit le rapport prévu au 3° du II de l'article R 1112-80, ou communication des éléments relatifs à l'activité de chirurgie esthétique figurant à ce rapport,

- lorsque le titulaire de l'autorisation n'est pas un établissement de santé, il met en place un comité de relations avec les usagers et de qualité de la prise en charge, dont le représentant des usagers et son suppléant sont désignés par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine dans les conditions prévues à l'article R 6322-20 et dont le

rapport annuel d'activité est transmis à la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 7** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 11 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe Nicole KLEIN

  
Anne BARON

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Mission PMSI**

Arrêté du **12 MAI 2011**

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CRLCC Institut BERGONIÉ N°  
Finess 330000662 au titre de l'activité du mois de  
mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CRLCC Bergonié, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 10 mai 2011, par le CRLCC Bergonié,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **5 217 103,73 €** soit :

- . **4 158 463,88 €** au titre de l'activité,
- . **1 036 773,68 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **21 866,17 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

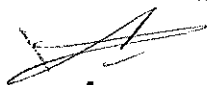
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN  
**Anne BARON**

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**INSTITUT BERGONIE(330000662)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 10/05/2011, 16:54  
 Date de validation par la région : mercredi 11/05/2011, 11:21  
 Date de récupération : mercredi 11/05/2011, 11:27

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 810 009,87	9 810 009,87	6 326 155,45	3 483 854,43	3 483 854,42
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 566,62	57 566,62	35 700,45	21 866,17	21 866,17
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 971 286,59	2 971 286,59	1 934 512,91	1 036 773,68	1 036 773,68
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 751,37	13 751,37	8 837,01	4 914,36	4 914,36
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 772 679,18	1 772 679,18	1 102 984,08	669 695,10	669 695,10
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 625 293,63</b>	<b>14 625 293,63</b>	<b>9 408 189,90</b>	<b>5 217 103,73</b>	<b>5 217 103,73</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	3 483 854,42										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	674 609,46										
Médicaments séjours	1 036 773,68										
DML	21 866,17										
<b>Total</b>	<b>5 217 103,73</b>										

Arrêté du 12 MAI 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de PESSAC N° Finess 330780529 au titre de l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la santé publique
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique mutualiste de Pessac, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 10 mai 2011, par la clinique mutualiste de Pessac,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **3 088 391,78 €** soit :

- . **2 854 101,68 €** au titre de l'activité,
- . **38 698,41 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **195 591,69 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

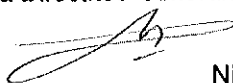
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste de Pessac et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN  
**Anne BARON**

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE MUTUALISTE(330780529)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 10/05/2011, 09:26  
 Date de validation par la région : mercredi 11/05/2011, 09:49  
 Date de récupération : mercredi 11/05/2011, 09:56

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 376 397,51	7 376 397,51	4 648 389,28	2 728 008,24	2 728 008,25
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 053,72	489 053,72	293 462,03	195 591,69	195 591,69
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 930,62	110 930,62	72 232,21	38 698,41	38 698,41
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 666,44	51 666,44	33 534,68	18 131,76	18 131,76
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 278,62	7 278,62	4 341,48	2 937,13	2 937,13
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 961,91	282 961,91	177 937,37	105 024,54	105 024,54
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 318 288,82</b>	<b>8 318 288,82</b>	<b>5 229 897,04</b>	<b>3 088 391,78</b>	<b>3 088 391,78</b>

<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>2 728 008,25</b>
Activité d'hospitalisation	
Activité externe y compris ATU,	
FFM, SE et Molécules onéreuses	126 093,43
Médicaments séjours	38 698,41
DMI	195 591,69
<b>Total</b>	<b>3 088 391,78</b>

Arrêté du 13 MAI 2011

Portant autorisation de création d'un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (S.E.S.S.A.D) de 6 places pour enfants handicapés moteurs et polyhandicapés au Barp, géré par l'Association des Paralysés de France (A.P.F)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde, et notamment le volet «enfance et adolescence handicapées », adopté par l'Assemblée départementale le 19 décembre 2006 pour la période 2007-2011 ;

**VU** l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en séance du 20 novembre 2009 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 janvier 2010 portant refus d'autorisation, faute de financement, à l'Association Handas, sise 17 rue Auguste Blanqui 75013 Paris, pour la création d'un service d'éducation spéciale et de soins à domicile au BARP de 20 places pour enfants et adolescents de 0 à 20 ans présentant une déficience motrice avec ou sans troubles associés ou un polyhandicap avec ou sans troubles associés ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie de la région Aquitaine pour la période 2010-2013 ;

**VU** l'acte authentique notarié de fusion en date du 24 septembre 2010 relatif au projet de traité de dévolution générale de patrimoine par l'association HANDAS au profit de l'Association des Paralysés de France sous conditions suspensives, n'entraînant aucune modification de l'établissement tant au niveau de son projet que de son financement ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2011 portant transfert d'autorisation du Jardin d'Enfants Spécialisé « ARC en Ciel », structure support du SESSAD, de l'association HANDAS au profit de l'association des Paralysés de France à titre de fusion par absorption ;

**CONSIDERANT** que le projet est compatible avec les objectifs du schéma départemental en faveur des personnes handicapées (volet « enfance et adolescence handicapées ») et apporte une réponse aux besoins d'accompagnement du public ciblé sur un secteur dépourvu de ce type d'équipement ;

**CONSIDERANT** la notification du 4 mai 2010 du Directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A) fixant le montant des enveloppes régionales limitatives pour 2010 et les enveloppes régionales anticipées 2010 pour 2011, 2012 et 2013 des établissements et services médico-sociaux pour personnes handicapées ;

**CONSIDERANT** que l'enveloppe anticipée 2010 pour 2013 notifiée à la région Aquitaine permet d'autoriser par anticipation la création d'un S.E.S.S.A.D au Barp de 6 places, sur 20 places demandées, pour enfants et adolescents de 0 à 20 ans présentant une déficience motrice avec ou sans troubles associés ou un polyhandicap avec ou sans troubles associés ;

**SUR** proposition du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à l'Association des Paralysés de France sise 17 boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris en vue de la création d'un S.E.S.S.A.D au Barp d'une capacité de 6 places pour enfants et adolescents de 0 à 20 ans présentant une déficience motrice avec ou sans troubles associés ou un polyhandicap avec ou sans troubles associés.

**ARTICLE 2** – L'Association des Paralysés de France sise 17 boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris communiquera à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine l'adresse du nouveau S.E.S.S.A.D sis au Barp dès son implantation.

**ARTICLE 3** – La mise en fonctionnement des 6 places du S.E.S.S.A.D ne pourra être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et leur installation sera conditionnée par la date de mise à disposition des crédits en 2013.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de délivrance de la présente autorisation.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation sera réputée caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 6** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 7** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service, par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 8-** Ce service est répertorié au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (F.I.N.E.S.S) de la façon suivante :

**Entité juridique : Association des Paralysés de France (A.P.F)**

N° FINSS : 750719239

Code statut juridique : 61

**Entité établissement : S.E.S.S.A.D Le BARP**

N° FINESS : 330036369 capacité : 6

Code catégorie : 182 service d'éducation spéciale et de soins à domicile

Code discipline : 319 éducation spécialisée et soins à domicile enfants handicapés

Code activité /fonctionnement : 16 prestation en milieu ordinaire

Code de clientèle : 500 polyhandicapés

**ARTICLE 9** – Dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 10** – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 MAI 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Offre de Soins Hospitalière

**Autorisation délivrée dans le cadre de l'article L. 6122-8  
du code de la santé publique**

**au Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à  
Domicile (CA3D) à Gradignan (33170)**

**Fermeture de l'antenne d'autodialyse de Mérignac (33700)**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-21, R. 6122-23 à R. 6122-44,

**VU** la décision de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 février 2007, autorisant le Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à Domicile (CA3D) - 10 chemin du Solarium - Gradignan (33170), à pratiquer l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique (IRC) par Epuration Extrarénale, et notamment l'hémodialyse en antenne,

**VU** le courrier de Monsieur le Docteur NORMAND, Gérant du Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à Domicile (CA3D), à Gradignan (33170), en date du 22 mars 2011, informant de la fermeture définitive de l'antenne d'autodialyse sise 65 avenue de l'Alouette à MÉRIGNAC (33700),

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'antenne d'autodialyse sise 65 avenue de l'Alouette - MÉRIGNAC (33700), dont l'autorisation est détenue par le Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à Domicile (CA3D) - 10 chemin du Solarium à Gradignan (33170), est fermée **à compter du 14 mars 2011**.

**ARTICLE 2** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision, devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

**ARTICLE 3** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 13 mai 2011.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,  
Nicole KLEIN

  
**Anne BARON**

DÉLÉGATION TERRITORIALE  
DE LA GIRONDE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ

ARRETE du 17 MAI 2011

Portant fermeture de l'EHPAD « CHATEAU  
MAUCAMPS » - 21 avenue de la Libération  
33460 MACAU

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général,**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n° 2001-647 du 21 juillet 2001, relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie,

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** l'arrêté en date du 20 octobre 1987 de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde portant la capacité globale à 32 places de la maison de retraite Château Maucamps à Macau (33460) ;

**VU** l'arrêté en date du 31 mai 2007 de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde portant autorisation de gestion de la maison de retraite Château Maucamps sise 21 avenue de la Libération 33460 Macau, au profit de la SAS GDP VENDOME dont le siège social est fixé 30 avenue de l'Opéra 75001 Paris ;

**VU** l'arrêté du 30 octobre 2007 portant transformation de la maison de retraite « Château Maucamps » en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

**VU** la convention tripartite en date du 31 décembre 2007 portant sur une capacité de 32 lits pour l'accueil de personnes âgées dépendantes ;

**VU** l'arrêté conjoint du 27 juillet 2009 portant autorisation d'extension par transfert de lits de l'EHPAD « Château Maucamps » à Macau au profit de l'EHPAD de Saint Aubin du Médoc portant la capacité globale de ce dernier à 80 lits d'hébergement permanent ;

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33



**CONSIDERANT** que la configuration des locaux de l'EHPAD « CHATEAU MAUCAMPS » n'offre plus les garanties suffisantes pour l'accueil de personnes âgées dépendantes ;

**CONSIDERANT** qu'en l'état le gestionnaire n'aurait pas pu poursuivre son activité dans des conditions conformes à la réglementation des EHPAD ;

**CONSIDERANT** que l'EHPAD « Château Maucamps » est fermé depuis le 04 janvier 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'à la date du 4 janvier 2011, tous les résidents ont intégré l'EHPAD La Maison de Saint Aubin, 33160 Saint Aubin de Médoc ;

**CONSIDERANT** qu'à la même date, tous les membres du personnel ont fait l'objet d'une procédure selon les dispositions conformes à la législation et la réglementation.

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services du Département,

## **ARRETEMENT**

### **Article 1er**

En application de l'article L 313-16 -1° du code de l'action sociale et des familles, la fermeture administrative, totale et définitive dudit EHPAD « CHATEAU MAUCAMPS » situé 27 avenue de la Libération à Macau (33460) est prononcée à la date du 4 janvier 2011.

### **Article 2**

Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

### **Article 3**

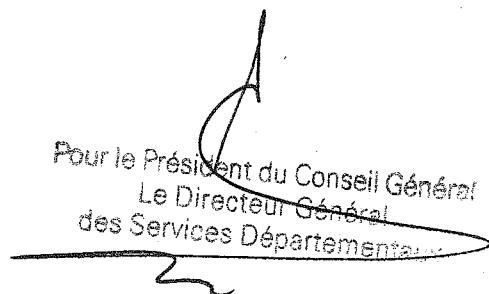
La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 17 MAI 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

  
Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général,

  
Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

**Décision du 17 mai 2011**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Département Offre de Soins Hospitalière**

*Renouvellement de l'autorisation d'exploiter des  
installations de chirurgie esthétique dans les locaux de  
la Clinique Tivoli à Bordeaux*

*Délivrée à la SA Clinique Tivoli à Bordeaux (33)*

\*\*\*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L 6322-1 à L 6322-3, les articles R 6322-1 à R 6322-29 et les articles D 6322-30 à D 6322-48,

**VU** la Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52,

**VU** le Décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-777 du 11 juillet 2005 relatif à la durée du délai de réflexion prévu à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-1366 du 2 novembre 2005 relatif à la durée de réflexion prévue à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** la Circulaire n° DGS/SD2B/DHOS/O4/2005/576 du 23 décembre 2005 relative à l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,

**VU** l'arrêté du 22 mai 2006 de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde accordant à la SA Clinique Tivoli, 220 rue Mandron – 91 rue de Rivière, 33 000 BORDEAUX, l'autorisation en vue d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Clinique Tivoli, 220 rue Mandron – 91 rue de Rivière, 33 000 BORDEAUX.

**VU** la demande présentée par le Président Directeur Général de la SA Clinique Tivoli, 220 rue Mandron – 91 rue de Rivière, 33 000 BORDEAUX, déclarée complète le 21 avril 2011, tendant à obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique, dans les locaux de la Clinique Tivoli, 220 rue Mandron – 91 rue de Rivière, 33 000 BORDEAUX,

**VU** l'avis en date du 12 mai 2011 émis par les services techniques de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine,

**CONSIDERANT** que le dossier de demande fait apparaître que les installations et leur utilisation satisfont aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le Code de la santé publique susvisé,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – Le renouvellement de l'autorisation, prévue aux articles L 6322-1 et suivants, aux articles R 6322-1 et suivants, aux articles D 6322-30 et suivants du Code de la santé publique, est **accordé** à la SA Clinique Tivoli, 220 rue Mandron – 91 rue de Rivière, 33 000 BORDEAUX, en vue d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Clinique Tivoli, 220 rue Mandron – 91 rue de Rivière, 33 000 BORDEAUX,

FINESS entité juridique n° 33 000 007 6

FINESS établissement n° 33 078 011 5

**ARTICLE 2** – Le présent renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique prendra effet à compter du 6 décembre 2011.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article L 6322-1 du Code de la santé publique, l'arrêt du fonctionnement de l'installation pendant une durée supérieure à six mois entraîne la caducité de l'autorisation sauf accord préalable de la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine sur demande justifiée du titulaire de l'autorisation. Cette caducité est constatée par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 4** - Le renouvellement de l'autorisation est présenté par le titulaire de l'autorisation huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de l'autorisation en cours de validité.

**ARTICLE 5** – En application des articles R 6322-19, R 6322-20 et R 6322-6 du Code de la santé publique :

- lorsque le titulaire de l'autorisation est un établissement de santé, la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine reçoit le rapport prévu au 3° du II de l'article R 1112-80, ou communication des éléments relatifs à l'activité de chirurgie esthétique figurant à ce rapport,

- lorsque le titulaire de l'autorisation n'est pas un établissement de santé, il met en place un comité de relations avec les usagers et de qualité de la prise en charge, dont le représentant des usagers et son suppléant sont désignés par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine dans les conditions prévues à l'article R 6322-20 et dont le

rapport annuel d'activité est transmis à la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

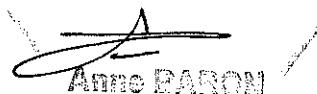
**ARTICLE 6** – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 7** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 17 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégué,  
La Directrice Générale Adjointe,  
Nicole KLEIN,

  
Anne BARON

ARRETE du 20 MAI 2011

Portant autorisation d'extension d'une place  
pour personnes adultes polyhandicapées vieillissantes  
à la Maison d'Accueil Spécialisée  
(M.A.S) « Les Quatre Vents », sise à SAINT-DENIS-DE-PILE,  
gérée par l'Association Départementale des Amis  
et Parents d'Enfants Inadaptés de la Gironde (A.D.A.P.E.I)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde, volet « adultes handicapés », adopté par l'Assemblée départementale le 19 décembre 2006 pour la période 2007-2011 ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie de la région Aquitaine pour la période 2010-2013 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 1987 autorisant l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (ADAPEI) pour la création au lieu-dit BEAUMALE à SAINT-DENIS-DE-PILE d'une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) pour adultes handicapés des deux sexes sans aucune autonomie d'une capacité de 48 lits ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2003 autorisant 10 places externalisées de Service d'Accompagnement à Domicile (S.A.D) au sein de la Maison d'Accueil Spécialisée à Saint-Denis-de-Pile, gérée par l'Association ADAPEI ;

**VU** la demande présentée par l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (ADAPEI) sise 11 rue Théodore Blanc à Bruges (33523) en vue de l'extension de 9 places de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) « les Quatre Vents », pour adultes polyhandicapés vieillissants, sise 2 route de Guitres à Saint-Denis-de-Pile (33910) ;

**CONSIDERANT** l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) en séance du 24 avril 2009, compte tenu de la compatibilité du projet avec les objectifs du schéma départemental en faveur des personnes handicapées, ainsi que des éléments de qualité, notamment la diversification des modes d'accueil et la prise en charge des personnes handicapées vieillissantes ;

**CONSIDERANT** l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 portant refus d'autorisation d'extension, à défaut de financement, de 9 places de la MAS « Les Quatre Vents » à Saint-Denis-de-Pile ;

**CONSIDERANT** la capacité actuelle de la Maison d'Accueil Spécialisée à Saint-Denis-de-Pile fixée à 54 places dont 48 places d'internat et 6 places d'accueil de jour ;

**CONSIDERANT** que le projet est compatible avec le PRIAC actualisé pour la période 2010-2013 ;

**CONSIDERANT** la notification du 4 mai 2010 du Directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative au titre de l'année 2010 et de l'enveloppe anticipée 2010 pour 2011 permettant d'autoriser par anticipation la création d'une place à la MAS de Saint-Denis-de-Pile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, en vue de l'extension d'une place de MAS, pour adultes polyhandicapés vieillissants, sise 2 route de Guitres à Saint-Denis-de-Pile, est accordée à l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Gironde (ADAPEI).

La capacité globale autorisée est portée à 55 places.

**ARTICLE 2** – La mise en fonctionnement de cette place de M.A.S ne pourra être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2011, et reste en tout état de cause liée à la mise à disposition des crédits de paiement.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** – La présente autorisation sera caduque en application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa date de notification.

**ARTICLE 5** – La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

**ARTICLE 6** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7** - Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (F.I.N.E.S.S) de la façon suivante :

**Entité juridique : A.D.A.P.E.I de Gironde**

N° FINESS : 330790791

Code statut juridique : 61

N° SIREN : 775585003

**Entité établissement : M.A.S « Les Quatre Vents » à SAINT-DENIS-DE-PILE**

N° FINESS : 330794009

Code catégorie : 255                      capacité : 55

Discipline	Activité/fonctionnement	Clientèle	Capacité
917	11	500	49
917	21	500	6

**ARTICLE 8** – Dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 MAI 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 23 MAI 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CMC WALLERSTEIN N° Finess  
330780537 au titre de l'activité du mois de mars  
2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CMC Wallerstein, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 18 mai 2011, par le CMC Wallerstein ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 012 310,00 €** soit :

- . **1 930 055,03 €** au titre de l'activité,
- . **2 552,50 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **79 702,47 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **23 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE WALLERSTEIN(330780537)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mercredi 18/05/2011, 10:45  
 Date de validation par la région : mercredi 18/05/2011, 10:56  
 Date de récupération : mercredi 18/05/2011, 10:58

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité du au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 774 716,86	4 774 716,86	2 883 786,76	1 890 930,10	1 890 930,10
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 407,12	6 407,12	3 057,56	3 349,55	3 349,55
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 110,51	203 110,51	123 408,04	79 702,47	79 702,47
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 552,50	2 552,50	0,00	2 552,50	2 552,50
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 415,76	45 415,76	29 808,09	15 607,67	15 607,67
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 182,47	6 182,47	4 464,72	1 717,75	1 717,75
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 965,47	55 965,47	37 515,51	18 449,96	18 449,96
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 094 350,69</b>	<b>5 094 350,69</b>	<b>3 082 040,68</b>	<b>2 012 310,00</b>	<b>2 012 310,00</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>1 894 279,65</b>										
Activité d'hospitalisation											
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	35 775,38										
Médicaments séjours	2 552,50										
DMI	79 702,47										
<b>Total</b>	<b>2 012 310,00</b>										

Arrêté du 23 MAI 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX N° Finess 330781196 au titre de l'activité du mois de mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 16 mai 2011, par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **47 731 715,56 €** soit :

- . **42 843 612,61 €** au titre de l'activité,
- . **3 634 570,57 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **1 253 532,38 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de Bordeaux et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **23 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MATZA STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**C.H.U. DE BORDEAUX(330781196)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : lundi 16/05/2011, 10:10**  
**Date de validation par la région : mercredi 18/05/2011, 09:39**  
**Date de récupération : mercredi 18/05/2011, 09:45**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité dû au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	1 875 148,72	0,00	0,00	0,00	110 594 562,77	110 594 562,77	70 661 008,54	39 933 554,23	39 933 554,23
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 829,66	112 829,66	72 128,45	40 703,21	40 703,21
IVG	0,00	0,00	2 533,30	0,00	0,00	0,00	108 337,46	108 337,46	68 204,80	40 132,66	40 132,66
DMI	0,00	0,00	4 924,68	0,00	0,00	0,00	3 919 951,90	3 919 951,90	2 666 419,52	1 253 532,38	1 253 532,38
Mon patient	0,00	0,00	693 987,28	0,00	0,00	0,00	9 560 089,13	9 560 089,13	5 925 518,55	3 634 570,57	3 634 570,57
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 101,65	115 101,65	33 451,43	81 650,22	81 650,22
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	354 732,27	354 732,27	230 336,51	124 395,77	124 395,77
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 978,45	50 978,45	30 764,64	20 213,81	20 213,81
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 114 446,05	7 114 446,05	4 511 483,35	2 602 962,71	2 602 962,71
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 576 593,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>131 931 029,34</b>	<b>131 931 029,34</b>	<b>84 199 313,79</b>	<b>47 731 715,56</b>	<b>47 731 715,56</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	40 014 390,11
Activité externe y compris ATU,	2 829 222,50
FFM, SE et Molécules onéreuses	3 634 570,57
Médicaments séjours	1 253 532,38
DMI	
<b>Total</b>	<b>47 731 715,56</b>

Arrêté du **23 MAI 2011**

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE N°  
Finess 330781253 au titre de l'activité du mois de  
mars 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Libourne, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le 16 mai 2011, par le centre hospitalier de Libourne,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **9 307 692,26 €** soit :

- . **8 462 801,74 €** au titre de l'activité,
- . **639 968,14 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **204 922,38 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **23 MAI 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)**

Année 2011 - Période Année 2011 M3 : De Janvier à Mars

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : lundi 16/05/2011, 17:23

Date de validation par la région : mardi 17/05/2011, 14:09

Date de récupération : mardi 17/05/2011, 14:12

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité du au titre de l'année 2010 (LAMDA)	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 174 388,95	22 174 388,95	14 596 123,66	7 578 265,29	7 578 265,30
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 194,27	35 194,27	23 243,65	11 950,62	11 950,62
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 999,41	572 999,41	368 077,03	204 922,38	204 922,38
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 813 350,91	1 813 350,91	1 173 382,77	639 968,14	639 968,14
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 981,72	231 981,72	154 540,11	77 441,61	77 441,61
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 809,00	30 809,00	18 723,12	12 085,88	12 085,88
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 172 223,09	2 172 223,09	1 389 164,76	783 058,33	783 058,33
DMI ACE	0,00	0,00	48 562,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 562,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 030 947,35</b>	<b>27 030 947,35</b>	<b>17 723 255,09</b>	<b>9 307 692,26</b>	<b>9 307 692,26</b>

<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>7 590 215,92</b>
--------------------------------------	---------------------

Activité d'hospitalisation	872 585,82
Activité externe y compris ATU,	639 968,14
FFM, SE et Molécules onéreuses	204 922,38
Medicaments séjours	
DMI	
<b>Total</b>	<b>9 307 692,26</b>



Décision modificative du 23 mai 2011

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

*Prorogation d'autorisation d'implantation d'un  
appareil d'IRM*

Offre de Soins Hospitalière

*délivrée au Centre Hospitalier Intercommunal  
Sud Gironde à LA RÉOLE (33)*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L.6121-1 à L.6122-21, R.6122-23 à R.6122-44,

**VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010, 16 avril 2010, modifiant ledit SROS,

**VU** la décision prise par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 2 octobre 2007, autorisant le Centre Hospitalier Pasteur à LANGON (33164) à exploiter un appareil d'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM) au sein dudit Hôpital,

**VU** la décision du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 29 décembre 2009, autorisant la création d'un établissement public de santé intercommunal, dénommé « Centre Hospitalier Intercommunal Sud Gironde », par fusion des deux Centres Hospitaliers de Langon et de La Réole, ayant son siège social Place Saint-Michel - BP 90055 - LA RÉOLE Cédex (33192),

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,

**VU** le courrier de Madame la Directrice du Centre Hospitalier Intercommunal Sud Gironde, en date du 14 avril 2010, sollicitant la prorogation de l'autorisation du 2 octobre 2007,

**CONSIDÉRANT** que cette demande de prorogation peut être admise, compte tenu de la durée de réalisation des travaux,

**CONSIDÉRANT** l'erreur survenue dans l'article premier de la décision du 30 septembre 2010,

## D E C I D E

**ARTICLE PREMIER** - La décision du 30 septembre 2010 relative à l'autorisation de prorogation d'implantation d'un appareil d'IRM délivrée au Centre Hospitalier Intercommunal Sud Gironde à La Réole, est modifiée ainsi qu'il suit :

*« Le délai de commencement d'exécution de la décision de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale d'Hospitalisation d'Aquitaine du 2 octobre 2007, accordant au Centre Hospitalier Pasteur à Langon - Rue Paul Langevin - BP 116 à LANGON (33164), l'exploitation d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) au sein dudit hôpital, est prorogé de un an, soit jusqu'au 2 octobre 2011 ».*

N° FINESS de l'entité juridique : 33 002 750 9

N° FINESS de l'établissement : 33 000 058 9

**ARTICLE 2** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé devant le Ministre de la Santé et des Sports qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Un recours contentieux peut être exercé dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 3** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 23 mai 2011.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN.

Délégation Territoriale  
de la Gironde

Arrêté du 24 MAI 2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2010

CAMSP du CHU de Bordeaux

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Et  
Le Président du Conseil Général**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2010,

**VU** l'arrêté préfectoral du 01/10/2009 autorisant le fonctionnement de la structure,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 148 du 29 juin 2010 de la décision en date du 18 juin 2010 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2010/179 du 31 mai 2010 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2010 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2010 transmises par l'établissement,

**ARTICLE PREMIER :**

Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles de CAMSP du CHU de Bordeaux (N° Finess 33.0.78237.6 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	76 050,00 €	969 621,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	743 751,00 €	
	Dont CNR	206 947,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	149 820,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	762 674,00 €	969 621,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	120 000,00 €	
	<b>Excédent</b>	86 947,00 €	

**ARTICLE 2 -**

La dotation globale de financement du CAMSP du CHU de Bordeaux est fixée ainsi qu'il suit pour l'exercice budgétaire 2010 :

- part Assurance Maladie :	585 255,00 €
- part Conseil Général :	177 419,00 €

**ARTICLE 3 -**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 4 -**

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 5 -**

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde et le Directeur Général des services départementaux du Conseil Général de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le

**24 MAI 2011**

Pour le Président du Conseil Général  
et par délégation  
Le Médecin Directeur des Actions de Santé

Fait à Bordeaux, le **24 MAI 2011**

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
Fabienne RABAU

*Décision portant insertion au recueil des actes  
administratifs de la Gironde  
de renouvellement implicite d'autorisation d'activité de soins de  
Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L. 6122-10, R. 6122-41,

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation de renouvellement tacite pour l'exercice de l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique, est accordée aux établissements suivants :

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée le 6 février 2007, à l'**Hôpital Privé Saint Martin - PESSAC Cédex (33608)** pour l'exercice de l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique par épuration extra rénale, par hémodialyse en centre, est tacitement renouvelée en date du 31 mai 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du **7 février 2012** pour une durée de cinq ans.

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée le 6 février 2007, à la **SA Polyclinique Bordeaux-Nord Aquitaine - BORDEAUX (33300)** pour l'exercice de l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique par épuration extra rénale, par hémodialyse, selon les modalités suivantes :

- hémodialyse en centre,
- hémodialyse en Unité de Dialyse Médicalisée (UDM) ;
- hémodialyse en antennes (Blaye, Bordeaux-Nord, Lormont et Lesparre),
- hémodialyse à domicile,
- dialyse péritonéale,

est tacitement renouvelée en date du 30 mai 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du **7 février 2012** pour une durée de cinq ans.

---

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée le 6 février 2007, au **Centre Aquitaine pour le Développement de la Dialyse à Domicile (CA3D) - GRADIGNAN (33170)** pour l'exercice de l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique par épuration extra rénale, par hémodialyse, selon les modalités suivantes :

- hémodialyse en antennes, localisées à Arcachon, Bègles, Cenon, Gradignan, Mimizan et Saint-Pierre de Mons,
- hémodialyse à domicile,
- dialyse péritonéale,

est tacitement renouvelée en date du 31 mai 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du **7 février 2012** pour une durée de cinq ans.

---

**ARTICLE 2** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 24 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

*Décision portant insertion au recueil des actes  
administratifs de la Gironde  
de renouvellement implicite d'autorisation d'activité de soins de  
Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L. 6122-10, R. 6122-41,

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation de renouvellement tacite pour l'exercice de l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique, est accordée à l'établissement suivant :

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée le 6 février 2007, à la **SAS NEPHRODIALYSE – 106 avenue d'Arès - BORDEAUX (33000)** pour l'exercice de l'activité de soins de Traitement de l'Insuffisance Rénale Chronique par épuration extra rénale, au sein du Centre de Traitement des Maladies Rénales, selon les modalités suivantes :

- hémodialyse en centre,
- hémodialyse en antenne à Mérignac,
- hémodialyse à domicile,
- dialyse péritonéale,

est tacitement renouvelée en date du 22 mai 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du **7 février 2012** pour une durée de cinq ans.

**ARTICLE 2** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 26 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

***Décision portant insertion au recueil des actes administratifs de la Gironde  
de renouvellement implicite d'autorisation d'activités de soins liées  
à la Périnatalité***

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L. 6122-10, R. 6122-41,

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation de renouvellement tacite pour l'exercice des activités de soins liées à la Périnatalité, est accordée à l'établissement suivant :

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée le 7 novembre 2006, avec effet au 31 mai 2007, à l'**Hôpital Privé Saint Martin – Allée des Tulipes – PESSAC Cedex (33608)**, pour l'exercice de l'activité de soins d'Obstétrique, est tacitement renouvelée en date du 31 mai 2011.

Ce renouvellement prendra effet à partir du **1<sup>er</sup> juin 2012** pour une durée de cinq ans.

**ARTICLE 2** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 26 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



PRÉFET DE LA GIRONDE

Cabinet du Préfet

ARRETE DU 5 mai 2011

**Arrêté portant agrément de Monsieur Jérôme DEPLACE,  
en qualité d'agent de contrôle de la Mutualité Sociale Agricole**

**Le Préfet de la Région Aquitaine  
Préfet de la Gironde  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 724-7 et L. 724-10 ;

VU le code du travail, notamment l'article L. 8271-7 ;

VU le code de la sécurité sociale modifié, notamment l'article L. 243-9 ;

VU le code pénal, notamment les articles 226-13, 432-3 et 432-17 modifiés ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole ;

VU la circulaire DGFAR/SDPS/C2005-5048 du ministère de l'agriculture et de la pêche du 26 octobre 2005 relative à l'agrément et l'assermentation des agents de contrôle des organismes de mutualité sociale agricole (MSA) ;

VU la demande d'agrément présentée par monsieur le président de la MSA de la Gironde en faveur de Monsieur Jérôme DEPLACE, agent de contrôle agréé et assermenté, suite à une mutation de la MSA des Charentes vers la MSA de la Gironde ;

VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Saintes certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1<sup>er</sup> a prêté serment le 5 décembre 2006 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions ;

VU les autres pièces fournies au dossier, notamment les attestations de suivi des formations initiale et de perfectionnement aux fonctions de contrôleur des caisses de MSA ;

SUR proposition du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** M. Jérôme DEPLACE est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

**ARTICLE 2 :** Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la MSA de la Gironde ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L. 724-7 du code rural et de la pêche maritime. Il peut être retiré à tout moment.

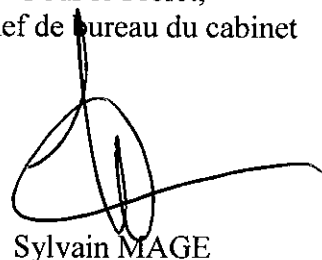
**ARTICLE 3 :** Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1<sup>er</sup> dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

**ARTICLE 4 :** Comme le prévoit l'article L. 724-10 du code rural et de la pêche maritime, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L. 724-7 dudit code sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

**ARTICLE 5 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. le président de la MSA de la Gironde pour notification à l'intéressé. Une copie sera également adressée à la caisse centrale de la MSA.

Fait à Bordeaux, le 5 mai 2011

Pour le Préfet,  
Le chef de bureau du cabinet

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line extending to the right.

Sylvain MAGE

**DELIMITATION DES AIRES DE PRODUCTION DES VINS AOC :**

***MOULIS, HAUT-MEDOC, MEDOC, BORDEAUX SUPERIEUR,  
CREMANT DE BORDEAUX et BORDEAUX***

**AVIS DE MISE DE MISE EN CONSULTATION PUBLIQUE DES  
PLANS EN MAIRIE DE MOULIS**

---

La Commission Permanente du Comité National de l'INAO réunie en séance du 13 avril 2011 a approuvé le projet de délimitation parcellaire des AOC MOULIS, HAUT-MEDOC, MEDOC, BORDEAUX SUPERIEUR, CREMANT DE BORDEAUX et BORDEAUX établi par la Commission d'Experts nommée à cet effet.

Les propriétaires, les exploitants viticoles, sont informés que les plans cadastraux comportant le projet de délimitation parcellaire des AOC Moulis, Haut-Médoc, Médoc, Bordeaux Supérieur, Crémant de Bordeaux et Bordeaux établis conformément au point IV-2 du chapitre I<sup>er</sup> des cahiers des charges homologués par décrets du 3 novembre 2008, 7 octobre 2009, 20 octobre 2009 et du 29 octobre 2009 seront déposés dans la mairie concernée pour mise en consultation publique.

Ils pourront être consultés aux heures habituelles d'ouverture de la mairie.

Les personnes intéressées ont un délai de deux mois, du 15 juin au 18 août 2011 pour formuler leurs réclamations par écrit sur le cahier prévu à cet effet et déposé dans la mairie.

Aucune réclamation ne sera prise en compte après le 19 août 2011.

Le dossier complet du projet de délimitation peut être consulté au site de l'INAO 1 quai Wilson à Bègles aux heures habituelles d'ouverture.

Fait à Bègles, le 5 mai 2011

L'Ingénieur Terroir et Délimitation  
Alexandre GRELIER

**DELIMITATION DES AIRES DE PRODUCTION DES VINS AOC :**  
***LISTRAC-MEDOC, MOULIS, HAUT-MEDOC, MEDOC, BORDEAUX***  
***SUPERIEUR, CREMANT DE BORDEAUX et BORDEAUX***

**AVIS DE MISE DE MISE EN CONSULTATION PUBLIQUE DES  
PLANS EN MAIRIE DE LISTRAC-MEDOC**

---

La Commission Permanente du Comité National de l'INAO réunie en séance du 13 avril 2011 a approuvé le projet de délimitation parcellaire des AOC LISTRAC-MEDOC, MOULIS, HAUT-MEDOC, MEDOC, BORDEAUX SUPERIEUR, CREMANT DE BORDEAUX et BORDEAUX établi par la Commission d'Experts nommée à cet effet.

Les propriétaires, les exploitants viticoles, sont informés que les plans cadastraux comportant le projet de délimitation parcellaire des AOC Listrac-Médoc, Moulis, Haut-Médoc, Médoc, Bordeaux Supérieur, Crémant de Bordeaux et Bordeaux établis conformément au point IV-2 du chapitre I<sup>er</sup> des cahiers des charges homologués par décrets du 3 novembre 2008, 7 octobre 2009, 20 octobre 2009 et du 29 octobre 2009 seront déposés dans la mairie concernée pour mise en consultation publique.

Ils pourront être consultés aux heures habituelles d'ouverture de la mairie.

Les personnes intéressées ont un délai de deux mois, du 15 juin au 18 août 2011 pour formuler leurs réclamations par écrit sur le cahier prévu à cet effet et déposé dans la mairie.

Aucune réclamation ne sera prise en compte après le 19 août 2011.

Le dossier complet du projet de délimitation peut être consulté au site de l'INAO 1 quai Wilson à Bègles aux heures habituelles d'ouverture.

Fait à Bègles, le 5 mai 2011

L'Ingénieur Terroir et Délimitation  
Alexandre GRELIER



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Service Agriculture Forêt  
et Développement Rural

ARRETE du 16 Mai 2011

**ARRETE DE DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION  
DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION AGRICOLE  
ET DE SES SECTIONS SPECIALISEES  
Modificatif n° 4  
à l'arrêté du 07 juillet 2009**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L 313-1, R 313-1 et suivants du Code Rural,

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2006 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et des sections spécialisées,

VU l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2009 portant désignation des membres de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et des sections spécialisées,

VU la demande présentée par la Fédération des Coopératives Vinicoles d'Aquitaine en date du 4 Mai 2011,

**SUR PROPOSITION** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** – L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral 07 juillet 2009, désignant les membres de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et des sections spécialisées, est modifié pour la rubrique suivante :

***Avec voix délibérative***

**> REPRÉSENTANTS DES ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE**

- sociétés coopératives agricoles

<i>titulaire</i>	<i>suppléants</i>
• Pascal NERBESSON	• Jean-François BOURGES
	• Vincent PEYROU

**ARTICLE 2** – Les autres dispositions de l'arrêté susvisé demeurent inchangées.

**ARTICLE 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 Mai 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service Agriculture Forêt  
et Développement Rural

ARRETE du 20 Mai 2011

---

ARRETE PREFECTORAL  
ORGANISANT LA LUTTE CONTRE  
LE CYNIPS DU CHATAIGNIER (*Dryocosmus kuriphilus*)  
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la décision de la commission du 27 juin 2006 relative aux mesures provisoires d'urgence destinées à éviter la propagation dans la communauté de l'organisme *Dryocosmus kuriphilus*, et en particulier son article 5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 novembre 2010 relatif à la lutte contre le cynips du châtaignier *Dryocosmus kuriphilus* ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 mai 2006 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets ;

**CONSIDERANT** que le *Dryocosmus kuriphilus* (Cynips du châtaignier) pourrait être l'un des insectes les plus destructeurs du châtaignier et capable de réduire significativement la production et la qualité des châtaignes ;

**CONSIDERANT** que plusieurs foyers de *Dryocosmus kuriphilus* ont été mis en évidence dans 2 départements de la région Aquitaine depuis le 15 avril 2011 ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER : Commune contaminée et délimitation des zones de lutte :**

En Gironde, la commune de Villenave d'Ornon est contaminée par le cynips du châtaignier, *Dryocosmus kuriphilus*.

Les zones de lutte comprennent les communes contaminées et les communes situées dans un périmètre de 15 km autour des communes contaminées.

La liste et les cartes des communes concernées sont jointes au présent arrêté.

**ARTICLE 2 : Dispositions générales :**

Tout mouvement de végétaux ou parties de végétaux de *Castanea mill.* destinés à la plantation autre que les semences et les fruits est interdit à l'intérieur et vers l'extérieur des zones de lutte sur une période de 3 ans sauf dispositions spécifiques prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Cette disposition s'applique à tous détenteurs de végétaux de *Castanea mill*, qu'ils soient destinés à la production de fruits ou à la plantation.

On entend par mouvement de végétaux ou parties de végétaux destinés à la plantation tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 22 Novembre 2010, la mise en circulation de ces végétaux en dehors de leurs parcelles de production ou du lieu de commercialisation.

Le bois écorcé ou non, y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, n'est pas concerné par l'interdiction de circulation.

**ARTICLE 3** : La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, les maires, les officiers de la gendarmerie et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

**DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA  
FORET D'AQUITAINE**

**Cynips du châtaignier - Zones de lutte de 15 km**

**Liste des communes - Département de la Gironde**

ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	LES LEVES-ET-THOUMEYRAGUES
AYGUEMORTE-LES-GRAVES	LIGNAN-DE-BORDEAUX
BASSENS	LIGUEUX
BAURECH	LORMONT
BEAUTIRAN	LOUPES
BEGLES	MADIRAC
BLANQUEFORT	MARGUERON
BONNETAN	MARTILLAC
BORDEAUX	MERIGNAC
BOULIAC	PESSAC
LE BOUSCAT	PINEUILH
BRUGES	POMPIGNAC
CADAUJAC	QUINSAC
CAMBES	RIOCAUD
CAMBLANES-ET-MEYNAC	LA ROQUILLE
CANEJAN	SADIRAC
CARBON-BLANC	SAINT-ANDRE-ET-APPELLES
CARIGNAN-DE-BORDEAUX	SAINT-AVIT-DE-SOULEGE
CASTRES-GIRONDE	SAINT-AVIT-SAINT-NAZAIRE
CENAC	SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
CENON	SAINTE-EULALIE
CESTAS	SAINTE-FOY-LA-GRANDE
EYNESSE	SAINT-MEDARD-D'EYRANS
EYSINES	SAINT-PHILIPPE-DU-SEIGNAL
FARGUES-SAINT-HILAIRE	SAINT-QUENTIN-DE-CAPLONG
FLOIRAC	SALLEBOEUF
GRADIGNAN	SAUCATS
LE HAILLAN	TABANAC
ISLE-SAINT-GEORGES	TALENCE
LA BREDE	TRESSES
LATRESNE	VILLENAVE-D'ORNON
LEOGNAN	YVRAC





PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE  
de l'ALIMENTATION, de  
l'AGRICULTURE et de la  
FORET

Service Régional de  
l'Economie Agricole

Arrêté du **23 MAI 2011**

**Définition des conditions d'éligibilité dans le traitement  
des dossiers de demande de subvention au titre du plan  
de performance énergétique des entreprises agricoles  
pour une agriculture respectueuse de l'environnement  
en Aquitaine (AREA-PPE) – Dispositif 2011**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune modifié ;

Vu le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil du 20/09/2005 modifié concernant le soutien au développement rural par le FEADER ; et ses règlements d'application n°1974/2006 de la commission du 15/12/2006 et n°1975/2006 de la commission du 07/12/2006 ;

Vu le programme de développement rural hexagonal 2007-2013 (PDRH) modifié et approuvé par décisions de la Commission européenne des 19 juillet 2007, 26 juin 2008, 9 janvier 2009, 28 mai 2009 et 18 décembre 2009 ;

Vu l'arrêté du 4 février 2009 relatif au plan de performance énergétique des entreprises agricoles ;

Vu le contrat de projet Etat – Région d'Aquitaine du 5 mars 2007 ;

Vu le document régional de développement rural ;

Vu la circulaire DGPAAT/SDEA/SDBE/C2010-3038 du 15 avril 2010 et la circulaire DGPAAT/SDBE/C2011-3024 du 13 avril 2011, modifiant la circulaire DGPAAT/SDEA/C2009-3012 du 18 février 2009 relative au plan de performance énergétique des entreprises agricoles,

Vu la circulaire DGPAAT/SDBE/C2009-3013 du 18 février 2009 relative au diagnostic énergétique dans le cadre du plan de performance énergétique des entreprises agricoles,

**CONSIDERANT** la nécessité d'appuyer des stratégies définies régionalement pour la performance énergétique des exploitations agricoles pour une agriculture respectueuse de l'environnement en Aquitaine,

**CONSIDERANT** les consultations entreprises et les propositions formulées pour la définition des conditions de priorités régionales,

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,



## ARTICLE PREMIER - Objet

Dans la limite des ressources financières annuelles allouées au plan de performance énergétique, une subvention peut être accordée pour financer les dépenses d'investissements matériels et immatériels liés aux économies d'énergie et à la production d'énergie renouvelable dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté définissent, pour la région Aquitaine et pour l'année 2011, les conditions d'éligibilité dans le traitement des dossiers sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement destinées à la performance énergétique des entreprises agricoles, « pour une agriculture respectueuse de l'environnement en Aquitaine » (AREA-PPE).

Ces dispositions s'appliquent quel que soit le financeur public (Etat, Collectivités territoriales, Union européenne) sans préjudice des conditions d'éligibilité définies dans les textes sus-visés et dans les règlements d'intervention des différents financeurs.

Le dossier de demande de subvention et les pièces constitutives sont adressés au guichet unique du département (DDT/DDTM) dans lequel est situé le siège de l'exploitation avant le commencement d'exécution des investissements.

## ARTICLE 2 - Conditions d'éligibilité des demandeurs

L'utilisation des crédits PPE délégués par le MAAPRAT est soumise à la condition d'emploi dans le cadre des plans stratégiques des filières. Seuls sont éligibles les bénéficiaires des filières « bovins lait », « bovins viande », « porcins » et « volailles ».

En Aquitaine, sont éligibles au dispositif AREA-PPE :

**A** - les exploitants à titre principal, exerçant à titre individuel ou dans un cadre sociétaire (dans le cas d'une société, les associés-exploitants à titre principal doivent détenir au moins 50 % des parts), une dérogation au critère exploitant à titre principal (y compris en société) est accordée dans le cas d'une installation (comme définie à l'article 3),

- les fermiers ou métayers, s'ils sont autorisés à effectuer les travaux par leur propriétaire ou à défaut par le tribunal paritaire des baux ruraux, à moins qu'ils ne soient légalement dispensés de cette autorisation.

Les propriétaires bailleurs de biens fonciers à usage agricole ne sont pas éligibles.

**B** - les sociétés, si elles satisfont aux conditions énumérées ci-après :

- l'activité principale doit concerner la mise en valeur directe d'une exploitation agricole ;  
- plus de 50 % du capital social est détenu par des associés exploitants et au moins 50 % par des associés exploitants à titre principal ;  
- au moins un associé exploitant remplit les conditions d'âge, fixées ci-dessous.

- Les fondations, associations et autres établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche, et les organismes à vocation de réinsertion sans but lucratif s'ils satisfont aux conditions énumérées ci-après :

- ces structures doivent concerner la mise en valeur directe d'une exploitation agricole ;  
- la personne qui conduit l'exploitation doit remplir les conditions d'âge, fixées ci-dessous.

Les CUMA ne sont pas reconnues comme éligibles au dispositif AREA-PPE en Aquitaine.

Pour le point A : Le demandeur doit satisfaire, à la date de décision d'octroi de la subvention, les conditions énumérées ci-après :

- Déclarer être âgé d'au moins 18 ans et de moins de 60 ans, la situation est appréciée au 1er janvier de l'année civile de dépôt de la demande ;

- Déclarer sur l'honneur être à jour des obligations fiscales et sociales légalement exigibles aux régimes de base obligatoires de protection sociale de salariés et de non-salariés, sauf accord d'étalement. Les redevances émises par les agences de l'eau sont assimilées aux contributions fiscales ;



- Fournir les éléments indicatifs technico-économiques permettant de vérifier le maintien du niveau global des résultats de l'exploitation ;
- Fournir au dépôt de la demande un diagnostic énergétique de l'ensemble de son exploitation agricole réalisé par une personne compétente.

Pour les structures visées au point B : la structure doit satisfaire, à la date de décision d'octroi de la subvention, aux conditions énumérées ci-après :

- Déclarer sur l'honneur être à jour des obligations fiscales et sociales légalement exigibles aux régimes de base obligatoires de protection sociale de salariés et de non-salariés, sauf accord d'étalement. Les redevances émises par les agences de l'eau sont assimilées aux contributions fiscales.
- Fournir les éléments indicatifs technico-économiques permettant de vérifier le maintien du niveau global des résultats de l'exploitation.
- Fournir au dépôt de la demande un diagnostic énergétique de l'ensemble de son exploitation agricole réalisé par une personne compétente.

Les sociétés de fait et les indivisions ne sont pas éligibles. Les sociétés en participation, les sociétés par actions simplifiées et les groupements d'intérêts économiques ne sont pas éligibles au titre des investissements réalisés au sein d'une exploitation agricole.

#### Type de projet :

Dans le cas d'une création d'activité hors sol, les demandes d'investissement ne sont pas considérées comme prioritaires et bénéficieront d'un taux d'aide inférieur.

Les projets de méthanisation, ayant un dossier comprenant les autorisations nécessaires, seront examinés uniquement après le 1<sup>er</sup> octobre et en fonction des moyens disponibles.

### **ARTICLE 3 – Définition d'une installation et traitement spécifique**

Dans le cadre du dispositif AREA-PPE, une « installation » recouvre tous les cas où l'exploitant est installé depuis moins de 5 ans au moment de l'engagement juridique de l'aide AREA-PPE par le préfet de département.

A l'intérieur de cette définition générale on distingue :

- le jeune agriculteur (« JA ») : bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans (par rapport à la date figurant sur le certificat de conformité) au moment de l'engagement juridique de l'aide AREA-PPE par le préfet de département ;
- le nouvel installé (« NI ») : non éligible aux aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans (par rapport à la date d'inscription MSA en tant que chef d'exploitation) au moment de l'engagement juridique de l'aide AREA-PPE par le préfet de département.

### **ARTICLE 4 – Sélection des dossiers**

Le présent arrêté préfectoral vaut appel à candidatures visé dans l'arrêté national du 4 février 2009.

Un comité technique et financier assure la mise en place du dispositif AREA-PPE et fait un point régulier sur le fonctionnement du dispositif (évolutions réglementaires, suivi de la consommation des enveloppes financières).

Les dossiers doivent être déposés avant le 1<sup>er</sup> décembre 2011 en DDT/DDTM et seront engagés au fil de l'eau dans la limite des enveloppes financières disponibles.



## **ARTICLE 5 – Diagnostic énergétique**

L'utilisation de DIA'TERRE, outil développé par l'ADEME et conçu pour répondre aux exigences du PPE, est préconisée dès à présent aux diagnostiqueurs, afin de conduire une méthode de diagnostic Energie - GES des exploitations agricoles harmonisée permettant la constitution de bases de données.

Les diagnostiqueurs doivent demander leur inscription sur une liste départementale gérée par une DDT/DDTM qui délivrera une attestation d'inscription à ceux qui remplissent les conditions minimales précisées par circulaire du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

Le dossier de demande de subvention pourra porter sur la seule réalisation du diagnostic énergétique au sens de la circulaire du 18 février 2009.

## **ARTICLE 6 - Conditions de mise en œuvre**

L'inscription à l'opération de diagnostic « banc d'essai moteur » du tracteur de plus forte puissance propriété de l'entreprise demandant une aide AREA-PPE est un préalable au dépôt de la demande de subvention. La subvention AREA-PPE ne sera versée que si ce diagnostic est effectif.

Les dossiers ne répondant pas aux critères de sélection ou de priorité ou ne pouvant être engagés dans l'année en raison de l'indisponibilité financière font l'objet d'une décision motivée de rejet. En cas de décision de rejet, le demandeur a la faculté de déposer une nouvelle demande d'aide tant que le projet n'a pas reçu un commencement d'exécution.

L'aide de l'AREA-PPE peut se cumuler avec celle accordée au titre du plan de modernisation des bâtiments d'élevage (AREA-PMBE) et du plan végétal pour l'environnement (AREA-PVE) pour un projet donné mais pas pour un même investissement.

Dans ces cas, le projet de modernisation présenté dans le cadre du plan de modernisation des bâtiments d'élevage (AREA-PMBE) ou un projet présenté dans le cadre du plan végétal pour l'environnement (AREA-PVE) conservent leur règle de gestion.

## **ARTICLE 7 – Catégories de dépenses éligibles**

Les opérations éligibles au titre de l'AREA-PPE sont :

- les diagnostics énergétiques respectant les modalités précisées par instruction du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche ;
- les investissements et aménagements réalisés au sein des exploitations agricoles permettant de réaliser des économies d'énergie ou de produire des énergies renouvelables. La liste des types d'équipements et d'aménagements éligibles est précisée par circulaire ou note du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

Sont éligibles les investissements matériels dont le commencement d'exécution est postérieur à la date de la première décision d'attribution de la subvention.

## **ARTICLE 8 – Conditions de financement public (tous financeurs confondus)**

Les subventions publiques sont accordées sur la base d'un montant subventionnable plafonné à 40 000 € pour les investissements matériels, à 1 000 € pour les diagnostics énergétiques et à 10 % de l'investissement total pour les autres investissements immatériels. Dans le cas des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), le montant subventionnable maximum pour les investissements matériels pourra être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées dans la limite de trois.

Pour pouvoir être retenu, le montant des investissements matériels éligibles devant être réalisés doit être au minimum de 2 000 €.

L'autoconstruction ne constitue pas un investissement éligible. Toutefois, les travaux peuvent être réalisés par le demandeur, mais dans ce cas, seuls le coût des matériaux et celui des équipements sont pris en compte dans le calcul de l'assiette de l'aide.

Le taux de subvention pour l'ensemble des financeurs est fixé à 40 % du montant plafond éligible maximal retenu par l'un des financeurs, y compris la contre-partie communautaire. Pour les demandes non-jugées



prioritaires, le taux est abaissé à 30 %. Cette minoration ne s'applique pas aux installations telles que définies à l'article 3 du présent arrêté.

Les taux d'intensité et d'encadrement des aides pour les investissements sont majorés de 10 % pour les exploitations dont le siège est situé en zone défavorisée.

Les taux d'intensité et d'encadrement des aides sont majorés de 10 % pour un exploitant jeune agriculteur ayant perçu les aides à l'installation en application des articles D. 343-3 à D. 343-18 du code rural dans la mesure où l'engagement juridique intervient dans la période de cinq ans suivant la date d'installation retenue dans le cadre du certificat de conformité à l'installation. Pour les formes sociétaires, hors CUMA, la majoration de 10 % se calcule au prorata du nombre d'associés-exploitants bénéficiant du statut de jeune agriculteur sur le nombre total des associés-exploitants. Cette majoration du taux peut être accordée avant la date à laquelle l'installation du jeune agriculteur est reconnue dès lors que les investissements projetés dans le cadre de ce plan sont nécessaires pour rendre opérationnel le projet d'installation.

#### **ARTICLE 9 – Délai de réalisation AREA-PPE**

Le demandeur dispose d'un délai d'un an à compter de la date de la première décision d'attribution de la subvention pour commencer le projet. Les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de deux ans après le commencement du projet.

#### **ARTICLE 10 – Périodicité de l'aide AREA-PPE**

Un même bénéficiaire ne peut bénéficier que d'une seule aide du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, au titre du diagnostic énergétique et au titre des investissements matériels éligibles au PPE sur la période de programmation de développement rural 2009-2013. Cette règle ne s'applique pas aux autres financeurs de l'AREA-PPE y compris l'Union européenne.

Le diagnostic énergétique peut faire l'objet d'une seule demande d'aide séparément de celle liée aux investissements matériels.

Des dispositions spécifiques sont applicables aux jeunes agriculteurs et en cas de reprise ou de restructuration d'exploitations (précisées dans la circulaire nationale PPE du 15 avril 2010 modifiant la circulaire du 18 février 2009).

L'installation d'un jeune agriculteur ayant perçu les aides à l'installation en application des articles D. 343-3 à D. 343-18 du code rural au sein d'une structure ayant déjà bénéficié de l'AREA-PPE, donne droit à cette structure à un nouvel accès à l'aide AREA-PPE.

#### **ARTICLE 11 – Exécution**

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le **23 MAI 2011**

Le Préfet de région,



**Patrick STEFANINI**

## Annexe 1 : Rubriques des investissements éligibles

### 1) Diagnostic énergétique

### 2) Catégories d'investissements éligibles :

#### 1. Poste « bloc de traite » :

2. **Matériaux, équipements et matériels pour l'installation d'un chauffe-eau solaire thermique** pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS) liée à l'exploitation,

3. **Éclairage spécifique lié à l'économie d'énergie**

4. **Échangeurs thermiques**

5. **Système de régulation**

6. **Équipements liés à un local de production et d'utilisation d'énergie renouvelable destinée au séchage en grange des fourrages**

7. **Équipements liés à la substitution d'une source d'énergie fossile** par une source d'énergie renouvelable (solaire thermique, biomasse...)

8. **Matériaux, équipements, matériels et aménagements pour l'isolation** des locaux chauffés et/ou climatisés, des équipements,

9. **Chaudière à biomasse** y compris le silo d'alimentation de la chaudière et les systèmes d'alimentation spécifiques pour la chaudière.

10. **Pompes à chaleur** y compris les pompes à chaleur dédiées à la production d'eau chaude (Hors serre).

11. **Équipements liés à la production** et à l'utilisation d'énergie en site isolé **et** non connecté au réseau d'alimentation électrique (100% de l'énergie valorisée pour les besoins de l'exploitation agricole).

12. **Ventilateurs et/ou turbines et trappes motorisées** des systèmes de ventilation centralisée dans les bâtiments d'élevage porcin.

3) Sont également éligibles les prestations relatives à la conception du bâtiment (plans, honoraires d'architecte) **et/ou à sa maîtrise d'œuvre** (conformité technique, suivi du chantier, conduite des travaux) dans la limite de 10 % du montant des travaux concernés.

### Niveau d'aide accordée :

<b>Diagnostic énergétique</b>	Zone de plaine (hors JA)	Zone de plaine pour les JA	Zone défavorisée (hors JA)	Zone défavorisée pour les JA
Montant plafonné (€)	1 000	1 000	1 000	1 000
Taux d'aide (%)	40	50	50	60
Montant d'aide tous financeurs (€)	400	500	500	600



<b>Investissements matériels</b>	Zone de plaine (hors JA)	Zone de plaine pour les JA	Zone défavorisée (hors JA)	Zone défavorisée pour les JA	Investissements non prioritaires ( hors JA et NI)	Investissements non prioritaires (JA et NI)
Montant plafonné (€)	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40000
Taux d'aide (%)	40	50	50	60	30	40
Montant d'aide tous financeurs (€)	16 000	20 000	20 000	24 000	12000	16000

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service Agriculture Forêt  
et Développement Rural

ARRETE du 16 Juin 2011

---

ARRETE PREFECTORAL  
INTERDISANT LE BROyage DES PAILLES  
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU les articles L2212-2 et L2215-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT le déficit pluviométrique générant une insuffisance de production fourragère;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer l'approvisionnement des éleveurs du département en paille,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le broyage des pailles est interdit sur l'ensemble du département de la Gironde, pour la campagne de récolte de céréales 2011.

**ARTICLE 2 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC



DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

14/06/2011

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE**  
**AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AERODROME DE BORDEAUX MERIGNAC**  
par la Directrice de l'aviation civile sud ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral.  
**Agrément de mai 2011**

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998
N°	Date	Début	Expiration		
N°129/11-05	31/05/2011	31/05/2011	30/05/2016	SODAIC SECURITE - 22/24 route de Versailles 91160 CHAMPLAN	1-4 et 2

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE**  
**Le Carré – Les Colonnes**  
**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**N° 29 - 2011**  
**STATUTS – désignation**

**EXPOSE**

Le Conseil d'Administration du 4 octobre 2010 a pris une délibération de modification des statuts de l'Epcc qu'il convient, après analyse par le bureau de contrôle de légalité de la Préfecture, de retirer. Les Conseils Municipaux des membres fondateurs sont, à défaut de clause précise dans les statuts, réputés seuls compétents pour délibérer sur toute modification statutaire. Il sera proposé au prochain Conseil d'Administration, une modification statutaire conforme aux décisions qui seront prises par les Conseils Municipaux de Blanquefort et de Saint-Médard-en-Jalles.

Par ailleurs, les statuts de l'EPCC prévoient, à l'article II-7 « composition du Conseil d'Administration » que

- un siège avec voix délibérative soit attribué au représentant du Conseil Régional d'Aquitaine. Le Conseil Régional a pris une délibération désignant son représentant.
- deux sièges avec voix délibérative soient attribués aux représentants du personnel. L'EPCC a organisé des élections pour la désignation des deux titulaires et de leurs suppléants le 1<sup>er</sup> décembre 2010.
- un siège avec voix délibérative soit attribué au représentant des usagers.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,  
Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

Vu le courrier en date du 2 décembre 2010 du bureau du contrôle de légalité de la Préfecture de la Gironde

**Et après en avoir délibéré,**

- **DECIDE** du retrait de la délibération n° 21-2010 prise le 4 octobre 2010
- **DECIDE de designer**
  - Monsieur Gérard BOULANGER Conseiller Régional membre de la commission permanente représentant du Conseil Régional (Mme Anne-Marie COCULA, suppléante)
  - Monsieur Bruno LALLEMENT, représentant des usagers,
  - Madame Sophie BERLUREAU et Madame Martine JOLIBERT, représentantes du personnel titulaires (Valérie BOROWYER et Yvon TREBOUT représentants du personnel suppléants)

Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont **adoptées à l'unanimité** des voix

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 13.01.2011

Pour expédition conforme, Le Président, **Vincent FELTESSE**



DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE  
LE CARRÉ-LES COLONNES

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle Le Carré – Les Colonnes

Réunion du jeudi 13 janvier 2011

Le nombre de membres en exercice au conseil d'administration est de 23

L'an deux mille onze, le treize janvier à 19 heures, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré –Les Colonnes » s'est réuni au Carré des Jalles de Saint-Médard-en-Jalles, sous la présidence de Vincent FELTESSE, sur une convocation en date du 6 janvier 2011.

Etaient présents ou représentés, avec voix délibérative :

**Collège des membres fondateurs**

*Ville de Saint Médard-en-Jalles :*

M. Serge LAMAISSON, Mme. Catherine FOURMY, M. Bernard CASES, Mme. Sylvie MOTZIG, Melle. Mélanie LAPLACE, M. Jacques SAINT GIRONS, Mme. Danièle LAYRISSÉ, M. Stephan PELLETIER (pouvoir confié à Catherine FOURMY).

*Ville de Blanquefort :*

M. Vincent FELTESSE, Mme. Christiane DEPALLE, M. Michel SAINT-BOIS, M. Matthias SWIERZEWSKI, M. Olivier EDANT (pouvoir confié à Christiane DEPALLE)

**Collège des personnalités qualifiées**

Monsieur le représentant de l'Etat, M. Jean-René GIRARD  
Monsieur Alexandre PERAUD (pouvoir confié à Jean-René GIRARD)  
Monsieur le Président de l'ABC, M. Serge RAYNAUD  
M. le représentant des usagers, M. Bruno Lallement  
Mme la représentante des personnels, Mme Martine Jolibert  
Mme la représentante des personnels, Mme Sophie Berlureau

**ABSENTS:**

M. Jean-Louis Albentosa  
Mme la Présidente de Gestes et Expression, Mme Hélène Dubourdieu  
M. le représentant du Conseil régional d'Aquitaine, M. Gérard Boulanger  
M. Joël Brouch, Directeur de l'OARA

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Christiane DEPALLE

**LA SEANCE EST OUVERTE**

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE**  
**Le Carré – Les Colonnes**

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**N° 32 - 2011**

**DEMANDE DE SUBVENTION/ Région Aquitaine**

**EXPOSE**

Le Conseil Régional D'Aquitaine a signifié, en 2010, son soutien à l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES et son intérêt pour le projet artistique et culturel porté par l'Etablissement : le Conseil Régional a soutenu en 2010 le Festival « des souris, des hommes », le Festival Echappée Belle (scène d'Aquitaine), le compagnonnage avec Renaud Cojo, artiste associé et a apporté un concours financier renforcé au fonctionnement de l'Etablissement. Nous souhaitons, en 2011, renforcer les partenariats existants avec la Région Aquitaine et élargir le compagnonnage aux deux artistes associés (Renaud Cojo et Betty Heurtebise).

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,  
Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, notamment l'article 9 « le C.A. délibère notamment sur les conditions de passation des transactions, contrats conventions et marchés »

**Et après en avoir délibéré,**

- Autorise la Directrice à solliciter l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement et d'activités, de 171.000€ pour l'année 2011 auprès du Conseil Régional d'Aquitaine
- Autorise la Directrice à signer les documents administratifs nécessaires à la mise en œuvre de ce projet et à solliciter toutes autres subventions susceptibles de financer cette opération.
- Autorise la Directrice à signer la convention

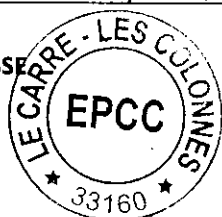
Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont **ADOPTÉES** à l'unanimité des voix.

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 13.01-2011

Pour expédition conforme,

Le Président, Vincent FELTESSE



V. Feltesse

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE  
LE CARRÉ-LES COLONNES**

RECUEIL  
26.01.11  
PPF 33

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle Le Carré – Les Colonnes

Réunion du jeudi 13 janvier 2011

Le nombre de membres en exercice au conseil d'administration est de 23

L'an deux mille onze, le treize janvier à 19 heures, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré –Les Colonnes » s'est réuni au Carré des Jalles de Saint-Médard-en-Jalles, sous la présidence de Vincent FELTESSE, sur une convocation en date du 6 janvier 2011.

Etaient présents ou représentés, avec voix délibérative :

**Collège des membres fondateurs**

*Ville de Saint Médard-en-Jalles :*

M. Serge LAMAISSON, Mme. Catherine FOURMY, M. Bernard CASES, Mme. Sylvie MOTZIG, Melle. Mélanie LAPLACE, M. Jacques SAINT GIRONS, Mme. Danièle LAYRISSE, M. Stephan PELLETIER (pouvoir confié à Catherine FOURMY).

*Ville de Blanquefort :*

M. Vincent FELTESSE, Mme. Christiane DEPALLE, M. Michel SAINT-BOIS, M. Matthias SWIERZEWSKI, M. Olivier EDANT (pouvoir confié à Christiane DEPALLE)

**Collège des personnalités qualifiées**

Monsieur le représentant de l'Etat, M. Jean-René GIRARD  
Monsieur Alexandre PERAUD (pouvoir confié à Jean-René GIRARD)  
Monsieur le Président de l'ABC, M. Serge RAYNAUD  
M. le représentant des usagers, M. Bruno Lallement  
Mme la représentante des personnels, Mme Martine Jolibert  
Mme la représentante des personnels, Mme Sophie Berlureau

**ABSENTS:**

M. Jean-Louis Albentosa  
Mme la Présidente de Gestes et Expression, Mme Hélène Dubourdieu  
M. le représentant du Conseil régional d'Aquitaine, M. Gérard Boulanger  
M. Joël Brouch, Directeur de l'OARA

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Christiane DEPALLE

**LA SEANCE EST OUVERTE**

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE**  
**Le Carré – Les Colonnes**  
**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**N° 31 - 2011**  
**DEMANDE DE SUBVENTION- DRAC Aquitaine**

**EXPOSE**

La qualité et la spécificité du travail accompli par LE CARRE-LES COLONNES, devenu un pôle de rayonnement artistique et culturel à l'échelle nationale, sont incontestables. La fréquentation, l'action conduite auprès des publics, le soutien apporté aux compagnies, confèrent à l'établissement une dimension singulière qui dépasse le cadre strict du programme des « scènes conventionnées ».

Le Président et la Directrice sollicitent le Directeur de la DGCA, M. Georges François HIRSCH, pour l'obtention de mesures nouvelles comme l'avait mentionné M. Claude JEAN, Directeur Régional des Affaires Culturelles, lors du 1er C.A. de l'Etablissement.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,  
Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle,

**Et après en avoir délibéré,**

- Autorise la Directrice à solliciter l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement de 227.000€ pour l'année 2011 auprès de la DRAC Aquitaine
- Autorise la Directrice à signer les documents administratifs nécessaires à la mise en œuvre de ce projet et à solliciter toutes autres subventions susceptibles de financer cette opération.
- Autorise la Directrice à signer la convention

Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont **ADOPTÉES** à 17 voix pour 2 abstentions

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 13.01-2011

Pour expédition conforme,

Le Président, **Vincent FELTESSE**



V. Feltesse

En vertu de la loi du 2 mars  
1982 modifiée, le Président  
certifie que la présente  
délibération (et ses annexes)  
a été RECUE en Préfecture

RECUE  
28-01-11  
PRÉF 33

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE**  
**Le Carré – Les Colonnes**

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**N° 36 – 2011- INDEMNITE DE CONSEIL**

**EXPOSE**

Les statuts de l'Epcc stipulent que Le comptable de l'établissement est

- soit un comptable direct du Trésor,
- soit un agent comptable.

nommé par le préfet sur proposition du conseil d'administration, après avis du trésorier-payeur général.

Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes

L'EPCC, dans sa 2<sup>ème</sup> délibération, a proposé à Monsieur le Préfet de la Gironde de nommer Monsieur Denis Ténégal, trésorier principal de la ville de Saint Médard-en-Jalles, comptable de l'EPCC Le Carré- Les Colonnes.

L'arrêté du 16 décembre 1983, relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services extérieurs du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux, prévoit qu'une commune peut allouer une indemnité de conseil. Cette indemnité est soumise aux conditions suivantes:

Principe (article 1):

Outre les prestations de caractère obligatoire qui résultent de leur fonction de comptable principal des communes et de leurs établissements publics, les comptables non centralisateurs du Trésor, exerçant les fonctions de receveur municipal, sont autorisés à fournir aux collectivités territoriales et établissements publics concernés, des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable.

Montant (article 4):

L'indemnité est calculée par application, à la moyenne annuelle des dépenses budgétaires réelles des trois dernières années,  
pour 1 000 000 euros de dépenses, l'indemnité s'élève à 427 euros et elle progresse de 25 euros par tranche de 250 000 euros

RECUEIL  
2011  
PREMIER

	1 000 000	427
250 000	1 250 000	452
250 000	1 500 000	477
250 000	1 750 000	502
250 000	2 000 000	527
250 000	2 250 000	552
250 000	2 500 000	577
250 000	2 750 000	602
250 000	3 000 000	627

Soit, pour le budget attendu de l'EPCC LE CARRE LES COLONNES, une indemnité qui se situera entre 602 et 627 euros bruts.

#### Caractère facultatif (articles 2 et 3)

L'indemnité est facultative et personnelle pour la durée du mandat de l'assemblée délibérante. Néanmoins, celle-ci peut être supprimée ou modifiée à tout moment par délibération spéciale dûment motivée.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 97 de la loi 82/213 du 2 mars 1982,

Vu le décret 82/979 du 19 novembre 1982, précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat  
Vu l'arrêté du 16 décembre 1983 relatif aux indemnités et précisant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil,

Vu la délibération 2 du 14 avril 2010 proposant la nomination de Monsieur Denis Ténégal, trésorier principal de la ville de Saint Médard-en-Jalles, comptable de l'EPCC

**Et après en avoir délibéré,**

#### **DECIDE**

- D'attribuer à Monsieur Denis TENEGAL, Trésorier principal Saint-Medard en Jalles, une indemnité de conseil au taux de **100%** par an
- Cette indemnité sera calculée sur les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et soumise à cotisation (CDG, RDS, 1% de solidarité)

Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont **ADOPTÉES** à l'unanimité

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 13.01-2011

Pour expédition conforme,

Le Président, Vincent FELTESSE





## Arrêté de création de la régie de recettes cinéma

EPCC LE  
CARRÉ-LES  
COLONNES  
25.05.2010  
PAR

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu les statuts de l'EPCC autorisant le Directeur à créer des régies, par délégation du conseil d'administration, en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales et en l'absence d'une telle délégation,
- Vu l'arrêté préfectoral de création de l'EPCC le Carré-Les Colonnes du 6 avril 2010,
- Vu la délibération n° 16-2010 de création e la régie de recettes cinéma, prise en conseil d'administration le 2 juillet 2010 après l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 25.05.2010,
- Vu la délibération n°18-2010 donnant délégation à la Directrice « créer des régies d'avances et de recettes soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du code général des collectivités territoriales et à en nommer les régisseurs titulaires et suppléants ».
- Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du 14 MARS 2011

**Décide de modifier l'arrêté de création de la régie de recettes cinéma pour permettre l'encaissement des recettes par carte bancaire**

**Article 1.** Il est institué une régie de recettes auprès de l'EPCC Le CARRE-Les COLONNES

**Article 2.** Cette régie est installée aux Colonnes 4 rue du docteur Castéra à Blanquefort ;

**Article 3.** La régie fonctionne de façon permanente à compter du aout 2010.

**Article 4.** La régie encaisse le produit suivant :

- La vente des places de cinéma par abonnement et location

**Article 5.** Les recettes désignées à l'article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces.
- par chèque à l'ordre du Trésor Public.
- par carte bancaire
- par contremarque ou chèque (coup de pouss, vacances, cinéma...)
- Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur de recettes es qualité auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques d Aquitaine.

Article 6. La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 5 est fixée suivant le fonctionnement particulier de la régie, ci-dessous détaillé

Article 7. Un fonds de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur ;

Article 8. Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 8.000,00 € ;

Article 9. Le régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, au plus tard, tous les 30 du mois, soit au minimum une fois par mois ;

Article 10. Le régisseur verse auprès du comptable la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois ;

Article 11. Le régisseur est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur ;

Article 12. Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur ;

Article 13. Les suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 14. Mlle le D.A.F est chargée :

- **de transmettre** le présent arrêté en deux exemplaires à M. le Préfet de la Gironde,
- **d'en adresser** ampliation à l'agent, au comptable de la collectivité, au président du centre de gestion.
- **de faire exécuter** le présent arrêté par les personnes sus-visées, chacune en ce qui les concerne.

Article 15. Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le                      mars 2011

La Directrice, **Sylvie VIOLAN**

Notifié au régisseur principal le .....  
"Inscrire Vu pour Acceptation"  
Signature

Le comptable public

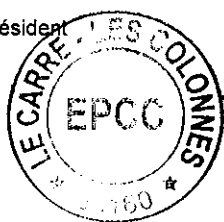
**Denis TENEGAL**

Notifié aux régisseurs suppléants le .....  
"Inscrire Vu pour Acceptation"  
Signature

En vertu de la loi du 2 mars  
1982 modifiée, le Président  
certifie que la présente  
délibération (et ses annexes)  
a été RECUE en Préfecture

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président



ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE  
Le Carré – Les Colonnes

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° 43-2011  
MODIFICATION DE STATUTS

#### EXPOSE

Par délibérations en date des 14 et 17 décembre 2009, les communes de Blanquefort et de Saint-Médard en Jalles ont approuvé la création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré-Les Colonnes », et ses projets de statuts. Cet établissement a été créé le 6 avril 2010 par arrêté préfectoral. Suite à l'engagement de démarches et procédures liées au fonctionnement de l'E.P.C.C., il est apparu nécessaire d'apporter des précisions à ses statuts.

Ces précisions sont de trois ordres et visent à :

#### 1 - préciser les missions d'entrepreneur de spectacle modifiant l'article 4 des statuts de la façon suivante :

L'Epcc « Le Carré-Les Colonnes » a une mission d'intérêt général, artistique et culturelle.  
L'établissement participe au développement culturel en vue notamment :

- d'assurer l'exploitation, la gestion et l'animation des équipements culturels qui lui sont confiés
- mettre en œuvre une programmation pluridisciplinaire, représentative des arts vivants contemporains, respectueuse de la diversité des expressions et des cultures, des registres et des formes, en matière de spectacle vivant ou d'autres formes artistiques
- de favoriser l'intérêt à l'égard de la création artistique, en favorisant de nouveaux comportements, dans le souci de renouvellement et de développement des publics et de développer les actions d'éducation artistique et culturelle
- de contribuer au renforcement de la création en s'engageant dans la production et/ou la coproduction de spectacles ou d'autres formes artistiques
- de favoriser la présence artistique par des résidences, compagnonnages, associations d'artistes
- de participer dans l'agglomération bordelaise, et sur son territoire, au développement culturel local et national en tissant des partenariats avec les acteurs locaux, les équipements culturels, relais d'éducation, de sensibilisation et équipes artistiques
- de rayonner sur le territoire national, notamment par son implication dans les réseaux professionnels, et d'entretenir une ouverture européenne et/ou internationale
- de susciter et prendre une part active dans l'organisation de la réflexion autour des problématiques artistiques, techniques ou culturelles ouverts à tous les professionnels en lien avec les missions de l'établissement.

Ses missions peuvent être exercées en dehors de l'établissement.

L'établissement public de coopération culturelle « Le Carré-Les Colonnes » revêt un caractère industriel et commercial. Il réalise à ce titre des opérations à caractère économique.

**2 - revoir la composition du conseil d'administration en vue de l'attribution du siège laissé vacant par le Conseil Général de la Gironde en désignant un représentant supplémentaire des usagers et en modifiant l'article 7 de la façon suivante :**

Collège des membres fondateurs :

8 représentants de la Commune de Saint-Médard-en-Jalles

6 représentants de la Commune de Blanquefort

Collège des personnalités qualifiées :

1 représentant de l'Etat

1 représentant du Conseil régional d'Aquitaine

2 personnalités qualifiées issues du milieu culturel

2 représentants du monde associatif

2 représentants des usagers

Collège des personnels

2 représentants

**3 - ajouter un titre V traitant des modifications des statuts postérieurement à la création de l'établissement, titre dont l'absence a été soulignée par un courrier de la Préfecture du 2 décembre 2010, selon la rédaction suivante :**

*Article 21. Adhésion d'un membre postérieurement à la constitution de l'établissement :*

Une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités pourra adhérer à l'EPCC « Le Carré-Les Colonnes » sur proposition du conseil d'administration. La décision est prise à la majorité des voix exprimées après décisions concordantes des assemblées des membres fondateurs.

*Article 22. Modification des statuts :*

Le conseil d'administration peut proposer une extension des missions de l'établissement public de coopération culturelle et/ou une modification de ses conditions initiales de fonctionnement ou de durée. La décision est prise à la majorité des voix exprimées.

La proposition d'extension ou de modification est notifiée à l'organe exécutif des membres fondateurs de l'EPCC, et ne peut être adoptée qu'après décisions concordantes des assemblées ou organes délibérants des membres fondateurs de l'EPCC.

Il vous est ainsi proposé, Mesdames, Messieurs :

- d'approuver les modifications des statuts de l'EPCC « Le Carré-Les Colonnes » ci-avant présentées conformément aux statuts joints en annexe.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,

Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010 puis les 7 et 16 février 2011,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

**ET APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**Décide d'adopter la nouvelle proposition de statuts**

Mises aux voix, les propositions ci-dessus sont **adoptées à la majorité des voix**  
Fait et délibéré à Blanquefort, le 14 mars 2011

Pour expédition conforme,  
Le Président



PRÉFET DE LA GIRONDE

A R R E T E

Portant approbation de la mise en conformité des statuts  
de l'Association Syndicale Autorisée d'Endiguement des Propriétaires de ST MAIXANT-ST MACAIRE-  
VERDELAIS  
avec les dispositions de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004  
et du décret n°2006-504 du 3 mai 2006

LA SOUS-PRÉFÈTE DE L'ARRONDISSEMENT DE LANGON

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**VU** l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment son article 60 ;

**VU** le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 précitée notamment son article 102 ;

**VU** l'arrêté impérial du 14 mars 1855 instituant l'association syndicale autorisée d'Endiguement des Propriétaires de ST MAIXANT-ST MACAIRE-VERDELAIS,

**VU** la délibération du 25 mars 2011 par laquelle l'assemblée des propriétaires de l'association syndicale autorisée d'Endiguement des Propriétaires de ST MAIXANT-ST MACAIRE-VERDELAIS a approuvé la mise en conformité de ses statuts avec les dispositions de l'ordonnance et du décret susvisés ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 donnant délégation de signature à Mme Michelle CAZANOVE, Sous-Préfète de LANGON ;

A R R E T E

**ARTICLE 1** – Sont approuvés les statuts de l'association syndicale autorisée d'Endiguement des Propriétaires de ST MAIXANT-ST MACAIRE-VERDELAIS tels qu'adoptés par son assemblée des propriétaires afin de les mettre en conformité avec les dispositions de l'ordonnance et du décret susvisés, et annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Le président de l'association syndicale d'Endiguement des Propriétaires de ST MAIXANT-ST MACAIRE-VERDELAIS notifiera le présent arrêté à chacun des propriétaires. Il sera affiché dans chacune des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association dans un délai de quinze jours à compter de la date de publication de l'arrêté.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification ou de son affichage.

**ARTICLE 4** – La Sous-Préfète de l'arrondissement de LANGON, les maires des communes concernées et le président de l'association syndicale autorisée d'Endiguement des Propriétaires de ST MAIXANT-ST MACAIRE-VERDELAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Langon le 3 mai 2011.

La Sous-Préfète,  
signé

Michelle CAZANOVE.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 12.05.2011**

---

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE  
DE SAINT-CIERS-DE-CANESSE ET VILLENEUVE  
- EXTENSION DES COMPETENCES -**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

15 juillet 1996 - Création -

26 janvier 2009 - Modification des statuts -

**VU** la délibération du comité syndical en date du 18/03/2009 décidant d'étendre les compétences du syndicat à l'objet suivant :  
« gestion de l'école multisports » et d'approuver de nouveaux statuts,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- SAINT-CIERS-DE-CANESSE - VILLENEUVE -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**VU** l'avis du Sous-Préfet de Blaye,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER -** Sont autorisées, pour le syndicat intercommunal de regroupement pédagogique de Saint-Ciers-de-Canesse et Villeneuve :

- l'extension des compétences à l'objet suivant : « gestion de l'école multisports ».

- la modification des statuts.

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Blaye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du syndicat,
- . Maires des deux communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Inspecteur d'Académie de Bordeaux,
- . Directeur Régionale de la Jeunesse, des sports et de la
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de BOURG.

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 12 mai 2011

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC



PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 12.05.2011**

---

***SYNDICAT MIXTE INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE  
VALORISATION DES DÉCHETS MENAGERS DU LIBOURNAIS-HAUTE  
GIRONDE (SMICVAL)  
- MODIFICATION DES MEMBRES -***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

ET

LA PREFETE DE LA DORDOGNE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L5211-41-3,

**VU** les arrêtés antérieurs :

24 décembre 2004 - Création -

16 août 2005 - Modification des membres -

27 octobre 2005 - Modification des membres -

11 décembre 2008 - Modification des membres et des statuts -

08 avril 2009 - Modification des membres -

29 juin 2009 - Modification des statuts –

01 juin 2010 – Modification des membres -

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 22/12/2010 prononçant la fusion des communautés de communes du canton de Guîtres, du Libournais et du Pays de Coutras et approuvant les statuts de la communauté de communes du Nord Libournais issue de cette fusion,

**VU** la délibération de la communauté de communes du Nord Libournais en date du 29/12/2010 désignant ses délégués au comité syndical du SMICVAL,

**VU** la délibération du comité syndical en date du 09/03/2011 prenant acte de la substitution de la communauté de communes du Nord Libournais aux trois communautés de communes fusionnées au sein du syndicat mixte,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE PREMIER** - Il est pris acte de la substitution de la communauté de communes du Nord Libournais aux communautés de communes du canton de Guîtres, du Libournais et du Pays de Coutras au sein du Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation des Déchets Ménagers du Libournais-Haute Gironde (SMICVAL).

*Le SMICVAL du Libournais-Haute Gironde, dont le périmètre est précisé en annexe, comprend les membres suivants :*

➤ *communes isolées (4) : LA ROCHE-CHALAIS (24) – SAINT-CIBARD – SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND – SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE.*

➤ *Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (12):*

- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BASSE VALLEE DE L'ISLE (24).*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-AULAYE (24).*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUSSACAIS.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BLAYE.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BOURG.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CUBZAGUAIS.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE FRONSAC.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA JURIDICTION DE SAINT-EMILION.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE-CANTON DE SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE SAINT-SAVIN.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD-LIBOURNAIS.*
- *COMMUNAUTE DE COMMUNES DU NORD LIBOURNAIS ;*

**ARTICLE 2** - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Présidents des communautés de communes concernées,
- . Maires des communes concernées
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Commissaire du Gouvernement, près la Chambre Régionale des Comptes,
- . Trésorier Payeur Général de la Gironde,
- . Trésorier de COUTRAS.

**ARTICLE 3** - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Périgueux, le 29 avril 2011

POUR/LA PREFETE,

LE SECRETAIRE GENERAL

BENOIST DELAGE

Fait à Bordeaux, 12 mai 2011

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

## Membres et périmètre du Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation des Déchets Ménagers du Libournais-Haute Gironde (SMICVAL)

### Communes isolées (4) :

LA ROCHE-CHALAIS (24) – SAINT-CIBARD – SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND – SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE -

### Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (12) :

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BASSE VALLEE DE L'ISLE (24) représentant la commune de MOULIN-NEUF -

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-AULAYE (24) représentant les communes de CHENAUD – PARCOUL – PUYMANGOU -

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUSSACAIS qui est composée des 8 communes suivantes : LES ARTIGUES-DE-LUSSAC - FRANCS - LUSSAC - MONTAGNE - NEAC - PETIT-PALAI ET CORNEMPS - PUISSEGUIN - TAYAC –

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BLAYE qui est composée des 13 communes des suivantes : BERSON - BLAYE - CAMPUGNAN - CARS - CARTELEGUE - FOURS - MAZION - PLASSAC - SAINT-ANDRONY - SAINT-GENES-DE-BLAYE - SAINT-MARTIN-LACAUSSADE - SAINT-PAUL - SAINT-SEURIN-DE-CURSAC.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BOURG qui est composée des 15 communes suivantes : BAYON-SUR-GIRONDE – BOURG-SUR-GIRONDE – COMPS – GAURIAC – LANSAC – MOMBRIER – PRIGNAC-ET-MARCAMPS – PUGNAC – SAINT-CIERS-DE-CANESSE – SAINT-SEURIN-DE-BOURG – SAINT-TROJAN – SAMONAC - TAURIAC – TEUILLAC – VILLENEUVE –

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CUBZAGUAIS qui est composée des 10 communes suivantes : AUBIE-ET-ESPESSAS – CUBZAC-LES-PONTS – GAURIAGUET – PEUJARD – SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC – SAINT-ANTOINE – SAINT-GERVAIS – SAINT-LAURENT-D'ARCE – SALIGNAC – VIRSAC –

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE FRONSAC qui est composée des 18 communes suivantes : ASQUES – CADILLAC-EN-FRONSADAIS – FRONSAC – GALGON – LALANDE-DE-FRONSAC – LA RIVIERE – LUGON-ET-L'ILE – DU-CARNEY – MOUILLAC – PERISSAC – SAILLANS – SAINT-AIGNAN – SAINT-GENES-DE-FRONSAC – SAINT-GERMAIN-LA-RIVIERE – SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC – SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE – TARNES – VERAC – VILLEGOUGE -

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA JURIDICTION DE SAINT EMILION qui est composée des 8 communes suivantes : SAINT-CHRISTOPHE-DES-BARDES – SAINT-ETIENNE-DE-LISSE – SAINT-EMILION – SAINT HIPPOLYTE - SAINT-LAURENT-DES-COMBES – SAINT-PEY-D'ARMENS - SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS - VIGNONET –

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE-CANTON DE SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE qui est composée des 11 communes suivantes : ANGLADE – BRAUD-ET-SAINT-LOUIS – ETAULIERS – EYRANS – MARCILLAC – PLEINE-SELVE – REIGNAC – SAINT-AUBIN-DE-BLAYE – SAINT-CAPRAIS-DE-BLAYE – SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE – SAINT-PALAI –

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE SAINT SAVIN qui est composée des 16 communes suivantes : CAVIGNAC – CEZAC – CIVRAC-DE-BLAYE – CUBNEZAI – DONNEZAC – GENERAC – LARUSCADE – MARCENAI – MARSAS – SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE – SAINT-GIRONS-D'AIGUEVIVES – SAINT-MARIENS – SAINT-SAVIN – SAINT-VIVIEN-DE-BLAYE – SAINT-YZAN-DE-SOUDIA – SAUGON -

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD-LIBOURNAIS représentant les 4 communes suivantes : ARVEYRES – CADARSAC – IZON – VAYRES –

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU NORD LIBOURNAIS représentant 30 de ses 32 communes : ABZAC - BAYAS - LES BILLAUX - BONZAC – CAMPS-SUR-L'ISLE - CHAMADELLE - COUTRAS - LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES - LE FIEU - GOURS - GUITRES - LAGORCE - LALANDE-DE-POMEROL - LAPOUYADE - LIBOURNE - MARANSIN - LES PEINTURES - POMEROL - PORCHERES - PUYNORMAND - SABLONS - SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE - SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE - SAINT-CIERS-D'ABZAC - SAINT-DENIS-DE-PILE - SAINT-MARTIN-DE-LAYE - SAINT-MARTIN-DU-BOIS - SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES - SAVIGNAC-DE-L'ISLE - TIZAC-DE-LAPOUYADE.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 20.05.2011

---

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA POINTE DU MÉDOC**  
**- MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 DES STATUTS -**

---

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

30 décembre 1992 - Création du district de la Pointe du Médoc -  
05 novembre 1993 - Modification des membres -  
13 juin 1996 - Modification des compétences -  
31 décembre 1997 - Extension des compétences -  
27 novembre 2001 - Extension des compétences -  
07 décembre 2001 - Transformation du district de la Pointe du Médoc en communauté de communes -  
20 décembre 2001 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -  
20 septembre 2004 - Extension des compétences -  
12 septembre 2006 - Modification des statuts et définition de l'intérêt communautaire -  
31 juillet 2007 - Extension des compétences -  
27 janvier 2010 - Extension des compétences -

**VU** la délibération du conseil de communauté en date du 24/06/2010 décidant de modifier l'article 3 des statuts concernant le siège social de la communauté de communes, qui est transféré de la Mairie de Soulac-sur-Mer (33780), à l'adresse suivante : 9 rue du Maréchal d'Ornano à Soulac-sur-Mer (33780),

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- GRAYAN-ET-L'HOPITAL - JAU-DIGNAC-ET-LOIRAC - NAUJAC-SUR-MER - QUEYRAC - SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC - SOULAC-SUR-MER - TALAIS - VALEYRAC - VENDAYS-MONTALIVET - VENSAC - LE VERDON-SUR-MER -

**VU** l'avis du Sous-Prefet de Lesparre-Medoc,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** - Est autorisée la modification de l'article 3 des statuts de la communauté de communes de la Pointe du Médoc concernant le siège social du groupement, qui est transféré de la Mairie de Soulac-sur-Mer (33780), à l'adresse suivante : 9 rue du Maréchal d'Ornano à Soulac-sur-Mer (33780).

**ARTICLE 2** - Un exemplaire des délibérations précitées restera annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Lesparre-Médoc sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
- . Directeur Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC.

**ARTICLE 4** - Les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5** - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 20 mai 2011

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle  
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 17 MAI 2011

ARRÊTÉ RELATIF A LA NOMINATION DES RÉGISSEURS  
COMMUNE DU TAILLAN-MÉDOC

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU L'arrêté préfectoral du 27 août 2002 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune du Taillan-Médoc,

VU L'arrêté préfectoral portant nomination des régisseurs en date du 28 août 2002 modifié le 29 mars 2006 et le 24 décembre 2008,

VU La demande du maire sollicitant la modification de l'arrêté de nomination des régisseurs en date du 18 janvier 2011,

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - L'arrêté préfectoral portant nomination du régisseur du 24 décembre 2008 est modifié comme suit:

**ARTICLE 2** - Monsieur Bruno DUFOR, brigadier chef de la police municipale de la commune du Taillan-Médoc, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

**ARTICLE 3** - Messieurs Stéphane LIGNAT, Benoit HARDY et Sébastien LAPEYRE sont désignés suppléants.

**ARTICLE 4** - Les autres policiers municipaux de la commune du Taillan-Médoc sont désignés mandataires.

**ARTICLE 5** - Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 MAI 2011

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet,

~~La Secrétaire Générale~~

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle  
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 17 MAI 2011

ARRÊTÉ RELATIF A LA NOMINATION DES RÉGISSEURS  
COMMUNE D'ARTIGUES PRÈS BORDEAUX

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU L'arrêté préfectoral du 29 octobre 2002 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune d' Artigues près Bordeaux,

VU L'arrêté préfectoral portant nomination des régisseurs en date du 29 octobre 2002 modifié le 16 décembre 2008,

VU La demande du maire sollicitant la modification de l'arrêté de nomination des régisseurs en date du 7 mars 2011,

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Les arrêtés préfectoraux portant nomination du régisseur des 29 octobre 2002 et 16 décembre 2008 sont modifiés comme suit:

**ARTICLE 2** - Monsieur Joël COMBES, brigadier chef de la police municipale de la commune d'Artigues près Bordeaux, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

**ARTICLE 3** - Madame Christelle LAFOREST, est désignée suppléante.

**ARTICLE 4** - Les autres policiers municipaux de la commune d'Artigues près Bordeaux sont désignés mandataires.

**ARTICLE 5** - Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 MAI 2011

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,

  
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle  
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU **24 MAI 2011**

---

ARRÊTÉ RELATIF A LA CRÉATION DE RÉGIES D'ÉTAT  
**COMMUNE DE SAINT CHRISTOLY DE BLAYE**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2212-5,
- VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18,
- VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976,
- VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
- VU le code de la route, notamment son article R.130-2,
- VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de l'Etat auprès des Services régionaux ou départementaux relevant du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.
- VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire,
- VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,
- VU les demandes de création d'une régie de recettes d'état de police municipale et de nomination de régisseur formulées par le maire de Saint Christoly de Blaye en date du 15 avril 2011,

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,



## **ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :** Il est institué auprès de la police municipale de la commune de Saint Christoly de Blaye, une régie de recettes de l'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2 :** Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

**ARTICLE 3 :** Le régisseur, son suppléant et ses mandataires encaissent et reversent les fonds au poste comptable. Les versements devront intervenir deux fois par semaine au minimum.. Le Trésorier Payeur Général ainsi que le comptable local doivent toujours être en possession de la liste exhaustive des mandataires.

Les régisseur, suppléant(s) et mandataires ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Les régisseur et suppléant(s) sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Les régisseur et suppléant(s) sont tenus d'appliquer chacun en ce qui les concerne les dispositions de la circulaire n°32 du 24 Juin 2002 relative à l'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale

**ARTICLE 4 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques du Département de la Gironde et Monsieur le Maire de Saint Christoly de Blaye sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **24 MAI 2011**

LE PRÉFET  
Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale



**Isabelle DILHAC**

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Secrétariat Général  
pour les Affaires Régionales

----

Le Préfet de la Région Aquitaine  
Préfet de la Gironde  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**ARRETE DU**  
**AUTORISANT LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE**  
**TERRITORIALE DE PAU-BEARN A RECOURIR A UN EMPRUNT DE 1 MILLION**  
**D'EUROS**

VU le code de commerce et notamment les articles R 712-27 à R.712-34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 8 avril 2011 nommant M Patrick Stefanini, Préfet de la Région Aquitaine ;

Vu la demande de la chambre de commerce et d'industrie de Pau en date du 5 avril 2011 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale de la chambre de commerce et d'industrie de Pau en date du 4 avril 2011;

Vu l'avis du directeur régional des finances publiques en date du 16 mai 2011 ;

**ARRETE**

**Article 1er-** La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Pau-Béarn est autorisée à contracter un emprunt d'un montant de 1 000 000€ pour financer les équipements de sûreté et de sécurité nécessaires au bon fonctionnement et à la mise aux normes de l'aéroport de Pau.

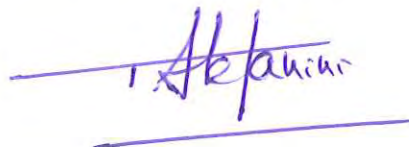
L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximal de douze ans, selon un taux prévisionnel de 3%.

**Article 2 -** La présente autorisation vient à expiration dans un délai de 12 mois à compter de la date de signature du présent arrêté. Au-delà de cette date, si l'emprunt n'a pas été contracté, la demande d'autorisation doit être renouvelée.

**Article 3 -** Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région et dont copie sera adressée au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Pau-Béarn, à la Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, au Directeur Régional des Finances Publiques et au Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Fait à Bordeaux, le 27 mai 2011

Le Préfet de région,



**Patrick STEFANINI**

**DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

**ARRETE AUTORISANT M. Pascal GAUCI  
SOUS PREFET D'ARCACHON  
A PRESIDER LA COMMISSION DEPARTEMENTALE  
D'AMENAGEMENT COMMERCIAL DE LA GIRONDE  
DU 06 juillet 2011  
-oOo-**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 08 avril 2011 nommant M. Patrick Stefanini, Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la zone de défense Sud-Ouest, Préfet de la Gironde ;

**VU** le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles conférant au Préfet une compétence de droit commun pour prendre des décisions précitées ;

**VU** l'arrêté du 19 mai 2011 donnant délégation de signature à M. Pascal GAUCI, sous-préfet d'Arcachon ;

**VU** les articles L 751-1 à L 752-26 du code de commerce portant composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er.-**

M. Pascal GAUCI, Sous-Préfet d'Arcachon est autorisé à présider la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du 06 juillet 2011.

**ARTICLE 2.**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à BORDEAUX, le 20 juin 2011

pour Le Préfet,  
la secrétaire générale

Isabelle Dilhac

---

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS  
D'AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIES**

---

Le Directeur général du centre hospitalier universitaire de BORDEAUX,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée por tant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée porta nt dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU le décret n° 91-45 du 14 janvier 1994, portant s tatuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n°2004-118 du 6 février 2004 relatif a u recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière,

**DECIDE**

**ARTICLE I** Un recrutement sans concours se déroulera à Bordeaux en vue de pourvoir **6 postes d'agent d'entretien qualifié** pour le centre hospitalier universitaire de Bordeaux.

**ARTICLE II** Peuvent faire acte de candidature les personnes :

- Remplissant les conditions d'accès à la fonction publique hospitalière :
  - jouir de ses droits civiques,
  - être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen,
  - ne pas avoir de mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire incompatibles avec l'exercice de ces fonctions,
  - n'être atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice des fonctions d'agent des services hospitaliers qualifiés,
  - pour les candidats de sexe masculin, se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'Armée.
- Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée.

**ARTICLE III**

Les personnes remplissant les conditions ci-dessus énoncées et intéressées par ce recrutement sans concours doivent adresser leur dossier d'inscription à la :

Direction générale du centre hospitalier universitaire de Bordeaux

Direction des ressources humaines

Service du recrutement et des concours

12, rue Dubernat

33404 TALENCE cedex

avant le **VENDREDI 8 JUILLET 2011**, minuit le cachet de la poste faisant foi.

**ARTICLE IV**

Ce recrutement sans concours sera publié et affiché dans tous les établissements du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, dans les locaux de la préfecture et des sous-préfectures du département ainsi que dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**ARTICLE V**

La commission de ce recrutement sans concours sera composée d'au moins trois membres, dont un au moins est extérieur au centre hospitalier universitaire de Bordeaux.

**ARTICLE VI**

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Talence, le 8 juin 2011

Alain HERIAUD

## Centre Hospitalier de Dax – Côte d'Argent

### *Direction des Ressources Humaines*

# CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Le DIRECTEUR du Centre Hospitalier de DAX,

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 86-33 du 9 Janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 89-613 du 1er Septembre 1989 modifié, portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 20 Décembre 1989 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de Technicien de Laboratoire,

Vu l'arrêté du 15 juin 2007 relatif aux titres ou diplômes exigés pour l'accès au concours sur titres de Technicien de Laboratoire de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance d'un poste de technicien de laboratoire au tableau des effectifs,

## D E C I D E

**Article 1er -** Un concours sur titres pour le recrutement d'un Technicien de Laboratoire est ouvert au Centre Hospitalier de DAX

**Article 2 -** Ce concours, organisé par le Centre Hospitalier de DAX, aura lieu deuxième semestre 2011, la clôture des inscriptions étant fixée au **14 août 2011**, cachet de la poste faisant foi.

**Article 3 -** Peuvent faire acte de candidature, les personnes justifiant à la date de clôture des inscriptions de l'un des diplômes suivants :

1° Le diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales ou le diplôme d'Etat de technicien en analyses biomédicales ;

2° Le diplôme universitaire de technologie, spécialité biologie appliquée, option analyses biologiques et biochimiques, ou le diplôme universitaire de technologie, spécialité génie biologique, option analyses biologiques et biochimiques ;

3° Le brevet de technicien supérieur d'analyses biologiques ;

4° Le brevet de technicien supérieur biochimiste ou le brevet de technicien supérieur bio analyses et contrôles ;

5° Le brevet de technicien supérieur de biotechnologie ;

6° Le brevet de technicien supérieur agricole, option laboratoire d'analyses biologiques ou option analyses agricoles, biologiques et biotechnologiques ;

7° Le diplôme de premier cycle technique biochimie-biologie ou le titre professionnel de technicien supérieur des sciences et techniques industrielles - parcours biochimie-biologie, délivrés par le Conservatoire national des arts et métiers ;

8° Le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques, spécialité analyses des milieux biologiques, délivré par l'université de Corte ;

9° Le diplôme de technicien de laboratoire biochimie-biologie clinique ou le titre de technicien supérieur de laboratoire biochimie-biologie ou le titre d'assistant de laboratoire biochimie-biologie délivrés par l'Ecole supérieure de technicien biochimie-biologie de la faculté catholique des sciences de Lyon ;

10° Le certificat de formation professionnelle de technicien supérieur physicien chimiste homologué par la commission technique d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique du ministère du travail ou le titre professionnel de technicien supérieur physicien chimiste, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, délivrés par le ministère chargé de l'emploi.

**Article 4 –** : A l'appui de leur demande d'admission aux concours sur titres, les candidats doivent joindre les pièces suivantes :

- 1° Une fiche d'état civil ayant moins de trois mois de date et, le cas échéant, un certificat de nationalité ;
  - 2° Un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date,
  - 3° Les diplômes, certificats dont ils sont titulaires ou une copie dûment certifiée conforme de ces documents,
  - 4° Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie dûment certifiée conforme de ce document ou de la première page du livret militaire.
- Pour les candidats qui n'ont pas effectué de service militaire et âgés de plus de vingt ans, une pièce constatant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée,
- 5° Un certificat médical délivré conformément à l'article 10 du décret du 19 avril 1988 susvisé,
  - 6° Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
  - 7° Un curriculum vitae indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Les pièces énumérées aux alinéas 2, 4, 5 et 6 pourront être fournies après admission définitive aux concours sur titres. Les candidats produiront lors de leur inscription une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils remplissent les conditions exigées pour l'inscription aux concours sur titres. Toute fausse déclaration entraînera la radiation de la liste des candidats reçus aux concours sur titres.

et sera adressé à :

***Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de DAX***  
***Direction des Ressources Humaines***  
***Boulevard Yves du Manoir***  
***B.P. 323***  
***40107 DAX Cedex.***

Dax, le 14 juin 2011  
Le **Directeur des Ressources Humaines**  
et de la formation,

**M. LESPARRÉ**



---

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS  
D'ADJOINT ADMINISTRATIF HOSPITALIER**

---

Le Directeur général du centre hospitalier universitaire de BORDEAUX,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU le décret n°90-839 du 21 septembre 1990, portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, modifié,

VU le décret n°2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière,

**DECIDE**

**ARTICLE I** Un recrutement sans concours se déroulera à Bordeaux à partir du 16 juin 2011 en vue de pourvoir **31 postes d'adjoint administratif hospitalier** pour le centre hospitalier universitaire de Bordeaux.

**ARTICLE II** Peuvent faire acte de candidature les personnes :

Remplissant les conditions d'accès à la fonction publique hospitalière :

- jouir de ses droits civiques,
- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen,
- ne pas avoir de mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire incompatibles avec l'exercice de ces fonctions,
- n'être atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice des fonctions d'agent administratif,
- pour les candidats de sexe masculin, se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'Armée.

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée.

**ARTICLE III** Les personnes remplissant les conditions ci-dessus énoncées et intéressées par ce recrutement sans concours doivent adresser leur dossier d'inscription à la :

Direction générale du centre hospitalier universitaire de Bordeaux

Direction des ressources humaines

Service du recrutement et des concours

12, rue Dubernat

33404 TALENCE cedex

**avant le VENDREDI 15 JUILLET 2011, minuit le cachet de la poste faisant foi.**

**ARTICLE IV** Ce recrutement sans concours sera publié et affiché dans tous les établissements du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, dans les locaux de la préfecture et des sous-préfectures du département ainsi que dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**ARTICLE V** La commission de ce recrutement sans concours sera composée d'au moins trois membres, dont un au moins est extérieur au centre hospitalier universitaire de Bordeaux.

**ARTICLE VI** Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Talence, le 16 juin 2011

Alain HERIAUD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE**

---

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE CADILLAC

- VU** la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** les articles D.6143-33, D.6143-34 et D.6143-35 du Code de la Santé Publique relatifs à la délégation de sa signature par le Directeur,
- VU** le contrat de pôle signé avec Madame le Docteur BRUN-ROUSSEAU en date du 11 mars 2011,
- CONSIDERANT** les nécessités de fonctionnement du service public hospitalier,

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** - Délégation de signature est confiée à Madame le Docteur BRUN-ROUSSEAU, Chef du Pôle PERSPECTIVES, afin de signer :

- les contrats de remplacement conclus avec les agents recrutés par le Pôle pour des engagements à durée déterminée, dans la limite des crédits dont dispose le Pôle à cet effet.
- les bons de commande et les conventions de prestations de services relevant du budget thérapeutique délégué au Pôle.
- les demandes de paiement d'heures supplémentaires qui ne pourraient être récupérées par les agents du pôle.
- les conventions de formation pour les sessions de formation organisées au bénéfice des agents du Pôle, dans les limites des crédits délégués au Pôle à cet effet.
- les ordres de missions définis par le décret n° 92.566 du 25 juin 1992, aux noms des agents du pôle.
- les états de frais de déplacements, au bénéfice des agents du pôle.
- le tableau prévisionnel des congés annuels et les tableaux mensuels prévisionnels et réels de service des personnels affectés au Pôle.
- les assignations en cas de grève des agents du pôle.
- les décisions d'affectation des agents au sein d'une structure interne ou d'une UF du pôle.
- les documents qualité du type procédure ou protocole internes au Pôle, en s'assurant que ces documents qualité du Pôle se conforment au processus de gestion documentaire en vigueur et aux règles posées au niveau institutionnel.

**ARTICLE 2** – En cas d'empêchement de Madame le Docteur BRUN-ROUSSEAU délégation est donnée à :  
Monsieur Michel Combret, afin de signer :

- les ordres de missions définis par le décret n° 92.566 du 25 juin 1992,
- le tableau prévisionnel des congés annuels et les tableaux mensuels prévisionnels et réels de service des personnels affectés au Pôle,
- les assignations en cas de grève des agents du Pôle.

Madame Marie Sébire, assistante de Pôle, à effet de signer :

- les conventions de formation pour les sessions de formation organisées au bénéfice des agents du Pôle, dans les limites des crédits délégués au Pôle à cet effet.

**ARTICLE 3** - Cette décision sera notifiée au comptable de l'Etablissement et à tout autre service concerné et sera portée à la connaissance du public par voie d'affichage et par publication dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde. Elle sera également communiquée au Conseil de Surveillance.

Fait à Cadillac, le 16 juin 2011

Le Directeur,

**Jacques LAFFORE**

**ARRETE DU 21 juin 2011**

---

**Délégation de signature à Madame Caroline GAREAUD,  
responsable du service CSP à la Préfecture de la Gironde**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 8 avril 2011 nommant M. Patrick STEFANINI préfet de la région Aquitaine, préfet de la zone de défense Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** la décision nommant Madame Caroline GAREAUD, responsable du service CSP.

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** - Délégation de signature est donnée à Mme Caroline GAREAUD, responsable du service CSP, à l'effet de signer les pièces ci-après énumérées et relevant de ses attributions :

aux fins d'exécuter dans Chorus les décisions des services prescripteurs par :

- la saisie, la validation des engagements juridiques, les engagements de tiers et titres de perception, d'annulation ou de réduction
- la certification du service fait,
- la saisie et la validation des demandes de paiement ;
- la saisie et la validation des recettes non fiscales.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline GAREAUD, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par Mme Gladys VAN HAELE, secrétaire administratif de classe supérieure de préfecture, adjointe au chef du service du CSP, ou par Mme Maryline FRUGIER, secrétaire administratif de classe supérieure de préfecture, ou par Mme Françoise QUERBES, secrétaire administratif de classe normale de préfecture, ou par Mme Martine CALES, secrétaire administratif de classe normale de préfecture, ou par Mme Elisabeth MINBIELLE, secrétaire administratif de classe normale de préfecture, ou par Mme Laurence EXPOSITO-GRACIA, secrétaire administratif de classe normale de préfecture ou par M. Hervé GOURGUES, secrétaire administratif de classe normale de préfecture.

**ARTICLE 3 :** La délégation confiée à Mme Caroline GAREAUD sera exercée par

- Mme Gladys VAN HAELE, SACS, à l'effet de valider et signer les pièces relatives aux projets complexes,
- Mme Françoise QUERBES, SACN, à l'effet de valider et signer les engagements juridiques relatifs à Chorus et les recettes non fiscales,
- Mme Gladys VAN HAELE, SACS, ou Mme Maryline FRUGIER, SACS, ou Mme Elisabeth MINBIELLE, SACN, et Mme Martine CALES, SACN à l'effet de valider et de signer les demandes de paiement,
- Mme Laurence EXPOSITO GRACIA, SACN, pour valider et de signer les demandes de paiement et les recettes non fiscales.

**ARTICLE 4 :** Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 juin 2011

LE PREFET,

Patrick STEFANINI



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE  
SECURITE SUD-OUEST

SGAP SUD-OUEST

Etat-major

**ARRETE DU 02.05.2011**

---

**Délégation de signature aux directeurs et chefs de bureau du SGAP Sud-Ouest**

---

**LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-OUEST,  
PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code de la défense modifié par le décret 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

**VU** le code de justice administrative, notamment l'article R 431-9 et le décret n°2004-1339 du 7 décembre 2004 pris pour son application ;

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

**VU** le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n°95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la Police Nationale ;

**VU** le décret n°95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la Police Nationale et l'arrêté du 6 novembre 1995 du ministère de l'intérieur ;

**VU** le décret n°2002-916 du 30 mai 2002 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration de la police modifié notamment par le décret n°2009-1710 du 29 décembre 2009 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat et notamment la délégation de gestion du 28 juillet 2008 qui s'y rapporte, établie entre le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et le ministère de la défense relative à la réalisation des actes juridiques, des prestations et d'activités nécessaires au soutien de la gendarmerie nationale ;

**VU** le décret n°2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur modifié par le décret n°2009-1725 du 30 décembre 2009 ;

**VU** l'arrêté du 30 décembre 2009 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 30 décembre 2009 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels techniques et spécialisés du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 27 janvier 2010 portant création d'une commission nationale d'avancement et de discipline et de commissions locales d'avancement et de discipline compétentes à l'égard de certains ouvriers d'Etat du ministère de l'intérieur ;

VU la circulaire ministérielle n° NOR/MDS/C/87/00164/C du 24 juin 1987 relative à la déconcentration en matière de réforme de matériel ;

VU le décret du 8 avril 2011 nommant M. Patrick STEFANINI Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Marc BURG, Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel n°832 du 27 novembre 2003 nommant le Commissaire Divisionnaire Bruno CLEMENCE, Secrétaire général adjoint du Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du Sud-Ouest ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE PREMIER**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc BURG et de M. Bruno CLEMENCE, délégation de signature est accordée selon les dispositions prévues aux articles suivants et à l'exception :

- des lettres et rapports aux ministres, administrations centrales, aux élus et aux parlementaires ;
- des circulaires et des notes générales adressées aux préfets et chefs de service ;
- de la représentation de l'Etat devant les tribunaux administratifs au sens du décret n°2004-1339 du 7 décembre 2004 ;
- du choix de l'attributaire, de la signature des accords-cadres, marchés publics et de leurs avenants pour lesquels M. CLEMENCE dispose d'une délégation de signature dans la limite de 500.000 euros ;
- des actes de location ou d'acquisition par France Domaine pour les besoins des services ;
- des concessions de logement au profit de personnels relevant de la Direction Générale de la Police Nationale ;
- des contrats concernant les dépenses propres du SGAP Sud-Ouest .

### **ARTICLE 2**

2-1 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-François DOTAL, Directeur de l'Administration Générale et des Finances, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Dominique COURCELLE, Directeur Adjoint de l'Administration Générale et des Finances, en ce qui concerne :

- les actes administratifs et décisions ou documents relatifs à la gestion financière des personnels du ministère de l'Intérieur conformément aux dispositions réglementaires applicables, ainsi que l'engagement et la liquidation des dépenses pour les services relevant de la compétence du SGAP Sud-Ouest ;
- les actes, arrêtés et décisions ou conventions relatifs :
  - à l'engagement et la liquidation des dépenses pour les services relevant du ministère de l'Intérieur ou pour tous programmes budgétaires dont la gestion ou l'exécution financière serait déléguée au préfet délégué pour la défense et la sécurité ;
  - aux procédures de passation et d'exécution des marchés publics, accords-cadres et de leurs avenants ;



2-2 : Pour le fonctionnement du CSP CHORUS, et pour l' exécution des dépenses qui lui sont confiées, pour l'ensemble des services de la Zone de Défense et de sécurité Sud-Ouest, délégation de signature est donnée ::

2-2-1 : A l'effet de signer et valider les bons de commandes n'excédant pas 23 290€ TTC à :

- M. Jean-François DOTAL, Conseiller d'administration de l'intérieur et l'outre-mer, Directeur de l'administration générale et des finances,
- M. Dominique COURCELLE, Attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, Adjoint au directeur de l'administration général et des finances,
- Mme Sophie LE BERRE-LACHAUX, Attachée principale d'administration de l'intérieur et l'outre-mer, responsable de la plate-forme CHORUS,
- Mme Nele RAGONS, Attachée d'administration de l'intérieur et l'outre-mer, adjointe à la responsable de la plate-forme CHORUS,

2-2-2 : A l'effet de signer les bons de commandes n'excédant pas 5 980€ TTC, les certificats d'acomptet de paiement, ainsi que les certificats administratifs relatifs au paiement à :

- Mme Cyrille GUEDON, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- M. Yann HAY, Secrétaire administratif de classe normale, chef de section,
- Mme Amélie RAPIN, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- Mme Valérie TRONEL, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- Mme Véronique PERRON, Secrétaire administrative de classe supérieure, chef de section,
- Mme Florence DELIGEY, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,

2-2-3 : Habilitation est par ailleurs donnée :

Pour la validation des engagements juridiques dans le progiciel de gestion intégrée Chorus à :

- Mme Sophie LE BERRE-LACHAUX, Attachée principale d'administration de l'intérieur et l'outre-mer, responsable de la plate-forme CHORUS,
- Mme Nele RAGONS, Attachée d'administration de l'intérieur et l'outre-mer, adjointe à la responsable de la plate-forme CHORUS,
- Mme Véronique PERRON, Secrétaire administrative de classe supérieure, chef de section,
- Mme Florence DELIGEY, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- Ainsi qu'aux adjoints administratifs suivants, responsables d'engagement juridique :

M. Arnaud BERLIN	Mme Sandra BERNARD	Mme Beata BESNARD
Mme Catherine BONHOMME	Mme Marion BOUSSIE	Mme Sandrine DERS
Mme Virginie ESTEVE	Mme Céline GARDET	Mme Christelle HECKEL
Mme Catherine HIBAU	M. Alexandre KHAIR-EDDINE	Mme Florence LEFEVRE
Mme Catherine MAGNE	Mme Sarina VANIGLIA	

Pour la validation des demandes de paiement dans le progiciel de gestion intégrée Chorus à :

- Mme Cyrille GUEDON, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- M. Yann HAY, Secrétaire administratif de classe normale, chef de section,
- Mme Amélie RAPIN, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- Mme Valérie TRONEL, Secrétaire administrative de classe normale, chef de section,
- Ainsi qu'aux adjoints administratifs suivants, responsables des demandes de paiement :

Mme Laetitia BACHIMONT	Mme Laëtitia BACQUET	Mme Valérie BRAYER
Mme Emilie BOIVIN	Mme Magali CATTANEO	Mme Catherine DE GREGORIO
Mme Olga DURANCET	M. Fabrice ESTADIEU	Mme Elodie FANJAT
Mme Patricia GAUVIN	Mme Lucienne LAMBERT SAINT PRIX	Mme Ketsamone SANAKOUNPHET
Mme Marie-Hélène BOULAIN		

2-2-4 : Délégation est également donnée pour valider l'émission des titres et factures aux tiers et pour signer les bordereaux journaliers de recettes à :

- Mme Cyrille GUEDON, Secrétaire administrative de classe normale, responsable des recettes,
- Mme Christelle HECKEL, Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe, responsable des recettes,
- Mme Florence LEFEVRE, Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe, responsable des recettes,

2-3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François DOTAL et de M. Dominique COURCELLE, la délégation de signature est consentie pour :

- les actes de gestion définis à l'article 2-1, chacun dans le domaine relevant de sa compétence ;
- les correspondances courantes relevant des attributions de leur bureau ;
- les états liquidatifs ;
- les ordres et frais de mission des agents relevant de leur bureau ;
- les congés des agents relevant de leur bureau ;

✧ à M. Jacques CAYET, Attaché d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier à Mme Christelle ARNAUD, Secrétaire Administratif de Classe Normale, chef de la Section Paye pour les seuls justificatifs de paye ;

✧ à Melle Marion RENAULT, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau du Pilotage de la Ressource Financière. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière à Mme Bérengère ARNAUDIN, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, adjointe au chef du Bureau du Pilotage de la Ressource Financière;

✧ à M. Laurent VERDU, Attaché d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau de l'Administration Générale et des Marchés. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier à M. Rudolph MAURIN-PIRANDELLO, Attaché d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, adjoint au chef du Bureau de l'Administration Générale et des Marchés.

✧ à Madame Sophie LE BERRE-LACHAUX, Attachée principale d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef de la plate-forme CHORUS. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière à Madame Nele RAGONS, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer , adjointe au chef de la plate-forme CHORUS.

### **ARTICLE 3**

3-1 : Délégation de signature est donnée à Mme Anabel LESOURD, Directrice des Ressources Humaines, et en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Béatrice CHEVALIER, Attachée Principale d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, Chef du Bureau des Personnels, en ce qui concerne :

- les actes, arrêtés et décisions ou documents relatifs à la gestion administrative des personnels du Ministère de l'Intérieur affectés dans le ressort de la Zone de Défense et de sécurité Sud-Ouest, dans la limite des délégations de pouvoirs du préfet SGAP ;
- les dépenses dans la limite d'engagement juridique de dépenses n'excédant pas 10 000 € TTC.

3-2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anabel LESOURD, la délégation de signature est consentie uniquement dans les domaines relevant de leurs compétences en ce qui concerne :

- les correspondances courantes relevant des attributions de leur bureau ;
- les ordres et frais de mission des agents relevant de leur bureau ;
- les congés des agents relevant de leur bureau ;

à BORDEAUX :

✧ à Mme Béatrice CHEVALIER Attachée Principale d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau des Personnels. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à M. Emmanuel DUQUEROIX, Attaché d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, adjoint au chef du Bureau des Personnels ;

✧ à M. Arnaud COMBABESSOU, Attaché d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau du Recrutement ;

✧ à Mme Martine GARY, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau de la Protection Sociale et des Pensions.

à TOULOUSE :

✧ à Mme Magali DUHARCOURT, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau des Personnels et du Recrutement. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à Mme Catherine FEUILLERAT, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau de la Protection Sociale et des Pensions, à Mme Carmen MARTINEZ, Secrétaire Administrative de Classe Exceptionnelle et à Mme Sandra TARROUX, Secrétaire Administratif de Classe Normale ;

✧ à Mme Catherine FEUILLERAT, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau de la Protection Sociale et des Pensions. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à Mme Magali DUHARCOURT, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau des Personnels et du Recrutement et à Mme Sandrine ANDRIEU, Secrétaire Administrative de Classe Supérieure, adjointe au chef du Bureau de la Protection Sociale et des Pensions.

#### **ARTICLE 4**

4-1 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe BREGIER, Directeur de la Logistique, et en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Myriam DEMOISSON, adjointe au directeur, en ce qui concerne :

- les actes, arrêtés et décisions ou conventions relatifs :
  - à l'approbation des procès-verbaux de perte ou de réforme des matériels autres que les matériels des systèmes d'information et de communication ;
  - à l'approbation des conventions portant règlement d'indemnités de remise en état d'immeubles ;
  - à la gestion administrative et financière des locaux de la Police Nationale et du patrimoine immobilier domanial de la Gendarmerie Nationale ;
- les dépenses dans la limite d'engagement juridique de dépenses n'excédant pas 30 000 € TTC

4-2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BREGIER et de Mme Myriam DEMOISSON, la délégation de signature est consentie uniquement dans les domaines relevant de leurs compétences :

- les correspondances courantes relevant des attributions de leur bureau ;
- les ordres et frais de mission des agents relevant de leur bureau ;
- les congés des personnels relevant de leur bureau ;

à BORDEAUX :

✧ à M. Jean-François LAMOTHE, Ingénieur, Chef du Bureau de l'Armement et des Equipements ;

✧ à M. Patrick LAGACHE, Ingénieur Principal , Chef du Bureau des Moyens Mobiles. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M. Philippe NEDELEC, Ingénieur Principal, adjoint au chef du Bureau des Moyens Mobiles ;

✧ à M. Stéphane SANSIER, Ingénieur TPE, Chef du Bureau des Affaires Immobilières. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M. Christian BEGARDS, Ingénieur Principal, adjoint au chef du Bureau des Affaires Immobilières ;

à TOULOUSE :

✧ à Mme Michèle PERICAT, Secrétaire Administrative de Classe Exceptionnelle, Chef du Bureau de l'Armement et des Equipements ;

✧ à M. Thierry GUIGAND, Ingénieur Principal, Chef du Bureau des Moyens Mobiles. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M. François ROUSSIN, Contrôleur de Classe Exceptionnelle, adjoint au chef du Bureau des Moyens Mobiles ;

✧ à M. Alain FERRE, Ingénieur, Chef du bureau des Affaires Immobilières. En cas d'absence ou d'empêchement, à M. Alain MUZYKA, Ingénieur, Adjoint au Chef du Bureau des Affaires Immobilières.

Ladite délégation est accordée aux chefs de bureau dans la limite d'engagement juridique de dépenses n'excédant pas 3 000 € TTC.

## **ARTICLE 5**

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel ACCORSI, Délégué Régional en ce qui concerne :

- les actes relevant de l'activité générale de la Délégation Régionale ;
- les actes des bureaux de la Délégation Régionale relevant de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction de la Logistique en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anabel LESOURD ou de M. Philippe BREGIER ;
- les dépenses dans la limite d'engagement juridique de dépenses de 10 000 € TTC.

## **ARTICLE 6**

6-1 : Délégation de signature est donnée à Melle Céline BURES, Attachée Principale d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef d'Etat-Major en ce qui concerne :

- tous les actes relevant de l'Etat-Major et des services qui lui sont rattachés y compris ceux relatifs à l'engagement juridique des dépenses.
- les actes relatifs à l'instruction, au règlement amiable ou au recours contentieux des personnels de la Police Nationale, aux demandes d'assistance judiciaire présentées par les fonctionnaires de police ou leurs ayants droit ainsi qu'à l'exécution financière des dossiers contentieux de la Gendarmerie Nationale, objets de la délégation de gestion susvisée.
- les actes et documents relevant de l'activité du SGAP y compris ceux relatifs à l'engagement juridique des dépenses.

6-2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Melle Céline BURES, délégation de signature est donnée uniquement dans les domaines relevant de sa compétence :

✧ à M. Jérôme VACHEZ, Attaché d'Administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du Bureau du Contentieux ;

✧ En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la délégation de signature est accordée à Mme Marie-Caroline LA TORRE, Attachée d'Administration de l'Intérieur et de l'outre-Mer, adjointe au chef du Bureau du Contentieux.

## **ARTICLE 7**

Délégation de signature est, par ailleurs, accordée:

à BORDEAUX

✧ à M. Pierre-Yves CHARRON, chef du service médical statutaire et de contrôle, pour toutes correspondances et documents administratifs relevant de ses attributions de chef de service et de secrétaire du comité médical et de la commission de réforme ;

✧ En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, cette délégation est accordée à M. Pierre SARLANGUE, médecin exerçant les fonctions d'adjoint au chef du service médical statutaire et de contrôle.

à TOULOUSE

✧ à Mme Anne MOUILLARD, chef du service médical statutaire et de contrôle, pour toutes correspondances et documents administratifs relevant de ses attributions de chef de service et de secrétaire du comité médical et de la commission de réforme ;

✧ En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, cette délégation est accordée à Mme Marie-Claire BERNHARD, adjoint au chef du service médical statutaire et de contrôle.

## **ARTICLE 8**

L'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de bureau du SGAP Sud-Ouest est abrogé.

## **ARTICLE 9**

Le Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, et le secrétaire général adjoint du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 2 mai 2011

**Le Préfet,**

**Patrick STEFANINI**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE DES COMPAGNIES  
REPUBLICAINES DE SÉCURITÉ

DIRECTION ZONALE DES CRS SUD-OUEST

DCCRS/DZSO/SCS/ N° 2127/2011 D

Affaire suivie par : B/C Xavier HOUSSIN

☎ : 05.56.77.86.03

✉ : xavier.houssin@interieur.gouv.fr

Cenon, le 10 juin 2011

Le Commissaire divisionnaire  
Directeur zonal des CRS Sud-Ouest

**Cenon**

au

Commandant la CRS Autoroutière Aquitaine

**Cenon**

**O B J E T** : Subdélégation de signature aux officiers de police judiciaire affectés à la CRS Autoroutière Aquitaine.

**P. JOINTE** : Arrêté préfectoral du 10 juin 2011.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2011 m'attribuant délégation de signature, je subdélègue cette dernière à tous les officiers de police judiciaire affectés à la CRS Autoroutière Aquitaine et dûment habilités à l'effet de signer tous actes, décisions et arrêtés relatifs à l'immobilisation et à la mise en fourrière d'un véhicule, dans les conditions prévues par l'article L 325-1-2 du code de la route.

Je vous prie d'assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution de la présente subdélégation.



Hugues CODACCIONI

**DESTINATAIRE :**

- CRS AA



## PRÉFET DE LA GIRONDE

**ARRÊTÉ DU 15 juin 2011**

---

*SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE PAR **MONSIEUR ÉRIC TANAYS**, EN MATIÈRE DE GESTION ET DE POLICE  
DE LA CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER, DE POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE, ET EN  
MATIÈRE DE CONTENTIEUX ET DE REPRÉSENTATION DEVANT LES JURIDICTIONS*

---

### Le directeur interdépartemental des routes Atlantique

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisations des directions interdépartementales des routes Atlantique ;

VU l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

VU l'arrêté ministériel du 20 août 2008 nommant M. Éric TANAYS, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur interdépartemental des routes Atlantique ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2011 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Atlantique ;

VU l'arrêté en date du 10 mai 2011 portant délégation de signature pris par Monsieur le Préfet de la Gironde, au profit de Monsieur Éric TANAYS, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes Atlantique ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la direction interdépartementale des routes Atlantiques ,

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1er

En cas d'absence ou d'empêchement de sa part, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Éric TANAYS, directeur interdépartemental des routes Atlantique, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 4 du présent arrêté, à l'effet de signer au nom du Préfet de la Gironde, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes concernant le Préfet de Gironde :

N° de code	Nature des décisions déléguées	Référence
<b>A – <u>Gestion et conservation du domaine public routier</u></b>		
A1	Délivrance des autorisations d'occupation du domaine public routier ;	Art R53 du Code du domaine de l'Etat, Art L113-1 et suivants
A2	Délivrance des titres d'occupation sur le domaine privé ;	
A3	Approbation des avant-projets de plans d'alignement ;	Art L112-2 du code de la voirie routière
A4	Délivrance des arrêtés individuels d'alignement sur les routes nationales, routes nationales classées voies express ;	Art L112-3 code de la voirie routière
A5	Procès-verbaux de bornage pour la délimitation du domaine privé de l'Etat par rapport à des propriétés privées mitoyennes ;	Art 646 du code civil
A6	Notification des arrêtés d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées ;	Loi du 29 décembre 1892
A7	Mise en demeure d'avoir à respecter le code de la voirie routière ou d'avoir à rembourser l'administration pour les dommages causés au domaine public et accord de prise en charge amiable ;	Art. L116-8 du Code la voirie routière
A8	Convention de concession des aires de services ;	Circ. n°78-108 du 23/08/78, Circ. n°91-01 du 21/01/91 et Circ. n°2001-17 du 05/03/01
A9	Protocoles d'accord amiable pour les dommages de travaux publics et les accidents de véhicules ;	Art. 2044 et suivants du code civil
<b>B – <u>Police de la circulation, exploitation des routes et sécurité</u></b>		
B1	Réglementation de la circulation sur les ponts ;	Art. R422-4 du code de la route



B2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion des travaux routiers non couverts par les arrêtés permanents sur le réseau de la DIR-A ;	Art. R411-21-1 du code de la route
B3	Établissement de barrières de dégel et réglementation de la circulation pendant la fermeture ;	Art. R411-20 et R411-21 du code de la route
B4	Répression de la publicité illégale ;	Art. R. 418-1 et suivants du Code de la route
B5	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Atlantique, à d'autres services publics ou à des entreprises privées ;	Art. R421-2 et R.432-7 du Code de la route
B6	Arrêté d'agrément des dépanneurs-remorqueur sur autoroutes et routes express du réseau routier national non concédé du département de la Gironde ;	A. Equipement du 30/09/1975 , Circ. Transports R/EG3 du 13/06/79 et du 05/09/79
B7	Arrêtés de sectionnement des autoroutes et routes express du réseau routier national non concédé du département de la Gironde concernant le service de dépannage des poids lourds et celui des véhicules légers ;	A. Equipement du 30/09/1975 , Circ. Transports R/EG3 du 13/06/79 et du 05/09/79
B8	Cahiers des charges concernant les opérations de dépannage remorquage sur le réseau autoroutier non concédé du département de la Gironde ;	A. Equipement du 30/09/1975 , Circ. Transports R/EG3 du 13/06/79 et du 05/09/79
<b>C – Représentation devant les juridictions</b>		
C1	Mémoires en défense et notes en délibérés destinés aux juridictions administratives de premières instances dans le cas de procédures d'urgence ;	Code de justice administrative
C2	Représentation de l'État aux audiences des juridictions administratives et judiciaires.	Code de justice administrative et codes de procédures civile et pénale

## ARTICLE 2

Subdélégation est donnée, dans les conditions de l'article premier, à Monsieur Didier **BUREAU**, directeur adjoint chargé de l'exploitation, et à Monsieur Didier **CAUDOUX**, directeur adjoint chargé du développement, à l'effet de signer tous actes, arrêtés et décisions, dans la limite de leurs attributions, pour tous les domaines référencés à l'article premier ci-dessus.

## ARTICLE 3

Subdélégation est donnée, dans les conditions de l'article premier, pour les domaines suivants référencés à l'article premier aux personnes désignées ci-après :

1 – M. Fabrice **MARIE**, chef de la mission maîtrises d'ouvrages, à effet de signer, au nom du Préfet de la Gironde, les décisions de l'article premier portant les numéros de référence : **A1 à A7, A9, B1 à B8, C1 à C2** ;

2 – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice **MARIE**, à M. Daniel **DECOMBE**, responsable de l'unité Assistance opérations, à effet de signer les décisions de l'article premier portant le numéro de référence : **A6** ;

3 – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice **MARIE**, à Mme Françoise **NICOT**, responsable de l'unité juridique et contentieux, à effet de signer les décisions de l'article premier portant les numéros de référence : **A7, A9, B4, C1 et C2**.

#### ARTICLE 4

Subdélégation de signature est donnée, dans les conditions de l'article premier, sur leur territoire de compétence et pour les domaines suivants référencés à l'article 1er aux personnes désignées ci-après :

4 - M. Cédric **TACHJNER**, responsable du district de Gironde et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M.. Didier **PARAT** et M. Alain **SOURBETS**, adjoints au responsable du district de Gironde ;

5 – M. Aymeric **AUDIGE**, responsable du district d'Angoulême et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M. Éric **MOMPEIX**, adjoint au responsable du district d'Angoulême ;

à effet de signer les décisions de l'article premier portant les numéros de références : **A4, A5, A7 et B4**.

#### ARTICLE 5

La secrétaire générale de la direction interdépartementale des routes Atlantique sera chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15 juin 2011

**Le directeur interdépartemental des routes  
Atlantique**



**Eric TANAYS**



Bordeaux, le 21 juin 2011

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION  
INTERREGIONALE DE BORDEAUX**

DEPARTEMENT SECURITE-DETENTION

UNITE DROIT PENITENTIAIRE

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de BORDEAUX

La Directrice interrégionale des Services Pénitentiaires de BORDEAUX

Vu le code de procédure pénale notamment son article D 80

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature pour la direction interrégionale des services pénitentiaires de bordeaux (direction de l'administration pénitentiaire)

Vu la décision du 15/12/2008 nommant M. Philippe AUDOUARD, directeur de la Maison d'arrêt de Bordeaux-Gradignan

**Décide** : délégation permanente de signature est donnée à compter du 21 juin 2011 à **M. Philippe AUDOUARD**, directeur du centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan, établissement pénitentiaire comportant un quartier maison d'arrêt et un centre pour peines aménagées (CPA), aux fins de décider dans la matière suivante :

- affectation des condamnés qui y sont incarcérés et auxquels il reste à subir, au moment où leur condamnation ou la dernière de leurs condamnations est devenue définitive, une incarcération dont la durée n'excède pas un an.

La Directrice interregionale

Marie-Line HANICOT

**DISP de Bordeaux**  
190, rue de Pessac  
33 062 Bordeaux Cedex  
Téléphone : 05 57 81 45 00  
Télécopie : 05 56 44 04 11



Bordeaux, le 21 juin 2011

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION  
INTERREGIONALE DE BORDEAUX**

DEPARTEMENT SECURITE ET DETENTION

UNITE DU DROIT PENITENTIAIRE

La Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires de BORDEAUX

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-6-23

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature pour la direction interregionale des services pénitentiaires de bordeaux (direction de l'administration pénitentiaire)

**Décide** : délégation permanente de signature, lors des astreintes, est donnée à chaque permanencier suivant :

- Mme Hélène BOULON, CAMJ, chef du département Budget-Finances
- M. Daniel GERMAIN, directeur, chargé de mission à la gestion déléguée
- Mme Marlène SILVESTRINI, AAMJ, chef du département Ressources Humaines
- Mme Isabelle GOMEZ, Directrice, chef du département Patrimoine et Equipement
- M. Joseph GOMEZ, Directeur, Chef du département sécurité et détention
- Mme Aurélie JAMMES, directrice, adjointe au Chef du département sécurité et détention
- M. Jean Claude BOZZI, directeur, département sécurité et détention

Aux fin de : ordonner des transfèremements individuels ou collectifs (art. D84, D 301, D360 CPP)

La Directrice interregionale

Marie-Line HANICOT



Bordeaux, le 21 juin 2011

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION  
INTERREGIONALE DE BORDEAUX**

DEPARTEMENT SECURITE ET DETENTION

UNITE DU DROIT PENITENTIAIRE

Direction Interrégionale des services pénitentiaires de BORDEAUX

Le Directeur interregional adjoint des services pénitentiaires de BORDEAUX

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-6-23

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature pour la direction interregionale des services pénitentiaires de bordeaux (direction de l'administration pénitentiaire)

**Décide** : délégation permanente de signature est donnée à **Mme Aurélie JAMMES**, directrice des services pénitentiaires, adjointe chef du Département Sécurité et Détention aux fins de décider dans les matières suivantes :

- agrément des mandataires susceptibles d'être choisis par les détenus pour l'application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 (Art R.57-6-14)
- autorisation pour un mandataire agréé d'intervenir dans le ressort d'une autre DI (Art R.57-6-15)
- retrait d'agrément d'un mandataire agréé (Art R.57-6-16)
- affectation des condamnés, y compris les avis formulés par la DISP lorsque la décision relève du ministre de la justice (Art D.76, D.80, D81)
- changement d'affectation des condamnés (Art D.82, D82-2)
- réponses aux recours administratifs préalables formés par les détenus contre les sanctions disciplinaires (Art 57-7-32)
- réponses aux recours hiérarchiques dans les matières autres que les sanctions disciplinaires (Art D.260)
- autorisation d'accès dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DI (Art D.277)

**DISP de Bordeaux**

190, rue de Pessac

33 062 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05 57 81 45 00

Télécopie : 05 56 44 04 11

- autorisation de visiter des détenus non nominativement désignés incarcérés dans des établissements pénitentiaires du ressort de la DISP (Art R57-6-23-2°, D187)
- isolement, prolongation d'isolement, avis en matière d'isolement de la compétence de la DISP, prolongation de l'isolement d'un détenu au delà de 6 mois et jusqu'à un an et rapport motivé pour les décisions relevant de la compétence du ministre de la justice (Art R.57-7-67, R57-7-68, R57-7-70, R57-7-71, R57-7-72)
- transferts dans le ressort de la DI (Art D84, D.301 et D.360)
- autorisation de rapprochement familial de la personne détenue prévenue, après avis conforme du magistrat saisi du dossier de la procédure, dont l'instruction est achevée et qui attend sa comparution devant la juridiction de jugement (Art R57-8-7)
- autorisation d'hospitalisation d'un détenu dans un établissement de santé situé dans le ressort de la DISP (Art R.57-6-23-7°, D.393)
- autorisation d'effectuer des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores et des interviews dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DR (Art R57-6-23-5°, D.277)
- autorisation de sortie d'écrits de détenu en vue de leur publication ou de divulgation sous quelque forme que se soit (Art R57-6-23-9°, D.444-1)
- autorisation de diffusion de portée locale d'audio-vidéogramme réalisés par les détenus dans le cadre des actions d'insertion (Art D.445)
- autorisation, après avis de la commission consultative, du maintien de l'enfant jusqu'à ses 18 mois, auprès de sa mère en détention (Art R 57-6-23-6°, D 401-1 CPP)

La Directrice interregionale

Marie-Line HANICOT



Bordeaux, le 21 juin 2011

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION  
INTERREGIONALE DE BORDEAUX**

DEPARTEMENT SECURITE ET DETENTION

UNITE DU DROIT PENITENTIAIRE

Direction Interrégionale des services pénitentiaires de BORDEAUX

La Directrice interrégionale des services pénitentiaires de BORDEAUX

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-6-23

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature pour la direction interregionale des services pénitentiaires de bordeaux (direction de l'administration pénitentiaire)

**Décide** : délégation permanente de signature est donnée à **M. Joseph GOMEZ**, directeur des services pénitentiaires, chef du Département Sécurité et Détention aux fins de décider dans les matières suivantes :

- agrément des mandataires susceptibles d'être choisis par les détenus pour l'application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 (Art R.57-6-14)
- autorisation pour un mandataire agréé d'intervenir dans le ressort d'une autre DI (Art R.57-6-15)
- retrait d'agrément d'un mandataire agréé (Art R.57-6-16)
- affectation des condamnés, y compris les avis formulés par la DISP lorsque la décision relève du ministre de la justice (Art D.76, D.80, D81)
- changement d'affectation des condamnés (Art D.82, D82-2)
- réponses aux recours administratifs préalables formés par les détenus contre les sanctions disciplinaires (Art 57-7-32)
- réponses aux recours hiérarchiques dans les matières autres que les sanctions disciplinaires (Art D.260)
- autorisation d'accès dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DI (Art D.277)

**DISP de Bordeaux**

190, rue de Pessac

33 062 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05 57 81 45 00

Télécopie : 05 56 44 04 11

- autorisation de visiter des détenus non nominativement désignés incarcérés dans des établissements pénitentiaires du ressort de la DISP (Art R57-6-23-2°; D187)
- isolement, prolongation d'isolement, avis en matière d'isolement de la compétence de la DISP, prolongation de l'isolement d'un détenu au delà de 6 mois et jusqu'à un an et rapport motivé pour les décisions relevant de la compétence du ministre de la justice (Art R.57-7-67, R57-7-68, R57-7-70, R57-7-71, R57-7-72)
- transferts dans le ressort de la DI (Art D84, D.301 et D.360)
- autorisation de rapprochement familial de la personne détenue prévenue, après avis conforme du magistrat saisi du dossier de la procédure, dont l'instruction est achevée et qui attend sa comparution devant la juridiction de jugement (Art R57-8-7)
- autorisation d'hospitalisation d'un détenu dans un établissement de santé situé dans le ressort de la DISP (Art R.57-6-23-7°, D.393)
- autorisation d'effectuer des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores et des interviews dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DR (Art R57-6-23-5°, D.277)
- autorisation de sortie d'écrits de détenu en vue de leur publication ou de divulgation sous quelque forme que se soit (Art R57-6-23-9°, D.444-1)
- autorisation de diffusion de portée locale d'audio-vidéogramme réalisés par les détenus dans le cadre des actions d'insertion (Art D.445)
- autorisation, après avis de la commission consultative, du maintien de l'enfant jusqu'à ses 18 mois, auprès de sa mère en détention (Art R 57-6-23-6°, D 401-1 CPP)

La Directrice interrégionale

Marie-Line HANICOT





Bordeaux, le 21 juin 2011

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION  
INTERREGIONALE DE BORDEAUX**

DEPARTEMENT SECURITE ET DETENTION

UNITE DU DROIT PENITENTIAIRE

Direction Interrégionale des services pénitentiaires de BORDEAUX

Le Directeur interregional adjoint des services pénitentiaires de BORDEAUX

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-6-23

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature pour la direction interregionale des services pénitentiaires de bordeaux (direction de l'administration pénitentiaire)

**Décide** : délégation permanente de signature est donnée à compter du 21 juin 2011 à **M. Jean-Claude BOZZI**, directeur au Département Sécurité et Détention aux fins de décider dans les matières suivantes :

- agrément des mandataires susceptibles d'être choisis par les détenus pour l'application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 (Art R.57-6-14)
- autorisation pour un mandataire agréé d'intervenir dans le ressort d'une autre DI (Art R.57-6-15)
- affectation des condamnés, y compris les avis formulés par la DISP lorsque la décision relève du ministre de la justice (Art D.76, D.80, D81)
- changement d'affectation des condamnés (Art D.82, D82-2)
- réponses aux recours administratifs préalables formés par les détenus contre les sanctions disciplinaires (Art 57-7-32)
- réponses aux recours hiérarchiques dans les matières autres que les sanctions disciplinaires (Art D.260)
- autorisation d'accès dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DI (Art D.277)
- isolement, prolongation d'isolement, avis en matière d'isolement de la compétence de la DISP, prolongation de l'isolement d'un détenu au delà de 6 mois et jusqu'à un an et rapport motivé pour les décisions relevant de la compétence du ministre de la justice (Art R.57-7-67, R57-7-68, R57-7-70, R57-7-71, R57-7-72)

**DISP de Bordeaux**

190, rue de Pessac

33 062 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05 57 81 45 00

Télécopie : 05 56 44 04 11

- transferts dans le ressort de la DI (Art D84, D.301 et D.360)
- autorisation de rapprochement familial de la personne détenue prévenue, après avis conforme du magistrat saisi du dossier de la procédure, dont l'instruction est achevée et qui attend sa comparution devant la juridiction de jugement (Art R57-8-7)
- autorisation d'hospitalisation d'un détenu dans un établissement de santé situé dans le ressort de la DISP (Art R.57-6-23-7°, D.393)
- autorisation de sortie d'écrits de détenu en vue de leur publication ou de divulgation sous quelque forme que se soit (Art R57-6-23-9°, D.444-1)
- autorisation de diffusion de portée locale d'audio-vidéogramme réalisés par les détenus dans le cadre des actions d'insertion (Art D.445)
- autorisation, après avis de la commission consultative, du maintien de l'enfant jusqu'à ses 18 mois, auprès de sa mère en détention (Art R 57-6-23-6°, D 401-1 CPP)

La Directrice interregionale

Marie-Line HANICOT



Bordeaux, le 21 juin 2011

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION  
INTERREGIONALE DE BORDEAUX**

DEPARTEMENT SECURITE ET DETENTION

UNITE DU DROIT PENITENTIAIRE

Direction Interrégionale des services pénitentiaires de BORDEAUX

Le Directeur interregional adjoint des services pénitentiaires de BORDEAUX

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-6-23

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature pour la direction interregionale des services pénitentiaires de Bordeaux (direction de l'administration pénitentiaire)

**Décide** : délégation permanente de signature est donnée à **Melle Séverine ALLAIN**, AAMJ, chef de l'unité du droit pénitentiaire aux fins de décider dans les matières suivantes :

- affectation des condamnés, y compris les avis formulés par la DISP lorsque la décision relève du ministre de la justice (Art D.76, D.80, D 81)
- changement d'affectation des condamnés (Art D.82- D 82-2)
- autorisation d'accès dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DI (Art D.277)
- isolement, prolongation d'isolement, avis en matière d'isolement de la compétence de la DISP, prolongation de l'isolement d'un détenu au delà de 6 mois et jusqu'à un an et rapport motivé pour les décisions relevant de la compétence du ministre de la justice (R57-7-67, R57-7-68, R57-7-70, R57-7-71, R57-7-72)
- transferts dans le ressort de la DI (Art D84, D.301 et D.360)
- autorisation d'hospitalisation d'un détenu dans un établissement de santé situé dans le ressort de la DISP (Art R.57-6-23-11°, D.393)
- autorisation de sortie d'écrits de détenu en vue de leur publication ou de divulgation sous quelque forme que se soit (Art R57-6-23-9°, D.444-1)

**DISP de Bordeaux**

190, rue de Pessac

33 062 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05 57 81 45 00

Télécopie : 05 56 44 04 11

- autorisation de diffusion de portée locale d'audio-vidéogramme réalisés par les détenus dans le cadre des actions d'insertion (Art D.445)

-autorisation, après avis de la commission consultative, du maintien de l'enfant jusqu'à ses 18 mois, auprès de sa mère en détention (Art R 57-6-23-6°, D 401-1 CPP)

La Directrice interregionale

Marie-Line HANICOT

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

CABINET DU PRÉFET

Bureau du Cabinet

ARRETE du **13 JUIL. 2010**

**Médaille d'Honneur du Travail**

**Promotion du 14 juillet 2010**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le décret n° 48-852 du 15 mai 1948 instituant la Médaille d'Honneur du Travail,

VU le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 modifié relatif à la Médaille d'Honneur du Travail,

VU le décret n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 relatif à la Médaille d'Honneur du Travail,

VU l'arrêté ministériel du 17 juillet 1984 portant délégation de pouvoirs aux Préfets pour l'attribution de la Médaille d'Honneur du Travail,

A l'occasion de la promotion du 14 juillet 2010,

SUR PROPOSITION du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : La Médaille d'Honneur du Travail est décernée aux personnes dont les noms figurent dans l'annexe ci-jointe.

ARTICLE 2 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
Le Préfet,

**13 JUIL. 2010**

Dominique SCHMITT

*Médaille d'honneur du Travail*  
*Promotion du 14 juillet 2010*

**Echelon ARGENT : 1143 récipiendaires**

- M. ABBE François  
Chef de programmes : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme ABBE Sophie née MICHELLAND  
Responsable logistique : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. ABELLAN Gabriel  
Technicien : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- Mme ABRAHAM Karinne née SAVASTA  
Manager : NEUILLY CONTENTIEUX, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : LEOGNAN
- Mme ADENIS-LAMARRE Suzanne née BARJOLLE  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme AFASKA Isabelle née SARRAN  
Formatrice : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mlle AGUER Nadine  
Gestionnaire de documentation : SONOVISION-ITEP, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. AIROLDI Brice  
Contrôleur : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : LANGON
- M. ALBERT Benoît  
Cadre Bancaire : CREDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE, PARIS  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. ALLEMAND Francis  
Agent de surveillance : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAUCATS
- Mme ALONSO Isabelle née VICENTE  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. ALVES AMORIM Sergio  
Chef d'équipe : DELTA CONSTRUCTION, BRUGES  
demeurant : FLOIRAC
- M. ALVES DE AMORIN Mario  
Coffreur : GTM - SUD-OUEST TP/GC, MERIGNAC  
demeurant : FLOIRAC
- M. AMANTE Joaquim  
Préparateur de commandes : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : CENON
- Mme ANDERLUZZI Valérie née PION  
Assistante de direction : PRO-BTP, PARIS  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- M. ANDRIEUX Jean-Luc  
Tonnelier : TONNELLERIE SYLVAIN, LIBOURNE  
demeurant : COUTRAS
- Mme ANGLADE Valérie née OLIVIER  
Employée de banque : BNP PARIBAS, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme ANTUNES Maria née BAIROS  
Responsable de clientèle : PAGES JAUNES, SEVRES  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- Mlle ARBELOA Jeanne-Marie  
Responsable Environnement : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme ARDIN Laurence née AVRIL  
Responsable de boutique : LONGCHAMP, PARIS  
demeurant : LE HAILLAN

- Mme ARDURAT Jacqueline née ESPAGNET  
Assistante maternelle  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS

- Mme ARMAYAN Christine née BASTIEN  
Vendeuse : MADALOTTO Patrick, SAINT-JEAN-D'ILLAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- Mme ARNAUD Gastine née ROUCH  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme ARNAUD Maryse née PRIOU  
Hôtesse de caisse : DIS.LI.AL - CENTRE E. LECLERC -, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE

- Mme ARNAUD Monique née GOLIA  
Agent administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : TEUILLAC

- Mlle ARNAUD Sandrine  
Agent d'exploitation : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN

- M. ARRIAGA Thierry  
Agent de maîtrise : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS

- Mlle ARROYO Nadine  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : TALENCE

- M. ASCENSIO Guy  
Comptable : EUROBAT SARL, CASTELNAU-DE-MEDOC  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC

- Mme AUDIBERT Martine née ARNAL  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LALANDE-DE-POMEROL

- M. AUDINETTE Jean-Michel  
Technicien sup. d'atelier : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : PERISSAC

- Mme AUDUREAU Nicole née LACAMPAGNE  
Secrétaire : DHL FASHION S.A.S., CARBON-BLANC  
demeurant : CREON

- Mme AUGE Marie-Joëlle née MEUNIER  
Secrétaire Administrative, Correspon.Informatique : FIDAL, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

- Mme AUTHIER Corinne née LAQUILLAOU  
Ouvrier : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. AVIAN Jean-Christophe  
Directeur hypermarché : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : GRADIGNAN

- M. AVRILLON-THADE Benoît  
Chargé d'affaires : C.I.A.T., CULOZ  
demeurant : LE HAILLAN

Retraite

- M. AWANA André  
Ouvrier hautement qualifié : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. AZAZGOUR Jim  
Conseiller commercial : PAGES JAUNES, SEVRES  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BABONNEAU Corinne née GUYOT  
Assistante commerciale : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : MIOS
- Mme BACH Catherine née PESQUE  
Employée de banque : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : EYSINES
- Mme BACHE Fatima née OUICI  
Caissière : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. BACHELIER Franck  
Technicien : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : FLOIRAC
- Mme BACHEY-LAURENT Françoise née LAURENT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. BAILAN Joël  
Chauffeur-Opérateur : SANITRA FOURRIER, JOUE-LES-TOURS  
demeurant : EYRANS
- Mme BALAN Sylvie née CRETON  
Informaticienne : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : ESPIET
- M. BALI Nassim  
Carrossier Peintre : RENAULT RETAIL GROUP PESSAC, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. BALLESTEROS Santiago  
Réalisateur analyste : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- Mme BALLORAIN Brigitte née CARCOPINO  
Cadre administratif : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mlle BANOS Elenita  
Secrétaire de Direction : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- M. BAQUEDANO Pascal  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : GRADIGNAN
- Mlle BARAT Françoise  
Responsable adm. et comptable : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. BARBAUX Cédric  
Employé de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. BARBIER Lionel  
Directeur d'agence bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- M. BARDET Christophe  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. BARDOULAT Jean-Claude  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC



- Mme BARET Nathalie née GALLE  
Agent Service Hospitalier : USLD "LES ARBOUSIERS", LA TESTE-DE-BUCH  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. BARINOIL Bruno  
Directeur de magasin : ATACLA S.A.S, LANTON  
demeurant : LANTON
- M. BARLERIN Laurent  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. BARNICAUD Frédéric  
Informaticien : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme BARNIEU Véronique  
Aide-Comptable : GROUPE RENFORT S.A.S, BEYCHAC-ET-CAILLEAU  
demeurant : VAYRES
- Mme BARRAGAN Nicole née DUCASSE  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme BARRAU Lydie née DARMET  
Conducteur de ligne conditionnement : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mlle BARRE Sylvie  
Employée commerciale : HYPER-COSMOS ( Centre E. LECLERC ), SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme BARRERE Rosita née TURUNUELO  
Technicienne Conseil : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme BARRET Christine née DAGENS  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. BARRIERE Frédéric  
Contremaître : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BARRIERE Rosa née MORENO  
Conseillère de vente : KIABI MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mlle BARROUILLET Annie  
Superviseur : MGEN - Centre d'appels, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. BARSIOUGUES Patrice  
Employé administratif : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : VILLANDRAUT
- M. BASLE Patrice  
Chef de produit : STOKVIS TAPES, GISORS  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE
- Mme BASQUE Caroline née GRENIÉ  
Contrôleuse de gestion : STEF-TFE Transport, PARIS  
demeurant : BOULIAC
- M. BASSET Eric  
Ingénieur commercial : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme BASSET Marie-Claude née NOUARD  
Chargée de clientèle : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : VAYRES
- M. BATTISTESSA Patrice  
Opérateur traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. BAUDOUIN Patrick  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : MERIGNAC
- M. BAUDOUIN Eric  
Technicien méthodes : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC
- Mme BAZILLE Pascale  
Hôtesse : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- Mme BECAT Nathalie née BERNUCHON  
Educatrice de chiens : ECOLE DE CHIENS-GUIDES D'AVEUGLES S.O., MERIGNAC  
demeurant : ETAULIERS
- Mme BEGUERIA Evelyne née MESPLEDE  
Employée logistique : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme BELAVAL Sylvie née FAVEAUD  
Assistante de gestion : GROUPE AFONE, MERIGNAC  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. BELGY Michel  
Conseiller technique études : GAZ de BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : HOSTENS
- Mme BELIN Christine née JOUSSELIN  
Cadre administratif : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. BELZ Philippe  
Ingénieur : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme BEN ALI Dominique née BAILE  
Secrétaire : COMMUNAUTE de COMMUNES de MONTESQUIEU, MARTILLAC  
demeurant : PESSAC
- Mme BENARD Catherine  
Agent service hospitalier : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. BENARD Pascal  
Coordinateur Pool merchandising : BRICODEAL DISTRIBUTION, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-QUENTIN-DE-BARON
- M. BENAT Patrick  
Magasinier : ROXEL FRANCE, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MARIENS
- Mme BENCHENA Fouzia née NAGUI  
Infirmière : CLINIQUE SAINT-AUGUSTIN, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-GERVAIS
- Mme BENETEAU Valérie  
Comptable : FINANCIERE ACTEON, MERIGNAC  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme BENIER Chantal née COULONGEAT  
Secrétaire de direction : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. BERDI Mohamed  
Contrôleur : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS
- M. BERDOUZ Camel  
Chargé d'affaires : MAJ ELIS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. BERGEREAU Jean-Michel  
Chef de cabine : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : CESTAS

- M. BERGERY Fabrice  
Superviseur : AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, LANGON  
demeurant : SAINT-SELVE
- M. BERGEY Francis  
Responsable boulangerie : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : LEPARRE-MEDOC
- Mlle BERNADET Béatrice  
Contremaître : SAFEN, TALENCE  
demeurant : PESSAC
- Mme BERNADOTTE-BOULET Elisabeth  
Technicienne Electronique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. BERNADOU Gilles  
Chauffeur canalisateur : INEO RESEAUX SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BERNALEAU Isabelle  
Technicienne assurance qualité : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : BORDEAUX
- M. BERNARD Pierre  
Ingénieur : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. BERTHON Denis  
Cadre administratif : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BERTIN Florence née WATTINNE  
Ingénieur : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LEOGNAN
- M. BERVIT Jean-Denis  
Employé d'hygiène : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : PINEUILH
- M. BESSON Bernard  
Adjoint chef du service technique : PARCUB, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. BETTAHAR Safi  
Cadre de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- Mlle BIARNES Marie-Hélène  
Hôtesse de caisse : ATACLA S.A.S, LANTON  
demeurant : LANTON
- M. BILHERE-CHEVALIER Laurent  
Tonnelier : TONNELLERIE NADALIE S.A.S., BLANQUEFORT  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. BILLAT Frédéric  
Métallier : ROBERT & Fils SARL, MOULIS-EN-MEDOC  
demeurant : MOULIS-EN-MEDOC
- Mme BILLET Laurence  
Employée de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : MERIGNAC
- M. BILLOU Eric  
Chef de programme : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. BIRON Bernard  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LUGON-ET-L'ILE-DU-CARNAY
- M. BISCAINO Philippe  
Technicien méthodologue : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : AVENSAN

- Mme BISCAY Antonia née SANCHEZ  
Comptable : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : PRIGNAC-ET-MARCAMPS
- M. BISSERIER Jean-Luc  
Débiteur de pierres : LES PIERRES DE FRONTENAC, JUGAZAN  
demeurant : MERIGNAS
- Mlle BISSERIER Josette  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LES LEVES-ET-THOUMEYRAGUES
- M. BLADINIERES Didier  
Chargé de clientèle : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : BEGLES
- Mme BLANC Nathalie née MACOULLARD  
Employée de bureau : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINT-LAURENT-D'ARCE
- Mme BLANCHARD Danielle née TESSON  
Agent de production spécialisé : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : PESSAC
- Mme BLASCO Sylvie née GRAMARD  
Comptable : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme BLIGNY Dalila née DOUSSAINT  
Assistante commerciale : ALVEA, MONTPOUILLAN  
demeurant : BEYCHAC-ET-CAILLAU
- M. BOILLLOT Denis  
Ingénieur commercial confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme BOISLIVEAU Corinne  
Employée commerciale : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : QUEYRAC
- M. BOISSARIE Laurent  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : PESSAC
- Mlle BOISSEAU Valérie  
Conseillère sociale : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. BOISSEL Hervé  
Chef de cabine : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : ARES
- M. BOISSET Thierry  
Gardien : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. BOISSON Thierry  
Chef de projet principal : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. BOISSONNET Didier  
Technicien avion : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : LANTON
- M. BOMPARD Christian  
Pâtissier : BOULANGERIES PAUL BORDEAUX S.A.S, MARCQ-EN-BAROEUL  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme BONADIO Sonia née GLINKA  
Secrétaire : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : PESSAC
- Mme BONDOUX Martine née TANVIER  
Caissière : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : CISSAC-MEDOC

- Mme BONDOUX Pascale née VASCO  
Approvisionneur : SCASO, CESTAS  
demeurant : BIGANOS
- Mme BONHOMME Odile née TIBY  
Gestionnaire administrative : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : COUTRAS
- M. BONILLA Edouard  
Technicien méthodes : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BONNE Catherine née DUBOIS  
Secrétaire Comptable : SOUMAT REMORQUES, PESSAC  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. BONNEAU Jacky  
Chef comptable : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : LE TEICH
- M. BONNET Thierry  
Verrier : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : PUGNAC
- M. BORDENAVE Jean-Marie  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme BORDES Catherine née THOMAS  
Manager : PRICEWATERHOUSECOOPERS, COGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BOSSAVIE Marie-Françoise née RELHIER  
Caissière : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : MARTILLAC
- Mme BOUARD Muriel née MONSEIGNE  
Employée de bureau : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : CANEJAN
- M. BOUBEE Jean-François  
Conducteur de travaux : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. BOUCHER Didier  
Cariste : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : YVRAC
- Mme BOUDE Corinne née SANZ  
Secrétaire d'accueil : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. BOUDET Eric  
Conducteur d'engin : ONYX AQUITAINE, POMPIGNAC  
demeurant : BEGLES
- M. BOUDIN Luc  
Chargé de clientèle : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC
- M. BOUE Jean-René  
Employé d'assurances : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : BORDEAUX
- M. BOUFFARD Bernard  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : GUITRES
- Mme BOUJNANE Christine née PETIT  
Opératrice : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : MARGAUX
- M. BOUKO Jean-Michel  
Cadre informatique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : ARVEYRES

- Mme BOULAT Christelle née LEHERPEUX  
Assistante de direction : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX

- M. BOULINEAU Frédéric  
Contrôleur qualité fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LISTRAC-MEDOC

- M. BOULLARD Frédéric  
Inspecteur gestionnaire : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : SALLES

- Mme BOUQUET Catherine  
Cadre technique : SCREG SUD OUEST, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. BOUQUEY David  
Ouvrier fromager : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : SAINT-AVIT-SAINT-NAZAIRE

- M. BOURCAIN Jean-Louis  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : TALENCE

- Mlle BOUREILLE Nadine  
Chargée opérations assurance : GENERALI FRANCE ASSURANCES, PARIS  
demeurant : CABANAC-ET-VILLAGRAINS

- M. BOURHIS Lionel  
Conseiller d'entreprises : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. BOURIGEAUD Gérard Retraite  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC

- Mme BOURSIER Catherine née FAGES  
Manipulatrice en radiologie : CABINET DE RADIOLOGIE SCM, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. BOURSIER Christian  
Informaticien : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- Mme BOUSSENOT Catherine née PRIETO  
Employée commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme BOUTIGUE Marie-Thérèse née BONNET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. BOUTOLLEAU Joël  
Cadre : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC

- Mme BOUVET Marie-Noëlle  
Ouvrière : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : SAINTE-FOY-LA-GRANDE

- M. BOUVIER Christophe  
Conducteur régleur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : COUTRAS

- M. BRAGEOT Philippe  
Technicien de maintenance : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : LIGUEUX

- M. BRAS Fernando Retraite  
Electricien  
demeurant : CENON

- Mme BRAUD Sylvie  
Responsable commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : SAINT-ANTOINE

- M. BRAULT Eric  
Chargé d'affaire : KSB, GENNEVILLIERS  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. BRIGAUD Philippe  
Chargé de clientèle : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : BRUGES
- M. BRIONES Y BROVIA Serge  
Conseiller référent : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- M. BRIQUET Jean-Michel  
Agent de maîtrise : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme BROCARD Joëlle née ROSQUIN  
Hôtesse de caisse : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. BROCHE Jean-Philippe  
Cadre : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LEOGNAN
- Mme BROISE Muguette née ABADIA  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. BROSSARD Eric  
Informaticien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : NAUJAC-SUR-MER
- M. BRUNEAU Sébastien  
Technicien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme BRUNELLE Catherine née FLAMENT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- M. BRUNET Alain  
Agent qualité : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : LIBOURNE
- M. BUCHWALTER Michel  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : PESSAC
- Mme BULNES Corinne née SANTANDER  
Agent service hospitalier : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : BASSENS
- M. BULTOT Thierry  
Cariste : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : ABZAC
- M. BUREAU Charles  
Directeur centre de formation : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- M. BUREAU Olivier  
Agent administratif : SCASO, CESTAS  
demeurant : ABZAC
- M. BUREAU Stéphane  
Agent de contrôle : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE
- M. BURON Alain  
Technicien : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. CABANNE Jean-Michel  
Gestionnaire : SEMIB, BRUGES  
demeurant : PAREMPUYRE

- M. CABROL Jean-Michel  
Informaticien : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- M. CAILLAUD Jean-Philippe  
Ingénieur confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme CALANDRAU Sandrine  
Technicienne de laboratoire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : BIGANOS

- Mme CALDERON Maria  
Responsable logistique : ECOLE DE CHIENS-GUIDES D'AVEUGLES S.O., MERIGNAC  
demeurant : AVENSAN

- M. CALERO Alain  
Délégué régional : COMAP, LYON  
demeurant : LIBOURNE

- Mme CALIXTO Marie-Luz née REINOSO  
Contrôleur de gestion : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC

- M. CALVET Daniel  
Cadre technique : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE

- Mlle CALVINHAC Valérie  
Technicienne conseil : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. CAMELLE Christophe  
Pilote d'équipe de production : KSB, GENNEVILLIERS  
demeurant : CHAMADELLE

- M. CAMESCASSE Eric  
Maçon : SECMA BATIMENT, FLOIRAC  
demeurant : CADAUJAC

- M. CAMPAGNOLA Jean-Luc  
Leader d'équipe assemblage : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : IZON

- M. CANDAS Daniel  
Technicien : SOCIETE HEIDELBERG FRANCE, TREMBLAY-EN-FRANCE  
demeurant : MONTAGNE

- M. CANTIN Gérard  
Retraite

demeurant : TOULENNE

- Mme CANTONNY Béatrice née BERNIER  
Comptable : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : LE BOUSCAT

- Mme CAPELLE Lisette  
Hôtesse de caisse : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : TALENCE

- Mme CAPET Frédérique  
Informaticienne : INFORMATIQUE CDC, ARCUEIL  
demeurant : MACAU

- M. CARANAVE Christian  
Retraite

demeurant : ARES

- Mme CARE Françoise  
Infirmière : CLINIQUE TIVOLI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mlle CARLES Blandine  
Conseillère clientèle : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : EYSINES



- M. CARMONA Paul  
Adjoint technico commercial : COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION, BEGLES  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CARPENTIER Laurane née BRUNNER  
Chef de service à la personne : ASSOCIATION DOMICILE SANTE, GRADIGNAN  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme CARRE Annick née BARBAZANGE  
Technicienne : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme CARRE Sabine  
Hôtesse : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- Mme CARREIRA Nathalie  
Cadre commercial confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. CARREYRE Thierry  
Technicien d'atelier : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme CARRICABURU Elisabeth née GROVEL  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CARUEL Sandrine  
Gestionnaire de communication : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mme CASAMASSIMA Christine née MORIN  
Agent des écoles maternelles : MAIRIE de FARGUES SAINT HILAIRE, FARGUES-SAINT-HILAIRE  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- M. CASTAGNET Didier  
Electromécanicien : SAUR, BALMA  
demeurant : LANSAC
- Mme CASTAING Danielle  
Employée commerciale : CABEVAL SAS - INTERMARCHE, BEGUEY  
demeurant : LANGOIRAN
- M. CASTANO Jean-Luc  
Cariste : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : PEUJARD
- Mme CASTERA Isabelle  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- M. CAUBET-CALVERA Patrick  
Délégué médical : SOLVAY PHARMA, SURESNES  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. CAVIGNAC Christophe  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : MACAU
- M. CAZEMAJOU Gérard  
Conducteur confirmé : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LA REOLE
- Mme CAZENAZ Thi Thanh Van née PHAN  
Ouvrière : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CELLA Christine née PORTOU  
Comptable : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- M. CELTON Thierry  
Agent de trafic : BORDEAUX SURGELES, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. CHAILLAT Eric  
Chef de projet : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CHAILLEUX Pierre  
Technicien de laboratoire : EUROVIA MANAGEMENT, MERIGNAC  
demeurant : LE HAILLAN
- M. CHAINE Jean-Baptiste  
Ingénieur informaticien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. CHALAUX Alain  
Agent de maîtrise : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : IZON
- Mme CHAMBARAUD Cécile née TRAISSAC  
Délégué Médical Expert : LABORATOIRE GLAXOSMITHKLINE, MARLY-LE-ROI  
demeurant : POMPIGNAC
- Mme CHANONIER Marie-Ange née FRAISSE  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme CHANUT Odette née JAULHAC  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme CHAPUZET Patricia née VICENTE  
Aide-Comptable : LAMY BORDEAUX MARNE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme CHARLES Catherine  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CHARLES Olivier  
Technicien maintenance : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- M. CHARLES Philippe  
Chef de mission : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. CHARLOT Jacky  
Agent d'entretien : FONDATION D'AUTEUIL, BLANQUEFORT  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. CHARLY Dominique  
Ingénieur : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MERIGNAC
- M. CHARNEAU Alain  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- Mme CHARPENTIER Nathalie née LABORDE  
Chargée d'affaires clientèle : GAZ de BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme CHARPENTIER Sylvie née BATTISTESSA  
Agent de production : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : LORMONT
- M. CHARRIER Philippe  
Ingénieur : THALES Services SAS, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. CHARRIER Stéphane  
Ingénieur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme CHASSIN Marie-Françoise née ARNAUD  
Comptable : PRO BTP, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX

- M. CHATEL Dominique  
Comptable : GRANDS VINS de GIRONDE, SAINT-LOUBES  
demeurant : ETAULIERS
- Mme CHAUFFAILLE Corinne  
Gestionnaire en assurances : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : BORDEAUX
- M. CHAUVE Thierry  
Agent qualité : SEW-USOCOME, HAGUENAU  
demeurant : BOURG
- Mme CHAUVET Bernadette née JUNIET  
Aide-Soignante : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. CHAUVIN Claude  
Conducteur de machine : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : SAINT-AVIT-SAINT-NAZAIRE
- Mlle CHAVIER Sophie  
Conductrice ligne de conditionnement : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. CHAZARAIN Philippe  
Agent ordonnancement : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : ARSAC
- Mlle CHESNEAU Marie-Claude  
Cadre de banque : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle CHEVALIER Brigitte  
Informaticienne : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : PESSAC
- M. CHEVALLIER Guy  
Magasinier chauffeur livreur : FRANS BONHOMME, JOUE-LES-TOURS  
demeurant : SAINT-MORILLON
- Mme CHIARADIA Béatrice  
Leader commercial : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : BEGUEY
- Mme CHICHEPORTICHE Brigitte née MARTINEZ  
Consultante : SOCIETE BPI, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CHIRON Isabelle née FAURE  
Responsable programme : ROXEL FRANCE, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. CIBEAU Pascal  
Opérateur traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. CILLIO Frédéric  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- M. CIOCCHI Thierry  
Technicien d'atelier : EADS SOGERMA, MERIGNAC  
demeurant : LANSAC
- Mme CIRECH Monique née HUSSON  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN
- M. CLAPISSON Daniel  
Chef de chantier : FREYSSINET, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : COUTRAS
- M. CLARAC Marc  
Assureur : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : LEOGNAN

- M. CLAUZURE Bruno  
Ouvrier GPL : COBOGAL, AMBES  
demeurant : ASQUES
- Mme CLEMENT- TRIAUT Christine née ALARIA  
Technicienne transport : BALGUERIE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme CLUZEL Annie  
Educatrice spécialisée : ITEP "PLEIN AIR", ANDERNOS-LES-BAINS  
demeurant : ARES
- Mme COMBERTON Marie-Thérèse  
Préparatrice : WALON FRANCE, LA CROIX-ST-OUEN  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme CORFEC Hélène née RODRIGUEZ  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme CORRAL Dominique  
Assistante : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAUCATS
- M. CORVAISIER John  
Conseiller commercial : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC
- M. COSTA Laurent  
Gestionnaire clientèle profes. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. COSTEDOAT Jérôme  
Agent technique de fabrication : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. COTTIGNIES Jean-Luc  
Cadre : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- Mme COUDRAIS Martine née GREMMO  
Employée de commerce : AUCHAN BORDEAUX LE LAC, BORDEAUX  
demeurant : AUBIE-ET-ESPESSAS
- M. COUQUIAUD Christophe  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINTE-FOY-LA-GRANDE
- M. COURBIN Thierry  
Magasinier-cariste : GRANDS VINS de GIRONDE, SAINT-LOUBES  
demeurant : PESSAC
- M. COURJAUD Pascal  
Responsable de point de vente : REXEL FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MARIENS
- M. COURTHIADE Gilbert  
Chef d'équipe : CARGLASS, MERIGNAC  
demeurant : BIGANOS
- Mme COUSINEY Sylvie née TEULE  
Secrétaire : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC
- Mme COUTTAUSSE Muriel née LANDAIS  
Responsable gestion locative : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CRANSAC Anne-Marie née CHATAIGNE  
Secrétaire : SOCIETE D'APPROVISIONNEMENT DES 2 RIVES, CERONS  
demeurant : LANGON
- Mme CRESTIEN Sophie  
Opérateur de production 2 : EXTELIA, CHARENTON-LE-PONT  
demeurant : CERONS

- M. CREVY Jean

Retraite

demeurant : BUDOS

- M. CRIQ Christophe

Electricien : CHATENET, FLOIRAC

demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. CROUZET Franck

Directeur communication : CASTEL Frères, BLANQUEFORT

demeurant : SAINT-LOUBES

- Mme CROUZET-GUERINEAU Nathalie née CROUZET

Agent des services commerciaux : AIR FRANCE, MERIGNAC

demeurant : LARUSCADE

- M. CRUBILIE Patrick

Mécanicien auto : SIASO, LE BOUSCAT

demeurant : BORDEAUX

- M. CRUCIANI Marc

Responsable industriel : THALES AVIONICS, LE HAILLAN

demeurant : BLANQUEFORT

- Mme CRUEGE Catherine

Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX

demeurant : SAINT-LOUBES

- Mme CULLIN Laurence née GRANIER

Informaticienne : INFORMATIQUE CDC, ARCUEIL

demeurant : MERIGNAC

- Mme CUREAU Virginie née CLOEREC

Employée de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX

demeurant : PESSAC

- Mme CYREN DECOLY Marie-Michèle née ABANADES

Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX

demeurant : LIBOURNE

- Mme D'ALMEIDA Florence née CARLES

Directrice d'agence : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC

demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. DA CRUZ FERNANDES Jaime

Mécanicien : CITROEN, LE BOUSCAT

demeurant : MERIGNAC

- M. DA SILVA Antonio

Commercial : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS

demeurant : PAREMPUYRE

- M. DA SILVA Carlos

Maçon : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE

demeurant : NEAC

- M. DAIN Richard

Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC

demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme DALLE AVE Marie-José née DESMOULIN

Aide-Soignante : ASSOCIATION DOMICILE SANTE, GRADIGNAN

demeurant : CANEJAN

- Mme DAMADAA-COUDURE Lydie

Superviseur centre d'appels : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX

demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC

- Mlle DAMIENS Brigitte

Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX

demeurant : BORDEAUX

- M. DAMOUR Philippe

Ingénieur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC

demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. DANDRAU Bruno  
Tourneur : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE HAILLAN
- M. DANGLEHANT Christophe  
Responsable formation : AXA FRANCE, PESSAC  
demeurant : VIRELADE
- M. DANIEL Jean-Claude  
Responsable groupe sinistres : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : BRUGES
- Mme DARAS Marie-Christine née FRANCOIS  
Hôtesse de caisse : CABEVAL SAS - INTERMARCHE, BEGUEY  
demeurant : SAINT-PIERRE-DE-BAT
- Mme DARBAS Marie-Line née BOUSQUET  
Agent de maîtrise : DIS.LI.AL - CENTRE E. LECLERC -, LIBOURNE  
demeurant : GALGON
- M. DARENNE Gilles  
Opérateur traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- M. DARFEUILLE Dominique  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : COUTRAS
- Mme DARRIET Isabelle née DASSE  
Ouvrière d'entretien : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : LEOGEATS
- Mme DARRIET Lydie née BOUIC  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BELIN-BELIET
- M. DARROMAN Frédéric  
Technicien conseil client : SAPSO EMBALLAGES ONDULES, BERNOS-BEAULAC  
demeurant : CUDOS
- Mme DARSOUZE Chantal née BOUQUET  
Aide-Soignante : ASSOCIATION DOMICILE SANTE, GRADIGNAN  
demeurant : CANEJAN
- M. DARTIGOLLES Daniel  
Directeur : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. DARTIGUES Olivier  
Mécanicien d'entretien : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : NEAC
- M. DAUBA Fabrice  
Cariste : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : ROAILLAN
- Mme DAUCHIER Martine née VIAU  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme DAUGIERAS Marie-Véronique née JARRY  
Coordinatrice : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DAVID Nelly  
Assistante commerciale : BRICODEAL DISTRIBUTION, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mlle DE BORTOLI Corinne  
Assistante : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. DE FILIPPO Jean-Christophe  
Chef de chantier : VAN CUYCK TP LOCATION, ARES  
demeurant : LEOGNAN

- M. DE HAUTECLOCQUE Didier  
Ingénieur : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : BERSON
- M. DE ROSSI Stéphane  
Gestionnaire sécurité : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC
- Mme DEBERTEIX Marie-Agnès  
Agent cammionage : NAVILAND CARGO, BEGLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. DECOMBE Benoît  
Directeur départ. gestion bilan : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CREON
- M. DECOUARD Bernard  
Médecin Anesthésiste : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : BORDEAUX
- M. DECRAECKER Patrick  
Cadre : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : ARSAC
- M. DEFFARGES Patrick  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- Mme DEGAND Bernadette née ESCURIGNAN  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN
- M. DEGUILHEM Jean  
Préparateur pâte : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. DEHER Eric  
Assistant de gestion : EXTELIA, CHARENTON-LE-PONT  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme DEHLINGER Sylvie née VACQUIE  
Consultant formateur : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DEJEAN Caridad née CONDON MONTERO  
Conductrice ligne conditionnement : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. DEJOUY Patrice  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. DELANOY Christophe  
Agent technique : CEGELEC SUD-OUEST, CESTAS  
demeurant : CERONS
- M. DELBANO Christian  
Carrossier-Peintre : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : BRUGES
- M. DELBES Jean-Louis  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MERIGNAC
- M. DELBURG Michel  
Agent de surveillance : AUTOROUTES DU SUD DE LA France, GRANZAY-GRIPT  
demeurant : BASSENS
- Mme DELDAL Brigitte née PEIGNE  
Employée administrative : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC
- Mme DELIAUNE Maria née CENTENO  
Agent de service : ISS ABILIS FRANCE, BRUGES  
demeurant : CURSAN

- M. DELTEIL Frédéric  
Electro Mécanicien : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : AUDENGE

- M. DELVALLE Thierry  
Chargé d'intervention : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

- Mme DENEUVY Carole née FERREL  
Négociatrice Groupe : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- M. DEROO Louis  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LEOGNAN

- Mlle DESCANT Marie-Claude  
Agent services hôtelier/hospitalier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- Mme DESGOULIERE Patricia  
Animateur des ventes externes : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- Mme DESMOULINS Monique née LANOUHE  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BAZAS

- Mme DEVILLE Denise née LOUCHARD  
Aide-Soignante : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : LE BARP

- M. DIGNEAU Laurent  
Responsable maintenance : MARIE BRIZARD & ROGER INTERNATIONAL, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES

- M. DIOP El Hadj  
Chargé de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. DONADIEU Thierry  
Technicien d'atelier : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : EYSINES

- Mme DONASCIMENTO Monique née LEVREAUD  
Pâtissier-Traiteur : BOULANGERIES PAUL BORDEAUX S.A.S, MARCQ-EN-BAROEUL  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC

- Mme DONEAU Virginie  
Assistante serv. Bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. DOR Fabrice  
Cadre technique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC

- M. DORIGNAC Jean-Claude  
Chef de service patrimoine : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme DOS SANTOS Sylvie née POMMIER  
Chef d'atelier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : AUDENGE

- M. DOUILLARD Laurent  
Technicien d'atelier : EADS SOGERMA, MERIGNAC  
demeurant : LANDIRAS

- M. DOUIN Michel  
Chauffeur poids-lourd : Entreprise DUMAS, SAINT-GERVAIS  
demeurant : SAINT-LAURENT-D'ARCE

- M. DOURTHE Denis  
Câbleur aéronautique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : ARCACHON

Pénibilité du travail



- Mme DOUZIECH Brigitte née AUDOUIT  
Aide-Soignante : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. DRAME Keba  
Electricien : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- Mlle DRAULT Nathalie  
Travailleuse handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : TRESSES
- M. DRELON Franck  
Aide-Conducteur machine : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : MIOS
- Mme DRONEAU Sophie  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. DROUILLET Laurent  
Cariste expéditions : SAPSO EMBALLAGES ONDULES, BERNOS-BEAULAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. DRUART Yannick  
Préparateur pâte : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- Mme DU TREMOLET DE LACHEISSERIE Danielle née OUSPOINTOUR  
Vendeuse : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : LATRESNE
- M. DUARTE Agostinho  
Technicien informatique : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- M. DUARTE Philippe  
Technicien supérieur de mesure : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DUBERNET Arnaud  
Employé de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DUBOIS Elisabeth née DUPAS  
Agent d'exploitation : BALGUERIE, BORDEAUX  
demeurant : LES BILLAUX
- Mme DUBOIS Hélène née BACHAUMARD  
Responsable administrative : GEODIS EUROMATIC, COMPANS  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DUBOIS Serge  
Ingénieur : BULL SAS, NANTES  
demeurant : PESSAC
- Mme DUBOUE Gillette née MIGEON  
Hôtesse d'accueil : AUCHAN BOULIAC, FLOIRAC  
demeurant : SADIRAC
- Mme DUBRANA Sophie née COMBEFREYROUX  
Assistante d'exploitation : COVED - D.R.H., TOULOUSE  
demeurant : SAINT-ANDRE-DU-BOIS
- M. DUCASSE Jean-Philippe  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. DUCHENE Claude  
Directeur de travaux : EUROVIA GPI, MALEMORT-SUR-CORREZE  
demeurant : AUDENGE
- Mme DUCLOS Sandrine née BORDES  
Technicienne escale : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : MIOS

- M. DUCLUZEAU Pierre  
Ingénieur aéronautique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. DUCONGE Jean-Pierre  
Leader d'équipe d'assemblage : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BEGLES
- Mme DUCOS Marie-Françoise née SEGUY  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : FLOIRAC
- M. DUCROT Alain  
Cadre bancaire : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : TALENCE
- M. DUFFOIRE François  
Conseiller commercial : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DUHALDE Catherine née GLANDOR  
Infirmière : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. DULAU Emmanuel  
Responsable agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : VAYRES
- Mme DULIN Véronique née GILBERT-SUIRE  
Secrétaire caissière : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : LE BARP
- M. DULUX Gilles  
Technicien Electronicien : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : PAREMPUYRE
- Mlle DUMARTIN Valérie  
Hôtesse de l'air : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DUMAS Josiane née LESPINASSE  
Employée serv. Administratif : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DUMESTRE Patricia née DUCASSE  
Conseillère clientèle : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LORMONT
- M. DUMORA Francis  
Maçon : JEAN COLLIER & Fils SARL, ANDERNOS-LES-BAINS  
demeurant : AUDENGE
- M. DUPART Patrick  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mlle DUPEYRE Karine  
Correspondante commerciale : SAPSO EMBALLAGES ONDULES, BERNOS-BEAULAC  
demeurant : BERNOS-BEAULAC
- M. DUPHIL Denis  
Conducteur Grutier : FOSELEV SUD-OUEST, BORDEAUX  
demeurant : BIGANOS
- Mlle DUPHIL Françoise  
Technicienne de surface : SERTA, SAINT-JEAN-D'ILLAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DUPIN Christiane née BIANCHI  
Chargée de projet emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- Mme DUPIOL Françoise née SOETE  
Hôtesse de caisse : CABEVAL SAS - INTERMARCHE, BEGUEY  
demeurant : CADILLAC

- Mme DUPOUY Corinne née BELOTTI  
Chef de service textile : MAJ ELIS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- M. DUPOUY Thierry  
Informaticien : GCE TECHNOLOGIES, BRUGES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. DUPRAT Olivier  
Chauffeur routier : HEPPNER, STRASBOURG  
demeurant : PEUJARD
- M. DUPUIS Bernard  
Attaché de direction : FDG MIDI-AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme DUPUIS Marie-Chrsitine née SUBERCHICOT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. DUPUY Gilles  
Technicien d'atelier : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- Mlle DUPUY Laurence  
Technicienne de laboratoire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : ARES
- Mme DURADE Muriel née MULKENS  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LAPOUYADE
- Mme DURAND Isabelle née BEZENCENET  
Conseillère d'accueil : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. DURAND Yannick  
Conducteur d'engins : SCREG SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : BERSON
- Mme DURANDEAU Anne-Marie née JOVIN  
Hôtesse de caisse : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme DURIEUX Florence née DIVOUX  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. DURIEZ Frédéric  
Directeur d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LA BREDE
- Mme DURIS Carole  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mlle DUROU Nathalie  
Responsable commerciale : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- Mlle DUROUX Myriam  
Assistante Comptable : EX-ECO CONSEILS SARL, LA TESTE-DE-BUCH  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. DUTOUR Stéphane  
Agent de production qualifié : GROUPE RENFORT S.A.S, BEYCHAC-ET-CAILLEAU  
demeurant : LIBOURNE
- M. ECHANIZ Jacques  
Directeur de département : DOMOFrance, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. ELIAS Antonio  
Plieur : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : PORTETS

- Mlle ELLEAUX Jocelyne  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : LAGORCE
- Mlle ENON Magali  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. ESBELIN Vincent  
Responsable de service : DESCUDET & Cie, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme ESPAGNET Nicole née MONTELIEU  
Hôtesse de caisse : ATACLA S.A.S, LANTON  
demeurant : LANTON
- Mlle ESPAGNET Véronique  
Cadre bancaire : FINANCES ET PEDAGOGIE, PARIS  
demeurant : LA REOLE
- M. ESTERLIN Jean-Eric  
Responsable région : SAINT- GOBAIN EMBALLAGE, COGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme ETCHEMENDY Maryse née SANSEGOLO  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme ETCHEVERRY Martine  
Ingénieur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. ETIENNE Frédéric  
Cadre technique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mlle FABRE Sandrine  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : LEOGNAN
- M. FACI Richard  
Conducteur ensemble fabrication : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. FAIELLA Patrick  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : LA BREDE
- M. FARAUT Charles  
Ingénieur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LE PORGE
- M. FARBOS Stéphane  
Monteur électricien : SANTERNE AQUITAINE S.A.S, BRUGES  
demeurant : PREIGNAC
- M. FARGETAS Thierry  
Gardien d'immeuble : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. FAUDRY Patricia  
Agent de propreté : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : PESSAC
- Mme FAURE Catherine née CHARDON  
Employée de banque : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : FLOIRAC
- Mme FAURE Florence née HERMITANT  
Hôtesse de caisse : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. FAVENNEC Bruno  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mlle FAVEREAU Nathalie  
Employée libre-service : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : LEPARRE-MEDOC
- M. FELIXAIN Barthélémy  
Chauffeur : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. FELLICETTI Alexandre  
Employé d'usine : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : PINEUILH
- M. FERNANDES José  
Ouvrier retordage : SOCIETE SAINTE GERMAINE, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : EYSINES
- Mlle FERRAGGI Florence  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : LIBOURNE
- Mme FERRAN Marie née DIJOUX  
Secrétaire : SIDJ, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mme FERRAND Brigitte  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. FERRAND Gérard  
Directeur division sud-ouest : LOOMIS FRANCE, ARCUEIL  
demeurant : PESSAC
- M. FERRY Olivier  
Chargé d'affaires entreprises : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : ARVEYRES
- M. FILLEAU Jean-Yves  
Conducteur Préparateur pâte : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. FILLIEUL Patrick  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme FILLON Hélène née LARREGAIN  
Employée libre service : AUCHAN BORDEAUX LE LAC, BORDEAUX  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme FIOCCA Catherine née BOISSIERE  
Chargée de gestion : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. FIOT Pascal  
Conseiller gestion patrimoine : SOCIETE GENERALE, PARIS  
demeurant : PINEUILH
- Mme FLE Nicole née COUTANT  
Responsable Comptable : FIDAL, MERIGNAC  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme FONTAINE Monique  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme FONTAINE Nathalie  
Hôtesse de l'air : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : TOULENNE
- M. FONTENEAU Sylvain  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : IZON
- M. FORESTIER Dominique  
Electronicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. FORESTIER Jean-Luc  
Réceptionniste de nuit : HOTEL LES ALIZES, EYSINES  
demeurant : MERIGNAC
- Mme FORT Corinne née DUBOIS  
Opératrice traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme FOS Marie-Claude  
Educatrice de chiens : ECOLE DE CHIENS-GUIDES D'AVEUGLES S.O., MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme FOUET Christine née RAMBAUD  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : MARTILLAC
- M. FOUGERE Didier  
Adjoint DRH : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. FOURNASSON Olivier  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme FOURNIER Marie-Pierre née RITELLE  
Adjoint administratif : MAISON RETRAITE MANON CORMIER, BEGLES  
demeurant : SAINT-SELVE
- Mme FOURNIER Nadine  
Directrice Ressources humaines : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE BARP
- Mme FRANCO-RANDISSON Christiane  
Documentaliste : CRCI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. FRANCOIS Didier  
Directeur adjoint : CABEVAL SAS - INTERMARCHE, BEGUEY  
demeurant : BEGUEY
- M. FRANCOIS Jean-Michel  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : CADAUJAC
- Mme FRANCOIS Maryse née LAVILLE  
Employée commerciale : CABEVAL SAS - INTERMARCHE, BEGUEY  
demeurant : CARDAN
- Mme FRANCOIS Monique  
Gérante : RELAY FRANCE SNC, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : CHAMADELLE
- M. FRANZON Lorenzo  
Responsable réception textile : SCASO, CESTAS  
demeurant : ARSAC
- M. FRAPERIE Laurent  
Dessinateur polyvalent : SONOVISION-ITEP, MERIGNAC  
demeurant : LORMONT
- M. FRAPPIER Pascal  
Chef d'équipe : SIVAQ, COUTRAS  
demeurant : LES PEINTURES
- M. FREITAS José  
Contremaître de chantier routier : ILLACAISE DE CANALISATIONS, SAINT-JEAN-D'ILLAC  
demeurant : AUDENGE
- M. FREPPEL Jean-Charles  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- Mme FREULON Myriam née FARNIER  
Responsable commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : MARCHEPRIME

- Mme FRICHOU Nathalie  
Comptable : VAN CUYCK TP LOCATION, ARES  
demeurant : ARES
- M. FRITZ Thierry  
Employé d'entretien : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : FARGUES
- M. FROUGIER Thierry  
Employé de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : BORDEAUX
- M. GABLAÏN Guillaume  
Electricien : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. GABRY Sylvain  
Responsable équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mlle GACHET Françoise  
Ingénieur expert : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme GACON Maryse née PASLIN  
Démonstratrice : DIM, AUTUN  
demeurant : FLOIRAC
- Mme GAFFET Fanny née GARNIER  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. GAGLIONE Jean-Louis  
Employé d'immeuble : CLAIRSIENNE, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- M. GAILLARD Frédéric  
Chef de service testabilité : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mlle GALHARAGUE Valérie  
Technicienne de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BEGLES
- M. GALLAND Jacky  
Cadre supérieur : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GALLISSAIRES Véronique  
Technicienne : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. GARBAY Jean-Marie  
Contremaître de cave : BMSO, CESTAS  
demeurant : MIOS
- M. GARCIA Gilles  
Technicien sécurité : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : PAREMPUYRE
- Mme GARCIA Isabelle née FILLEUL  
Technicienne conseil : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- Mme GARCIA Marie-José née PERALDI  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. GARCIA-CHENAUD Laurent  
Agent de maîtrise entretien : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme GARNUNG Florence née GUITTON  
Employée commerciale : CARREFOUR MARKET, SALLES  
demeurant : SALLES

- Mme GARNUNG Marie née DUBROCA  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- Mme GARREAU Muriel née MATHIEU  
Chargée relations clientèle : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : MIOS
- M. GARRIDO Julio  
Chef de cabine : ASTRIA, BEGLES  
demeurant : CENON
- M. GARRIT Christian  
Technicien de maintenance : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : BIGANOS
- M. GASPERITSCH Pierre  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. GASTAUD Jacques  
Conseiller référent : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. GAUDY Pascal  
Monteur levageur : CASTERA SAS, CASTILLON-LA-BATAILLE  
demeurant : COUTRAS
- M. GAULT Jean-Paul  
Conseiller à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- Mme GAULTIER Josette  
Chargée de clientèle : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme GAURY Marie-France  
Employée assurances : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : TRESSES
- M. GAUTIER Didier  
Technicien laser : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme GAUTREAU Patricia née BUSQUET  
Assistante R.H : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GBABODE Clotilde née N'DOMA-N'GOASSE  
Gouvernante : GROUPE ACCOR, EVRY  
demeurant : MERIGNAC
- M. GEDEON David  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : PAREMPUYRE
- M. GENESTE Denis  
Electricien : SANTERNE AQUITAINE S.A.S, BRUGES  
demeurant : BRUGES
- M. GERARD Christophe  
Conseiller commercial : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme GERBEAUD Corinne  
Manager : DIS.LI.AL - CENTRE E. LECLERC -, LIBOURNE  
demeurant : COUTRAS
- Mlle GERBER Marie-Hélène  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : COUTRAS
- M. GERMAIN Laurent  
Agent de maîtrise : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : IZON



- Mlle GHALMI Rahma  
Responsable commerciale : GEFCO S.A., COURBEVOIE  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE
- Mme GIARRIZZO Martine née RAISON  
Conseillère en emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PLASSAC
- Mme GILBERT Marie-Yolande  
Conseillère en insertion professionnelle : LADOM, SAINT-DENIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. GILLARD Henri  
Magasinier-Chef : SOCIETE D'APPROVISIONNEMENT DES 2 RIVES, CERONS  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. GILLIS Bruno  
Responsable commercial : C.G.L., MARCQ-EN-BAROEUL  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. GINESTE Jean-Charles  
Ingénieur confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. GIONNET Franck  
Informaticien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. GIPALOUX Bertrand  
Echafaudier-Calorifugeur : PREZIOSO TECHNILOR SAS, CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES  
demeurant : SAINT-PIERRE-D'AURILLAC
- Mlle GIRAL Sylvie  
Animatrice socio-culturelle : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, PARIS  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. GIRARD Marc  
Chef de projet : O.P.P.B.T.P. COMITE NATIONAL, BOULOGNE-BILLANCOURT  
demeurant : CESTAS
- M. GIRES Philippe  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GIROIRE Marie-Françoise née BIOT  
Déléguee à la clientèle : UDAF 33, BORDEAUX  
demeurant : LANDIRAS
- M. GLEIZER Olivier  
Carrossier Peintre : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : PESSAC
- M. GOEMAN Didier  
Technicien services généraux : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : IZON
- M. GOMICHOIN Jean-François  
Conseiller Technicien : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LANGON
- Mme GONZALES Patricia née LAMY  
Employée de Restauration : COMPASS GROUP FRANCE, MARSEILLE  
demeurant : PODENSAC
- M. GONZALES Serge  
Agent logistique : BRICODEAL DISTRIBUTION, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. GONZALEZ Claude  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. GONZALEZ Laurent  
Carrossier Peintre : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : FLOIRAC

- Mme GONZALEZ Nathalie  
Assistante SAI : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : BORDEAUX

- M. GORRY Bruno  
Technico commercial : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : CADAUJAC

- Mme GOTTIS Corinne née CARPENTIER  
Responsable A.D.V. : PIERRE ROLLAND-ACTEON PHARMA, MERIGNAC  
demeurant : AVENSAN

- M. GOUGAUD Olivier  
Chef de groupe maintenance : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : ARSAC

- M. GOURGUE David  
Conducteur onduleuse : SAPSO EMBALLAGES ONDULES, BERNOS-BEAULAC  
demeurant : AILLAS

- Mlle GOUSSE Karine  
Manager de rayon : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : LEPARRE-MEDOC

- M. GRAMMOND Patrick  
Conseiller territorial : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. GRATIOT Dominique  
Technicien commercial : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. GRENE Christian  
Grand Reporter  
demeurant : EYSINES

- Mme GRENIER Nicole  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE

- M. GREZIS Alain  
Responsable de secteur : RECKITT BENCKISER, MASSY  
demeurant : SADIRAC

- Mme GRIHOM Marie-Christine née DINTRANS  
Technicienne qualifiée : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES

- Mme GRIHOM Marie-Christine née DINTRANS  
Technicien qualifié : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES

- M. GRIMA Jean-Louis  
Informaticien : THALES Services SAS, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : SOUSSANS

- Mme GRIMARD Evelyne née CAZAU  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- Mme GROSSOT-CELLIER Corinne née GROSSOT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- M. GROULT Didier  
Directeur : DERICHEBOURG, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : ARCACHON

- Mme GRUAU Corinne née GOMEZ  
Employée en fromagerie : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : PINEUILH

- Mme GUEGLIO Alexandra née MIGOT  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : CESTAS

Retraite

- Mme GUERDO Annick née VENDIER

Retraite

demeurant : FLOIRAC

- Mme GUERGUIN Thérèse

Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC

demeurant : BORDEAUX

- Mme GUERIN Lucile

Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX

demeurant : PESSAC

- Mme GUERIN Régine née CHOT

Employée commerciale : CARREFOUR MARKET, SALLES

demeurant : SALLES

- Mlle GUERINEAU Florence

Secrétaire : SIASO, LE BOUSCAT

demeurant : MERIGNAC

- M. GUERRERO José

Agent de réseau : VEOLIA EAU, TOULOUSE

demeurant : GUJAN-MESTRAS

- M. GUEYLARD Patrick

Ouvrier : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH

demeurant : PELLEGRUE

- M. GUIGNARD Olivier

Opérateur d'exploitation : CHRONOPOST INTERNATIONAL, MERIGNAC

demeurant : CAMBES

- M. GUILHEM Patrice

Ingénieur : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX

demeurant : MERIGNAC

- M. GUILLAUD Jean-Pierre

Maçon : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE

demeurant : SAINT-GIRONS-D'AIGUEVIVES

- M. GUILLAUME Yannick

Conseiller : POLE EMPLOI AQUITAINE, BORDEAUX

demeurant : BORDEAUX

- M. GUILLAUME Yannick

Conseiller à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX

demeurant : BORDEAUX

- Mlle GUILLEM Corinne

Employée libre-service : ATACLA S.A.S, LANTON

demeurant : LANTON

- M. GUIMBERTAUD Roland

Conducteur de travaux : PONTICELLI Frères, BASSENS

demeurant : MONTUSSAN

- M. GUINAUDIE Florent

Technicien qualifié : AGS, CLERAC

demeurant : COUTRAS

- M. GUINOT Pascal

Technicien électronicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN

demeurant : MERIGNAC

- M. GUIROY Marc

Technicien de laboratoire : SCREG SUD OUEST, MERIGNAC

demeurant : SAINT-LOUBES

- Mlle GUSTIN Maryline

Assistante affaires réglementaires : STRYKER SPINE SAS, CESTAS

demeurant : CENAC

- Mme GUTIERREZ Martine née MAIROT

Vendeuse : ROUMEGOUX & GILLES, GRADIGNAN

demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. GUTTON Pierre  
VRP Exclusif : SAF, SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- M. GUYONNET Jérôme  
Cadre technique : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. GUYONNET-DUPERAT Gilles  
Directeur général : CRCI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : ARVEYRES
- M. HAGENMULLER Didier  
Conseiller référent : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. HARDY Eric  
Afficheur Monteur : CLEAR CHANNEL FRANCE, BOULOGNE-BILLANCOURT  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme HAREL Sylvie née LACOSTE  
Secrétaire médicale : CABINET DE RADIOLOGIE SCM, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme HARISMENDY Magali  
Gestionnaire de Prévision : REXEL FRANCE - SUD-OUEST, CESTAS  
demeurant : PESSAC
- M. HARMOY Ludovic  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. HARROUARD Pierre  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. HAUVILLER Michel  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. HEITZ Philippe  
Technicien de chantier : AQUITANIS OPAC de la C.U.B., BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- M. HENAFF Jacques  
Responsable exploitation : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme HERAUD Liliane née ROTHFUSS  
Ouvrière : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : CESTAS
- M. HERNANDEZ Michel  
Animateur technique de pôle : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : CAVIGNAC
- M. HERNANDEZ Patrick  
Chauffeur : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme HERNOULD Véronique née LETELLIER  
Rédacteur : S.D.E.E.G., EYSINES  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme HERVY Christine née GALAUP  
Secrétaire médicale : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : LACANAU
- M. HERY Didier  
Cadre commercial : KRAFT FOODS, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : BORDEAUX
- M. HEUGA Christian  
Agent essai sur route : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : MARSAS

- M. HILMOINE Gérard  
Responsable routage : SCASO, CESTAS  
demeurant : PESSAC
- Mme HIRIART Patricia née ARNAUD  
Employée commerciale : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC
- M. HIRIBARREN Bruno  
Ingénieur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. HOBEL Didier  
Chargé d'affaires : METAREG AQUITAINE, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle HORRU Marina  
Secrétaire : CABINET DE RADIOLOGIE SCM, BORDEAUX  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. HUGUES Jean  
Infirmier : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- Mme HUGUES Marie-Laurence née DIJON  
Infirmière : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- Mme HULIN Claudine née BERTHET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. HUSSENET Pascal  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. IAMMAREN Khoudir  
Trieur sur bandes : DERICHEBOURG, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : BEGLES
- M. IBANEZ Jorge  
Animateur socio-éducatif : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : TALENCE
- Mme IBARGUREN Geneviève  
Acheteuse : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. ICART Hervé  
Chauffeur poids-lourd : GIRONDE EXPRESS, BRUGES  
demeurant : LISTRAC-MEDOC
- M. INSA Laurent  
Responsable de service : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : BORDEAUX
- Mme IRUITE Viviane  
Gestionnaire de parc : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. JACCARD Denis  
Employé libre service : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme JAKUBOWSKA Patricia née CORBINEAU  
Directrice hôtellerie : GROUPE ACCOR, EVRY  
demeurant : PESSAC
- M. JAMBERT Jean-Marie  
Agent technico-commercial : CHATELIER VITICULTURE, SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme JAN Florence née VILQUIN  
Femme de service : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : CADILLAC

- M. JANO Jean-Philippe  
Opérateur fabrication : CEREXAGRI, MARSEILLE  
demeurant : CARBON-BLANC
- M. JARIOD François  
Chef des ventes : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : EYSINES
- M. JASLIER Christian  
Topographe : GSM ITALCEMENTI GROUP, PESSAC  
demeurant : SADIRAC
- M. JEAN Pascal  
Assistant Chef de projet : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : CENAC
- Mme JEAN Patricia  
Secrétaire : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme JEGOU Nacéra née KACEM  
Employée qualifiée : AUCHAN BORDEAUX LE LAC, BORDEAUX  
demeurant : CARBON-BLANC
- Mme JERES Claudine née CONRAD  
Aide-Soignante : CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN, ARES  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme JOLY Laurence  
Hôtesse de l'air : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. JOLY Stéphane  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : EYSINES
- M. JULIE Marc  
Ingénieur expert : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme JULIEN Gisèle née JOUGLA  
Téléconseillère en assurances : TELEASSURANCES, PARIS  
demeurant : COUTRAS
- M. JUSSIAN Jean-Denis  
Technicien suivi navigabilité : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. JUZANX Richard  
Technicien reprographie : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN
- M. KABALA Pascal  
Boucher : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : BEGADAN
- M. KALIFA Arnold  
Technicien aéronautique : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- Mme KARAM Marie-Caroline née SENUSSON  
Adie-Soignante : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : BEGLES
- Mme KAUFFMANN Véronique née DOMEQ  
Assistante dentaire qualifiée : SELARL DENTASERV, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. KEYLANSOY Osman  
Technicien maintenance : NEXTIRAONE FRANCE, TOULOUSE  
demeurant : PESSAC
- M. KINTZUGER André  
Conseiller technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. KOCHER Thierry  
Technicien Expert : SNECMA SERVICES, MELUN  
demeurant : PESSAC
- M. KUDLA André  
Inspecteur commercial : EBERNHART FRERES, STRASBOURG  
demeurant : PESSAC
- Mme LABARDIN Evelyne  
Acheteur : PIERRE ROLLAND-ACTEON PHARMA, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme LABAUDINIERE Amélie née BOINET  
Assistante de direction : DELTA CONSTRUCTION, BRUGES  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- Mme LABAURIE Karine  
Chargée de gestion commerciale : GAZ de BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC
- Mme LABORDE Joëlle née ROBERT  
Chargée de clientèle : GE MONEY BANK, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : CENON
- Mme LABROUSSE-TARRA Marie-Laure née LABROUSSE  
Hôtesse de l'air : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : CREON
- Mlle LACHAMP Christine  
Commerciale sédentaire : ARROW FRANCE, RUNGIS  
demeurant : PESSAC
- M. LACOMBE Thierry  
Technicien supérieur : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : AUDENGE
- Mme LACOSTE Fatima née SAHLI  
Déléguee médicale : ASTRAZENECA, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : SALLES
- Mme LACOSTE Jocelyne  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. LACOTTE Jean-Eric  
Préparateur en instrumentation : YARA FRANCE, AMBES  
demeurant : PEUJARD
- Mlle LACOUSSADE Joëlle  
Assistante com. de direction : GASCOGNE PAPER, MIMIZAN  
demeurant : BOULIAC
- M. LAE Didier  
Employé logistique : AUCHAN BORDEAUX LE LAC, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- Mme LAFARGUE Nadine  
Technicienne de gestion : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : LE HAILLAN
- Mlle LAFFITTE Florence  
Employée administrative : MARIE BRIZARD & ROGER INTERNATIONAL, BORDEAUX  
demeurant : TRESSES
- M. LAFITTE Christophe  
Technicien réseau micro : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : TRESSES
- M. LAFITTE Patrick  
Electro-Mécanicien : ABZAC FRANCE SAS, ABZAC  
demeurant : GUITRES
- Mme LAGARDE Patricia  
Aide soignante : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. LAGAUTHERIE Eric  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : TAURIAC

- Mme LAHARIE Marie-Hélène née MAZIERE  
Technicienne carnets : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

- Mlle LAHAYE Caroline  
Chef de rayon alimentaire : MONOPRIX ST CHRISTOLY, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme LAHET Aline née LALANNE  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme LAILLE Sandrine née GERMANO  
Agent administratif : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS

- Mme LAJUZAN Gyslaine née LAVAUD-DURANCEAU  
Assistante commerciale : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : CARBON-BLANC

- M. LALANDE Jean-Bernard  
Animateur technique : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : VAYRES

- M. LALANDE Thierry  
Adjoint responsable téléphonie : BMSO, CESTAS  
demeurant : LANTON

- M. LALANNE Jean-Michel  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. LALANNE Joël  
Boulangier : BOULANGERIES PAUL BORDEAUX S.A.S, MARCQ-EN-BAROEUL  
demeurant : MERIGNAC

- Mlle LALOGUE Christine  
Opératrice traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : LORMONT

- M. LAMBERT Francis  
Chauffeur Opérateur : SANITRA FOURRIER, JOUE-LES-TOURS  
demeurant : BAYON-SUR-GIRONDE

- M. LAMIELLE Rémi  
Technicien opérations : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : LACANAU

- M. LAMOURE Jean-Luc  
Directeur service ATDD : CRCI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES

- M. LAMOURELLE Didier  
Infirmier Anesthésiste : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : BORDEAUX

- M. LAMOUREUX Bernard  
Ouvrier : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : JUILLAC

- M. LANCEPLAINE Guy Retraite  
  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS

- M. LANDAIS Thierry  
Agent d'exploitation : JC DECAUX SA, NEUILLY-SUR-SEINE  
demeurant : MARCHEPRIME

- Mme LANGLADE Sophie née BAUDET  
Déléguee médicale : Laboratoires Dermatologiques DUCRAY, LAVAUUR  
demeurant : BORDEAUX



- M. LANNELONGUE Hugues  
Employé commercial : CARREFOUR MARKET, SALLES  
demeurant : LE BARP
- Mme LANOE Marie-Hélène  
Directrice commerciale : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. LAOUILLEAU Jean-Christophe  
Second de rayon : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MORILLON
- M. LAPLANCHE Franck  
Agent principal de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme LARQUEY Patricia née CAROLLO  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. LARRIAUT Didier  
Cariste : SYSTÈME U SUD, LANGON  
demeurant : MAZERES
- M. LARRIEU Eric  
Soudeur serrurerie : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : CASTILLON-DE-CASTETS
- M. LARTIGUE Jean-Claude  
Agent de réseau : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : CESTAS
- Mme LASCOUX Monique  
Agent technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LASSEGNORE Hervé  
Expert immobilier : CREDIT FONCIER de FRANCE, PARIS  
demeurant : MONTUSSAN
- Mme LASSERRE Conchita née OLIVER  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- Mme LASSERRE Patricia née SEYT  
Technicienne supérieure : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mme LATARD Catherine  
Aide ménagère : M. Etienne LEMAIRE, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. LATESTERE Benoît  
Electricien : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC
- Mme LATIE Laurence  
Responsable marketing : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : BORDEAUX
- M. LATOURNERIE Bruno  
Préparateur pâte : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. LATOURNERIE Thierry  
Technicien de fabrication : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : TRESSES
- M. LAUDOUAR Frédéric  
Ingénieur d'étude : INFORMATIQUE CDC, ARCUEIL  
demeurant : CESTAS
- Mme LAUGA Catherine née DUPOURQUE  
Assistante Comptable : EX-ECO CONSEILS SARL, LA TESTE-DE-BUCH  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH

- Mme LAUGA Danièle née BERTIN  
Responsable contentieux : LAMY BORDEAUX MARNE, BORDEAUX  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. LAUGEOIS Jean-Claude  
Chef de service principal : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mlle LAURIER Nathalie  
Comptable : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : IZON
- M. LAUTISSIER Patrick  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : EYSINES
- Mme LAVESQUE Valérie  
Décoratrice : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : LUDON-MEDOC
- Mme LAVIDALIE Marie-Christelle née MOREAU  
Auxiliaire de vie sociale : E.I.N.L., COUTRAS  
demeurant : CHAMADELLE
- Mme LAVIE Valérie née BALLIAS  
Télévendeuse : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SADIRAC
- M. LAY René  
Conseiller technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LE DELLIOU Joël  
Magasinier Cariste : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : AILLAS
- Mme LE DIVELEC Christel née ROUANET  
Assistante marketing : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : POMPIGNAC
- Mlle LE GUELINEL DE LIGNEROLLES Nina  
Directrice adjointe centre social : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC
- Mlle LE GUENNEC LE GARREC Sandra  
Caissière : INTERMARCHE, CASTILLON-LA-BATAILLE  
demeurant : CASTILLON-LA-BATAILLE
- M. LE VAN PHAM Van Pham  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BOULIAC
- M. LEBLANC Christophe  
Gestionnaire immobilier : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : CURSAN
- M. LEBOUCHER Frédéric  
Chef d'équipe : DV CONSTRUCTION, MERIGNAC  
demeurant : LOUCHATS
- M. LEBRETON Patrick  
Chef de secteur : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : MOULIS-EN-MEDOC
- M. LECLERC Gilles  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : ARSAC
- M. LECOMTE Fabrice  
Gestionnaire de stock : REXEL FRANCE - SUD-OUEST, CESTAS  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme LEFEBVRE Isabelle née JOSIEN  
Responsable gestion personnel : CASDEN BANQUE POPULAIRE, NOISIEL  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. LEFEBVRE Pierre  
Agent réception vieux papiers : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE
- Mme LEGAY Martine  
Responsable magasin : BOULANGERIES PAUL BORDEAUX S.A.S, MARCQ-EN-BAROEUL  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. LEGLISE Jean-Marie  
Menuisier : D.A.M.A., MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. LEGOUEIX Joël  
Chaudronnier-Tuyauteur : SOCIETE ENDEL, SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND  
demeurant : SAINT-GIRONS-D'AIGUEVIVES
- M. LEGOUPIL Vincent  
Cadre en électronique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. LEJEUNE Thierry  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. LELARGE Alain  
Conseiller de vente : BHV, BEGLES  
demeurant : FLOIRAC
- M. LELONG Jean-François  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- M. LEMAIRE Eric  
Cuisinier : CENTRE DE SOINS LES LAURIERS, LORMONT  
demeurant : FLOIRAC
- M. LEMEN André  
Emballeur : CREUZET AERONAUTIQUE, MARMANDE  
demeurant : FONTET
- M. LENORMAND David  
Responsable technique : SPIE COMMUNICATIONS, BLAGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LEPETIT Sophie née LABATUT  
Technicienne cargo : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme LEPETIT Stéfane née LEGRAND  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme LERIME Hélène née DIEULEFIT  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : AUDENGE
- M. LESCURE Patrice  
Opérateur édition : PAGES JAUNES, SEVRES  
demeurant : EYSINES
- Mme LESTRUHAUT Bernadette née MAUBOURGUET  
Assistante de production : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme LESUR Bernadette  
Chargée de développement : CNAS, GUYANCOURT  
demeurant : MERIGNAC
- M. LETESSIER Dominique  
Responsable sécurité : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : SAINT-SAUVEUR
- Mme LEVERDIER Valérie née LINEATTE  
Agent administ. Commercial : MAJ ELIS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LUDON-MEDOC

- M. LEZHARI Amar  
Chargé d'affaires : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- M. LHOMME Xavier  
Chef de secteur : ISOR SAS, NANTERRE  
demeurant : PAREMPUYRE
- M. LIESA Pascual  
Ingénieur : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme LIMONTA Véronique née ORTIZ  
Vendeuse : CARREFOUR MARKET, SALLES  
demeurant : SALLES
- M. LINAIRE Philippe  
Chargé de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LOMENIE Stéphane  
Coordinateur transformation : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : BEGLES
- Mme LONGIS Marie-Dominique née TORLOIS  
Assistante technico-pédagogique : AFPA Centre de Pessac, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme LOPES Bernadette née RICCO  
Formatrice conseil : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LOPEZ Annick née AUFFRET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme LORD Angélique  
Superviseur péage : AUTOROUTES DU SUD DE LA France USSAC, USSAC  
demeurant : SAINT-QUENTIN-DE-BARON
- M. LORMEL Michel  
Menuisier-Ebéniste : Ets CATHERINEAU, BORDEAUX  
demeurant : LANGON
- Mlle LOSTE Nathalie  
Responsable financière : TONNELLERIE NADALIE S.A.S., BLANQUEFORT  
demeurant : LUDON-MEDOC
- Mme LOUBERE Isabelle  
Responsable technique : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- Mlle LOUBET Béatrice  
Ouvrière de fabrication : R & R ICE CREAM, VAYRES  
demeurant : LIBOURNE
- M. LOUSTAU Laurent  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme LOY Stéphanie  
Hôtesse de l'air : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme LUCAS Irène  
Délégué médical : LABORATOIRE GLAXOSMITHKLINE, MARLY-LE-ROI  
demeurant : BORDEAUX
- M. LUCASSON Franck  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- M. LUCET Stéphane  
Leader d'équipe d'assemblage : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : IZON

- Mme LUCMARET Catherine née HAGUSIEN  
Employée de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. LUZINEAU Michel  
Automaticien : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : LANGOIRAN
- M. LYS Jean-Claude  
Contremaître de maintenance : VEOLIA PROPLETE, FLOIRAC  
demeurant : IZON
- M. MADIOT Jean-Philippe  
Directeur Général Adjoint : DERICHEBOURG, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : PESSAC
- Mme MAEDER Dominique  
Chargée de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme MAGNAN Annie  
Gestionnaire de dossiers cotisants : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- M. MAGNAN Thierry  
Technicien supérieur : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : LIBOURNE
- M. MAGONTIER Thierry  
Représentant : L'OREAL, PARIS  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. MAGRIN Daniel  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : SALLES
- Mme MAINGUENEAU Anita née GOASMAT  
Assistante Maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MAJDANSKI Alain  
Monteur Electricien : SANTERNE AQUITAINE S.A.S, BRUGES  
demeurant : PESSAC
- M. MALAGIE François  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : TALENCE
- M. MALAURIE Franck  
Agent de maîtrise : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- M. MALECOT Philippe  
Cariste : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : LANGON
- Mme MALICHECQ Annie née DELEST  
Assistante Maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MAMOURET Fabien  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. MANSUY Marc  
Ingénieur : FABRIMACO, GRADIGNAN  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. MARCON Hervé  
Bobineur polyvalent : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : ST SAUVEUR-DE-PUYNORMAND
- M. MAREST Bruno  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : AUDENGE

- M. MARIANNE Dominique  
Chef de chaîne : SICSOE, CENAC  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- M. MARICHAL Thierry  
Technicien Roboticien : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : MIOS
- M. MARIE Christophe  
Agent de maîtrise territorial : MAIRIE de TRESSES, TRESSES  
demeurant : IZON
- Mme MARIN Françoise née TRONCHE  
Technicienne : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. MAROT Jean-François  
Chauffeur : VEOLIA PROPLETE, FLOIRAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MARSOL Nancy  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme MARTEAU Brigitte  
Hôtesse d'accueil : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : COUTRAS
- Mme MARTEL Christiane  
Vendeuse : BHV, BEGLES  
demeurant : EYSINES
- M. MARTEL Stéphane  
Technicien sup. fabrication : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme MARTI Sylvie née BARRAUD  
Assistante qualité : SOCIETE MAISON JOHANES BOUBEE, BORDEAUX  
demeurant : COUTRAS
- Mme MARTIN Catherine née GERAUD  
Secrétaire admissions : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- M. MARTIN Thierry  
Chargé d'études : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme MARTINEZ Françoise née ROUGIER  
Technicienne qualifiée : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CARBON-BLANC
- Mme MARTINEZ-INDABURU Sylvie née DUVERNEUIL  
Agent de maîtrise : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme MARTINI Annick née DEKAEZEMACKER  
Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ESPIET
- M. MARVIE Bruno  
Agent de production qualifié : GROUPE RENFORT S.A.S, BEYCHAC-ET-CAILLEAU  
demeurant : VAYRES
- M. MAS Jean-Luc  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : CENON
- Mme MAS Odile née SANTONJA  
Assistante Maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MASCOTTO Jean-Louis  
Employé magasin : CREUZET AERONAUTIQUE, MARMANDE  
demeurant : MONGAUZY

- M. MASSABOVA Thierry  
Responsable formation : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX
- M. MATEUS BICHIGA François  
Chef d'équipe : DELAIR CFD, YVRAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. MATRUYE Philippe  
Chef de groupe : SIVAQ, COUTRAS  
demeurant : COUTRAS
- M. MAUGET Philippe  
Magasinier : ABZAC FRANCE SAS, ABZAC  
demeurant : COUTRAS
- M. MAURAT Fabrice  
Directeur de groupe : BANQUE POPULAIRE du SUD-OUEST, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MAURIN Isabelle née LE ROUX  
Assistante R.H : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MAURY Dominique  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : ARES
- Mme MAUSSION Sandrine née IWANCZUK  
Gestionnaire de crédits : CM-CIC Services, NANTES  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. MAYNARD Thierry  
Cadre d'assurance : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MAZATAUD Elisabeth née CRETET  
Technicienne sup. en optique : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : PESSAC
- M. MAZEAU Didier  
Assistant conducteur : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE
- Mme MAZET Brigitte  
Agent de production : MAJ ELIS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle MAZET Véronique  
Assistante commerciale : SAINT- GOBAIN EMBALLAGE, COGNAC  
demeurant : BEGLES
- Mme MAZUQUE Pascale née TILLET  
Responsable commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : BORDEAUX
- M. MEDINA Carlos  
Cariste : SICSOE, CENAC  
demeurant : BAURECH
- Mme MEGARD Pascale née ALEXANDRE  
Technicienne électronique : PIERRE ROLLAND-ACTEON PHARMA, MERIGNAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. MEGRIER Patrick  
Cadre de travaux : PLEBAC S.A.S, EYSINES  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme MEILLAN Béatrice née SALL  
Conseillère clientèle : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MELIN Christel  
Directrice d'agence : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : TALENCE

- Mme MENARD Marlène  
Chargée d'études : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. MENARD Thierry  
Leader d'équipe de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- M. MENDIOROZ Florent  
Verrier : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- Mme MERIAS Véronique née GROMADA  
Assistante cabinet : ACOM EXPERTISE PEYRAT SARL, LIBOURNE  
demeurant : BONZAC
- M. MERIT Luc  
Technicien commercial : CHATELIER VITICULTURE, SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS  
demeurant : NERIGEAN
- Mme MERKES Florence née CORDON  
Manipulatrice en radiologie : CABINET DE RADIOLOGIE SCM, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. MESMER Michel  
Maquettiste : S.E.P.L., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MESSIAANT Laurent  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : GRADIGNAN
- M. METTE Philippe  
Technicien après-vente : Société SICLI, LE BLANC-MESNIL  
demeurant : CENON
- M. MEUNIER Olivier  
Monteur sécurité réseau : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. MICHEL Frédéric  
Chef gérant : COMPASS GROUP FRANCE, CHATILLON  
demeurant : PESSAC
- Mme MICHEL Marie-Ange née LABAYLE  
Educatrice spécialisée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : BLAYE
- M. MICHELIN Pascal  
Plieur : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : PORTETS
- Mme MICOINE Monique née FELLONNEAU  
Employée de nettoyage : DIS.LI.AL - CENTRE E. LECLERC -, LIBOURNE  
demeurant : GALGON
- Mme MIDI Béatrice née FOURCADE  
Infirmière D.E. : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. MILLAT Bernard  
Vendeur : BMSO, CESTAS  
demeurant : SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC
- Mlle MILLET Martine  
Employée commerciale : SODIL S.A.S., LESPARRE-MEDOC  
demeurant : LESPARRE-MEDOC
- Mme MINE Elisabeth  
Technicienne à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PAUILLAC
- Mme MINO Véronique née MONTAGNON  
Coordinateur opérationnel : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC



- M. MINY Pascal  
Inspecteur réception : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : EYSINES
- Mme MIQUAU Marie-France née COQUETTE  
Caissière : SODIL S.A.S., LEPARRE-MEDOC  
demeurant : SAINT-ESTEPHE
- Mme MIQUEL Florence née EXPOSITO  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme MIRAMONT Danielle  
Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- M. MIRAMONT Didier  
Réparateur machine outils : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MOLIERE Sandrine  
Responsable emploi : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. MONDIN François  
Inspecteur en assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : PESSAC
- M. MONNIER Christian  
Responsable commercial : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MARGAUX
- Mme MONTEIL Laurence née TINGUELY  
Employée de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle MONTERO Maria-Térèse  
Assistante commerciale : ALVEA, MONTPOUILLAN  
demeurant : PAREMPUYRE
- Mme MORA Line née DUBOIS  
Employée commerciale : CARREFOUR MARKET, SALLES  
demeurant : SALLES
- M. MORANGE Laurent  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme MOREAU Murielle née VITAL  
Gestionnaire recouvrement : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : PAREMPUYRE
- M. MOREAU Stéphane  
Ouvrier Verrier : SIVAQ, COUTRAS  
demeurant : SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES
- M. MOREL Laurent  
Magasinier : SADE CGTH, PESSAC  
demeurant : BIGANOS
- Mme MOREL Nathalie née BALDOVI  
Responsable comptable : COURBU VITRAGES, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme MOREL Sylvie  
Technicienne de laboratoire : BIOFFICE, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- Mme MORENO Danielle née HAUVEL  
Rédacteur : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme MORENO Florence née CHABBERT  
Assistante sociale : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. MORENO Michel  
Maçon : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : GENISSAC
- Mme MORESA Maylis née DUSSAU  
Technicienne de laboratoire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- M. MORIER Nicolas  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : PRIGNAC-ET-MARCAMPS
- Mme MORISSONNEAU Nathalie née RENOUIL  
Aide-Soignante : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- Mme MORY Eliane née GAZIAU  
Chargée de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MOUCHE Thierry  
Ouvrier de chais : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-GENES-DE-CASTILLON
- M. MOUGNAUD Hervé  
Ouvrier GPL : COBOGAL, AMBES  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mlle MOUHICA Fabienne  
Technicien comptable : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. MOUNEYRES Dominique  
Ingénieur d'achat : CONVERTTEAM SAS, MASSY  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme MOURET Corinne née LEUFROY  
Technicienne de laboratoire : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- Mme MOUSTEY Maria née HUISMANS  
Assistante commerciale export : MARIE BRIZARD & ROGER INTERNATIONAL, BORDEAUX  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- Mlle MTALSI Malika  
Hôtesse d'accueil : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : BASSENS
- M. MULA Benoît  
Agent de bureau d'études : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : VIRELADE
- M. MULLER Christophe  
Ingénieur commercial : PHILAGRO FRANCE, SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MUNIZ Catherine née FABRY  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme NACACHE Francine  
Secrétaire : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme NAEGELE Sandrine née LAFITTE  
Gestionnaire de contrat de travail : EDF/CSP - RH - Agence rég. Rhône Alpes, LYON  
demeurant : SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC
- M. NAGOUAS Didier  
Technicien logisitique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme NAMIGO HAR Denyse née ASSERQUET  
Conseiller : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CENON

- Mme NARDI Brigitte née GUERY  
Responsable commercial : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme NASCIET Maryse née VALOSIO  
Technicienne appui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SALLEBOEUF
- Mme NAUD Cécile née BARERE  
Technicienne de laboratoire : BIOFFICE, BORDEAUX  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC
- Mme NAUREILS Michelle née MESPLET  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme NAUROY Claire née DUPUY  
Technicienne commercial : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- M. NAVARRO Didier  
Monteur glissière : SIGNATURE, EYSINES  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- M. NAVARRO Michel  
Conseiller support informatique : C.N.A.M.T.S. - CSN, BORDEAUX  
demeurant : PAREMPUYRE
- M. NDIAYE Abdoulaye  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- Mlle NEEL Karine  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : BASSENS
- Mme NEGUELOUART Valérie née BARDAVID  
Informaticienne : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : BEGLES
- Mme NGUYEN Lucienne née ROUSSE  
Agent Administratif : MAIRIE de CESTAS, CESTAS  
demeurant : CESTAS
- M. NHAMAJO Gibrilo  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC
- Mme NICOLAS Françoise  
Agent de maîtrise : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SALLEBOEUF
- Mme NOAILLES Christine née BOUDEY  
Chargée de procédures adm. : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- Mme NOININ Sylvie née VERNIN  
Responsable d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. NOIRCLER Bernard  
Gestionnaire ordonnancement : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : MONTUSSAN
- Mme NOIRCLER Michèle née SAINTOUT  
Conductrice de machine : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : MONTUSSAN
- Mme NONORGUE Béatrice née HONORIN  
Cuisinier : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. NUNES Christophe  
Chef de chantier : SADE CGTH, PESSAC  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC

- Mme OLIVER Chantal née DEXANT  
Agent hôtelier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. OSSARD Eric  
Conducteur régleur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : PORCHERES
- Mme OTSCHAPOWSKI Corine née ROLLAND  
Directrice de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : CANEJAN
- M. OUKRAT Louis  
Contremaître de chantier : SIGNATURE, EYSINES  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme OZOUX Rosemonde  
Technicienne appui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- Mme PALACIO Mercédès née SALAT  
Assistante développement : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- Mlle PALANCADE Nathalie  
Secrétaire : AUTONOME DE SOLIDARITE LAIQUE GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LOUPES
- Mme PALANCHER Corinne née CARRIERE  
Assistante commerciale : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. PALEM Jean-Paul  
Superviseur péage : AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, LANGON  
demeurant : SAUVETERRE-DE-GUYENNE
- M. PAPIN Louis  
Chaudronnier : GAME, LES ULIS  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC
- M. PAPON Christophe  
Agent technique : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC
- Mme PAQUET Isabelle née VILLAME  
Employée de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- Mlle PAQUET Nathalie  
Ingénieur : EUROVIA MANAGEMENT, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : MERIGNAC
- M. PAQUET Thierry  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- Mme PARGADE Jacqueline  
Employée de ménage : SAEMCIB, BEGLES  
demeurant : BEGLES
- M. PARISIEN Jean-Claude  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- M. PAROT Sylvain  
Technicien confirmé : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. PAYRARD Philippe  
Directeur adjoint : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LE HAILLAN
- M. PEBAYLE Philippe  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC

- Mme PECAULT Patricia  
Gestionnaire Négociateur : SMABTP, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. PECHAUDRAL Robert  
Chargé de projet : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme PEIGNEGUY Isabelle née POUEYDEBASQUE  
Chargée relations commerciales : EDF, LE BOUSCAT  
demeurant : BORDEAUX
- M. PENSEC Christophe  
Chargé de recouvrement : NEUILLY CONTENTIEUX, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme PEREY Nicole née COIFFARD  
Agent de service : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : TRESSES
- Mlle PEREZ Sylvia  
Chargée administration des ventes : ROYAL CANIN DISTRIBUTION, AIMARGUES  
demeurant : CENON
- M. PERIGAUD Pascal  
Maître d'hôtel : SERCAM S.A., MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme PEROZ Marie-Christine  
Technicienne apui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. PERPETUE Christian  
Infirmier : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mlle PERRIER Cécile  
Fleuriste : LA NATURE FLEURIE, GALGON  
demeurant : GALGON
- Mlle PERRON Catherine  
Agent d'entretien : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : ARES
- M. PERROT Philippe  
Technicien : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LE TEICH
- Mme PERROUTIN Brigitte née BARBE  
Manipulatrice radiologue : CABINET DE RADIOLOGIE SCM, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme PERRY Florence née NADAL  
Secrétaire Assistante : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : AUDENGE
- M. PERSONNE Vincent  
Technicien hygiéniste : ISS HYGIENE SERVICES, BRUGES  
demeurant : SAINT-LAURENT-D'ARCE
- Mlle PETIT Christèle  
Technicienne supérieure : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : PUGNAC
- Mme PETIT Marie-Pierre  
Déléguee médicale : JANSSEN-CILAG S.A.S., ISSY-LES-MOULINEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle PETIT Nicole  
Collaboratrice comptable : FIDUCIAL, ANGERS  
demeurant : BERNOS-BEAULAC
- Mme PETIT-MOREAU Raphaële  
Assistante de gestion : DOMOFrance, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme PEYRUTIE Marlène née DE NIS  
Conseillère à l'intégration : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. PEYSSARD Roger  
Conducteur de machine : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE
- Mme PEYSSARD Sylvie née GUICHARD  
Responsable adm. et comptable : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : PESSAC
- M. PIALAT Hervé  
Chef d'atelier : HERTZ FRANCE, TRAPPES  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme PICARD Dominique  
Préparatrice : SOCIETE COMMERCIALE TOUTELECTRIC, TOULOUSE  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. PICARD Michel  
Chef de marché : MONDI LEMBACEL SAS, LYON  
demeurant : MIOS
- Mme PICAUD SIGRID née UTRERA  
Gestionnaire risque et fraude : BANQUE DU GROUPE CASINO, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme PIEDRAFITA Anne-Marie née POURTAU  
Aide-Soignante : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : LEOGNAN
- Mlle PIEQUET Laurence  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- M. PIEROPAN Jean-Luc  
Responsable planification : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. PIERRONNET Denis  
Assistant conducteur : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : PORCHERES
- M. PIERRONNET Denis  
Assistant conducteur : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : PORCHERES
- Mme PIFFARD Claude née CHABAUD  
Directrice d'agence : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARVEYRES
- Mme PINILLA Marie-José  
Responsable formation : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : TALENCE
- M. PINLOU Laurent  
Agent de maîtrise : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. PINTE Eric  
Magasinier : CHATELIER VITICULTURE, SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS  
demeurant : SAINT-CIERS-D'ABZAC
- Mme PINTEUS Anne-Marie née CARDONA  
Assistante : EADS SOGERMA, MERIGNAC  
demeurant : ARSAC
- Mme PINTO Marie  
Agent de magasin : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. PITAUD Pascal  
Cadre de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : LEOGNAN

- Mme PLAZA Aurore née LARRUE  
Employée administrative : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- M. POCHET Laurent  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LACANAU
- Mme POCHET Sandrine née FRUAUFF  
Employée de banque : BNP PARIBAS, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. POLLION Patrice  
Leader d'équipe : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- Mme POLO Muriel née COUQUIAUD  
Moniteur des ventes : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. POLONI Gérard  
Correcteur : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. PORETTI Jean-Philippe  
Brancardier : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. POUILLOUX Bruno  
Employé logistique : AUCHAN LOGISTIQUE, BLANQUEFORT  
demeurant : CANTENAC
- Mme POULIN Gisèle née MONTAILLER  
Manager de rayon : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : CIVRAC-EN-MEDOC
- Mme POUMEYRAU Véronique née DOCHE  
Assistante commerciale : BNP PARIBAS LEASE GROUP, MARSEILLE  
demeurant : LE BARP
- M. POUMEYROL Benoît  
Agent de maîtrise : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MACAU
- Mlle POUMIROL Annette  
Chauffeur-Livreur : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- M. POURKIER Amaury  
Cadre d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : TALENCE
- Mme POUSSEAU Jocelyne née N'GO-VAN  
Secrétaire administrative : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : PODENSAC
- Mme POUYADE Fabienne née MOREAU  
Employée libre-service : ATACLA S.A.S, LANTON  
demeurant : LANTON
- M. POYDESSUS Pascal  
Electricien de maintenance : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : BEGLES
- Mme PRAT DIT HAURET Véronique née DE JULI  
Conseillère Actions Sociales Référent : REUNICA, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. PROSPER Jacques  
Conducteur de travaux : AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, LANGON  
demeurant : IZON
- M. PROU Christophe  
Technicien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- M. PROUZAT Philippe  
Représentant : COFISEC, LE BLANC-MESNIL  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. PUCHEU Bernard  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. PUECH Jean-Pierre  
Agent des services hospitaliers : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- Mme PUJOLS Simone née POUILLET  
Assistante Maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. QUANTIN Didier  
Technicien : SATELEC - ACTEON EQUIPMENT, MERIGNAC  
demeurant : MOULON
- Mme QUILLO Alexandrina née MARTINS VAZ  
Responsable billetterie : FRANCE BILLET, BORDEAUX  
demeurant : ARSAC
- M. RAFFENEAU Didier  
Technicien supérieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. RAHMANI Abdelkrim  
Opérateur fabrication : LAFARGE PLATRES, SAINT-LOUBES  
demeurant : MONTUSSAN
- M. RAHUEL Stéphane  
Chef de chantier : GTM SUD-OUEST BATIMENT, MERIGNAC  
demeurant : VILLEGOUGE
- M. RAIMBAUD Jean-Marc  
Manager régional : RENAULT Direction Régionale, PESSAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- M. RAISON Alban  
Cuisinier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : AMBES
- Mme RAMAROSON Noromihaso née RAJAOARIVELO  
Secrétaire : BIOFFICE, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN
- M. RAMOS Jacques  
Assistant superviseur : EKA CHIMIE, AMBES  
demeurant : PAREMPUYRE
- Mme RAMOS Martine née BOSQUET  
Commis de cuisine : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : QUEYRAC
- Mme RAPOSO Marie  
Comptable : GTM SUD-OUEST CANALISATIONS, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. RAVAT Jean-Denis  
Agent d'entretien : UNION MUTUALISTE RES. CHATEAU POMEROL, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. RAYMOND Eric  
Assistant commercial entrep. : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : MERIGNAC
- M. RAZAFITRIMO Eric  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mlle REGINAUD Catherine  
Opératrice traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC



- Mme REICH-COURRIAN Cécile née COURRIAN  
Responsable communication négoce : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : BEGADAN
- M. REIGNIER Bernard  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : POMPIGNAC
- M. REINAULD Thomas  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. RENAUD Olivier  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. RENOUX Damien  
Employé de banque : BNP PARIBAS, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. REVEILLAC Laurent  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SALAUNES
- Mme REYNAUD Brigitte  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- Mme RIBAN Evelyne née BARBE  
Maîtresse de maison : FONDATION D'AUTEUIL, BLANQUEFORT  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme RIBETTE Jeannine née REYNAL

Retraite

demeurant : MERIGNAC

- M. RICHARD Didier  
Technicien avionique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : LESPARRE-MEDOC
- Mme RICHARD Isabelle née PLATON  
Gestionnaire risque et fraude : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme RICHEFORT Catherine  
Approvisionneur principal : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme RICHER Natacha née LOEB  
Médecin conseil : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. RICO Patrick  
Technicien : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme RIDON Isabelle  
Employée gestion administrative : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : LABARDE
- M. RIET Christian  
Cadre : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme RIMBOURG Catherine née LECOCQ  
Secrétaire : METAREG AQUITAINE, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. RINGOISE Bernard  
Agent technique : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. RIOTTE Patrice  
Dessinateur Projeteur : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme RIPOLL Corinne née VERGNE  
Gestionnaire contrat sénior : EDF DSP - CSP R.H, LYON  
demeurant : SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC
- M. RIVAUULT Pascal  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. RIVIERE Jean-Paul  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme RIVON Maryline née BLANLOEUIL  
Technicienne législation sociale : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme RIXENS Nicole née BERNIER  
Technicienne de gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN
- Mme ROBERT Marie José née DULIN  
Agent service hospitalier : CLINIQUES D'HORIZON 33 - LA CHARMILLE, CAMBES  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- Mme ROBILLARD Odile née BESNIER  
Employée d'usine : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : VERDELAIS
- M. ROCH Christophe  
Directeur informatique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- M. ROCLIN Fabrice  
Chauffeur-Livreur : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : TOULENNE
- M. ROEHRIG Stéphane  
Directeur exploitation régional : STEF-TFE Transport, PARIS  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme ROJO Marie-José née LAPORTE  
Employée administrative : PRO-BTP, PARIS  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme ROLLAND MAZENC Dominique née MAZENC  
Adjointe Directrice : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SENDETS
- Mme ROMANIN Sophie née DIVY  
Aide-Soignante : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : PAILLET
- M. RONZEAUD Claude  
Directeur de mission : CAISSE NATIONALE RSI, LA PLAINE SAINT-DENIS  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme ROSSIT Sandrine née FRESNEL  
Gestionnaire de domaine : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- Mme ROUCHOU Florence née PATIN  
Agent de production spécialisé : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : BEGLES
- M. ROUMEAU Claudy  
Comptable : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : LARUSCADE
- Mme ROUSSILHE Géraldine  
Commerciale : JOHNSON DIVERSEY, FONTENAY-SOUS-BOIS  
demeurant : LES PEINTURES
- Mme ROUYER Marie-Pierre née MARTINET  
Chef de rayon : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN

- M. ROXO Joaquim  
Tonnelier : TONNELLERIE NADALIE S.A.S., BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX
- M. ROY Thierry  
Responsable logistique : INEO INFRACOM, DIJON  
demeurant : BELVES-DE-CASTILLON
- M. ROYER Christophe  
Agent de maîtrise : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : SALIGNAC
- M. RUFFY Didier  
Cadre : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : LORMONT
- M. RUIZ Christophe  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mlle RUIZ Maria  
Gestionnaire de comptes : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. RUKSZA Franck  
Technicien d'atelier : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CESTAS
- Mlle RYNER Pascale  
Médecin conseil : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. SADI Mourad  
Employé d'assurance : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. SAHNOUN Mohamed  
Agent très qualifié de service : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. SAILLARD Laurent  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : AVENSAN
- M. SAINQUANTIN Jean-Marie  
Maçon : MOTER, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- Mme SAINTOUT Patricia née FAUVEAU  
Coiffeuse : ART ET COIFFURE, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. SAINTOUT Thierry  
Conducteur mainteneur : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme SAKKI Karine née ROBERT  
Technicienne allocataires : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CABANAC-ET-VILLAGRAINS
- Mme SALAUN Françoise née KERIVIN  
Déléguee médicale spécialiste : MERCK SERONO, LYON  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. SALETTE Guy  
Ingénieur informatique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. SALMON René  
Second de cuisine : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SOULAC-SUR-MER
- Mme SALVIAT Roselyne née LAURENT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC

- M. SAMBA Emmanuel  
Agent de production qualifié : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : FLOIRAC
- M. SAMETIE Alain  
Chargé de projets emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. SANCHEZ André  
Analyste financier senior : VERMILION REP SAS, PARENTIS-EN-BORN  
demeurant : BIGANOS
- M. SANCHEZ José  
Technicien comptabilité : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme SANTOIRE Corinne née PETIT  
Opératrice : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. SARDI Philippe  
Mécanicien : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. SARRAGOT Patrick  
Electricien : SANTERNE AQUITAINE S.A.S, BRUGES  
demeurant : EYSINES
- M. SAUVANET Didier  
Manager des ventes : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. SAUVETRE Rémy  
Ingénieur informaticien : BULL SAS, NANTES  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme SAVARIEAU Viviane née VILLATTE  
Technicienne R.H : UGECAM AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- M. SAVIOT Alain  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LEOGNAN
- M. SCHIAVI Christian  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LES PEINTURES
- M. SCHOENECKER Ronald  
Technicien maintenance : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-TROJAN
- M. SCHWOB Patrice  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme SCOTT Virginie née MALINGE  
Chef de cabine : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- Mme SEGUY Christine née CHAUVEAU  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. SENSAY Philippe  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : SALLEBOEUF
- M. SERVANTY Daniel  
Magasinier Réceptionnaire : VERALEC, COUTRAS  
demeurant : SAINTE-TERRE
- M. SERVENTIE Eric  
Responsable assurance qualité : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : VAYRES

- M. SESCOUS Jean-Marc  
Manager de rayon : SODIL S.A.S., LESPARRÉ-MEDOC  
demeurant : CIVRAC-EN-MEDOC
- M. SESE Jean-Pierre  
Employé de banque : BANQUE FRANCO PORTUGAISE, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. SEYNAT Jacques  
Opérateur traitements adm. et doc. : GESTFORM, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. SIGAUD Patrick  
Ingénieur : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE
- Mme SIMEON Valérie née MOUZELARD  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- Mme SIMON Claudette née LABOUAL  
Employée d'accueil : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. SIMON Michel  
Conducteur d'engins : EUROVIA GIRONDE, MERIGNAC  
demeurant : ETAULIERS
- M. SIMON Yannick  
Responsable informatique : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme SIMONOT Marie-Laure née PRECIGOUT  
Responsable départ. Juridique : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme SINSOU Anne-Marie née MAHE  
Technicienne appui et gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- M. SIONNEAU Bernard  
Enseignant Chercheur : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme SIRERA Carmen née COBOS  
Employée administrative : PRO-BTP, PARIS  
demeurant : FLOIRAC
- Mme SIRVEN Françoise née ESPINASSE  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. SOBRINO Didier  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MOULON
- Mme SOLDAN Marie-Noëlle née HIBLE  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme SORCE Yolande née ALVAREZ  
Comptable : GRANDS VINS de GIRONDE, SAINT-LOUBES  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme SOULAT Jeanne  
Conseillère référente : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle SOULIE Nathalie  
Technicienne en informatique : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. SPADARO Thierry  
Agent de frêt : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC

- M. SPADOTTO Sébastien  
Attaché d'expédition : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- M. SPRIET Patrick  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BRUGES
- Mme STEINER Anne-Marie  
Assistante : CERTIA, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. STIENNE Eric  
Responsable de vente : BHV, BEGLES  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme STRUSS Valérie née COUTROT  
Technicienne : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme STURNY Cécile née LAVAUD  
Conseillère Artisans : PRO BTP, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme SUBERVIE Jocelyne née TAILLEFER  
Monitrice de caisse : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : LEOGNAN
- M. SUBINLOU Eric  
Mécanicien : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : IZON
- M. SUILS Gilles  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : GALGON
- Mme SUILS PORTE Carole née MARATRAT  
Agent de maîtrise : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : PAREMPUYRE
- Mme TABLEAU Madeleine née GUILLON  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme TACHOIRES Sylvie née REYNAUD  
Employée service commercial : GANTOIS, SAINT-DIE-DES-VOSGES  
demeurant : YVRAC
- Mme TAILLET Geneviève née GUILLON  
Agent technique : MAIRIE de TRESSES, TRESSES  
demeurant : TRESSES
- M. TAKPEY Jacob  
Logisticien : SOCIETE DES SIGNALISATIONS, ARTIGUES-PRES-BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mme TANCHAUD Patricia  
Employée de banque : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SELVE
- M. TARDIEU Patrick  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. TASTE Daniel  
Plieur : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : LANGON
- M. TAUZIN Emmanuel  
Menuisier Poseur : Entreprise Sylvain LATORRE, LISTRAC-DE-DUREZE  
demeurant : SAUVETERRE-DE-GUYENNE
- Mme TAUZIN Nathalie  
Hôtesse d'accueil : ALTIS - HYPERMARCHE CARREFOUR, LA TESTE-DE-BUCH  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- Mlle TAUZIN Valérie  
Comptable : IMMO DE FRANCE AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES

- M. TAVARES Joaquim  
Comptable : CITROEN, LE BOUSCAT  
demeurant : MARCHEPRIME

- M. TENOUX Yannick  
Assistant technique : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- M. TESSONNEAU Hervé  
Chef de projet en informatique : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : MERIGNAC

- M. TEURLAY André

Retraite

demeurant : MERIGNAC

- Mme TEXEIRA Maria  
Responsable commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. THEPOT Jean-Philippe  
Responsable dépt. Marchés : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : PEUJARD

- Mme THIBAUT Marie-Thérèse  
Blanchisseuse : ANETT UN, SAINT-MEDARD-D'EYRANS  
demeurant : CABANAC-ET-VILLAGRAINS

- Mme THIERRIE Marguerite née COSTA  
Responsable boulangerie : CABEVAL SAS - INTERMARCHE, BEGUEY  
demeurant : FALEYRAS

- Mme THIZON Marie-Catherine née AIMON  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- M. THUBIN Brice  
Cariste : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : ROAILLAN

- M. TISSERAND Christophe  
Technicien sup. de laboratoire : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : BRUGES

- M. TLEMSANI Farid  
Employé de libre service : ALTIS - HYPERMARCHE CARREFOUR, LA TESTE-DE-BUCH  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH

- Mlle TOLLIE Nadine  
Agent de production : MAJ ELIS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. TORNERO Bernard  
Technicien sup. administratif : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme TORRELL Emmanuelle  
Employée transit transport : SAGA FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme TOSTAIN Frédérique née SAMUEL  
Directrice régionale : LABORATOIRE GLAXOSMITHKLINE, MARLY-LE-ROI  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC

- M. TOURMENTE Emmanuel  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : MERIGNAC

- M. TOURNEUX Pascal  
Technicien d'atelier : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SALAUNES

- Mme TOURON Sylvie née TAUDIN  
Employée de transit : LEON VINCENT, BRUGES  
demeurant : MACAU
- M. TRELY Jean-Michel  
Agent d'ordonnancement : KSB SAS, GRADIGNAN  
demeurant : COUTRAS
- M. TROGER Laurent  
Cadre de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- M. URBANO Patrice  
Cariste : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. VALLEE Denis  
Cadre bancaire : BNP PARIBAS LEASE GROUP, MARSEILLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme VALLEJO Chantal née MALTAVERNE  
Assistante Maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme VALLON Isabelle née BIDEGAIN  
Directrice d'agence : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme VAN LOON Brigitte  
Employée : SOCIETE ANDRE, PARIS  
demeurant : BEGLES
- M. VANDAME Hervé  
Electronicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme VANNIER Martine née CAPOU  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme VARIGAULT-HALOPE Laurence  
Acheteur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. VAUBOURGOIN Bernard  
Cadre administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : LIBOURNE
- Mme VEILLARD Martine née CUZACQ  
Secrétaire comptable : CARREFOUR MARKET, SALLES  
demeurant : SALLES
- M. VEISSIER Eric  
Resp. départ. viticulture et agricult. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mme VELASCO Maryse née FRANCHINO  
Technicienne contrôle de gestion : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle VELTZ Valérie  
Employée administrative : PRO-BTP, PARIS  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme VERDEAU Elizabeth née FAVARD  
Employée libre service : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : VIRSAC
- Mme VERDEGUER Marie-Carmen née CESTER  
Infirmière : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE
- M. VERDEGUER Philippe  
Ingénieur Conseil : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE



- Mlle VERGNADUZZO Pascale  
Comptable : ANGLE VERT, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. VERGNAUD Frédéric  
Technico commercial : SAFIM, BORDEAUX  
demeurant : LISTRAC-MEDOC

- Mme VERNET Martine  
Secrétaire : AREVA TA, GIF-SUR-YVETTE  
demeurant : BIGANOS

- M. VETIZON Laurent  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC

- Mme VIDAL Marie

Retraite

demeurant : BORDEAUX

- Mme VIDARD Pascale née PROUTEAU  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE

- Mme VIDEIRA Marie née RODRIGUES  
Employée de banque : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. VILADIE Thierry  
Manipulatrice en radiologie : CABINET DE RADIOLOGIE SCM, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme VILLA-CAMPES Christine née SOULAT  
Inspecteur d'assurances : AVIVA ASSURANCES, BOIS-COLOMBES  
demeurant : LA BREDE

- M. VILLALA Marc  
Rédacteur Souscripteur : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : MERIGNAC

- M. VILLANUEVA Xavier  
Conducteur Régleur : LESIEUR, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC

- M. VILLECHALANE Stéphane  
Opérateur Evaporation : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : CESTAS

- Mme VILLENAVE Dominique née BERNARD  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PUGNAC

- Mme VILLENAVE Madeleine née PRADELLE  
Ingénieur : FCBA, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. VILLEREYNIER Patrice  
Opérateur polyvalent : CEREXAGRI, MARSEILLE  
demeurant : BOURG

- Mme VINOLO Catherine née MANO  
Secrétaire commerciale : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BRUGES

- M. VIOLIN André  
Mécanicien d'entretien : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

- M. VITART Eric  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : COUTRAS

- M. VULPHIE Christian  
Chef de cabine : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : TALENCE

- Mme WARTEL Véronique née MOUTINARD  
Informaticienne : THALES Services SAS, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : BIGANOS
- Mme WOZNIEZKO Florence née PLANCHAIS  
Technicienne : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINTE-HELENE
- Mme YOUX Bernadette née DULOU  
Adjoint technique : MAIRIE de CAMBLANES ET MEYNAC, CAMBLANES-ET-MEYNAC  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC
- M. ZAMPIERON Jean-Yves  
Contremaître fabrication : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mlle ZIPP Carina  
Agent de trafic : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-SELVE

### **Echelon VERMEIL : 876 récipiendaires**

- M. ABEL-COINDRE Bernard  
Technicien aéronautique : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme ADONAI Danièle  
Câbleuse : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. AGULLO Maxence  
Agent technique : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. ALEXANDRE Gilles  
Ingénieur : FORCLIM SUD-OUEST ALARY VIMARD, BRUGES  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. ALEXIS Jean-Pierre  
Aide-magasinier  
demeurant : GOURS
- M. ALIX Denis  
Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme ALQUIE Monique née PEREZ  
Responsable commercial : BMSO, CESTAS  
demeurant : QUEYRAC
- M. AMROUCHE Vincent  
Conducteur de fabrication : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : PAREMPUYRE
- M. ANDREU Francisco  
Gestionnaire de flux : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. ANDRIEUX Denis  
Cariste Expédition Réception : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE
- Mme ANGER Martine née MARMIE  
Agent administratif : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. ANNEREAU Jacky  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : REIGNAC
- Mme APATY Françoise née HAMON  
Technicienne administrative : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC

- M. APPERE Philippe  
Manager commercial : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : MARTILLAC

- Mme ARDICHEN Nadia  
Aide-Comptable : Régie Autonome du M.I.N., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. ARDOUIN Franck  
Imprimeur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : AUDENGE

- M. ARDOUIN Gérard  
Employé : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BIGANOS

- Mme ARDOUIN Marie-France  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : MERIGNAC

- Mme ARDURAT Jacqueline née ESPAGNET  
Assistante maternelle  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS

- Mme ARNAUD Gastine née ROUCH  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme ARNAUD Monique née GOLIA  
Agent administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : TEUILLAC

- M. ARRIAGA Laurent  
Agent de maîtrise : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : AUDENGE

- Mlle ARRIETA Sylvie  
Chargée d'informations : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : IZON

- M. ASCENSIO Guy  
Comptable : EUROBAT SARL, CASTELNAU-DE-MEDOC  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC

- Mme ASPA Agnès née OBRY  
Secrétaire : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

- M. ATTALI André  
Chef de groupe transit : SEA-INVEST BORDEAUX, CARBON-BLANC  
demeurant : LORMONT

- Mme AUDIBERT Martine née ARNAL  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LALANDE-DE-POMEROL

- M. AUDOUIN Jean-Claude  
Cadre : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : AUDENGE

- Mme AUGEREAU Marie-José  
Technicienne de laboratoire : BIOFFICE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- M. AUGHEY Denis  
Conducteur bottomeuse : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BELIN-BELIET

- M. AUGUSTE Jean-Louis  
Conducteur d'engins : SCREG SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-BLAYE

- Mme BABOT Joëlle née PINAUD  
Employée à responsabilité : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : SALLEBOEUF

Retraite

- Mme BACHEY-LAURENT Françoise née LAURENT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. BAMBUCK Jean-Noël  
Agent de frêt : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-VIVIEN-DE-BLAYE
- M. BANIZETTE Robert  
Chef d'équipe production : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : PORCHERES
- M. BANLIAT Jacques  
Employé de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- Mlle BANSERET Josiane  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : MERIGNAC
- Mme BARAILLE Marie-Hélène née GRUSSAUTE  
Responsable commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : CESTAS
- M. BARBE Patrick  
Technicien sup. de contrôle : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. BARDET Noël  
Contremaître de production : CIMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : MARSAS
- M. BARDU Patrick  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : LEOGNAN
- Mme BARNABE Isabelle née BATAILLE  
Infirmière : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : MARCHEPRIME
- M. BARNICAUD Frédéric  
Informaticien : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. BARRAS Joël  
Contrôleur de gestion : EDF/CSP - RH - Agence rég. Rhône Alpes, LYON  
demeurant : TALENCE
- Mme BARRAU Catherine née LANGLOIS  
Manager commercial : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme BARRIERE Béatrice née JANOTS  
Infirmière D.E. : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : BEGLES
- Mme BARRIERE Catherine née CARLO  
Ouvrière : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : CESTAS
- Mme BARRIERE Marie-Thérèse née MAUREY  
Laborantine : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : PINEUILH
- M. BARRIERE Philippe  
Technicien expert : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme BARROSO Christiane née ROUMAT  
Manager commercial : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : GRADIGNAN
- M. BAUDOIN Patrick  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : MERIGNAC

- Mme BAUDOUX Marie-Christine née DAURAT  
Technicienne Comptable : CCMP, PAUILLAC  
demeurant : LISTRAC-MEDOC
- M. BEAUMONT Hervé  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- M. BELLIARD Joël  
Ouvrier handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : BIGANOS
- Mme BELLION Jocelyne née GORRICHON  
Agent d'accueil : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : BEGLES
- M. BENEZET Alain  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- Mme BENJELLOUN Joëlle née BOUSCAUD  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. BENQUET Jean-François  
Responsable d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CARTELEGUE
- M. BERDOT-REGAGNON Alain  
Electricien : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. BERGEON Jean-Claude  
Brancardier : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : BRUGES
- M. BERTEAU Patrick  
Responsable logistique : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : CISSAC-MEDOC
- Mlle BERTON Marie-France  
Agent hospitalier : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LESPARRE-MEDOC
- Mlle BESOMBES Brigitte  
Employée commerciale : CSF FRANCE, COLOMIERS  
demeurant : GRAYAN-ET-L'HOPITAL
- Mme BESORY Myriam née ARTIERES  
Animateur intérieur de secteur : KDI, NANTES  
demeurant : SAINT-GENES-DE-FRONSAC
- M. BEYNEY Edwige  
Employée service commercial : SOCIETE COMMERCIALE TOUTELECTRIC, TOULOUSE  
demeurant : SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND
- Mme BEZEAUX Evelyne née WALDURA  
Secrétaire : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme BIERI Michèle née KREYENBUHL  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. BILLIET Jean  
Comptable : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : CESTAS
- M. BIRON Jérôme  
Conseiller retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- Mlle BISSERIER Josette  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LES LEVES-ET-THOUMEYRAGUES

- M. BISSERIER Patrice  
Conducteur de ligne : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : PERISSAC
- M. BISSON Gérard  
Opérateur fabrication : EVONIK COFRABBLACK, AMBES  
demeurant : AMBES
- Mme BIZ Michelle née POITREAU  
Analyste Programmeur Développeur : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. BLAIS Daniel  
Agent technique : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : LISTRAC-MEDOC
- M. BLAISE Jean-Paul  
Cadre commercial confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LA BREDE
- Mlle BLANCHARD Dominique  
Chargée d'études techniques : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BLANCHARD LLOUBERES Brigitte  
Gestionnaire d'immeuble : IN CITE, BORDEAUX  
demeurant : MONTUSSAN
- M. BLANQUET Gilles  
Technicien de contrôle : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- Mme BLOEM Mireille née BIGOT  
Conducteur Aide-Régleur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : PORCHERES
- M. BLONDY Alain  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : GRADIGNAN
- M. BOBILLO Jean-Marc  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme BODIN Chantal née DUTRAIT  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. BOISNAUD Patrick  
Ingénieur : MBDA France, LE PLESSIS-ROBINSON  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BONADIO Sonia née GLINKA  
Secrétaire : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : PESSAC
- M. BONDER René  
Chargé de mission : EDF, PARIS  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme BONHOMME Odile née TIBY  
Gestionnaire administrative : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : COUTRAS
- M. BONILLA Edouard  
Technicien méthodes : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : BORDEAUX
- M. BONNEAU Jacky  
Chef comptable : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : LE TEICH
- M. BONNEAU Patrice  
Plieur : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : CASTRES-GIRONDE

- Mme BORDESOULE Patricia  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. BORIE Jean-Jacques  
Technicien électromécanicien : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : JUGAZAN
- Mme BOUBE Nadine née BAQUEY  
Technicienne conseil : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN
- M. BOUDET Laurent  
Technicien logistique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : AUBIE-ET-ESPESSAS
- Mme BOUDIN Danièle née CERNETTIG  
Responsable adm. et comptable : JUGLA, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. BOUDIN Luc  
Chargé de clientèle : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC
- M. BOUFFARD Bernard  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : GUITRES
- Mme BOULAND Marie-Christine née MORAND  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. BOURDIEU Jean-Marie  
Cadre administratif : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE HAILLAN
- Mlle BOURDON Catherine  
Agent de fabrication : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. BOUREAU Luc  
Mécanicien qualifié d'entretien : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : PORCHERES
- M. BOUREL Hervé  
Cadre de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : GRADIGNAN
- M. BOURGEAIS Patrice  
Electricien : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. BOURIGEAUD Gérard

Retraite

demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC

- Mme BOURNICHE Véronique née SONENDAL  
Comptable : IMMO DE FRANCE AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme BOUSQUENAUD Marie-Noëlle  
Chargée paie : CEMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- Mme BOUTIGUE Marie-Thérèse née BONNET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. BOUTOLLEAU Joël  
Cadre : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC
- M. BOUVIER Charles  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. BOUZELOC Roland  
Cadre bancaire : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- M. BOYE Alain  
Directeur d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme BRANEYRE Brigitte  
Agent administratif : SPIE COMMUNICATIONS, BLAGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. BRAS Fernando Retraite  
Electricien  
demeurant : CENON

- M. BRENNE Jean-François  
Chef de projet galénique : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. BRETHES Alain  
Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. BRETHOUS Jacques  
Chef de service : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme BREUILH Marie-Claude  
Educatrice spécialisée : INSTITUTION REGIONALE SOURDS & AVEUGLES, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC

- M. BRIEBA Alex  
Technicien supérieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC

- Mme BRODUT Laurence  
Administrateur ventes : BMSO, CESTAS  
demeurant : BORDEAUX

- M. BRUGNOT Bernard  
Gestionnaire Back-Office : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : BARON

- M. BRUN Henri  
Employé de banque : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : VAYRES

- Mme BRUNET Dominique née CATHELIN  
Technicienne escale : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : CREON

- Mme BRUNON Bernadette née RALU  
Animatrice : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- Mme BUCELLONI Catherine née PORCHERON  
Attachée commerciale : BONNA SABLE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : SAINT-MAIXANT

- M. BUGUET Jean-Luc  
Gestionnaire du recouvrement : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. BUTON Dominique  
Informaticien : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : CANEJAN

- M. CABIT Jocelyn  
Employé de bureau : CALBERSON SUD-OUEST, BRUGES  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. CAELEN Jean-Claude  
Bobineur polyvalent : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE



- M. CAGNOL Laurent  
Electricien : SANTERNE AQUITAINE S.A.S, BRUGES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme CAILLE Annie  
Conseillère de vente : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : CARBON-BLANC
- M. CAILLEAU Michel  
Responsable d'affaires : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. CALLAREC Dominique  
Cadre technique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. CALMETTES Philippe  
Directeur de site : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme CALT Viviane  
Gérante : HP PRO SARL, SAINT-LOUBES  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. CALVET Daniel  
Cadre technique : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE
- M. CALYSTE Frédéric  
Chauffagiste : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : MONTUSSAN
- M. CANTIN Gérard

Retraite

demeurant : TOULENNE

- M. CAO Denis  
Chef de chantier : INEO RESEAUX SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : MONSEGUR
- M. CAPDEVIELLE HEUGA Jacques  
Projeteur : SAER, ARSAC  
demeurant : BRUGES
- M. CAPDEVILLE Philippe  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : ARSAC
- M. CARMONA Gérald  
Responsable système informatique : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CARRE Annick née BARBAZANGE  
Technicienne : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme CARRE Monique née CHATENAY-RIVAUDAY  
Technicienne : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. CARTEAU Patrick  
Chauffeur opérateur : SANITRA FOURRIER, JOUE-LES-TOURS  
demeurant : SAINT-ANDRONY
- M. CASSE Denis  
Monteur signalisation : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- Mme CASTAING Béatrice née FERRAN  
Employée administrative : MORY TEAM, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. CASTAING Jean-François  
Responsable Packaging : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : BEGUEY

- M. CASTANET Yves  
Ingénieur commercial : NEXTIRAONE FRANCE, TOULOUSE  
demeurant : CESTAS
- M. CASTANO Jean-Luc  
Cariste : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : PEUJARD
- M. CASTEIGBOU Gilles  
Approvisionneur principal aéro. : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : LE HAILLAN
- M. CASTERA Didier  
Technicien méthodes de production : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : CANEJAN
- Mme CASTERA Isabelle  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- M. CASTETS Pierre  
Employé de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CAZEAUX Didier  
Agent de maîtrise : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : LAPOUYADE
- M. CAZEAUX Joël  
Tuteur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BIGANOS
- M. CAZEAUX Philippe  
Conducteur bottomeuse : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BIGANOS
- M. CAZEMAJOU Gérard  
Conducteur confirmé : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LA REOLE
- M. CELLARIO Pierre  
Technicien d'essais : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. CHABRERIE Philippe  
Responsable préparation : RENAULT RETAIL GROUP PESSAC, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. CHAFFAUD Michel  
Directeur d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. CHALARD Vincent  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme CHAMBARETAUD Line  
Secrétaire de direction : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : VAYRES
- Mme CHANUT Odette née JAULHAC  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme CHARLES Catherine  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CHARRIERAS Patrick  
Cariste : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : IZON
- Mme CHASSIN Marie-Françoise née ARNAUD  
Comptable : PRO BTP, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX

- Mme CHATEAU Dominique  
Contrôleur prestations familiales : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BRACH
- Mme CHATENET Jocelyne née CHARENTON  
Infirmière : CLINIQUE MUTUALISTE du MEDOC, LESPARE-MEDOC  
demeurant : SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL
- M. CHAUMETON Jean-Louis  
Préparateur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. CHAUMONT Jean-Pierre  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GRADIGNAN
- M. CHAUMONT Lionel  
Contrôleur métallurgie : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. CHAUSSEE Christian  
Cadre technique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme CHAVRIER Danielle  
Comptable : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : GUITRES
- Mme CHEVALIER Denise née VIMARE  
Agent de maîtrise : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : LORMONT
- M. CHEVILLARD Alain  
Contrôleur qualité : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. CHEYREAU Yannick  
Conducteur régleur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE
- M. CHIBRACQ Jean-Luc  
Cadre spécialiste : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : TALENCE
- M. CHICHEPORTICHE Philippe  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. CIBIEL Claude  
Ingénieur : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme CIRECH Monique née HUSSON  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN
- M. CLAVERIE Dominique  
Directeur régional : YARA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : MARTILLAC
- M. CLAVERO Daniel  
Plombier : GUYSANIT, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. CLEMENTE Jacques  
Technicien de chantier : CITELUM, PARIS  
demeurant : ARVEYRES
- M. CLERMONT Jean-Yves  
Conseiller commercial : CREDIT FONCIER de FRANCE, PARIS  
demeurant : TALENCE
- M. COLOMB Bruno  
Agent technique de la qualité : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : ARES

- Mme COLOMB Patricia née COTS  
Contrôleuse de gestion : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. COMIN Alain  
Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : LANTON
- Mme COMOLLI Patricia  
Assistante : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. COMTE Bernard  
Directeur délégué : EDF, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CONDE Christine née LEYGUE  
Infirmière D.E. : CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN, ARES  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. CONIL Jean-Louis  
Cadre de maîtrise : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- Mme CONSTANT Sophie née BESSOUT  
Conseillère retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mlle CONTRE Christine  
Comptable : KPMG Entreprises- Région Sud-Ouest, LABEGE  
demeurant : CENON
- Mme CONTU Danielle née GUTHMANN  
Employée de commerce : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. COPPOLINO Erick  
Cadre Technique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme CORFEC Hélène née RODRIGUEZ  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. COROLLEUR Yvon  
Délégué Général : CREDIT COOPERATIF, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CORRAL Maria née REAL  
Agent technique : SIVU CRECHE des HAUTS de GARONNE, LORMONT  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- M. CORSAN Philippe  
Cadre manager : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme COTTARD Françoise née RENARD  
Conseillère commerciale d'agence : MAPA, SAINT-JEAN-D'ANGELY  
demeurant : BRUGES
- M. COTTEVERTE Eric  
Electricien : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- M. COUDERC Michel  
Soudeur : SOCIETE DES SIGNALISATIONS, ARTIGUES-PRES-BORDEAUX  
demeurant : SAINT-YZANS-DE-MEDOC
- Mme COUDROT Dominique née LEFEBVRE  
Agent de gestion : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. COUETTE Franck  
Animateur commercial : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BARSAC

- Mlle COUILLAUD Françoise  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : PESSAC
- Mme Cournut Michèle née MARROCQ  
Directrice départ. gestion bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme COURSAN Hélène née ROBIN  
Responsable Gestion Comptable : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. COURTY Jean-Pierre  
Analyste Programmeur : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : BIGANOS
- M. COUTELA Marc  
Opérateur TTH : CREUZET AERONAUTIQUE, MARMANDE  
demeurant : LAMOTHE-LANDERRON
- Mme COVAS Liliane née GAMBARA  
Responsable service : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CARBON-BLANC
- Mlle CRABEIL Ghislaine  
Assistante gestion sociale : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : TALENCE
- Mme CREFF Christine née LEBOURG  
Secrétaire : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. CREVY Jean

Retraite

demeurant : BUDOS

- M. CRISTAL Yves  
Technicien sup. de fabrication : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BOURG
- Mme CRUEGE Catherine  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. DA ROCHA Martinho  
Employé commercial : SOCIETE D.M.T.P., LE BLANC-MESNIL  
demeurant : LIBOURNE
- M. DAGATTI Christian  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BEGLES
- Mme DALET Sylvie  
Employée de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. DAMBRUN Francis  
Agent de fabrication : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- Mlle DAMIENS Brigitte  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DANIEAU SYLVIE née THAUNAY  
Employée de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme DANIEL Florence  
Assistante de direction : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TEICH
- Mme DANIERE Hélène née LAVERGNE  
Assistante pôle actes : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. DARNAUZAN Jean-Rémy  
Chaudronnier : CREUZET AERONAUTIQUE, MARMANDE  
demeurant : CAUDROT
- Mme DARTAYRES Anne-Marie née DARMAGNAC  
Hôtesse d'accueil : RENAULT RETAIL GROUP BORDEAUX MAYE, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : SAINT-SELVE
- Mme DARTIAL Dominique née MORGEAU  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme DAUCHIER Martine née VIAU  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme DAUPHIN Myriam  
Secrétaire : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : EYSINES
- M. DAUTREMEPUIS Alain  
Correspondant douane : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MACAU
- M. DAVO Guy  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE TEICH
- M. DE MARCHI Michel  
Agent de maintenance : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE
- M. DE PEDRO BARRO Philippe  
Cadre technique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. DE SOUSA Lourenço  
Chef de salle d'embouteillage : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX
- M. DE SUDUIRAUT Sébastien  
Gestionnaire relations clientèle : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC
- Mme DEBORDEAUX Sylvie née BEC  
Responsable gestion : DG CONSTRUCTION, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DECLERCQ Nicole née MONDON  
Opératrice en usine : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : GALGON
- M. DECOMBE Jacques  
Analyste risques opérationnels : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DEDIEU Marie-Thérèse  
Employée d'assurances : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DEGAND Bernadette née ESCURIGNAN  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme DELAS Marie-Claude  
Contrôleuse prestations familiales : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. DELBERGHE Christian  
Chef de chantier : GTM SUD-OUEST CANALISATIONS, PESSAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. DELBES Jean-Louis  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MERIGNAC

- M. DELFAUT Thierry  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DELMAS Marie-Angèle née MANZANEDO  
Comptable : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. DELMON Luc  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DELMONT Bruno  
Responsable technique : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme DELOGE Sophie née BONTEMPI  
Responsable comptable : RENAULT RETAIL GROUP BORDEAUX MAYE, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : CESTAS
- M. DELOUBES Christian  
Employé en fromagerie : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : PINEUILH
- M. DELSOL Michel  
Technicien entretien rapide : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : MAZION
- M. DELTIL Serge  
Cadre : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : CESTAS
- M. DEMAGNY Lionel  
Chef de projet confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme DENANCE Christine  
Adjoint administratif : SIVU CRECHE des HAUTS de GARONNE, LORMONT  
demeurant : LORMONT
- M. DENECHAUD Joël  
Opérateur services généraux : EVONIK COFRABBLACK, AMBES  
demeurant : AMBES
- M. DEO Eric  
Technicien sup. de contrôle : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : AYGUEMORTE-LES-GRAVES
- Mme DEPAS Marianne née FAUVEL  
Ingénieur : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DERIDZARD Yves  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DERRIEN Jacques  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. DERSOIR Jacky  
Technicien avionique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. DESAPHIX Patrick  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DESBATS Claude  
Technicien supérieur de contrôle : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme DESCAT Ghislaine  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- Mme DESCHAMPS-PERGAY Chantal née PERGAY  
Chargée de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. DESGRANGES Gilles  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : LA BREDE
- Mme DESMOULINS Monique née LANOUHE  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BAZAS
- Mlle DESPEYROUX Françoise  
Technicienne conseil : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. DESPORT Jacques  
Assistant gestion : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CANEJAN
- Mme DESPUJOL Florence née VAISSE  
Secrétaire médicale : BIOFFICE, BORDEAUX  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC
- M. DESROCHES Jean-Marc  
Directeur industriel : LACTALIS TECHNIQUE MANAGEMENT, LAVAL  
demeurant : PUJOLS
- M. DEVAL Patrice  
Soudeur : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mlle DEYMIER Lucette  
Chargée de clientèle : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : PESSAC
- Mme DEZEST Nelly née FLAUX  
Employée administrative : SAPSO EMBALLAGES ONDULES, BERNOS-BEAULAC  
demeurant : BERNOS-BEAULAC
- M. DIAS Thierry  
Responsable de site : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : IZON
- Mme DIEZ Olivia  
Employée principale publicité : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. DIRIBERRY Jean-Michel  
Cadre dirigeant T.P : DTP TERRASSEMENT, GUYANCOURT  
demeurant : ST SAUVEUR-DE-PUYNORMAND
- Mme DOARE Sylvie née ROBERT  
Conseillère clientèle : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme DOGNA Christine  
Secrétaire : CLINIQUE MUTUALISTE du MEDOC, LESPARE-MEDOC  
demeurant : LESPARE-MEDOC
- Mlle DOMINGUES DA SILVA Brigitte  
Assistante de direction : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. DOMINGUEZ Philippe  
Chef de chantier : SADE CGTH, PESSAC  
demeurant : TOULENNE
- M. DORIGNAC Philippe  
Développeur Concepteur : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- M. DOS SANTOS José  
Chef de chantier : SECMA BATIMENT, FLOIRAC  
demeurant : SAINT-GERMAIN-DU-PUCH



- M. DOUET Yves  
Agent Technique électronicien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CESTAS

- M. DOUIN Michel  
Chauffeur poids-lourd : Entreprise DUMAS, SAINT-GERVAIS  
demeurant : SAINT-LAURENT-D'ARCE

- M. DOURI El Fassi  
Soudeur : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : LORMONT

- Mme DUBEDAT Martine  
Jardinière d'enfants spécialisée : INSTITUTION REGIONALE SOURDS & AVEUGLES, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. DUBERNARD Christian  
Responsable exploitation générale : SAUR, BALMA  
demeurant : TAILLECAVAT

- M. DUBOIS Martine née CLERJEAU  
Magasinier : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : SAINT-JULIEN-BEYCHEVELLE

- M. DUBOIS Serge  
Mécanicien : CITROEN, LE BOUSCAT  
demeurant : FLOIRAC

- M. DUBOIS Serge  
Ingénieur : BULL SAS, NANTES  
demeurant : PESSAC

- Mme DUBOS Véronique née NOBRE  
Aide-Soignante : EHPAD LES COTEAUX, LORMONT  
demeurant : BASSENS

- M. DUCHENE Claude  
Directeur de travaux : EUROVIA GPI, MALEMORT-SUR-CORREZE  
demeurant : AUDENGE

- M. DUDREUIL Jean-Marie  
Manipulateur en radiologie : GIE PAVILLON - RADIOLOGIE, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. DUFLORY Daniel  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC

- Mme DUFORT Josette née TREMOLET  
Employée serv. Administratif : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme DUFOUR Joëlle  
Animateur promotion ventes : GAZ de BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. DUGA Michel  
Conducteur poids-lourd : FRAIKIN LOCAMION, BEGLES  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. DUGA Michel  
Conducteur poids-lourd : FRAIKIN LOCAMION, BEGLES  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. DUHAMEL Luc  
Ingénieur : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE

- M. DUMARTIN Jean-Marc  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme DUMESTRE Patricia née DUCASSE  
Conseillère clientèle : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LORMONT

Pénibilité du travail

- Mme DUPART Catherine née DUPOUY  
Assistante commerciale : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme DUPAS Maryse née PIQUERO  
Technicienne de laboratoire : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme DUPIN Christiane née BIANCHI  
Chargée de projet emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. DUPIN Philippe  
Automaticien : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. DUPORGE Franck  
Conseiller technique logistique : GAZ de BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. DUPOUY Claude  
Cadre administratif : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. DUPOUY Jean-Michel  
Ouvrier Compagnon VRD : SCREG SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- M. DUPRE Alain  
Ouvrier handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- Mme DUPUCH Nicole née BERNARD  
Infirmière : CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN, ARES  
demeurant : MIOS
- Mme DUPUIS Marie-Chrsitine née SUBERCHICOT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. DUPUIT André  
Cadre technique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX
- M. DUPUY Jean-François  
Ingénieur : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- M. DURAND Jean-Luc  
Comptable : CITROEN, LE BOUSCAT  
demeurant : PESSAC
- Mme DURANDEAU Dominique née MAUBOURGUET  
Responsable juridique : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : EYSINES
- M. DURIEZ Daniel  
Chef de service : FORCLUM AQUITAINE LIMOUSIN-INDUSTRIE, BISCARROSSE  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme DURON Catherine née VERDERY  
Gestionnaire : AQUITANIS OPAC de la C.U.B., BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DUTAILLY Eric  
Chef de ventes : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : GRADIGNAN
- M. DUTREUILH Philippe  
Technicien sup. planning : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme DUTREY Josiane née CUVYER  
Employée commerciale : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC

- M. EL HANI Hassan  
Chef d'équipe : ETDE TP RESEAUX, SAINT-HERBLAIN  
demeurant : LORMONT
- M. ELIAS Serge  
Chef de service : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LANTON
- Mme EMART Marie- Danielle née PETIT  
Secrétaire médicale : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : TALENCE
- Mme EPAUD Chantal  
Technicienne allocataires : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BLAYE
- Mme ESCARPE Viviane née CAMELEYRE  
Hôtesse d'accueil : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme ESCHBACH Dominique  
Assistante : STEELCASE, SCHILTIGHEIM  
demeurant : TALENCE
- Mme ESPAGNET Yvette née VIGOT  
Vendeuse : Maroquinerie MASSIP, BORDEAUX  
demeurant : TRESSES
- M. ESTAY Franck  
Vendeur : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : SAINT-MACAIRES
- Mme ESTEBAN Jennine née HENRY  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme ESTEVE- BENABED Marie-Christine née ESTEVE  
Analyste Programmeur : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. EVAIN Bernard  
Conseiller développement pharmaceutique : LABORATOIRES BOIRON, SAINTE-FOY-LES-LYON  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme EYDELY Christine née BENOIT  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. FABIEN Francis  
Agent technique qualité : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- Mme FABRI Brigitte  
Agent hôtelier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : PAUILLAC
- M. FACCA Sylvain  
Dessinateur industriel : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mlle FAJARDO Julia  
Responsable magasin : SNC SCHADES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE HAILLAN
- M. FALGUIERES Gérard  
Technicien sup. chimiste : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : ARES
- M. FASOLO Gilles  
Projeteur : SAER, ARSAC  
demeurant : ARSAC
- Mme FAUQUET Sylvie née LALANNE  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : PORTETS

- M. FAURE Pierre  
Technicien achats : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. FAUX Bernard  
Responsable de production : IMERYS TC, GIRONDE-SUR-DROPT  
demeurant : GIRONDE-SUR-DROPT

- M. FAVRAUD Jean-Luc  
Responsable commercial : BHV, BEGLES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. FAYSSOUS Jean-Luc  
Dessinateur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : EYSINES

- M. FELTRIN Daniel  
Agent de maîtrise : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : SAINT-QUENTIN-DE-CAPLONG

- M. FERACHO Roger  
Monteur machine : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : GALGON

- M. FERIGNAC Jean-Claude  
Chauffeur : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINT-LOUBES

- Mme FERNANDEZ Marie-France  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. FESTY Daniel  
Motoriste : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC

- M. FINET Maurice  
Technicien aéronautique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS

- Mme FLOC Marie-Noëlle  
Assistante de direction : FCBA, BORDEAUX  
demeurant : LACANAU

- M. FONTAN Jean-Jacques  
Boucher : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES

- M. FOUCHIER Jean-Claude  
Agent technique qualité : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BOURG

- M. FOUGERE Didier  
Adjoint DRH : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. FOULON Michel  
Contremaître : EKEM S.A.S., BORDEAUX  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- Mme FOUNAU Eliane née LARRIEU  
Technicienne péage : AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, LANGON  
demeurant : CADAUJAC

- M. FOURTEAU Patrick  
Projeteur : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-SELVE

- Mme FRAGUES Laure  
Assistante contentieux : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- M. FRANCOIS Bruno  
Technicien radioprotection : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

Pénibilité du travail

- Mlle FREBOURG Véronique  
Gestionnaire des droits : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- M. FRECHOU Marcel  
Technicien : DALKIA ATLANTIQUE, BRUGES  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. GABORIAU Jean-Luc  
Levageur : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : LE PORGE
- Mme GABORIAUD Chantal née NOGUES  
Assistante commerciale : ASSOCIATION MALAKOFF MEDERIC, PARIS  
demeurant : LIBOURNE
- Mme GADEAUD Brigitte née LONDEIX  
Femme de ménage : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE
- M. GADEAUD Didier  
Cariste approvisionnement : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE
- Mme GAILLARD Danielle née BARRE  
Secrétaire : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. GALESNE Georges  
Formateur : AFPA Centre de Bègles, BEGLES  
demeurant : SAINT-GERVAIS
- M. GAMOT Francis  
Technicien : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : BORDEAUX
- M. GAOUA Alain  
Ingénieur aéronautique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : EYSINES
- Mme GARCIA Marie-José née PERALDI  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. GARCIA Patrick  
Superviseur de nuit : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BIGANOS
- Mlle GARDERE Elisabeth  
Ouvrière : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : PESSAC
- Mme GARNUNG Marie née DUBROCA  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. GARRIT Philippe  
Technicien : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : AMBES
- M. GASTEUIL Hugues  
Ingénieur d'affaire : UNIBETON-ITALECEMENTI GROUP, PESSAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. GATTI Marc  
Directeur technique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- Mme GAULTIER Josette  
Chargée de clientèle : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. GAUTIER Didier  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LE BARP

- M. GAUTIER Philippe  
Cadre Management programmes : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. GAUTRON Christophe  
Chauffeur routier : TATEX EXPRESS, TOURS  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. GELLI Bruno  
Employé de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- Mme GENET Annie née CHOLLET  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : GALGON
- Mme GENSAC Marie née CHAVARIBEYRE  
Secrétaire : MAPA, SAINT-JEAN-D'ANGELY  
demeurant : MERIGNAC
- Mme GERARD Annick  
Assistante administrative : EDF/CSP - RH - Agence rég. Rhône Alpes, LYON  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. GERARD Pascal  
Responsable maintenance : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : CADILLAC
- Mme GERMAIN Françoise née FOURNEREAU  
Directrice de Clientèle : LAMY, BESANCON  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme GIBOUT Olivia née POINSON  
Assistante Ressources Humaines : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme GILBERT Marie-Yolande  
Conseillère en insertion professionnelle : LADOM, SAINT-DENIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GILHODES Marina  
Infirmière D.E. : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : LE HAILLAN
- M. GIRARD Alain  
Responsable impression : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : MIOS
- M. GIRARD Erik  
Ingénieur cadre : PSA PEUGEOT CITROEN, PARIS  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme GIRARDEAU Jacqueline née AUDIFFRET  
Conseillère client EDF : EDF, LE BOUSCAT  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. GIRAUD Michel  
Imprimeur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BIGANOS
- Mme GIRAudeau Nancy née LACOSTE  
Responsable de service : CRCI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme GIZARD Gisèle née DIU  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. GLEMET Jean-Yves  
Ouvrier polyvalent : SAICA PACK TRANSFORMATEUR, PESSAC  
demeurant : TOULENNE
- Mme GODEAU Chantal née BARRERE  
Assistante d'exploitation : ASSOCIATION GESTION DES RESTAURANTS, PARIS  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX

- M. GODICHAUD Christian  
 Chef de quart fabrication : EVONIK COFRABBLACK, AMBES  
 demeurant : BRUGES

- M. GODMET Emmanuel  
 Ingénieur : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
 demeurant : LATRESNE

- Mme GOMEZ Fabienne née MACUA  
 Rédactrice : AXA FRANCE, NANTERRE  
 demeurant : CESTAS

- Mme GONZALEZ Conchita née GARCIA  
 Technicienne de recouvrement : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
 demeurant : BEGLES

- M. GONZALEZ Jean-Michel  
 Animateur extérieur de secteur : KDI, NANTES  
 demeurant : LE BOUSCAT

- M. GOJJON Alain  
 Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
 demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. GOUNEAUD Xavier  
 Ouvrier de chais : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
 demeurant : TIZAC-DE-LAPOUYADE

- M. GOURDAN Alain  
 Chef de service principal : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
 demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mlle GOUSSE Muriel  
 Employée de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
 demeurant : BORDEAUX

- M. GOUTAL Eric  
 Manager de rayon : CSF FRANCE, COLOMIERS  
 demeurant : LE VERDON-SUR-MER

- M. GRAS Régis  
 Manutentionnaire : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
 demeurant : SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE

- M. GRENAUD Xavier  
 Conducteur poids-lourd : GEFCO, BRUGES  
 demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE

- M. GRENE Christian  
 Grand Reporter  
 demeurant : EYSINES

- Mme GRENET Marie-Christine née LACOTTE  
 Technicienne administrative : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
 demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme GREVIN Sandrine  
 Responsable Pdt Conseil : ASSOR, NOISY-LE-GRAND  
 demeurant : BORDEAUX

- Mme GRIHOM Marie-Christine née DINTRANS  
 Technicienne qualifiée : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
 demeurant : BEGLES

- Mme GRIHOM Marie-Christine née DINTRANS  
 Technicien qualifié : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
 demeurant : BEGLES

- Mlle GRIMAL Marina  
 Comptable : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
 demeurant : BORDEAUX

- Mme GRIMARD Evelyne née CAZAU  
 Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
 demeurant : LE BOUSCAT

Retraite

- M. GRIS Pierre  
Technicien : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. GRISET Robert  
Adjoint technique : MAIRIE de CAMBLANES ET MEYNAC, CAMBLANES-ET-MEYNAC  
demeurant : CAMBES
- Mme GROLEAU Sylvie née CHAMOULEAU  
Secrétaire de direction : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme GROS Christine née CHAMINADE  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : POMPIGNAC
- Mme GROSDENIER Martine  
Conditionneuse : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme GROSSO-BELHADJ Catherine née GROSSO  
Secrétaire : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : CENON
- M. GROULT Didier  
Directeur : DERICHEBOURG, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : ARCACHON
- M. GUENAUPT Patrick  
Préparateur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : LE TEICH
- Mme GUENDOUZ Lalia née BENHAMED  
Aide Magasinière : SIDJ, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GUERGUIN Thérèse  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GUERIN Lucile  
Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme GUERIN Régine née CHOT  
Employée commerciale : CARREFOUR MARKET, SALLES  
demeurant : SALLES
- Mme GUERINET Martine née PRIGENT  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. GUERRERO Joseph  
Technicien de la banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- M. GUETAULT Pierre  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MORILLON
- Mme GUEVARA Gladys née GUALDO  
Conseillère retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- M. GUGUEN Yves  
Chargé d'études : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. GUIHOMAT Michel  
Directeur opérationnel : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. GUILLEMOT Yannick  
Chef de groupe : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX



- M. GUILLEN Serge  
Chargé contrôle risques crédits : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme GUILLET Jocelyne née PITON  
Chef de produit adjoint : BERNARD PAGES, BEGLES  
demeurant : CANEJAN
- Mme GUILLOSSOU Dominique  
Secrétaire : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : ETAULIERS
- M. GUILMIN Dominique  
Technicien de production : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. GUIMBERTAUD Roland  
Conducteur de travaux : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : MONTUSSAN
- M. GUIRAUD Christian  
Délégué médical : CHIESI, COURBEVOIE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GUSTIN Nicole née DUSSART  
Responsable achats : ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : CAPIAN
- M. GUYONNET Jérôme  
Cadre technique : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. HABTE-MARIAM Joseph  
Ingénieur support technique : SOLYSTIC SAS, GENTILLY  
demeurant : BEGLES
- M. HALGAND Yves  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. HAMON Michel  
Employé de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme HANOTTE Ghislaine née SORHOUEGARAY  
Opératrice Comptable : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- M. HARS Daniel  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. HATTU Gilles  
Délégué régional : ASSOCIATION MALAKOFF MEDERIC, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle HEIMROTH Michelle  
Cadre administratif : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle HEMERY Armelle  
Ouvrière handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : TALENCE
- M. HENAFF Jacques  
Responsable exploitation : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme HENNEBERT Sylvie née VAYSSE  
Responsable service S.A.V : BRICODEAL DISTRIBUTION, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. HENRION Patrick  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : GRADIGNAN

- M. HERBILLON Didier  
Journaliste : AGENCE FRANCE PRESSE, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- M. HERNANDEZ Jean-Pierre  
Formateur : AFPA Centre de Pessac, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX

- Mlle HERPIN Sylvie  
Technicienne sinistres : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX

- M. HERRERIA Christian  
Directeur d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. HERVIER Emrick  
Cadre technique : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH

- Mlle HESSEL Myriam  
Employée CSRH : AUCHAN France S.A., CHAMBRAY-LES-TOURS  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. HIDIER Thierry  
Technicien : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

- Mme HIRIGOYEN Elisabeth née DUPONT  
Comptable : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : MERIGNAC

- Mme HIRTZ Maria née GONCALVES  
Femme de journée : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC

- M. HOSTEINS Bernard  
Ouvrier : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. HOSTEINS Michel  
Chef de section : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC

- Mme HRBACEK Claudie née GRENIER  
Gestionnaire contrôle gestion : GCE TECHNOLOGIES, BRUGES  
demeurant : GRADIGNAN

- M. HUET Christophe  
Contrôleur : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX

- Mme HULIN Claudine née BERTHET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. IGLESIA Jean-Paul  
Ingénieur Etude : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, ANTONY  
demeurant : BASSENS

- M. IGLESIAS Manuel  
Aide-Soignant : EHPAD LES COTEAUX, LORMONT  
demeurant : CENON

- M. IIPARRAGUIRRE Serge  
Impimeur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : AUDENGE

- M. IMBERT Bruno  
Ingénieur automatique : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme IRUITE Viviane  
Gestionnaire de parc : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : MERIGNAC

Pénibilité du travail

- M. ITEY Joël  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SOUSSANS
- M. JAUBERT Michel  
Responsable d'équipe : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : TRESSES
- M. JEANNETEAU Lionel  
Employé commercial : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : BORDEAUX
- M. JEZO Bernard  
Directeur : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : CESTAS
- M. JOINIS Jean-François  
Directeur prév. Environnement : GTM SUD-OUEST BATIMENT, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle JOLIS Sylvie  
Aide-Soignante : ASSOCIATION DOMICILE SANTE, GRADIGNAN  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme JOLLY Brigitte  
Assistante sociale : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. JOLY Patrick  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. JON Philippe  
Technico -commercial APV : Société SICLI, LE BLANC-MESNIL  
demeurant : BORDEAUX
- Mme JOSSE Danièle née BELIS  
Employée d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. JOSSELIN Patrick  
Technicien de contrôle : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MOULIS-EN-MEDOC
- Mlle JOYAUX Francine  
Animatrice : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : BORDEAUX
- M. JUCLA Jean-Louis  
Technicien : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE
- M. JULLIEN Maurice  
Moniteur-Educateur : ASSOCIATION GIRONDINE DES A.P., CENON  
demeurant : VAYRES
- M. JUMEAUX Jean-Pierre  
Préparateur de commandes : SOVEX WOLTNER, CARBON-BLANC  
demeurant : LORMONT
- Mme JUNCA Christian née TOUPY  
Comptable : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : MERIGNAC
- Mme KALVELAGE Dominique née FOURCADE  
Employée d'assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : EYSINES
- M. KANIA Serge  
Technicien après-vente : XEROX, LA PLAINE SAINT-DENIS  
demeurant : CESTAS
- Mme KERDRAON Brigitte née LABBE  
Gestionnaire technique droits : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

Pénibilité du travail

- Mme KIJEWski Elisabeth née ILLARREGUI  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. KIJEWski Patrick  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- Mlle KLAMKA Nadia  
Directrice des ventes : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : POMPIGNAC
- M. KOPTIENT Jean-Pierre  
Monteur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. KOZMITCHEFF Lionel  
Technicien expérimenté : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. LAAFAR Benhcine  
Maçon : SECMA BATIMENT, FLOIRAC  
demeurant : BEGLES
- Mme LABARTHE Joëlle née ROUSSELOT  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme LABEYRIE Christiane  
Assistante : OSEO Financement, MAISONS-ALFORT  
demeurant : BEGLES
- Mme LABEYRIE Christine née DUFOURG  
Vendeuse : ROUMEGOUX & GILLES, GRADIGNAN  
demeurant : CANEJAN
- M. LACAMPAGNE Jean-Denis  
Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme LACHAUSSE Christine née FAVARD  
Gestionnaires régimes : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : LEOGNAN
- M. LACOSTE Didier  
Bobineur : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. LACOUTURE Didier  
Conducteur polyvalent tubeuse : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : BIGANOS
- Mlle LACROUTS Anne-Marie  
Agent hôtelier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : BRUGES
- Mme LACROUTS Martine  
Secrétaire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : ARES
- Mme LAFAGE Gisèle née DUMEYNIEU  
Vendeuse : Ets NONET, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme LAFARGUE Nadine  
Technicienne de gestion : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme LAFLEUR Ghislaine née GATEUIL  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. LAFOND Daniel  
Secrétaire Comptable : SAER, ARSAC  
demeurant : LISTRAC-MEDOC

- M. LAFORTUNE Patrick  
Chef de chantier : SECMA BATIMENT, FLOIRAC  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. LAGARDE Jean-Claude  
Animateur technique : Société SICLI, LE BLANC-MESNIL  
demeurant : BRUGES
- M. LAJARIGE Christian  
Responsable administratif : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme LALANDE Jacqueline née PEREIRA  
Employée pressing : PRESSING NET SERVICES, EYSINES  
demeurant : BOMMES
- M. LALANDE Jean-Bernard  
Animateur technique : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : VAYRES
- M. LALIMOND Patrick  
Pilote de ligne : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LA BREDE
- M. LALUCE Alain  
Menuisier : DELTA CONSTRUCTION, BRUGES  
demeurant : BRUGES
- Mme LALUCE Monique née GALLARDO  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mlle LAMAISON Nadine  
Employée d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme LAMASOUADE Marie-Claude née BOURRAS  
Magasinier : RENAULT RETAIL GROUP PONT-AQUITAINE, LORMONT  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. LAMAYSOUETTE Michel  
Electronicien : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. LAMAZERE Jacques  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. LAMBERT Luc  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-MARTIN-DE-LAYE
- Mme LANDA Roberte née BAHOUgne  
Hôtesse de caisse : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC
- Mme LARQUEY Patricia née CAROLLO  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. LARRET Patrick  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : ESCOUSSANS
- M. LARRETA Jean-Pierre  
Inspecteur commercial assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme LARRIBIERE Francine  
Attachée commerciale : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : PORTETS
- M. LARRIEU Patrick  
Agent technique maintenance : CEMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : BRANNE

- M. LARTIGUE Alain  
Technicien d'atelier : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC
- M. LARTIGUE Jean-Claude  
Agent de réseau : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : CESTAS
- Mme LASCOUX Monique  
Agent technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LASSORT Joël  
Chef de programme : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LATEYRON Michèle née RAMBAUD  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LAUGA Danièle née BERTIN  
Responsable contentieux : LAMY BORDEAUX MARNE, BORDEAUX  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. LAUNAY Gérard  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX
- M. LAURENTI Marc  
Cadre commercial : BAYER S.A.S., LYON  
demeurant : BRUGES
- M. LAVALETTE Jean-Paul  
Chef de groupe : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LAVEAU Martine  
Technicienne de surface : EURONAT, GRAYAN-ET-L'HOPITAL  
demeurant : GRAYAN-ET-L'HOPITAL
- M. LAY René  
Conseiller technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LE BESQ Dominique née TONNELIER  
Correspondante service client : BBGR, PARIS  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. LE BRET Robert  
Technicien Mécanicien : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : FRANCS
- Mme LE FAUCHEUR Corinne née JOUANLOU  
Conseiller d'entreprise : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. LE GAC Henri  
Technicien sup. de contrôle : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. LE JUGE Yannick  
Chef d'équipe : STRADAL, CERGY-SAINT-CHRISTOPHE  
demeurant : ARBANATS
- Mme LE MAY Brigitte née CORDIER  
Comptable : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. LE METAYER Daniel  
Cadre technique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LE MOAL  
Gestionnaire conformité : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. LE POLLOZEC Gilles  
Agent technique de fabrication : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC
- M. LEBEAU Didier  
Technicien : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : LIBOURNE
- M. LEBLANC Pierre  
Chef de service : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. LECHARTIER Didier  
Agent de maîtrise entretien : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. LECLAIRE Marc  
Technicien support opérationnel : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. LEFFET Eric  
Chef d'atelier : RENAULT RETAIL GROUP PESSAC, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. LEGLISE Jean-Marie  
Menuisier : D.A.M.A., MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. LEGLISE Serge  
Ajusteur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : VIRELADE
- Mme LEGRAND Dominique née MARCOU  
Technicien qualité : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. LEJEUNE Bernard  
Mécanicien : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- M. LEMAY François  
Assureur : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : CESTAS
- M. LEONE Claudio  
Gardien de résidence : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme LESAGE Régine née HENNENFENT  
Secrétaire : COURBU VITRAGES, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. LESPES Jean-Luc  
Contremaître : GSF AERO MERIGNAC SAS, MERIGNAC  
demeurant : LANGON
- M. LESPINASSE François  
Mouleur kits moteurs : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : SAILLANS
- M. LESSARD Michel  
Responsable d'équipe : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : GALGON
- Mlle LESTAGE Yveline  
Secrétaire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- M. LEUX Pascal  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- M. LEVRAULT Serge  
Technicien d'exploitation : DALKIA ATLANTIQUE, BRUGES  
demeurant : MERIGNAC

- M. LINAIRE Philippe  
Chargé de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LINTIGNAT Daniel  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- Mme LISSART Martine  
Attachée commerciale : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : LORMONT
- M. LO CUNSOLO Damiano  
Verrier : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES
- Mlle LO Hélène  
Ouvrière handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mlle LONG Marie-Thérèse  
Téléopératrice : LABORATOIRES BOIRON, SAINTE-FOY-LES-LYON  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mme LOPES Bernadette née RICCO  
Formatrice conseil : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LOPEZ Annick née AUFFRET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. LOPEZ Philippe  
Technicien supérieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme LOUBERE Sylvie  
Assistante : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : LESPARRE-MEDOC
- M. LOUISON Bruno  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme LUTARD Patricia née RUSCH  
Agent Hôtelier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : BORDEAUX
- M. LYS Jean-Claude  
Contremaître de maintenance : VEOLIA PROPRETE, FLOIRAC  
demeurant : IZON
- M. MAGNIEZ Guy  
Ingénieur Conseil : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. MAGONTY Bruno  
Chef d'équipe : CITROEN, LE BOUSCAT  
demeurant : CESTAS
- M. MAGRIN Daniel  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : SALLES
- Mlle MALBERT Catherine  
Secrétaire : KPMG ENTREPRISES, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. MANGIN Michel  
Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme MARAQUE Dolores née CASTILLO  
Employée qualifiée : CALBERSON SUD-OUEST, BRUGES  
demeurant : BELIN-BELIET



- Mme MARCELLAND Martine née MAURICOUT  
Gestionnaire communication : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. MARCES Hervé  
Coordonateur : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-SAVIN

- Mme MARECHAL Jocelyne née SAISIT  
Responsable de commandes : PHILIPPE RAOUX S.A.S, ARSAC  
demeurant : BRUGES

- Mme MARIE Christiane  
Infirmière : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : BIGANOS

- M. MARINI Robert  
Assistant de secteur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE

- M. MARQUES Alain  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : BEGLES

- Mme MARQUETTE Marie-Ange née BALLION  
Chargée d'appui commercial : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- Mme MARTINEZ Dominique née BLOIS  
Contremaître : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : PESSAC

- Mme MARTINEZ Françoise née ROUGIER  
Technicienne qualifiée : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CARBON-BLANC

- M. MARTINEZ Yves  
Conducteur de travaux : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN

- M. MARTINOT Philippe  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MARCHEPRIME

- M. MARTROU Jean-Claude  
Commercial marketing : UNIVAR, FONTENAY-SOUS-BOIS  
demeurant : BORDEAUX

- M. MASSON Michel  
Animateur technique : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : VAYRES

- M. MATEOS Domingo  
Tolier : RENAULT CAP SERVICES, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. MATHIEU Jacky  
Gardien : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. MATHIEU Jean-Paul  
Conducteur poids-lourd : FRAIKIN LOCAMION, BEGLES  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

- M. MATHIEU Jean-Paul  
Conducteur poids-lourd : FRAIKIN LOCAMION, BEGLES  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

- M. MAUGE Thibault  
Cadre commercial : JOHNSON DIVERSEY, FONTENAY-SOUS-BOIS  
demeurant : BAZAS

- M. MAUGENDRE Pascal  
Conseiller individuel : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : LE TEICH

Pénibilité du travail

- M. MAURY Dominique  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : ARES
- M. MAURY Jean-Hugues  
Electro-Mécanicien : SPARFLEX, ABZAC  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- M. MAVRIN Frédéric  
Enrouleur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : LANTON
- M. MAZATAUD Daniel  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : PESSAC
- Mme MAZATAUD Elisabeth née CRETET  
Technicienne sup. en optique : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : PESSAC
- Mme MAZIERES Marie-George née MATHIEU  
Conseillère retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. MAZOYER Christian  
Ingénieur de production : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mlle MECHAIN Hélène  
Audencier : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MENADIER Patricia  
Informaticienne : LABORDE GESTION, ASNIERES-SUR-SEINE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MENGES Marie-Christine née GLAYAU  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MESMER Michel  
Maquettiste : S.E.P.L., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MEYMAT Chantal née MOREAU  
Receveuse de sacs : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme MICHEL Marie née LOPEZ  
Cariste : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : PAUILLAC
- M. MICHEL Yann  
Agent de méthodes : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BRUGES
- M. MIEYEVILLE Michel  
Chef de secteur : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MILLEUR Philippe  
Employé de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : AUDENGE
- M. MILLOX Hervé  
Export technico commercial : EDF, LE BOUSCAT  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme MINE Elisabeth  
Technicienne à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PAUILLAC
- Mme MIRAMONT Danièle  
Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CENON

- M. MIRANDA Marcel  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme MOINARD Maryse  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN

- M. MOISSONNIER Thierry  
Agent administratif : EADS SOGERMA, MERIGNAC  
demeurant : LE TEICH

- Mme MOLINS Dominique née JOANDET  
Responsable télévente : STANLEY France, MORANGIS  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- Mme MONNEREAUD Danièle  
Agent d'entretien : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : LE PORGE

- Mme MONNIER Annick née MALLET  
Agent service hospitalier : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : HOURTIN

- M. MONTURET Philippe  
Technicien chantier routier : SCREG SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : BELIN-BELIET

- Mme MORANDIERE Raymonde née FUME  
Contrôleuse action sociale : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC

- Mme MORAZA Marie-Paule née GUERMEUR  
Comptable : GRANDS VINS de GIRONDE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINT-GERVAIS

- M. MOREAU Erick  
Organisateur : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS

- M. MOREAU Pascal  
Cadre : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme MORY Eliane née GAZIAU  
Chargée de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. MOULIN Emmanuel  
Ingénieur sûreté : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE

- Mme MOULIS Anne-Marie née GARCIA  
Comptable : MFP SERVICES, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC

- M. MOUNEYRES Dominique  
Ingénieur d'achat : CONVERTEAM SAS, MASSY  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme MOURA PIRES Marcilia  
Employée emballage boucherie : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme MUNOZ Marie-Pierre  
Gestionnaire du recouvrement : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. NAEGELE Marcel  
Technicien : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC

- Mme NAMIGO HAR Denyse née ASSERQUET  
Conseiller : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CENON

Pénibilité du travail

Pénibilité du travail

- Mme NAPOLITANO Marielle née FETIQUE  
Assistante commerciale : GRANDS VINS de GIRONDE, SAINT-LOUBES  
demeurant : BOULIAC
- Mme NART Nicole née AMITRANO  
Attachée de direction : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme NASCIET Maryse née VALOSIO  
Technicienne appui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SALLEBOEUF
- Mlle NEBOT Maria  
Cuisinière : SODEXHO - SFR, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CENON
- Mme NGUYEN Lucienne née ROUSSE  
Agent Administratif : MAIRIE de CESTAS, CESTAS  
demeurant : CESTAS
- M. NIORT Jacky  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. NIQUET Bertrand  
Cadre : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. NOGUES Guy  
Electrotechnicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. NONIN Philippe  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mlle NOTON Fabienne  
Gestionnaire de régimes : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : MARTILLAC
- M. NOUVEL Christian  
Ingénieur d'études : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. NUTTA Gérard  
Directeur de groupe : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : LIBOURNE
- Mme ONIGA Danièle née GRECHI  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. PABION Eric  
Technicien qualité : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BAYON-SUR-GIRONDE
- Mme PALACIO Mercédès née SALAT  
Assistante développement : COLIGNY SA, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- Mme PALAY Françoise née ISTVANCIN  
Secrétaire assistante : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : AUDENGE
- M. PANZERI Bruno  
Déclarant en douane : LEON VINCENT, BRUGES  
demeurant : VILLEGOUGE
- Mme PAQUET Anne-Marie née PEDEGERT  
Assistante comptable : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme PARDO Françoise née MAMERT  
Aide-Soignante : MAISON RETRAITE MANON CORMIER, BEGLES  
demeurant : CADAUJAC

- M. PARDON Jean-Marc  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. PARET Jean-Luc  
Mécanicien entretien : SPARFLEX, ABZAC  
demeurant : SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE
- M. PAROT Sylvain  
Technicien confirmé : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- M. PARRA Patrick  
Contrôleur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- M. PASQUET Patrick  
Chef de quai : LACTALIS LOGISTIQUE, LAVAL  
demeurant : FLOIRAC
- M. PASQUIER Pascal  
Leader d'équipe d'assemblage : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. PATRY Didier  
Ingénieur principal : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. PAULIAT Philippe  
Chargé d'aff. Gestion privée : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme PAULY Marie née DUBOURG  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SELVE
- M. PAYSAN Jean-Bernard  
Conducteur poids-lourd : CALBERSON SUD-OUEST, BRUGES  
demeurant : BORDEAUX
- Mlle PEBAYLE Geneviève  
Chef d'équipe : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LANGON
- Mme PECHAUBES Gladys née BRUGERE  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. PEIGNEY Guy  
Responsable administratif : PROGECO, MARSEILLE  
demeurant : LIBOURNE
- M. PEINAUD Thierry  
Directeur régional des ventes : ASCO JOUCOMATIC, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : GRADIGNAN
- M. PELLETAN Jean-Luc  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. PENIGAULT Michel  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. PERE Alain  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : TALENCE
- Mme PEREAULT Nicole  
Ergothérapeute : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : PUGNAC
- M. PEREIRA José  
Chef d'équipe : INEO RESEAUX SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : ARES

- Mme PEREY Nicole née COIFFARD  
Agent de service : ONET SERVICES, TALENCE  
demeurant : TRESSES
- Mme PEROZ Marie-Christine  
Technicienne apui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. PERREAUD Thierry  
Ingénieur bureau d'étude sénior : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BEYCHAC-ET-CAILLAU
- M. PESCHIERAS Jean-Paul  
Ingénieur technico commercial : OLAER INDUSTRIES, COLOMBES  
demeurant : MERIGNAC
- Mme PETIT Edwige née BOTELLA  
Rédacteur : UNEDIC, PARIS  
demeurant : YVRAC
- M. PETRIACQ Bruno  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mme PEYRAUD Martine née ROUSSELLE  
Assistante funéraire : OGF, PARIS  
demeurant : BLAYE
- M. PEYRONNETTE Marcel  
Monteur : ENDEL, COLOMBES  
demeurant : VERTHEUIL
- Mme PEYRUTIE Marlène née DE NIS  
Conseillère à l'intégration : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- Mme PHU Hélène née SANDANASSAMY  
Opératrice : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : FLOIRAC
- M. PICABEA Jacques  
Tonnellier : LA TONNELLERIE DES DOMAINES, PARIS  
demeurant : PAUILLAC
- M. PICOSSON Christian  
Cadre technique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MACAU
- M. PIENS Eric  
Agent de production : MAJ ELIS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC
- Mme PIERRE Sylvie née ASTORGIS  
Auxiliaire vétérinaire : SCM POLYVET, EYSINES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. PINEAUD Michaël  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme PINILLA Marie-José  
Responsable formation : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : TALENCE
- Mme PIOTON Elisabeth née SELLES  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC
- Mme PITOIS Viviane  
Employée libre service : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. PLACIER Philippe  
Mécanicien d'entretien : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme PLAZA Aurore née LARRUE  
Employée administrative : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- M. POITEVIN Guy  
Agent technique entretien : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. POLONI Gérard  
Correcteur : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme POMMIER Dominique née TRUCHETTO  
Secrétaire - Comptable : Robert BEYLARD - Notaire, CAVIGNAC  
demeurant : MARCENAI
- Mlle PONTOIZEAU Michèle  
Vendeuse : ROUMEGOUX & GILLES, GRADIGNAN  
demeurant : CANEJAN
- M. POUGET Nadine née TAUZIA  
Hôtesse de caisse : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. POVEDA Didier  
Technicien en informatique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX
- M. PRADIER Raymond  
Informaticien : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. PRIETO Mario  
Papetier : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : BEGLES
- M. PROSPER Jacques  
Conducteur de travaux : AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, LANGON  
demeurant : IZON
- M. PUCHEU Bernard  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. PUCHEU Patrice  
Agent EDF : EDF OPTIMAL SOLUTIONS, LE BOUSCAT  
demeurant : PESSAC
- Mme PUJOLS Maryse née GIRARD  
Gestionnaire : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. RABIN André  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : TALENCE
- M. RACHINEL Claude  
Agent d'entretien : MAIRIE de FARGUES SAINT HILAIRE, FARGUES-SAINT-HILAIRE  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- M. RAGONNEAU Alain  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. RAGOT Philippe  
Chef de production : CEMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- M. RAIMBAUD Jean-Marc  
Manager régional : RENAULT Direction Régionale, PESSAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme RALAZAMAHALEO Marie-Claude née MADORRE  
Responsable pôle prestations : MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mlle RAMBAUD Yvette  
Ouvrière handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : AUDENGE
- M. RAMOLET René  
Responsable Architecture Produit : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : GRADIGNAN
- M. RASSET Dominique  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. RAYNAUD Alain  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme RAYNON Colette née BROUSSET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. RENAUD Daniel  
Technicien de maintenance : AFPA Centre de Pessac, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- Mme REY Marie-Thérèse née TORRES  
Employée de transit : CMA CGM SAS Agences France, LE HAVRE  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme REYNAUD Brigitte  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. RICAUD Didier  
Chauffeur Livreur : GIRONDE EXPRESS, BRUGES  
demeurant : LORMONT
- Mme RICHARD Monique née BITTON  
Gestionnaire prestations : MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- Mme RICHARD Thérèse  
Chargée de gestion de dossiers : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE
- Mme RICOUX Brigitte née ROUPP  
Aide-Soignante : MAISON RETRAITE MANON CORMIER, BEGLES  
demeurant : BEGLES
- Mme RIFFET Michelle née ABANSES  
Vendeuse : SOCIETE ANDRE, PARIS  
demeurant : MERIGNAC
- M. RINGOISE Bernard  
Agent technique : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. RIOUALEN Françoise  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. RIQUIER Rodolphe  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : LANTON
- M. RIVERO Fernand  
Technicien appui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES
- M. RIVET Gérard  
Assistant superviseur : EKA CHIMIE, AMBES  
demeurant : AMBES
- Mme RIXENS Nicole née BERNIER  
Technicienne de gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN



- M. ROBELIN Jean-Pierre  
Agent EDF : EDF, LE BOUSCAT  
demeurant : BORDEAUX

- Mme ROBIN Rose née PHOCAS  
Contrôleuse prestations familiales : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES

- Mme ROCHE Josette née PASCAREL  
Assistante commerciale : CALBERSON SUD-OUEST, BRUGES  
demeurant : BRUGES

- Mme ROLLAND MAZENC Dominique née MAZENC  
Adjointe Directrice : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SENDETS

- M. ROLLAND Michel  
Gestionnaire devis articles : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CANEJAN

- Mme ROMAC Christine née QUINQUE  
Assistante Ressources Humaines : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC

- M. ROMAT Xavier  
Cadre bancaire : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : ARVEYRES

- M. ROUBINEAU Christian  
Cadre technique œnologue : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : LISTRAC-DE-DUREZE

- M. ROUCHUT Laurent  
Cadre technique : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : PLASSAC

- Mme ROULEUX Catherine née BORAWSKI  
Assistante : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BEGLES

- Mme ROUMAT Christiane née BAROSO  
Manager commercial : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme ROUMAZEILLES Marie-José née COUYBES  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC

- M. ROUSSEAU Didier  
Chef de chantier : SCREG SUD-OUEST, BON ENCONTRE  
demeurant : BRAUD-ET-SAINT-LOUIS

- M. ROUSSEL Marc  
Secrétaire général de délégation : SACEM, NEUILLY-SUR-SEINE  
demeurant : MERIGNAC

- M. ROUZIE Max  
Chef de cuisine : SODEXHO - SFR, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MERIGNAC

- M. RUAMPS Philippe  
Ouvrier handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- M. RUCHON Guy  
Ouvrier roulant : GEFCO, BRUGES  
demeurant : BRUGES

- M. RUESCHE Joël  
Monteur en ligne : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : MARCENAI

- M. SABARY Laurent  
Agent de maîtrise : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CARBON-BLANC

Pénibilité du travail

- M. SAINQUANTIN Jean-Marie  
Maçon : MOTER, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. SAINT MARTIN Dominique  
Chauffeur : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : TALENCE
- Mme SAINT-PAUL Annonciat née BOUCHER  
Infirmière bloc opératoire : CLINIQUE SAINT-AUGUSTIN, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme SAISIT Josette  
Employée de bureau : PHILIPPE RAOUX S.A.S, ARSAC  
demeurant : BRUGES
- M. SALAS Jean-Marc  
Comptable : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : MERIGNAC
- M. SALESSES Didier  
Cadre : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme SALMON Ghislaine née DUFORT  
Manager de rayons : CSF FRANCE, COLOMIERS  
demeurant : SOULAC-SUR-MER
- Mme SALVIAT Roselyne née LAURENT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- M. SAMETIE Alain  
Chargé de projets emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. SANCHEZ José  
Technicien comptabilité : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. SANTANA Mario  
Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. SARDI Philippe  
Mécanicien : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. SAURIN Philippe  
Cadre de maîtrise : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BRUGES
- M. SAUVAGE Jacques  
Animateur formation technique : PSA PEUGEOT CITROEN, PARIS  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. SAUVAGE Jean-Louis  
Directeur financier : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. SAUVETRE Rémy  
Ingénieur informaticien : BULL SAS, NANTES  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme SAVRIMOOTHOO Christlène née MAZOYER  
Technicienne : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : BEAUTIRAN
- M. SCHMITZ Philippe  
Technicien supérieur : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. SCHOU Guy  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE BOUSCAT

- Mme SCIPION Angeline née DUFIS  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LANGOIRAN

- M. SEABRA Manuel  
Préparateur : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : BRUGES

- Mme SEGOU Claudine née MAZEAU  
Employée de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme SEIB Colette née GASPAROUX  
Technicienne : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- Mme SEIGNAT Yolande

Retraite

demeurant : SAINT-EMILION

- Mme SEPEAU Chantal née FORTAGE  
Employée administrative : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme SEPEAU Chantal née FORTAGE  
Employée administrative : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN

- M. SIBIEUDE Eric  
Magasinier : LACTALIS LOGISTIQUE, LAVAL  
demeurant : EYSINES

- M. SICAUD Dominique  
Maçon : SCREG SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : EYRANS

- M. SIGAUD Patrick  
Ingénieur : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE

- Mme SILVERIO Véronique  
Responsable juridique : DOMOFrance, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. SINOPE Jean-Michel  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MARTIN-DU-PUY

- Mme SINSOU Anne-Marie née MAHE  
Technicienne appui et gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC

- Mme SMAGGHE Marie-Françoise née ARMAND  
Infirmière : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH

- M. SMORODINTZEFF Eric  
Médiateur familial : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BIGANOS

- Mme SOLA Maëten née CHARLOPIN  
Aide-Soignante : CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN, ARES  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS

- M. SOLER Alain  
Directeur d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS

- Mlle SOLIS Sylvie  
Aide-Soignante : ASSOCIATION DOMICILE SANTE, GRADIGNAN  
demeurant : GRADIGNAN

- M. SOLOM Didier  
Assistant moyens généraux : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme SOU Marie-Christine née CHIOETTO  
Employée d'emballage : AUCHAN BORDEAUX MERIADECK, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme SOULARD Thérèse née URSO  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme SOULAT Jeanne  
Conseillère référente : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. SOURNAC Daniel

Retraite

Cadre de gestion  
demeurant : CARBON-BLANC

- Mme SOYE Corinne née PERRAIN  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme SOYEZ Patricia née LAFARGE  
Monteur en machine : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : BONZAC

- M. SPERL Jean-Jacques  
Agent d'assurance : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. SPRIET Patrick  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BRUGES

- M. STEGEN Jean-Paul  
Agent de logistique : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : IZON

Pénibilité du travail

- M. SUQUET Franck  
Opérateur conduite : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. SYDNEY Jean  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- Mme TABLEAU Madeleine née GUILLON  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. TALAYSSAT Jacques  
Soudeur : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : MIOS

- Mlle TAMALET Pascale  
Animatrice d'équipe : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : BRUGES

- Mme TARMO Antoinette née GAMBIN  
Régleur sinistres : AXA FRANCE, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mlle TARRIEU Marie-Pierre  
Ouvrière handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET

- M. TARTAS André  
Technicien aéronautique : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : MIOS

- Mme TERRASSON Christine née GIROU  
Opératrice imprimeuse : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : GOURS

- Mme TESSIER Patricia née SICHER  
Assistante de direction : CALBERSON SUD-OUEST, BRUGES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. TESSONNEAU Hervé  
Chef de projet en informatique : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : MERIGNAC

- M. TEURLAY André

Retraite

demeurant : MERIGNAC

- M. THAMALET Thierry  
Bottomeur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : MARTILLAC

- Mme THERY Maryse née MATYN  
Employée d'assurances : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : MERIGNAC

- Mme THIZON Marie-Catherine née AIMON  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme THOMAS Béatrice née LAJUJOUSE  
Assistante sociale : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES

- Mme THOMAS Edith née LABORDE  
Technicienne exp. Contentieux : UNEDIC, PARIS  
demeurant : CESTAS

- M. TILLET Michel  
Technicien d'essais : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. TINARD Philippe  
Dessinateur d'études : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BORDEAUX

- M. TONETTO Eric  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS

- M. TORNERO Bernard  
Technicien sup. administratif : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme TORRES Marie-Thérèse  
Assistante G.E.D. : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE

- M. TOULOUSE Jean-Louis  
Assistant contrôle de gestion : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. TOUTAIN Didier  
Ingénieur de ventes : SOCIETE AREVA T & D, LEVALLOIS-PERRET  
demeurant : SAINT-LOUBES

- Mme TRAN Anne née LA THI  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- M. TRAVEL Alain  
Technicien méthodes : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : CAMBLANES-ET-MEYNAC

- Mme TREBAOL Patricia née VALTAT  
Employée de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : CAMARSAC

- M. TRESKOS Gérard  
Agent de maintenance mécanique : IMERYS TC, GIRONDE-SUR-DROPT  
demeurant : FONTET

- M. TRONCHE Eric  
Manager technique ressources : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE

Pénibilité du travail

- M. TROUVE Jean-Luc  
 Directeur d'agence : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
 demeurant : LA BREDE

- M. URIA MARTINEZ Jean  
 Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
 demeurant : SOUSSANS

- Mme URTIAGA Annie née MANON  
 Agent service hospitalier : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
 demeurant : MERIGNAC

- Mme USEO Ginette née LABAT Retraite  
 demeurant : BRUGES

- M. UZAC Patrice  
 Juriste Négociateur : SMABTP, PARIS  
 demeurant : BORDEAUX

- M. VAISENBERG William  
 Conseiller commercial : SIASO, LE BOUSCAT  
 demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC

- M. VALEGEAS Jean-Luc  
 Technicien composition pub. : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
 demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme VALEIX Marie-Christine née DIJOUX  
 Monteur : SFCME, LIBOURNE  
 demeurant : VILLEGOUGE

- Mme VALLET DE PAYRAUD Marie-Noëlle née FAUQUE  
 Cadre de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
 demeurant : BORDEAUX

- M. VANDENDRIESSCHE Jacques  
 Ingénieur : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
 demeurant : LA BREDE

- M. VANNIER Philippe  
 Agent de maîtrise : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
 demeurant : GRADIGNAN

- Mme VARIN Florence  
 Assistante commerciale : AXA FRANCE, NANTERRE  
 demeurant : BRUGES

- M. VAUBOURGOIN Bernard  
 Cadre administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
 demeurant : LIBOURNE

- Mme VAUBOURGOIN Nicole née MAUREY  
 Directrice gestion privée : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
 demeurant : LIBOURNE

- M. VEDRENNE Patrick  
 Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
 demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- Mme VELASCO Maryse née FRANCHINO  
 Technicienne contrôle de gestion : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
 demeurant : BORDEAUX

- M. VERDIERE Xavier  
 Cadre spécialisé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
 demeurant : LEOGNAN

- Mme VERDON Claire  
 Documentaliste : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
 demeurant : BORDEAUX

- M. VERMELLE Jean-Pierre  
 Informaticien : GCE TECHNOLOGIES, BRUGES  
 demeurant : EYSINES

- Mme VERNET Martine  
Secrétaire : AREVA TA, GIF-SUR-YVETTE  
demeurant : BIGANOS

- Mme VERSAUX Evelyne née FILLION  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE

- M. VERSAUX Serge  
Ajusteur aéronautique : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : LEOGNAN

- Mme VIDAL Marie Retraite  
demeurant : BORDEAUX

- Mme VIDARD Pascale née PROUTEAU  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE

- M. VIEIRA DA COSTA Amandio  
Maçon : SADE CGTH, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX

- Mme VIGE Maryse née KAJDAN  
Animatrice socio-culturelle : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. VIGNACQ Bruno  
Cadre spécialiste : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : CENAC

- Mme VIGNAUD Yannick née BERTRUC  
Manipulatrice : GIE PAVILLON - RADIOLOGIE, PESSAC  
demeurant : PESSAC

- M. VILLACRECES-FATH Charles  
Ouvrier handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- M. VILLENAVE André  
Technicien sup. de spécialités : FRANCE TELEVISIONS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : PUGNAC

- Mme VILLENAVE Madeleine née PRADELLE  
Ingénieur : FCBA, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. VILLEREYNIER Michel  
Technicien opérations : PIPELINE SERVICE CONTRÔLE, TRAPPES  
demeurant : LIBOURNE

- M. VILLOT Guy  
Conducteur régleur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE

- Mme VINCENT Antoinette née MINCHILI  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. VINCENT Michel  
Agent technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MARCHEPRIME

- Mme VINUESA Chantal née JARRASSE  
Secrétaire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET

- M. VIOLIN André  
Mécanicien d'entretien : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

- M. VIOT Jacky  
Auditeur : ARGEDIS, SAINT-AVERTIN  
demeurant : SAINTE-HELENE

- M. VIROLLET Gérard  
Agent de maîtrise : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme VIVES Michèle née VELASCO  
Assistante développement : AFT-IFTIM, PARIS  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- M. VOISIN Alain  
Administratif : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. WANCQUET Jean-Emile  
Cadre technique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. WEISHAAR Frédéric  
Qualiticien aéronautique : EADS SOGERMA, MERIGNAC  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme ZAMORA Marie née DUBOURG  
Comptable : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mlle ZOPKE Catherine  
Contrôleuse : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. ZORN Nicolas  
Technicien devis Airbus : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC

### **Echelon OR : 654 récipiendaires**

- Mme ABOU-CHAAR Marie-Lise née PIRABEAU  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : VAYRES
- Mme ACHARD Joëlle née PIERRIAU  
Gestionnaire de régimes : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme AIZPURU Danielle Retraite  
  
demeurant : FLOIRAC
- M. AKIN Mehmet  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LORMONT
- Mme ALLAIN Evelyne  
Assistante : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. ALVAREZ Jérôme  
Employé de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- Mme AMMOR Chantal née BOULET  
Responsable Ressources Humaines : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. ANBERREE Patrick  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : GRADIGNAN
- M. ANCIAES Anastasio  
Chef de chantier : DELAIR CFD, YVRAC  
demeurant : PESSAC
- M. ANDRE Alain  
Responsable logistique : EVONIK COFRABBLACK, AMBES  
demeurant : SAINT-LOUBES



- M. ANFRAY Pierre  
Cadre : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BRUGES
- M. ANSQUER Norbert  
Responsable Ressources Humaines : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. APROSIO Jean-Luc  
Acheteur : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : LEGE-CAP-FERRET
- M. ARAGONES Pierre  
Délégué commercial : NATIXIS FINANCEMENT, PARIS  
demeurant : QUINSAC
- M. ARBAUDIE Yannick  
Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme ARDOUIN Christiane née FORTIN  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. ARMAYAN Guy  
Sous-Chef de cuisine : SERCAM S.A., MERIGNAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme ARNAUD Monique née GOLIA  
Agent administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : TEUILLAC
- M. ARNAUD Patrick  
Chef d'entrepôt : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : LORMONT
- Mme ARTAUT Catherine  
Technicienne de préparatoire : LABORATOIRES BOIRON, SAINTE-FOY-LES-LYON  
demeurant : BORDEAUX
- M. ASCENSIO Guy  
Comptable : EUROBAT SARL, CASTELNAU-DE-MEDOC  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC
- M. ASTOUL Philippe  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAUCATS
- Mme AUBRIOT Anne-Marie  
Responsable d'unité : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme AUDIBERT Martine née ARNAL  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LALANDE-DE-POMEROL
- Mme AUGIER Nadine née SCHROETTER  
Manipulatrice en radiologie : GIE PAVILLON - RADIOLOGIE, PESSAC  
demeurant : GRADIGNAN
- M. AURY Yves  
Employé d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : CANEJAN
- Mme BACQUE Marie-José  
Inspecteur de recouvrement : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LACANAU
- Mme BAENE Laurence née CLEMENT  
Technicienne : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : BEYCHAC-ET-CAILLAU
- Mme BAGNERES Hélène née GARRIDOR  
Responsable pôle R.H : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : MIOS

- M. BAGNERES Henri  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- Mme BAILLET Béatrice née ONILLON  
Employée de service : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LESPARRE-MEDOC
- Mme BALES Josiane née CHARLOT  
Employée de service : SODEXO, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. BALLION Dominique  
Inspecteur qualité : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. BALLION Francis  
Contrôleur prestations familiales : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme BALLION Martine née PAPET  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. BALLION Michel  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme BALMADIER Francine née QUAREZ  
Correspondante D.A.D.S. : AGME - D.R.H, PARIS  
demeurant : DONNEZAC
- Mme BAQUEY Françoise née CLEMENT  
Hôtesse de caisse : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC
- M. BARAILLE Joël  
Technicien en informatique : THALES Services SAS, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : CESTAS
- M. BARBIN Michel  
Cuisinier : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : LANSAC
- M. BARRAIL Daniel  
Cadre de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. BARREIRO Francisco  
Chef d'équipe : DELTA CONSTRUCTION, BRUGES  
demeurant : CENON
- Mme BARRET Brigitte née PREVOST  
Agent déclarant en douane : SDV LOGISTIQUE INTERNATIONALE, SAINT-HERBLAIN  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. BARRIERE Gilles  
Directeur agence bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- Mme BASCOU-DABAN Annie née CAMPANER  
Comptable : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. BATAILLE Alain  
Responsable réseau : WALTER FRANCE, SOULTZ-SOUS-FORETS  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. BAUDIA Jean-Claude  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BEAUBREUIL Marie  
Secrétaire : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES

- M. BEAUPREZ Daniel  
Agent administratif : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LACANAU
- Mme BECOYE Eliane née MANEYROL  
Gestionnaire technique droits : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : TRESSES
- M. BEGO Patrick  
Responsable relations extérieures : PERNOD, CRETEIL  
demeurant : BORDEAUX
- M. BELLOT Raymond  
Agent principal calibre : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : EYSINES
- M. BENEY Philippe  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : LEOGNAN
- M. BERDUCQ Bernard  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme BERGENY Hélène née GONZALES  
Secrétaire : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. BERGEON Christian  
Rédacteur : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : ETAULIERS
- Mme BERGERON Christiane  
Magasinier Cariste : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : GALGON
- M. BERNARD Jean-Claude  
Directeur de programme : GCE TECHNOLOGIES, BRUGES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. BERQUIER Pierre  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : EYSINES
- M. BERTHOMMIER André  
Conducteur levuration : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : SAINT-AVIT-SAINT-NAZAIRE
- M. BESORY Bernard  
Assistant technique : SAPA BUILDING SYSTEM SAS, PUGET-SUR-ARGENS  
demeurant : SAINT-GENES-DE-FRONSAC
- M. BEUNOT Patrick  
Ouvrier qualifié chimie : BERGERAC NC, BERGERAC  
demeurant : PINEUILH
- M. BEYNAT Robert  
Directeur : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. BEYOU Raymond  
Responsable d'exploitation : SODEXHO - SFR, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- Mme BIDON Florence née ROCHEREAU  
Assistante : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : PAREMPUYRE
- Mme BIERI Michèle née KREYENBUHL  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. BILLIET Jean  
Comptable : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : CESTAS

- Mlle BISSERIER Josette  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LES LEVES-ET-THOUMEYRAGUES
- M. BLANC Francis  
Travailleur handicapé : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. BLANCHET Alain  
Animateur technique : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : VILLEGOUGE
- M. BLANCHET Dominique  
Tuteur Référent : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : EYRANS
- M. BLANCHETON Daniel  
Responsable ligne fabrication : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- M. BLANQUET Thierry  
Ajusteur : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. BLASCO Bernard  
Technicien d'ordonnancement : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CESTAS
- M. BLAVIGNAC Guy  
Ingénieur qualité : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. BLAYE Jean-Paul  
Préparateur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : MIOS
- M. BLOND Frédéric  
Cadre de banque : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : SAINT-MARTIN-LACAUSSE
- M. BLONDEAU Eric  
Chauffeur Porteur : OGF, PARIS  
demeurant : TRESSES
- M. BLONDELLE Patrick  
Gestionnaire contrats : DALKIA ATLANTIQUE, BRUGES  
demeurant : EYSINES
- Mme BOCHE Catherine née BULEON  
Technicienne conseil : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- M. BOCLET Jacques  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SADIRAC
- Mme BODIER Francine  
Employée administrative : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : BORDEAUX
- M. BOGEY Albert  
Assistant service bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- Mme BONCOEUR Danièle née CUVYER  
Manager de rayon : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : GRAYAN-ET-L'HOPITAL
- M. BONILLA Edouard  
Technicien méthodes : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : BORDEAUX
- M. BONNEAU Jacky  
Chef comptable : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : LE TEICH

- Mme BONNEFON Françoise née DUTREUIL  
Relais technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LISTRAC-MEDOC

- Mlle BONNET Joëlle  
Ingénieur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. BOREL Patrice  
Cadre technique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme BORY Mireille née GUAMIS  
Responsable groupe fonctionnel : INFORMATIQUE CDC, ARCUEIL  
demeurant : SAINTE-EULALIE

- M. BOS Patrick  
Responsable réception : SOCIGA BBJ, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme BOS Sylvie née LALOUBEYRE  
Agent administratif : HYPER-COSMOS ( Centre E. LECLERC ), SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme BOUCHON Françoise née SERVIE  
Directeur régional : SAGATRANS, PUTEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. BOUDIN Daniel  
Directeur de filiale : JUGLA, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. BOUDIN Luc  
Chargé de clientèle : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC

- M. BOUHIER Claude  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. BOULEAU Didier  
Responsable de centre : EXTELIA, CHARENTON-LE-PONT  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme BOULERIS Danièle née SCHMITTER  
Secrétaire : KINE D'OC, LEPARRE-MEDOC  
demeurant : SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL

- Mme BOURGADE Anne-Marie née JARJANETTE  
Vendeuse : DIS.LI.AL - CENTRE E. LECLERC -, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-EMILION

- M. BOURIGEAUD Gérard Retraite  
  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC

- M. BOURON Alain  
Chef d'équipe atelier mécanique : DBF BORDEAUX RIVE DROITE, ARTIGUES  
demeurant : LARUSCADE

- M. BOUSQUET Patrick  
Technologue : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme BOUSSAC Marie  
Employée de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- Mme BOUTEVIN Michèle  
Technicienne adm. Supérieure : C.E. SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, AMBARES-ET-LAGRAVE  
demeurant : CENON

- Mme BOUTIGUE Marie-Thérèse née BONNET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. BOUTOLLEAU Joël  
Cadre : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC

- M. BOUYE Michel  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MARTIN-LACAUSSADE

- M. BOZIC Vukasin  
Grutier : GTM - SUD-OUEST TP/GC, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. BRAS Fernando  
Electricien  
demeurant : CENON

- Mme BRESSON Marie-Christine  
Secrétaire : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- M. BRIFAULT Gilles  
Technicien méthodes : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. BRIOULET Michel  
Contrôleur sécurité : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- Mme BRUGNOT Françoise née ROBERT  
Cadre de banque : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : BARON

- M. BRUN Philippe  
Carrossier : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. BRUNET Alain  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS

- M. BUTON Dominique  
Informaticien : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : CANEJAN

- M. CAILLAUD Alain  
Technicien supérieur chimie : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

- Mme CAILLE Annie  
Conseillère de vente : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : CARBON-BLANC

- Mme CAILLET Marie-Noëlle née MIRAS  
Responsable logistique : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : PESSAC

- M. CALVET Daniel  
Cadre technique : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE

- M. CANTIN Gérard

demeurant : TOULENNE

- Mme CAPELAERE Josette  
Hôtesse de caisse : AUCHAN BORDEAUX LE LAC, BORDEAUX  
demeurant : LANSAC

- Mme CAPELLA Nadine née DELAMARCHE  
Employée de bureau : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : CESTAS

- M. CARBONNET Patrick  
Agent de contrôle : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LANTON

Retraite

Retraite

- Mme CARDONA Joëlle née LANUC  
Assistante achats : ROXEL FRANCE, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- Mme CARRET Marie-Claude née MANTEAU  
Conseillère en clientèle : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. CASASNOVAS Michel  
Gestionnaire technique en assurances : MARSH SA, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. CASTAGNET Michel  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : BRUGES
- Mme CATALAA Nicole née FIOROTTO  
Conductrice presse : SAICA PACK TRANSFORMATEUR, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. CAUBERE Jean-Marie  
Mécanicien : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : BRUGES
- Mme CAUSERO Anne née BERULLIER  
Infirmière : EHPAD LES COTEAUX, LORMONT  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. CAUVIN Jacques  
Pétrisseur : LA COMPAGNIE DU BISCUIT, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. CAVALLARI Robert  
Employé de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- M. CEBRIA François  
Agent de maîtrise : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : CUBZAC-LES-PONTS
- M. CELIK Eyvaz  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LORMONT
- M. CERISIER Pierre  
Responsable de réseaux : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH
- M. CHABAUD François  
Employé de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- Mme CHABERT Béatrice  
Assistante formation : KSB SAS, LA ROCHE-CHALAIS  
demeurant : GUITRES
- M. CHABERT Gilles  
Technicien standardisation : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : GENSAC
- M. CHAIN Jean-Bernard  
Acheteur : SAPEO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : CAMPUGNAN
- Mme CHAMPAGNAC Christiane  
Technicienne de production : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : AVENSAN
- M. CHARDON Jean-Michel  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE HAILLAN
- M. CHARPENTIER Bernard  
Ouvrier : Régie Autonome du M.I.N., BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC

- Mlle CHARRAS Joëlle  
Assistant technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. CHARRIER Jean-Claude  
:  
demeurant : VENSAC
- Mme CHASSIN Marie-Françoise née ARNAUD  
Comptable : PRO BTP, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- M. CHASTENET Bernard  
Opérateur de prises de vue : FRANCE TELEVISIONS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CHATEAU Ghislaine  
Technicienne données sociales : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. CHAULIAC Bertrand  
Responsable service carnets : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CHAUMETTE Yann  
Chargé contrôle gestion sociale : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CHAVAL Philippe  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme CHEFDRUE Dominique  
Réfèrent technique recouvrement : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme CHERBONNIER Denise née SENSEY  
Responsable service lingerie : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- M. CHEVALLIER Yves  
Chimiste : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme CHIGNAC Catherine née PRIVAT  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : MONTAGNE
- M. CHOISI Hervé  
Technicien expérimenté : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. CICLOT Erick  
Peintre Carrossier : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : SAINTE-HELENE
- Mme CLAVIER Marie-France  
Employée d'assurance : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : PESSAC
- M. CLOUET Jean-Louis  
Maçon Coffreur : SNEGSO, LORMONT  
demeurant : CENON
- M. CLOUZY Jean-Michel  
Magasinier : SNC SCHADES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BEGLES
- M. CLUZEAU Jean-Marc  
Animateur sécurité : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. COLET Jean-Pierre  
Chauffeur poids-lourd : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : TIZAC-DE-CURTON



- M. COLINART Guy  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, ELANCOURT  
demeurant : BORDEAUX

- Mme COMPAN Françoise née LABORDE  
Retraite  
demeurant : SALLES

- Mme CORRAL Maria née REAL  
Agent technique : SIVU CRECHE des HAUTS de GARONNE, LORMONT  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

- Mme CORS Martine  
Sténodactylo : SMABTP, PARIS  
demeurant : BRUGES

- Mme COUGRAND Chantal  
Responsable administratif : MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. COUTHURES René  
Chef de chantier : CHANTIERS MODERNES SUD-OUEST, PESSAC  
demeurant : SALLES

- Mme CRABOT Marie-José née LAVERGNE  
Cadre de soins : CLINIQUE TIVOLI, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. CRAPIZ Dino  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : LE HAILLAN

- M. CREVY Jean  
Retraite  
demeurant : BUDOS

- M. CRISTAL Yves  
Technicien sup. de fabrication : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BOURG

- Mlle CRON Evelyne  
Conseillère retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme CRUEGE Catherine  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. DA ROCHA Martinho  
Employé commercial : SOCIETE D.M.T.P., LE BLANC-MESNIL  
demeurant : LIBOURNE

- M. DA SILVA DIAS Antonio  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mlle DAMIENS Brigitte  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. DARISCUREN Patrick  
Agent de préfabrication : STRADAL, CERGY-PONTOISE  
demeurant : PESSAC

- M. DARPHEL Jacques  
Chef de service conception : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. DAS NEVES RODRIGUEZ Domingo  
Chef de chantier : VILQUIN S.A.S., JARNAC  
demeurant : TAURIAC

- Mme DAUPHIN Myriam  
Secrétaire : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : EYSINES

- Mme DAURAT Marie-Hélène  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE du MEDOC, LESPARRÉ-MEDOC  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC
- Mme DAURIAC Ghislaine née BARRIERE  
Employée en pharmacie : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- Mme DE BARBEYRAC Brigitte  
Directrice organisation contrôle : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DE CRAEMER Marie née DAL- ZOVO  
Cadre administratif : SOFIAP, PARIS  
demeurant : BEGLES
- M. DE LAVERGNE DELAGE Paul-Marie  
Directeur d'activités : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. DE LIMA PEREIRA Antonio  
Maçon : SECMA BATIMENT, FLOIRAC  
demeurant : BLAYE
- Mme DE VILLERS Elisabeth  
Technicienne carnet/AO : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. DEBARLE Michel  
Responsable d'agence : MOTEURS LEROY-SOMER, ANGOULEME  
demeurant : PESSAC
- M. DEBORT Jean-Pierre  
Ingénieur Chimiste : TEMBEC TARTAS, TARTAS  
demeurant : LE TEICH
- Mme DEDIEU Marie-Thérèse  
Employée d'assurances : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DEGAND Bernadette née ESCURIGNAN  
Responsable d'équipe : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme DELAGE Gisèle née GONZALES  
Technicienne de prévention : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mme DELALANDE Catherine née GOMEZ  
Responsable commerciale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : TALENCE
- M. DELALIEU Thierry  
Analyste : INFORMATIQUE CDC, ARCUEIL  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. DELAPORTE Luc  
Technicien logistique : GIE GROUPAMA LOGISTIQUE & ACHATS, PARIS  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. DELBES Jean-Louis  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MERIGNAC
- Mme DELGADO Monique née LOUIS  
Assistante technique : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- M. DELNESTE Lucien  
Directeur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- M. DELTIL Serge  
Cadre : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : CESTAS

- Mme DEMORY Dominique née ARMBRUSTER  
Secrétaire : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- Mme DENANCE Christine  
Adjoint administratif : SIVU CRECHE des HAUTS de GARONNE, LORMONT  
demeurant : LORMONT

- Mme DENECHAUD Lydie née BARBAGLIA  
Kinésithérapeute : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme DENEY Marie née BAIRRAS  
Responsable équipe : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : LE PIAN-SUR-GARONNE

- M. DERRIEN Jacques  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- M. DESMAISON Daniel  
:  
demeurant : BORDEAUX

- Mme DESMOULINS Christine née LATRILLE  
Technicien préleveur : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : FLOIRAC

- Mme DESPLOBINS Johanna née DEROZIER  
Agent des services techniques : MAIRIE de SAVIGNAC DE L'ISLE, SAVIGNAC-DE-L'ISLE  
demeurant : SAVIGNAC-DE-L'ISLE

- Mme DESPUJOL Jacqueline née CASTAGNET  
Aide-Soignante : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : VIRELADE

- M. DESTANQUE Christian  
Cadre travaux publics : EUROVIA GIRONDE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MAIXANT

- M. DESVERGNE Jean-Michel  
Technicien électronicien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MONTAGNE

- Mme DEVERT Bernadette  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC

- Mme DEYCARD Frédérique née GUILHEM  
Assistante : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH

- Mlle DEYMIER Lucette  
Chargée de clientèle : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : PESSAC

- M. DI BONA Serge  
Médecin conseil : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme DIEGO Martine  
Secrétaire Gestionnaire : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme DIJOUX-GODFREY Dominique née DIJOUX  
Reporter : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme DODET Patricia née CARLIER  
Appui chef de section : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-MARTIN-LACAUSSE

- M. DORMONT Christian  
Bottomeur : MONDI LEMBACEL, SAINT-JEAN D'ILLAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Cessation d'activité

Pénibilité du travail

- M. DOUSSY Hervé  
Contrôleur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. DUBAQUIER Gérard  
Conducteur chaudière : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. DUBES Yves  
Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : GUJAN-MESTRAS
- Mme DUBO Maryse née SARRAZIN  
Technicienne données sociales : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme DUBO Maryse née SARRAZIN  
Technicienne données sociales : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mlle DUBOS Marie  
Secrétaire : SEL NORD BASSIN, ARES  
demeurant : ARES
- M. DUBOUE Patrick  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES
- Mme DUBUC Henriette née BODIN  
Cariste : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : SAINT-LAURENT-MEDOC
- Mme DUBUISSON Anne-Marie  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- Mme DUCOURTIEUX Danièle née VALADE  
Secrétaire : RENAULT RETAIL GROUP BORDEAUX MAYE, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : SADIRAC
- M. DUFAURE Bernard  
Ingénieur Informaticien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SALLES
- M. DUFAUX Serge  
Ouvrier Compagnon routier : SCREG SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : MOURENS
- Mme DUFORT Josette née TREMOLET  
Employée serv. Administratif : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. DUFOURCQ Vincent  
Secrétaire : RENAULT RETAIL GROUP BORDEAUX MAYE, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme DULAS Régine  
Employée de magasin : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme DULAS Renée née BONNIER  
Gestionnaire technique d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : BELIN-BELIET
- M. DULHOSTE Claude  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : BEGLES
- Mme DUMAINE Pascale née BOURREAU  
Cadre en assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BRUGES
- Mme DUMESTRE Patricia née DUCASSE  
Conseillère clientèle : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LORMONT

- Mme DUMUR Marie  
Secrétaire : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : EYSINES

- M. DUPRAT Daniel  
Directeur de travaux : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- Mme DUPRAT Marie-Christine née TRIAS  
Technicienne contentieux : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LATRESNE

- M. DUPRAT Yves  
Attaché technico commercial : BETON DE LA NIVE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES

- Mme DUPUIS Marie-Chrsitine née SUBERCHICOT  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme DURAND Marie-Dominique Retraite  
Cadre management  
demeurant : BORDEAUX

- Mme DUROU Martine née DURAND  
Technicienne comptable : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC

- M. DUSSORT Walter  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. DUVAL Alain  
Chef Comptable : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE

- M. DUVAL Patrick  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : PESSAC

- M. DUVERGER Patrice  
Gestionnaire de parc : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

- Mme ECHEVERRIA Madeleine née JEILHOL  
Assistante commerciale : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS

- M. ELAIN Jean-Louis  
Employé d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. ELIE Jean-Bernard  
Employé de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE

- Mme ELY Françoise  
Employée d'assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- M. EMIE Patrick  
Chauffagiste : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : SADIRAC

- Mme ESCALONA Béatrice née PAROLIN  
Agent administratif : CREDIT FONCIER de FRANCE, PARIS  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. ESCORNEBOUEU Jacques  
Responsable de clientèle : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : PESSAC

- M. ESTAC Christian  
Magasinier : SCDPR, CESTAS  
demeurant : AVENSAN

- Mme ESTELLA Régine née CASTRO  
Employée administrative : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme FAIVAN Josiane née LAINE  
Agent de fabrication : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : LORMONT

- Mme FARGAUDY Marie-Claire  
Gestionnaire production : FILHET - ALLARD & CIE, BORDEAUX  
demeurant : PAREMPUYRE

- M. FARNOLLE Georges  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LORMONT

- M. FAURE Patrice  
Maçon : SECMA BATIMENT, FLOIRAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. FAUVEL-DECROMBECQUE Eric  
Cadre technique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. FERAND Christophe  
Contremaître : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-MARTIN-LACAUSSE

- M. FERASSE Yves  
Rédacteur principal : E.D.F.- G.D.F., MONTREUIL  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. FERRET Philippe  
Technicien supérieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : EYSINES

- M. FERRIS Patrick  
Agent technique de maintenance : LABSO CHIMIE FINE, BLANQUEFORT  
demeurant : BEGLES

- Mme FEUILLET Danièle née RABILLER  
Employée de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : ARCACHON

- M. FEVIN Patrick  
Chef de service entretien : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : SAUCATS

- Mme FILIPPINI Colette née BRETHES  
Responsable services généraux : SIMPLY MARKET, BLANQUEFORT  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme FILIU Catherine née RIU  
Employée de bureau : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : LE HAILLAN

- M. FISCHER Denis  
Magasinier : YARA FRANCE, AMBES  
demeurant : CARBON-BLANC

- M. FONT Jean-Pierre  
Ingénieur : CCMP, PARIS  
demeurant : LEPARRE-MEDOC

- Mme FORT Francette née MAU  
Chef de groupe : SODEXHO - SFR, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC

- M. FOURNIER Aimé  
Responsable d'affaires : ASSYSTEM FRANCE, PARIS  
demeurant : GRADIGNAN

- M. FOURTAGE Jean-Marie  
Chauffeur : TRANSLIRE, MERIGNAC  
demeurant : CENON

Pénibilité du travail

- Mme FRAPPIER Sylvie née BONHEURE  
 Assistante : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
 demeurant : BORDEAUX

- M. FRECHAUD René  
 Magasinier Vendeur  
 demeurant : BORDEAUX

- M. FURET Jean-Michel  
 Chef d'équipe machine à papier : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
 demeurant : SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE

- Mme GABORIEAU Maryse née RICHARD  
 Chargée de clientèle : GMF ASSURANCES, PARIS  
 demeurant : MERIGNAC

- M. GAGLIONE Bernadette  
 Secrétaire : CNAMTS, BORDEAUX  
 demeurant : MERIGNAC

- M. GAIOTTO Jean-Claude  
 Gestionnaire de commandes : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
 demeurant : LE BARP

- M. GALIE Tony  
 Ingénieur travaux : STEREAU, SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES  
 demeurant : MERIGNAC

- M. GALLARD Jean-Claude  
 Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
 demeurant : MERIGNAC

- M. GALLICE Jacques  
 Agent administratif : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
 demeurant : BORDEAUX

- M. GALLONE Alain  
 Assistant social : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
 demeurant : FLOIRAC

- M. GALONNIER Jean  
 Responsable d'unité : AFPA Région Aquitaine, BORDEAUX  
 demeurant : PESSAC

- M. GALZIN Christian  
 Chef de projet : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
 demeurant : PLASSAC

- M. GANDOUET Jean-Claude  
 Secrétaire général : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
 demeurant : BORDEAUX

- Mme GARCIA Jocelyne née BATISSE  
 Assistante dentaire : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
 demeurant : EYSINES

- Mme GARCIA Marie-José née PERALDI  
 Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
 demeurant : BORDEAUX

- Mme GARDERE Joëlle née GARNUNG  
 Conseillère en clientèle : MAAF Assurances, NIORT  
 demeurant : ARCACHON

- M. GARRIT Philippe  
 Technicien : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
 demeurant : AMBES

- Mlle GAUCHE Nicole  
 Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
 demeurant : LUGON-ET-L'ILE-DU-CARNAY

- M. GAUDEL Jean-Pierre  
 Chef d'atelier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
 demeurant : BEGLES

Pénibilité du travail

Pénibilité du travail

- M. GAUTIER Didier  
Agent de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LE BARP
- M. GAUTIER William  
Cadre technique : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- Mme GELLY Renée née DUBOS  
Secrétaire : SODEXO, GUYANCOURT  
demeurant : TALENCE
- M. GENDRON Alain  
Technicien : XEROX, LA PLAINE SAINT-DENIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. GILBERT André  
Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : VILLANDRAUT
- M. GILLET Jean-Marc  
Responsable de magasin : P.M.S. SARL, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : PESSAC
- Mme GIMET Josette née GREHANT  
Infirmière : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : AVENSAN
- M. GINIEIS Jean-Luc  
Chargé d'études et de formation : CENTRE REGIONAL DE FORMATION D'AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : FLOIRAC
- Mme GIRAUD Huguette née LORIT  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme GODART Jacqueline née LE BARH  
Infirmière D.E : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : CUBZAC-LES-PONTS
- Mme GOEMAN Martine née BOURGOIN  
Responsable de souscription : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme GOEURY Bernadette née AUBAREDE  
Employée d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LATRESNE
- M. GONZALEZ Didier  
Technicien : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mme GONZALEZ Françoise née MOLINE  
Animateur interne de secteur : KDI, NANTES  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. GONZALEZ Joël  
Agent d'exploitation : BALGUERIE, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- Mme GOUDARD Brigitte née ANCELIN  
Chargée d'études générales : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : CENON
- M. GOUTTEROD Alain  
Adjoint au chef des ventes : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : MERIGNAC
- M. GOUVERNET Jean-Claude  
Logisticien Approvisionneur : AFPA Centre de Pessac, PESSAC  
demeurant : SALLES
- Mlle GRANGE Martine  
Gestionnaire paye : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC



- M. GRAVIER Jean-Pierre  
Responsable marketing : EDF, LE BOUSCAT  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. GREMEN Bernard  
Employé fromagerie : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : LA ROQUILLE

- M. GRENAUD Xavier  
Conducteur poids-lourd : GEFCO, BRUGES  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE

- M. GRENE Christian  
Grand Reporter  
demeurant : EYSINES

- M. GRICI Mohamed  
Vitrier Coupeur : COURBU VITRAGES, MERIGNAC  
demeurant : LORMONT

- M. GRUMBACH Jean-Paul  
Ingénieur d'affaires : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. GUEDJ Joël  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. GUELTE Alain  
Cadre informatique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GUERIN Isabelle née CHANUT  
Responsable dévelopt. SI : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- Mme GUERIN Lucile  
Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme GUERINET Martine née PRIGENT  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. GUERLIN Jacques  
Employé d'assurances : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. GUERRERO Alain  
Employé administratif : CEREXAGRI, MARSEILLE  
demeurant : BASSENS

- M. GUEYE Ibrahima  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LORMONT

- Mme GUIBERT Marie-Claire née LE MENE  
Chef de poste serv. Exploitation : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- M. GUICHARD Christian  
Agent logistique : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : GALGON

- Mlle GUICHARD Marie-Hélène  
Assistante service bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. GUILLAUD Michel  
Electricien : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : MONSEGUR

- M. GUILLOT Jean  
Chef de chantier : METAREG AQUITAINE, PESSAC  
demeurant : SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC

Retraite

- Mme GUILLOU Catherine  
Technicienne de télé-indemnisation : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. GUIMBERTAUD Roland  
Conducteur de travaux : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : MONTUSSAN
- M. GUIONIE Francis  
Manutentionnaire : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE
- M. GUIRAUD Jean-Bernard  
:  
demeurant : TAURIAC
- M. GUIRAUD Jean-Luc  
Employé d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : PAREMPUYRE
- M. GUITON Eric  
Responsable technique : SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES, LORMONT  
demeurant : LORMONT
- M. GUSMAO José  
Vendeur : SCDPR, CESTAS  
demeurant : EYSINES
- Mme HADJ Francine née MAIRE  
Gestionnaire Technique : MUTUALITE FONCTION PUBLIQUE GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LUDON-MEDOC
- Mlle HAKEM Hélène  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : CESTAS
- M. HARISMENDY Michel  
Chef des ventes : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : BAZAS
- Mme HAURIE Jany née LABASTIE  
Chargée de gestion : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : GRADIGNAN
- M. HAURIE Jean-Louis  
Directeur : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- Mme HEAS Annick née MAUROS  
Chargée de gestion : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES
- M. HELLUIN Christian  
Automaticien : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LORMONT
- M. HENAFF Jacques  
Responsable exploitation : SAPHES - DRH, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES
- Mme HENNEBELLE Ghislaine née GRIMAUT  
Gestionnaire administratif : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme HENRI Marie-José née DOURNEAU  
Responsable d'appui production : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX
- Mme HENRIEY Bernadette née RENAULT  
Assistante Ressources Humaines : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : ARSAC
- Mme HOSTEIN Josette  
Conseiller assurances épargne : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : CIVRAC-DE-BLAYE

- Mme HOSTEIN Michelle née ARANETA  
Opératrice de production : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : PAUILLAC
- Mme HOURDEQUIN Catherine  
Technicienne de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : MERIGNAC
- M. HUET Dominique  
Technicien atelier : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : CISSAC-MEDOC
- Mme HULIN Claudine née BERTHET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. HUMBLET Gérard  
Magasinier : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. HUMEAU Philippe  
Mécanicien : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme JAGOU Danielle née FAURE  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : TALAIS
- M. JANER Daniel  
Responsable clientèle : CREDIT MUTUEL ARKEA, BREST  
demeurant : EYSINES
- M. JARRY Jean-Noël  
Mécanicien : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : LORMONT
- Mme JASO Monique  
Aide-Soignante : MAISON DE SANTE PROTESTANTE BAGATELLE, TALENCE  
demeurant : GRADIGNAN
- M. JAUNET Géraud  
Cadre bancaire : SOCIETE GENERALE, PARIS  
demeurant : LATRESNE
- M. JORE Jean-Pierre

Retraite

demeurant : BOURG

- Mme JOSSE Danièle née BELIS  
Employée d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme JOUSSE Marie-Claire née LABAT  
Chargée de formation : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : IZON
- M. JOUSSELIN Jean-Guy  
Employé d'assurance : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme JOUVION Maria née GOMEZ  
Secrétaire administrative : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : SAINT-SAUVEUR
- Mme JUAN Jocelyne née DELAGE  
Agent administratif : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mme JUNCA Christina née TOUPY  
Comptable : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : MERIGNAC
- Mme JUNQUA Mariette  
Secrétaire : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : LARUSCADE

- M. KAHRAMAN Ramiz  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : EYSINES
- Mme KENT Martine née VARACHE  
Conseillère clientèle réseau : CREDIT FONCIER de FRANCE, PARIS  
demeurant : BOURIDEYS
- Mme KERKEZ Danielle  
Employée d'assurances : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. KERN Claude  
Chef d'équipe : SANZ TP MEDOC, PÄUILLAC  
demeurant : SAINT-SAUVEUR
- M. KIRCHER Jean-Jacques  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : LE TEICH
- Mme KRUMMENACKER Muriel née ESTOVERT  
Conseillère retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : GRAYAN-ET-L'HOPITAL
- Mlle LABADIE Marie  
Hôtesse de caisse : SIMPLY COUNORD, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LABEYRIE Christian  
Leader d'équipe de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : CANEJAN
- M. LABORDE Jean-Marie  
Technicien d'atelier : EADS SOGERMA, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- M. LABROUCHE Raymond  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : DONNEZAC
- M. LACAPE Jean-Marie  
Contrôleur produits finis : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. LACORTE Michel  
Commercial : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : LATRESNE
- M. LACOSTE Didier  
Bobineur : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- Mme LACOUR Catherine née LAFARGE  
Assistante d'agence : BAYER S.A.S., LYON  
demeurant : LORMONT
- Mme LAFRANCE Martine née MANCHOT  
Cadre en assurances : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : PESSAC
- M. LAGANE Philippe  
Conducteur messagerie : SERNAM SERVICES, BEGLES  
demeurant : MERIGNAC
- M. LAGARDE Jean-Claude  
Animateur technique : Société SICLI, LE BLANC-MESNIL  
demeurant : BRUGES
- M. LAGARDERE Jean-Pierre  
Agent technique et commercial : GANTOIS, SAINT-DIE-DES-VOSGES  
demeurant : BORDEAUX
- M. LAGRAULA Daniel  
Responsable qualité : UNEDIC AGS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- Mlle LAGUILLON Vinca  
Technicienne administrative : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. LALANDE Jean-Bernard  
Animateur technique : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : VAYRES
- M. LALANNE Jacques  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. LALIMOND Patrick  
Pilote de ligne : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LA BREDE
- Mme LALUCE Monique née GALLARDO  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mlle LAMAISON Nadine  
Employée d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mlle LANGER Martine  
Vendeuse : CSF FRANCE, COLOMIERS  
demeurant : GRAYAN-ET-L'HOPITAL
- M. LANGLOIS Christian  
Electrotechnicien : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- Mme LANXADE Eliane née CORNIOU  
Employée administrative : KSB SAS, LA ROCHE-CHALAIS  
demeurant : LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES
- Mme LAPLACE Martine née LAVANCEAU  
Chargée de clientèle : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : LE HAILLAN
- M. LARREBOURE Jean-François  
Technicien : NEXTIRAONE FRANCE, TOULOUSE  
demeurant : CESTAS
- M. LARRIBAUD Bernard  
Responsable : GDF SUEZ ENERGIE SERVICES-COFELY, CANEJAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. LARRUE Daniel  
Inspecteur d'assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : LACANAU
- M. LARTIGUE Alain  
Technicien d'atelier : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CUSSAC-FORT-MEDOC
- Mme LASCOUX Monique  
Agent technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LASSUS-DEBAT Philippe  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BIGANOS
- Mme LASSUS-LAFON Maïté  
Employée de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : TALENCE
- M. LATHIERE Jean-Marie  
Technicien documentation : SABENA TECHNICS BOD, MERIGNAC  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme LAUGA Danièle née BERTIN  
Responsable contentieux : LAMY BORDEAUX MARNE, BORDEAUX  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

- Mme LAUSEIG Françoise  
Superviseur : MGEN - Centre d'appels, BORDEAUX  
demeurant : FARGUES-SAINT-HILAIRE

- M. LAVAUD Alain  
Agent technique : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : CUBZAC-LES-PONTS

- M. LAVIGNAC Jean  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. LAVIGNE Eric  
Technicien exploitation : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-SEURIN-DE-CURSAC

- M. LAY René  
Conseiller technique : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. LE TREQUESSER Rémy  
Médecin du travail : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : PESSAC

- M. LEAL Arthur  
Maçon Coffreur : DELTA CONSTRUCTION, BRUGES  
demeurant : SADIRAC

- M. LECOMTE Pierre  
Monteur : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : BORDEAUX

- M. LEGLISE Jean-Marie  
Menuisier : D.A.M.A., MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme LEGLISE Marie-Odile née JULLIEN  
Relais technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. LEGLISE Philippe  
Responsable secteur logistique : SYSTEME U SUD, LANGON  
demeurant : BROUQUEYRAN

- Mme LEICHT Chantal née DISCAZEUX  
Secrétaire médicale : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. LEWILLE Marc  
Aide-bobineur : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS

- Mlle LEYGONIE Nicole  
Technicienne de laboratoire : BIOFFICE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. LINE-SARRAMIA Patrice  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : PORTETS

- Mme LIQUINANO Gilberte née LASSERRE  
Responsable confirmée : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : TALENCE

- Mme LLORENS Catherine née PELLERIN  
Câbleuse : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- Mme LOMBARDINI Nicole née LEGLISE  
Cadre Sécurité Sociale : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. LORE Antoine  
Technicien : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

Pénibilité du travail

- M. LOURTEAU Max  
Contremaître de chantier : INEO RESEAUX SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : VIRSAC
- Mme LUBIATO Marie-Bernadette née MARCHIORO  
Agent de propreté : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LUSSAC Jean  
Chef de fabrication : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : SAINT-MAIXANT
- Mme MACHNICKI Huguette née PRIOLEAU  
Technicienne : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SALLEBOEUF
- M. MAGUET Christian  
Correspondant SLV : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme MAIRE Nicole née L'HERMINE  
Employée en assurances : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : PESSAC
- M. MALANDAIN Christian  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme MALICHECK Georgette née PERES  
Employée d'assurances : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : POMPIGNAC
- M. MAMEA Dominique  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC
- Mme MANNINA Françoise née GAILLARD  
Secrétaire principale : SPIE COMMUNICATIONS, BLAGNAC  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. MANO Marc  
Dessinateur : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : AUDENGE
- M. MARC Michel  
Cadre de gestion : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme MARCHEIX Régine née MARTINEZ  
Technicienne production : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-MAGNE-DE-CASTILLON
- Mme MARQUETTE Martine née LALANNE  
Opératrice production : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MARTIN Pierrette  
Secrétaire : CENTRE D' AIDE FAMILIALE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MAS Jacky  
Carrossier : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : ARVEYRES
- M. MASSON Patrick  
Superviseur forage : TOTAL S.A., PAU  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. MATHEY Eric  
Steward : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. MATSA Patrick  
Electricien : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : CREON

- M. MAURY Dominique  
Technicien principal : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : ARES
- M. MAUVAIS Marc  
Dessinateur : ONERA, CHATILLON  
demeurant : LE VERDON-SUR-MER
- M. MAZE Philippe  
Cadre technique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. MECHIN Jean-Pierre  
Menuisier : D.A.M.A., MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- M. MEILLOUR Luis  
Informaticien : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : PESSAC
- Mme MENGES Marie-Christine née GLAYAU  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MENIEU Didier  
Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- Mme MERAL Danielle  
Adjointe déléguée comptable : CAISSE NATIONALE RSI, LA PLAINE SAINT-DENIS  
demeurant : LISTRAC-MEDOC
- Mme MERIAL Monique née GONZALVEZ  
Chef de groupe transit : SDV LOGISTIQUE INTERNATIONALE, SAINT-HERBLAIN  
demeurant : LANGOIRAN
- Mme MERINO Michèle née DUPEYRON  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme MERIOT Marie-Christine née MARTINEZ  
Technico commercial : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- Mme MEROPE Maria née CINTAS  
Assistante commerciale : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- M. MESMER Michel  
Maquettiste : S.E.P.L., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MESMES Colette née GERARD  
Conseillère retraite : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
- M. METIFIOT Gilbert  
Expert Conseil R.H : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-SEURIN-DE-CURSAC
- Mme MEUNIER Evelyne née BAILLET  
Gestionnaire de régimes : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : CESTAS
- M. MIEYEVILLE Michel  
Chef de secteur : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. MIGNARD Serge  
Contrôleur qualité : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : BELIN-BELIET
- Mme MINE Elisabeth  
Technicienne à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : PAUILLAC



- M. MIRAUCOURT Claude  
Chef de secteur : SPIT, BOURG-LES-VALENCE  
demeurant : PESSAC
- M. MOINET Jean-Jacques  
Manutentionnaire cariste : PROGECO, MARSEILLE  
demeurant : SAINT-QUENTIN-DE-BARON
- M. MOLDERS Jean-Louis  
Cariste Magasinier : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES  
demeurant : LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES
- M. MONMARIN Georges  
Ouvrière de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme MONNET Marie-Christine née DUPLAND  
Comptable : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MONRIBOT Francis  
Educateur spécialisé : INSTITUTION REGIONALE SOURDS & AVEUGLES, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- M. MONTOUROY Thierry  
Directeur financier : CORENSO FRANCE, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : POMEROL
- M. MORA José  
Animateur d'équipe : KDI, NANTES  
demeurant : TAURIAC
- M. MORAND Denis  
Agent de qualité : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES
- M. MOREAU Patrice  
Cadre R.H : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : TRESSES
- M. MORIN Pierre  
Responsable Comptable : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : AVENSAN
- Mme MORY Eliane née GAZIAU  
Chargée de mission : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MOTION Hélène née MERIEAU  
Employée de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : LANTON
- M. MOUCHET Jean-Louis  
Opérateur Expé-Appro Polyapte : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. MOULENQ Philippe  
Manager de rayon : C S F France SAS, CESSON-SEVIGNE  
demeurant : GAILLAN-EN-MEDOC
- M. MOUNEYRES Dominique  
Ingénieur d'achat : CONVERTEAM SAS, MASSY  
demeurant : GRADIGNAN
- M. MOUNIER Bernard  
Electrotechnicien : CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme MOUTARDE Mireille née BONNET  
Comptable : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mlle MOUTON Sylvaine  
Agent comptabilité fournisseurs : COMPTOIR DU SUD-OUEST, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. MOY Bernard  
Enseignant : FONDATION D'AUTEUIL, BLANQUEFORT  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme MULON-ROLAND Josiane née PONCET  
Employée principale : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LUDON-MEDOC
- Mme MUNIER Jasmine née LAURENT  
Gestionnaire : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : PESSAC
- M. MUNOZ Martial  
Agent de maîtrise : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : IZON
- Mme NAMIGO HAR Denyse née ASSERQUET  
Conseiller : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CENON
- Mme NASCIET Maryse née VALOSIO  
Technicienne appui gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SALLEBOEUF
- Mme NAVARRO Jocelyne née COURBIAN  
Infirmière : EHPAD LES COTEAUX, LORMONT  
demeurant : QUINSAC
- Mme NEGRO Annie née FIORAMONTI  
Directrice départ. Gestion bancaire : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : CAUDROT
- Mme NEMOZ-BILLET Fabienne née BERTEAU  
Gestionnaire en assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : MERIGNAC
- Mme NICOL Dominique née GAMAURY  
Directeur de département : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. NOGUES Michel  
Ingénieur : VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS, RUEIL-MALMAISON  
demeurant : PESSAC
- M. NOIRCLER Dominique  
Technicien administratif : GEFCO S.A., COURBEVOIE  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme NUTTE Chantal née LAGAE  
Conseillère principale : DAMART-SERVIPOSTE, ROUBAIX  
demeurant : SALLEBOEUF
- Mme ODIN Nadine née SANCHEZ  
Conseillère accueil : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme ONIGA Danièle née GRECHI  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : ARCACHON
- M. OSOWSKI Philippe  
Responsable d'agence : UTI FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LANTON
- M. OUISTE Jean-Michel  
Réceptionnaire digitilisation : SIVAQ, COUTRAS  
demeurant : ST SAUVEUR-DE-PUYNORMAND
- Mme OUSSET Maryse née LE BIHAN  
Secrétaire : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. PAGA Alain  
Cadre commercial : SEITA GROUPE IMPERIAL TOBACCO, PARIS  
demeurant : ROAILLAN

- M. PASTOR Bernard  
Technicien : SICLI - D.R.H., LE BLANC-MESNIL  
demeurant : LOUPES
- M. PAULIAC Michel  
Conducteur machine à imprimer : SNC SCHADES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : TARNES
- M. PAUMERO Nicolas  
Commercial : DICASE, PESSAC  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mme PAUNERO Monique née PETIT  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINTE-EULALIE
- Mme PEBAYLE Aline  
Assistante commerciale : SAINT-GOBAIN ISOVER, COURBEVOIE  
demeurant : BEYCHAC-ET-CAILLAU
- Mme PEGAULE Mireille  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme PELANNE Henriette née CHAUVIN  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. PENEAU Michel  
Electromécanicien : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BARSAC
- M. PERARD Marc  
Employé d'assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : MERIGNAC
- Mme PERRON Marie-Françoise  
Cadre infirmière : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE
- M. PETER Claude  
Médecin Conseil régional : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. PETIT André  
Chauffeur : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : BIEUJAC
- M. PETIT Christian  
Directeur commercial : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme PETIT Nicole née NAVARRO  
Responsable administrative : SOMIR - M.O.C.L., BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- M. PETIT-BREUILH Miguel  
Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINTE-HELENE
- M. PEYRAUD Jean  
Sécheur : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS
- M. PEYREFICHE Thierry  
Employé en fromagerie : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : PINEUILH
- Mlle PEYRONNAUD Francine  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE
- M. PEYRUSEIGT Georges  
Chef de parc : PARCUB, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX



- Mme RAMBEAUD Martine née MENARD  
Assistante commerciale : PSA PEUGEOT CITROEN, PARIS  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme RAMIREZ Josephine  
Employée principale : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- Mme RASPIENGES Annick née LAFARGUE  
Aide-Soignante : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : PESSAC
- M. RAUZET Henri  
Agent de maîtrise : PROGECO, MARSEILLE  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme RAYNON Colette née BROUSSET  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme REINA Marie-José née MEREL  
Responsable statistiques : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : SAINT-SAUVEUR
- Mme REISSAUS Jacqueline née BLETTERY  
Directrice d'Etudes : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. RENARD Claude  
Ingénieur de coordination : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : POMPIGNAC
- M. RENARD Jean-Michel  
Magasinier Vendeur : SCDPR, CESTAS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme RENOM Marie-Claude née ARANETA  
Opératrice de production : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : CISSAC-MEDOC
- Mme REUTENAUER Florence  
Gestionnaire d'assurances : GAN ASSURANCES, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : BORDEAUX
- M. RICAUD Didier  
Chauffeur Livreur : GIRONDE EXPRESS, BRUGES  
demeurant : LORMONT
- M. RIDOUX Xavier  
Responsable commercial : BSN DISTRIBUTION SUD-OUEST, VAYRES  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- Mme RIEU Anne-Marie  
Pharmacienne : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : BASSENS
- M. RINCON LOPEZ Juan  
Mécanicien : BRIENNE AUTO, BORDEAUX  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme RINGAUD Marie-Françoise  
Agent de maîtrise : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. RISSER Marc  
Chef d'agence Sud-Ouest : CLESTRA HAUSERMAN, STRASBOURG  
demeurant : CANEJAN
- M. RIVET Marc  
Inspecteur qualité : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : LANDIRAS
- Mme RIXENS Nicole née BERNIER  
Technicienne de gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN

- M. ROBERT Aris  
Ouvrier d'entretien : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- Mme ROBERT Monique  
Employée administrative : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- Mme ROBERT Muriel née ESKENAZI  
Assistante de gestion : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. ROBY Jean-Philippe  
Inspecteur qualité : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- Mme ROLLAND Gisèle  
Cadre commerciale : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. ROSELLO Jean-Pierre  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme ROULET Annie  
Technicienne reprographie : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : RIONS
- Mme ROUSSANNE Annette née CUROY  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. ROUSSEAU Jean-Michel  
Directeur centre régional : LYONNAISE DES EAUX FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : EYSINES
- M. ROUSSEAU Michel  
Responsable commercial : UNIBETON-ITALECEMENTI GROUP, PESSAC  
demeurant : SAINT-GERVAIS
- Mme ROUSSET Nicole née BOUGUE  
Employée principale : CASINO SERVICES, SAINT-ETIENNE  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme ROUSSIERE Michelle née BARRET  
Chargée relations clientèle : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- M. ROUX Patrick  
Responsable service transit : CMA CGM SAS Agences France, LE HAVRE  
demeurant : MARSAS
- M. RUOPOLI Gilles  
Technicien d'archivage : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BRUGES
- Mme RYCHENER Marie-France  
Assistante de direction : JC DECAUX SA, NEUILLY-SUR-SEINE  
demeurant : BARON
- Mlle SADEDDINE Fatma-Zohra  
Chef de bordée : Entreprise CHALLANCIN, SAINT-OUEN  
demeurant : BEGLES
- M. SAINQUANTIN Jean-Marie  
Maçon : MOTER, MERIGNAC  
demeurant : EYSINES
- M. SALDOU Jean-François  
Attaché commercial : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : ANDERNOS-LES-BAINS
- M. SALOMON Jean-Luc  
Chef de secteur alimentaire : BRASSERIES KRONENBOURG, STRASBOURG  
demeurant : BORDEAUX

- Mme SANCHEZ Carole née THOMAS  
Attachée de direction : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. SANCHEZ José  
Technicien comptabilité : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- Mme SANCHEZ Thérèse née MARTINEZ  
Conseillère commerciale : ASSOCIATION MALAKOFF MEDERIC, PARIS  
demeurant : CENAC

- M. SARDI Philippe  
Mécanicien : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : BIGANOS

- M. SCHMITT Patrick  
Informaticien : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : CESTAS

- M. SEGUETTES Jean-Paul  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. SEGUIN Jean-Louis  
Méthode logistique T.A. : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme SEGUIN Jocelyne née DALTON  
Vendeuse : ATAC, JOUY-EN-JOSAS  
demeurant : LE HAILLAN

- Mme SEGUIN Maryse née BARBOTIN  
Employée serv. Logistique : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : CEZAC

- M. SERE Jean-Louis  
Agent de maîtrise : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC

- M. SERIEYS Roland  
Technicien supérieur : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, PARIS  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC

- Mme SERIZIER Marie-Thérèse  
Technicienne : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : ARES

- Mme SERRANO Nicole née GOIMARD  
Employée d'assurances : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : LATRESNE

- Mme SICARD Chantal née CAMPOURCY  
Coursière : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : SAINTE-HELENE

- M. SIGAUD Patrick  
Ingénieur : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE

- Mme SIVADON Patricia née CLARAC  
Appui technique : EDF/CSP - RH - Agence rég. Rhône Alpes, LYON  
demeurant : PESSAC

- M. SOBRINO Jean-Antoine  
Opérateur de laboratoire : CEMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : CREON

- Mlle SOGNAC Marie-Louise  
Travailleuse handicapée : ADAPEI de la GIRONDE, BRUGES  
demeurant : CESTAS

- M. SOLEIL Jean-Paul  
Agent services logistiques : PAVILLON DE LA MUTUALITE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

Pénibilité du travail

- M. SOULE Bernard  
Responsable affaires : SANTERNE AQUITAINE S.A.S, BRUGES  
demeurant : GRADIGNAN
- M. SPARIAT Jacques  
Cadre technique : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. SPRIET Patrick  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BRUGES
- M. STUDER Gérard  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- Mme SUTTO Gabrielle  
Opératrice de saisie : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. TARDY Maurice  
Responsable maintenance : AIR FRANCE, MERIGNAC  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme TARIS Nicole née LAGARDE  
Aide-Comptable : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme TARTAS Maryse née LASSARTESSE  
Employée d'assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- M. TCHIA Meng Tech  
Contremaître : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : MERIGNAC
- M. TEKOUTCHEFF Philippe  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : PESSAC
- M. TERME Jean-Louis  
Ingénieur confirmé : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. TEXIER Joël  
Tourneur : KSB SAS, LA ROCHE-CHALAIS  
demeurant : LES PEINTURES
- M. TEYSSIER Claude  
Responsable achats magasin : SIAP, BASSENS  
demeurant : CENAC
- M. THIBAUT Serge  
Agent de fabrication : BONNA SABLE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : SAINT-MAIXANT
- Mme THOMAS Sylvie née CAVIGNAC  
Comptable : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- M. THOMAZEAU Denis  
Mécanicien : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : VILLEGOUGE
- M. THOREAU Serge  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : GRADIGNAN
- Mme TICOULAT Martine née JUNQUA  
Employée commerciale : ATAC, JOUY-EN-JOSAS  
demeurant : CADAUJAC
- Mme TILLEUL Patricia née VAUTOUR  
Ouvrière en fromagerie : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : GENSAC



- M. TISNE Jean-Louis  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- Mme TOTARO Jocelyne née BOUYSSOU  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme TOVANY Nadine née BERGEY  
Gestionnaire clientèle part. : CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOUCHARENTES, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. TRACZ Michel  
Monteur optomécanique : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. TRICOT Jean-Claude  
Ingénieur : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. TRIDOU Serge  
Expert SIG : REGAZ -RESEAUX GAZ DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme TUMEO Jocelyne  
Conseillère clientèle : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : CESTAS

- M. TURLET Jacky  
Ouvrier en maintenance : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : SAINT-PEY-D'ARMENS

- M. ULLOA Didier  
Technicien : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : CARBON-BLANC

- Mme UMBREHT Françoise née POUILLAIN  
Agent fabrication : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : CESTAS

- M. URBINA Robert  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme USEO Ginette née LABAT

Retraite

demeurant : BRUGES

- M. UTEAU Jean-Louis  
Projeteur étude mécanique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : CESTAS

- M. VALEGEAS Jean-Luc  
Technicien composition pub. : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. VALLEE Jean  
Responsable administratif : CEVA SANTE ANIMALE, LIBOURNE  
demeurant : LES BILLAUX

- M. VASSEUR Frédéric  
Technicien de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. VAUBOURGOIN Bernard  
Cadre administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : LIBOURNE

- M. VEDEY Denis  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : PERISSAC

- Mme VELASCO Maryse née FRANCHINO  
Technicienne contrôle de gestion : POLE EMPLOI, GRADIGNAN  
demeurant : BORDEAUX

- Mme VERGNOLLE Graziella née PAOLI  
Agent de maîtrise : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- M. VERGNOLLE Yves  
Cadre d'exploitation : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- M. VERGNOLLE Yves  
Cadre : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- Mme VERSAUX Evelyne née FILLION  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE
- Mme VIDAL Marie

Retraite

demeurant : BORDEAUX

- M. VIGNAUD Jacques  
Equipier de vente : CARREFOUR, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- Mme VIGNAUD Paule née STORAI  
Responsable logistique : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme VILLENAVE Madeleine née PRADELLE  
Ingénieur : FCBA, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme VINCENT Antoinette née MINCHILI  
Assistante maternelle : MAIRIE de MERIGNAC, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. VINCENT Claude  
Magasinier : LABSO CHIMIE FINE, BLANQUEFORT  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- Mme VIOLIN Elisabeth née DUTEAU  
Monitrice Educatrice : ADEI, AYTRE  
demeurant : SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
- Mme VOINIER Armelle  
Cadre administratif : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. VOLFIN Yves  
Opérateur Chauffeur de four : CEREXAGRI, MARSEILLE  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC
- M. WALTHER Didier  
Employé de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : LEOGNAN
- Mme ZANELLO Danielle née COUDRET  
Rédactrice d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : PESSAC
- M. ZAVA Francis  
Ingénieur aménagement : AREVA TA, GIF-SUR-YVETTE  
demeurant : LE BARP
- M. ZUNZARREN Philippe  
Employé de banque : LE CREDIT LYONNAIS, PARIS  
demeurant : MERIGNAC

### **Echelon GRAND OR : 312 récipiendaires**

- Mme AGUERRE Danièle née BOULANGER  
Conseillère Commerciale : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : CANEJAN

- Mme AIZPURU Danielle Retraite  
demeurant : FLOIRAC

- M. ALLARD Christian Pénibilité du travail  
Technicien d'affaires et d'intervention : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

- M. ALLIAUME Joël Retraite  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. ARNAREZ Jean-Pierre  
Technicien maintenance : NEXTIRAONE FRANCE, TOULOUSE  
demeurant : PERISSAC

- M. ARNAUD Jacques  
Chauffeur poids-lourd : EUROVIA GIRONDE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC

- Mme ARNAUD Monique née GOLIA  
Agent administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : TEUILLAC

- M. ARNAUD Régis  
Technicien de maintenance : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : GRADIGNAN

- M. ASTIER Joël  
Ingénieur : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : MERIGNAC

- M. AUBRY Yannick  
Animateur commercial : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : BOULIAC

- Mme AUGUSTE Marie-Claude née LANGEVIN  
Vendeuse : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : CENON

- M. AURY Yves  
Employé d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : CANEJAN

- Mme BAGAT Colette  
Chargée d'études : OSEO Financement, MAISONS-ALFORT  
demeurant : BORDEAUX

- M. BALLION Francis  
Conditionneur-Cariste : UNIVAR, FONTENAY-SOUS-BOIS  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme BARILLOT Josiane née SAMSON  
Employée de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : BASSENS

- Mme BARON Carmen née FRAILLE  
Femme de journée : BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD S.A., PAUILLAC  
demeurant : SAINT-SAUVEUR

- Mme BARREY Martine née COMBET  
Secrétaire : ANGLE VERT, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC

- M. BARRIERE Christian  
Employé de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. BAUSSE Jean-Louis  
Cadre : CENTRE DE SOINS LES LAURIERS, LORMONT  
demeurant : LORMONT

- Mme BEAUD Maylis née MAYBON  
Hôtesse de caisse : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : BORDEAUX

- M. BEHIER Luc  
Ouvrier de fabrication : DURLIN, BERGERAC  
demeurant : PINEUILH

- Mme BENABENT Annick  
Aide-Soignante : CLINIQUE SAINT-AUGUSTIN, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. BENESSIS Michel  
Technicien : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND

- M. BENTEJAC Francis  
Ouvrier papetier : SAPSO EMBALLAGES ONDULES, BERNOS-BEAULAC  
demeurant : CAPTIEUX

- M. BERNARD Robert  
Chef de salle VCC : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. BERNIARD Jean-Michel  
Bardeur Couvreur et Monteur : CRIT - Agence de Libourne, LIBOURNE  
demeurant : LES PEINTURES

- M. BIASOTTO Christian  
Responsable d'affaires : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BASSENS

- M. BIGOT Jean-Pierre  
Contrôleur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC

- M. BISSIER Bernard  
Agent de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : LAVAZAN

- M. BLAIN Jean  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : LEOGNAN

- M. BLANCHET Dominique  
Tuteur Référent : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : EYRANS

- M. BLASCO Dominique  
Agent de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE

- M. BONILLA Edouard  
Technicien méthodes : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : BORDEAUX

- M. BONNAFOUS Jean-Louis  
Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. BONNEAU Jacky  
Chef comptable : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : LE TEICH

- M. BONNIN Patrick  
Employé de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : GENISSAC

- Mme BORDENAVE Marie-Catherine née BARJOU  
Technicienne service médical : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE

- Mme BOSCH Mauricette née BITTON  
Secrétaire de section : MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. BOUCHER Richard  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : CESTAS

Pénibilité du travail

Pénibilité du travail

- M. BOUGUE Yves  
Magasinier : RENAULT RETAIL GROUP BORDEAUX MAYE, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : PESSAC

- M. BOURDIER Pierre  
Vendeur : ROUMEGOUX & GILLES, GRADIGNAN  
demeurant : GRADIGNAN

- M. BOUTOLLEAU Joël  
Cadre : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC

- M. BOUYER Jean-Michel  
Chauffeur poids-lourd : ONYX AQUITAINE, POMPIGNAC  
demeurant : YVRAC

- Mme BOY Marie-Claude née LAHOUCADE  
Assistante : CERTIA, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC

- M. BRAS Fernando  
Electricien  
demeurant : CENON

- M. BROUSSARD Jean-Luc  
Délégué sécurité exploitation : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : BLAYE

- M. BRUNETAUD Jean-Louis  
Employé de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. CALVET Daniel  
Cadre technique : ALSTOM Transport, SAINT-OUEN  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE

- Mme CAMBOU Martine  
Employée principale : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : TALENCE

- M. CANTIN Gérard  
demeurant : TOULENNE

- M. CANTIRAN Alain  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : CASTELNAU-DE-MEDOC

- Mme CARPENTIER Danièle née TORQUATO  
Assistante technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC

- Mme CARPENTIER Nicole  
Assistante de gestion : FRANCE TELECOM, EYSINES  
demeurant : EYSINES

- Mme CASTERA Sylvie née FOUQUEY  
Agent administratif : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : VAYRES

- Mme CAZAURAN Chantal  
Employée service retour : CERP ROUEN, PESSAC  
demeurant : PESSAC

- M. CERISIER Pierre  
Responsable de réseaux : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : LA TESTE-DE-BUCH

- M. CHARRIER Jean-Claude  
:  
demeurant : VENSAC

- Mme CHASSIN Marie-Françoise née ARNAUD  
Comptable : PRO BTP, BORDEAUX  
demeurant : CARIGNAN-DE-BORDEAUX

Retraite

Pénibilité du travail

Retraite

- M. CHASTAIN Yves Chef de programme demeurant : MERIGNAC	Retraite
- M. CHATENET Patrick Chef d'équipe fabrication : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE demeurant : ROAILLAN	
- M. CHAVAL Philippe Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE demeurant : LIBOURNE	
- M. CHAZAL Alain Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC demeurant : LUGOS	
- M. CHEVALIER Jean Chauffeur Livreur Encaisseur : ALVEA, MONTPOUILLAN demeurant : CREON	
- M. CHEVREUL Dominique Assistant de secteur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE	
- M. CHRISOSTOME François Cadre de banque : SOCIETE GENERALE, PARIS demeurant : BORDEAUX	
- M. CICCIA Gilbert Pompiste raffinage : LESIEUR, BORDEAUX demeurant : SAINT-VINCENT-DE-PAUL	
- M. COLINART Guy Ingénieur : THALES SYSTEMES AEROPORTES, ELANCOURT demeurant : BORDEAUX	
- Mme COMPAN Françoise née LABORDE	Retraite
demeurant : SALLES	
- Mme CORANINI Danièle née BALDRAN Gestionnaire en recouvrement : TRANSGOURMET AQUITAINE, SAINT-LOUBES demeurant : LE TAILLAN-MEDOC	
- Mlle CORBIERE Christiane Sténodactylo : Philippe VITRAC, BORDEAUX demeurant : BEGLES	
- Mme CORRAL Maria née REAL Agent technique : SIVU CRECHE des HAUTS de GARONNE, LORMONT demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	
- Mme COSSOU Marie-Claude née GARMENDIA	Retraite
demeurant : PESSAC	
- M. COUGRAND Jean-Yvon Ajusteur : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE demeurant : LE HAILLAN	
- M. COURTIAU Philippe Employé de banque : BNP PARIBAS, LORIENT demeurant : LEPARRE-MEDOC	
- M. COUTURES Alain Déclarant en douane : SFT GONDRAND Frères, MERIGNAC demeurant : CARBON-BLANC	
- Mme COUTY Marie-José née DUPUY Employée d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE demeurant : SAINTE-EULALIE	
- M. CREVY Jean	Retraite
demeurant : BUDOS	

- M. CRISTAL Yves  
Technicien sup. de fabrication : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BOURG

- M. CROIX Pierre  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : MERIGNAC

- Mme CRUEGE Catherine  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. DA COSTA Arthur  
Agent de fabrication : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : EYSINES

- M. DAROT Jean-Pierre  
Grand reporter : FRANCE TELEVISIONS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. DE ARAUJO LOPES Custodio  
Chef d'équipe : CHANTIER MODERNES SUD-OUEST, PESSAC  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. DE CUENDIAS Philippe  
Responsable technique : ALTYS MULTISERVICE, GUYANCOURT  
demeurant : GRADIGNAN

- Mlle DE FERRABOUC Catherine  
Employée de banque : BANQUE de FRANCE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- Mme DE POMPA Françoise née HARRIBEY  
Secrétaire de direction : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BIGANOS

- Mme DE SANTI Joëlle née CAZEAUX  
Employée de bureau : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : BARSAC

- Mme DEBAULIEU Catherine née CLAVEREAU  
Sténodactylo : Philippe VITRAC, BORDEAUX  
demeurant : CUBZAC-LES-PONTS

- M. DECIDOUR Jacky  
Chef de chantier BTP : SCREG SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : GALGON

- Mme DECLERCQ Evelyne née DUCRAUX  
Déléguée retraite aux entreprises : AGME - D.R.H, PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- M. DEDIEU Jean-Pierre  
Technicien  
demeurant : LEOGNAN

- Mme DEDIEU Monique née TEXERAUD  
Préparatrice en pharmacie : PHARMACIE ST GENES, TALENCE  
demeurant : CANEJAN

- M. DELAS Jacques  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : SABLONS

- M. DELCAMBRE Michel  
Informaticien : GROUPAMA GAN VIE, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : NAUJAC-SUR-MER

- Mme DELOUME Martine née DUPAIN  
Agent administratif : CREDIT FONCIER de FRANCE, PARIS  
demeurant : CESTAS

- M. DELTIL Serge  
Cadre : COFELY SUD-OUEST - Agence Garonne, LORMONT  
demeurant : CESTAS

Retraite

- M. DEMONGEOT Pierre  
Plombier Chauffagiste : GUYSANIT, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. DERREY-FAVRE Marc Pénibilité du travail  
Technicien d'affaires et d'intervention : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : MARCILLAC
- M. DESCOMBE Hervé  
Electricien : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- M. DESCOUS Daniel  
Agent technique de fabrication : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : MARCHEPRIME
- M. DESTANQUE Christian  
Cadre travaux publics : EUROVIA GIRONDE, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MAIXANT
- M. DESWARTE Patrick  
Responsable système informations : DALKIA ATLANTIQUE, BRUGES  
demeurant : LE HAILLAN
- Mme DEXPERT Danielle née GOMEZ  
Assistante technique : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES
- M. DICHARRY Bernard  
Electromécanicien : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. DIEU Jacques  
Chef Comptable : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. DOAT Francis  
Expérimentateur : BAYER S.A.S., LYON  
demeurant : PRIGNAC-ET-MARCAMPS
- M. DOMIN Daniel  
Responsable de clientèle : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : BORDEAUX
- Mme DONGEY Nadine née PRECIGOUT  
Agent des Services Hôteliers/Hospitaliers Référent : EHPAD LES COTEAUX, LORMONT  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. DOUCET Yves  
Employé de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. DOUSSY Bruno  
Electromécanicien : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : MIOS
- M. DUBOURDIEU Bernard  
Mouleur Démouleur : BONNA SABLA, PARIS-LA DEFENSE  
demeurant : PUJOLS-SUR-CIRON
- Mme DUBROQUA Geneviève née THOURON  
Assistante responsable catalogue : CONGRES ET EXPOSITIONS DE BORDEAUX, BORDEAUX  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. DUCOBU Fred  
Tourneur : KSB SAS, LA ROCHE-CHALAIS  
demeurant : CHAMADELLE
- M. DUCOUREGE Jean  
Directeur : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : ARVEYRES
- M. DUFAU Jacques  
Chef de département : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX



- M. DULON Gilles  
Conseiller chargé de mission : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : LORMONT

- Mme DULOU Annie née LACOMBE  
Secrétaire médicale : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. DUMORA Pierre  
Technicien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SALLES

- Mme DUPOUY Marie-France née COMBE  
Technicien préleveur : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. DUPUY Agnès  
Agent administratif : ATAC, JOUY-EN-JOSAS  
demeurant : LEOGNAN

- M. DUPUY Dominique  
Employé d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : VILLEGOUGE

- M. DUPUY Patrick  
Animateur technique : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : CIVRAC-DE-BLAYE

- Mme ESBEN Marie-Hélène  
Chargée d'études : OSEO Financement, MAISONS-ALFORT  
demeurant : BRUGES

- M. ESQUIRE Alain  
Agent qualité  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE

- M. ESTARIA Guy  
Responsable d'affaires : INEO AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN

- M. FAURE Michel  
Employé de banque : HSBC FRANCE, PARIS  
demeurant : FLOIRAC

- Mlle FERNANDEZ Françoise  
Employée serv. Administratif : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. FREZEL Michel  
Agent technique de production : LABSO CHIMIE FINE, BLANQUEFORT  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- M. GABLAIR Jean-Claude  
Chef d'agence : SFT GONDRAND Frères, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GABRIEL Edmonde née CLAIRET  
Monteuse sur machine : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE

- M. GARBAYE Philippe  
Acheteur principal : CEMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GARCIA Marie-José née PERALDI  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GARITEY Maryse née AMADE  
Employée de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. GARRIGUE Jacques  
Magasinier : RENAULT RETAIL GROUP LE BOUSCAT, LE BOUSCAT  
demeurant : MERIGNAC

Retraite

- Mlle GASQUET Sylvaine  
Caissière principale : SIMPLY MARKET ROBINSON, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme GASSIER Odile née SELINO  
Cadre administratif : PAVILLON PREVOYANCE, BORDEAUX  
demeurant : SADIRAC

- Mme GENTIEU Danielle née BARREAU  
Agent de maîtrise : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : LA RIVIERE

- M. GERBER Jean-Luc Retraite  
  
demeurant : PESSAC

- M. GIRAUD Delphine  
Chef de service douane : SDV LOGISTIQUE INTERNATIONALE, SAINT-HERBLAIN  
demeurant : BEGLES

- M. GONEL Patrice  
Délégué interrégional : APRIA R.S.A., PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- M. GORSE Daniel  
Ouvrier : SFCME, LIBOURNE  
demeurant : POMEROL

- Mme GOURGUES Josette née BURRELL  
Agent technique : APRIA R.S.A., PARIS  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GOUTILLE Claudine née NESPOLI  
Employée de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GOYHENEIX Martine née COUTURE Retraite  
Administrateur informatique  
demeurant : SAINTE-EULALIE

- M. GRICI Mohamed  
Vitrier Coupeur : COURBU VITRAGES, MERIGNAC  
demeurant : LORMONT

- M. GRILLOT René  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. GRIMAL Gérard  
Employé de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : BORDEAUX

- Mme GRIMAUD Delphine née LEDUC  
Employée administrative : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX

- M. GRITTE Gérard  
Agent technique d'atelier : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. GUERIN Claude  
Chef d'équipe magasinier : DERVAUX DISTRIBUTION, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. GUERIN Martial  
Contrôleur mécanicien : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : PESSAC

- Mme GUILLEMIN Martine née LESCOT  
Gestionnaire technique droits : RSI AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. GUIMBERTAUD Roland  
Conducteur de travaux : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : MONTUSSAN

- M. GUINDRON Jean-Bernard  
Ouvrier qualifié : AUX CAVES CAFE DE PARIS CUSENIER, SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC  
demeurant : SAINT-SAVIN

- M. GUYOMARD Michel  
Cadre commercial : INTERFIMO, PARIS  
demeurant : LE PIAN-MEDOC

- M. HAICAGUERRE Francis  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme HARDOUIN Marie-Odile née POTIGNON  
Chef de projet marketing : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : LE HAILLAN

- Mme HEBRARD Christine née WANESSE  
Technicienne : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. HERAUD Jean-Michel  
Cadre technique  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC

- M. HERBER Charles  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : CERONS

- M. HERBER Michel  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. HERVE Gilbert  
Chef d'atelier : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE

- M. HOCQUET Marcel  
Cadre technique : THALES SYSTEMES AEROPORTES, PESSAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. HORREREAU Christian  
Régleur multispécialités : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : CHAMADELLE

- Mme HOUBLOUP Dominique  
Hôtesse de caisse : HYPER-COSMOS ( Centre E. LECLERC ), SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. HUYGHUES-DESPOINTES Paul  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX

- M. ICHI Yahya  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. JOACHIM Gilbert  
Adjoint chef de salle : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX

- Mme JOANIQUET-RAMIREZ Maryse née CABRERO  
Assistante  
demeurant : BORDEAUX

- M. JORE Jean-Pierre  
demeurant : BOURG

- Mme JOUBERT Françoise née BAUDIC  
Secrétaire : AFPA Centre de Bègles, BEGLES  
demeurant : BEGLES

- M. JOUENDARNAUD Christian  
Chef de chantier : ARCO METALLERIE SARL, BAURECH  
demeurant : CADILLAC

Retraite

Retraite

Retraite

- M. JOUGLET Jean-Louis  
Décorateur : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. JOURNEAU Jean-Paul  
Technicien verrier : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : GENISSAC

- M. JUILLA Jean-François  
Aide-Soignant : CENTRE TOUR de GASSIES, BRUGES  
demeurant : LE BOUSCAT

- Mme KERZAZI Martine née PEROTTO  
Conducteur : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : PAREMPUYRE

- M. LABARTHE Patrick  
Agent de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : CENON

- M. LACASSAGNE Bernard  
Aide conducteur de travaux : SOGEA SUD-OUEST HYDRAULIQUE, PESSAC  
demeurant : MERIGNAC

- M. LAFONT Henri  
Contrôleur qualité : SIVAQ, COUTRAS  
demeurant : SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES

- M. LAGOFFUN Joël  
Chargé d'intervention : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

- M. LAGRAULET Bernard  
Magasinier : DERVAUX DISTRIBUTION, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC

- Mme LAJUS Anne-Marie  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : PORTETS

- M. LALIMOND Patrick  
Pilote de ligne : AIR FRANCE, ROISSY-CHARLES DE GAULLE  
demeurant : LA BREDE

- M. LALLET Francis  
Electricien : CHATENET, FLOIRAC  
demeurant : BORDEAUX

- M. LAMBERT Bernard  
Agent technique de maintenance : CEMENTS CALCIA, GUERVILLE  
demeurant : BRUGES

- Mme LAPRIE Maryse née FEILLON  
Technicien sup. de gestion : FRANCE TELEVISIONS AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. LARAPIDIE Jean-Paul  
Technicien logistique : GCE TECHNOLOGIES, BRUGES  
demeurant : SAINT-LOUBES

- M. LARGE Serge  
Dessinateur industriel : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : CENAC

- Mme LASBENNES Josyane née CHASSAIGNE  
Animateur Intérieur de secteur : KDI, AUBERVILLIERS  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. LASSERRE Francis  
Technicien maintenance : EDF CNPE du BLAYAIS, BRAUD-ET-SAINT-LOUIS  
demeurant : CARTELEGUE

- M. LATOURNERIE Daniel  
Plombier : VEOLIA EAU, TOULOUSE  
demeurant : GUJAN-MESTRAS

Pénibilité du travail

Pénibilité du travail

- M. LAUCHER Marc  
Agent EDF : EDF-Direction Production Ingénierie, DAMMARIE-LES-LYS  
demeurant : SAINT-LAURENT-D'ARCE
- Mme LE MOUAL Claudine née DUPIN  
Assistante technique : AFPA Centre de Pessac, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- Mme LE TOUZIC Chantal née MARTIN  
Assistante commerciale : RICARD S.A., LORMONT  
demeurant : MERIGNAC
- Mme LECAT Françoise née LAYNAUD  
Employée d'assurances : COFACE, PUTEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-D'EYRANS
- M. LECOEUCE Jean-Michel  
Gestionnaire : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : MACAU
- M. LEFEVRE Jean-Jacques  
Ingénieur de sécurité : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : ARCACHON
- Mme LEFORTIER Evelyne née VENTURA  
Cadre administratif : SOGEVIGNES SARL, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. LEGRAND Christian  
Employé de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. LEJA Patrick  
Pilote d'installation : GSM-Italcementi Group, PESSAC  
demeurant : TRESSES
- M. LEPETIT Christian  
Responsable de travaux : GUYSANIT, MERIGNAC  
demeurant : MARTIGNAS-SUR-JALLE
- Mme LEROY Claudine  
Opératrice de saisie : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme LEROY Marie-Hélène née DUPOUY  
Conditionneuse : SNC SCHADES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : LUDON-MEDOC
- M. LESNE Francis  
Mécanicien : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : GENISSAC
- M. LESTAGE Dominique  
Responsable centre d'appels : MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, PARIS  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme LETOQUART Jacqueline née MIRA  
Relais technique : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. LEZIN Christian  
Employé de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : LISTRAC-MEDOC
- M. LHARI Christian  
Automaticien : FIRST AQUITAINE INDUSTRIES, BLANQUEFORT  
demeurant : LE PIAN-MEDOC
- M. LOCATELLI Dominique  
Responsable projet : FOURNIE GROSPAUD BORDEAUX, MERIGNAC  
demeurant : BLANQUEFORT
- Mme LOPES Dany née DUTHIL  
Assistante de direction : DOMOFRANCE, BORDEAUX  
demeurant : PAUILLAC

- Mme LOPES Monique née WALTHERT  
Comptable : DASSAULT AVIATION, MARTIGNAS-SUR-JALLE  
demeurant : ARCACHON
- M. LOPEZ BURGOS Antonio  
Technicien de chantier : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : BIGANOS
- M. LOPEZ Georges  
Chargé de clientèle : SCHNEIDER ELECTRIC, GRENOBLE  
demeurant : CENAC
- M. LUTLI Pierre  
Employé d'assurances : ALLIANZ FRANCE VIE IARD, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- Mme MALGRAS Françoise née PELLETIER  
Employée d'assurances : AXA FRANCE, NANTERRE  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. MANTON Bernard  
Responsable technique : GUNNEBO FRANCE, VELIZY-VILLACOUBLAY  
demeurant : CESTAS
- M. MARCHIVE Serge  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : SAINT-DENIS-DE-PILE
- Mme MARIAN Geneviève née GARCIA  
Vendeuse : SIMPLY MARKET ROBINSON, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC
- M. MAROT Dominique  
Cadre administratif : SNECMA PROPULSION SOLIDE, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- M. MARTIN Bernard  
Chargé d'affaires : ALEMA AUTOMATION, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- M. MARZAC Michel  
Ouvrier de chai : ETS Jean-Pierre MOUEIX, LIBOURNE  
demeurant : LIBOURNE
- M. MAZERE Bernard  
Gestionnaire réapprovisionnement : ALTADIS DISTRIBUTION FRANCE, COLOMIERS  
demeurant : PESSAC
- Mme MAZUQUE Marie-Christine née GRAVIER  
Employée logistique : GALERIES LAFAYETTE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- M. MEYNIER Eric  
Magasinier : DERVAUX DISTRIBUTION, MERIGNAC  
demeurant : TALENCE
- M. MICOINE Claude  
Conducteur Régleur : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : ST SAUVEUR-DE-PUYNORMAND
- M. MILLET Daniel  
Aide-Opérateur tamisage : CEREXAGRI, MARSEILLE  
demeurant : BASSENS
- M. MONGES Christian  
Conseiller services : RENAULT RETAIL GROUP BORDEAUX MAYE, VILLENAVE-D'ORNON  
demeurant : CUDOS
- M. MONIN Christian  
Conducteur de travaux : GUYSANIT, MERIGNAC  
demeurant : PESSAC
- M. MONTEILS Patrice  
Cadre administratif : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : SAINT-AUBIN-DE-MEDOC

- M. MORENO Pierre  
Cadre de maîtrise : DASSAULT AVIATION, MERIGNAC  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

- Mlle MOUTON Sylvaine  
Agent comptabilité fournisseurs : COMPTOIR DU SUD-OUEST, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. PALOUMET-BOURDA Daniel  
Responsable communication : MERIADECK GESTION, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX

- M. PAPONNEAU Guy  
Mécanicien automobile : SIASO, LE BOUSCAT  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE

- Mme PASTOR Evelyne née LAMOULERE  
Gestionnaire : GMF ASSURANCES, PARIS  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. PASTOR Lucien  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, PARIS  
demeurant : SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC

- M. PAULHIAC Philippe  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, PARIS  
demeurant : BLANQUEFORT

- M. PEDREIRA PORTELA Domingos  
Coffreur : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : BEGLES

- M. PERNYQUOSKI Gilles  
Conducteur poids-lourds : LACTALIS LOGISTIQUE, LAVAL  
demeurant : LA BREDE

- M. PERRIER Patrick  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. PEYCHER Jean-Louis  
Chef d'agence : SCREG SUD-OUEST, TOULOUSE  
demeurant : BORDEAUX

- Mme PICHEREAU Catherine née CHAZARENG Retraite  
Technicienne retraite  
demeurant : BRUGES

- Mme PINILLA Marie-José  
Responsable formation : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : TALENCE

- Mme PINON Jocelyne  
Assistante de direction : PSA PEUGEOT CITROEN, PARIS  
demeurant : MERIGNAC

- Mme PLANTEY Marie-Christine née RICARD  
Agent de gestion : CEA CESTA, LE BARP  
demeurant : GRADIGNAN

- Mme POLONI Christine née LE BERRE  
Cadre : LAMY, BESANCON  
demeurant : PESSAC

- M. POLONI Gérard  
Correcteur : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT

- M. PORTIER Jean-Pierre  
Technicien : EADS ASTRIUM, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : EYSINES

- Mme POUZET Annie née BLANC  
Gestionnaire de régimes : MUTUELLE NATIONALE des HOSPITALIERS, AMILLY  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- M. PROUILLAC Max  
Chef d'atelier : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : CESTAS
- Mme RACHOU Josianne  
Chargée de gestion produits : CREDIT COOPERATIF, NANTERRE  
demeurant : TALENCE
- M. RAIMBAUD Jean-Marc  
Manager régional : RENAULT Direction Régionale, PESSAC  
demeurant : MARCHEPRIME
- Mme RANARISON Zara née BENKHELOUFI  
Infirmière : INSTITUT BERGONIE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- Mme RAYON Rose-Line  
Monteuse Câbleuse : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : CESTAS
- Mme REMAZEILLES Aline née PETIT  
Technicienne recouvrement créances : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN
- Mme RICHARD Michèle née MAURY  
Sous-Directrice d'agence : CREDIT COMMERCIAL du SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme RIVAUD Claudine née ALVAREZ  
Technicienne archivage : CARSAT AQUITAINE, BORDEAUX  
demeurant : LE BOUSCAT
- Mme RIXENS Nicole née BERNIER  
Technicienne de gestion : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : CANEJAN
- M. ROBIN Josiane née JEANNET  
Employé de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : COUTRAS
- Mme RODES Laurette née MALINIER  
Technicien de banque : BANQUE PELLETIER, DAX  
demeurant : BLANQUEFORT
- M. RODRIGUES José  
Grutier : DELTA CONSTRUCTION, BRUGES  
demeurant : BORDEAUX
- M. RODRIGUES José  
Maçon : EIFFAGE CONSTRUCTION, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC
- Mme ROLLAND Gisèle  
Cadre commerciale : COFINOGA, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mlle RONCERAY Joëlle  
Secrétaire : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mlle RONCERAY Joëlle  
Secrétaire : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. ROUMILHAC Jean-Jacques  
Médecin conseil : CNAMTS, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. ROUQUETTE Gilbert  
Conseiller mutualiste qualifié : MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Mme ROQUIER Josiane née ERIT  
Agent de fabrication : TEMEX CERAMICS, PESSAC  
demeurant : LEOGNAN



- Mme ROUX Gilberte née BOURDET  
Technicienne : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. ROVIRA Marcel  
Ingénieur : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : BORDEAUX
- Mme RUIZ Micheline née BOUTEAU  
Gestionnaire production : FILHET - ALLARD & CIE, BORDEAUX  
demeurant : CADAUJAC
- Mme SAGASTI Jacqueline née DUMEIGE  
Aide-Soignante : CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC, PESSAC  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- M. SARRAILHA Xavier  
Chef laboratoire qualité produit : EVONIK COFRABLACK, AMBES  
demeurant : CARBON-BLANC
- Mlle SEGURA Martine  
Employée de banque : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. SERAFIN Philippe  
Technicien : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : CESTAS
- Mme SERE-COUTEIGT Anne-Marie née BUSSIERE  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. SERPEAU Guy  
Chef comptable : BALGUERIE, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE
- M. SIMOES Joaquim  
Conducteur d'engins : NAVILAND CARGO, BEGLES  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mlle SIMONETTI Martine  
Employée commerciale : COURBU VITRAGES, MERIGNAC  
demeurant : BORDEAUX
- M. SOUBERVIE Christian  
Responsable unité LAD : URSSAF de la GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : MERIGNAC
- Mlle SOUBIRAN Claude  
Agent administratif : CM-CIC Services, NANTES  
demeurant : SAINT-JEAN-D'ILLAC
- Mme SOULAC Françoise  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : CESTAS
- M. SPITTELER Claude  
Informaticien : INFORMATIQUE CDC, ARCUEIL  
demeurant : YVRAC
- Mme SUBRECHICOT Florence née RODRIGUEZ  
Assistante de direction : SOCIETE BORDELAISE de C.I.C., BORDEAUX  
demeurant : BORDEAUX
- M. TACHOIRES Jean-Louis  
Ouvrier : MONNAIE DE PARIS, PARIS  
demeurant : LANTON
- M. TANTET Alain  
Technicien : THALES AVIONICS, LE HAILLAN  
demeurant : PESSAC
- M. TAUZIA Jean-Michel  
Expert scientifique : SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : BLANQUEFORT

- Mme TESSIER Francine née PERAL  
Agent de banque : BANQUE COURTOIS, TOULOUSE  
demeurant : MACAU
- Mme TESSIER Françoise née SOULARD  
Secrétaire : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, CARBON-BLANC  
demeurant : LA LANDE-DE-FRONSAC
- Mme TEXANDIER Monique née GANDREUIL  
Gestionnaire sinistres : MAAF Assurances, NIORT  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- Mme THEBAUD Evelyne née FORTIN  
Adjointe du délégué régional : SACEM, NEUILLY-SUR-SEINE  
demeurant : ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
- Mme THEMIA IILIANE née LAPORTE  
Caissière centrale : ATAC, JOUY-EN-JOSAS  
demeurant : LE BOUSCAT
- M. THOMAS Gérard  
Cadre : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : PESSAC
- M. TISSIOT Jean-Claude  
Agent de maîtrise : SMURFIT KAPPA CELLULOSE du PIN, BIGANOS  
demeurant : ARCACHON
- M. TOURTE Michel  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : LIBOURNE
- Mme TROVALET Nicole née AUMOND  
Employée de banque : BNP PARIBAS - G.P.A.C. GRAND SUD-OUEST, MERIGNAC  
demeurant : AMBARES-ET-LAGRAVE
- Mme URRUTIA Chantal née ROUARD  
Technicien supérieur administratif : SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, SAINT-LOUBES  
demeurant : SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND
- M. URRUTIAGUER François  
Electromécanicien : CASTEL Frères, BLANQUEFORT  
demeurant : BORDEAUX
- M. VALEGEAS Jean-Luc  
Technicien composition pub. : SAPESO - DRH, BORDEAUX  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON
- M. VAN HORENBEECK Patrick  
Directeur Régional : GIE AG2R, PARIS  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- Mme VANNOBEL Carmen née ALAMA  
Directeur : UNEDIC, PARIS  
demeurant : BORDEAUX
- M. VARAS Michel  
Technicien d'études : GUYSANIT, MERIGNAC  
demeurant : SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC
- M. VASSE Roland  
Ouvrier verrier : O-I MANUFACTURING FRANCE, VAYRES  
demeurant : LIBOURNE
- M. VAUBOURGOIN Bernard  
Cadre administratif : PONTICELLI Frères, BASSENS  
demeurant : LIBOURNE
- Mlle VAUTOUR Martine  
Agent de maîtrise : FROMAGERIE des CHAUMES, SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH  
demeurant : GENSAC
- M. VERDUN Philippe  
Contrôleur : PAPETERIE de BEGLES, BEGLES  
demeurant : VILLENAVE-D'ORNON

- M. VERGE Claude  
Technicien fabrication : ROXEL FRANCE, SAINT-MEDARD-EN-JALLES  
demeurant : SAINT-MEDARD-EN-JALLES

- Mme VERSAUX Evelyne née FILLION  
Conseillère à l'emploi : POLE EMPLOI, BORDEAUX  
demeurant : SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE

- M. VIALARD Jean-Pierre  
Contrôleur prestations familiales : CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES GIRONDE, BORDEAUX  
demeurant : LE HAILLAN

- M. VIGNAUD Jacques  
Equipier de vente : CARREFOUR, MERIGNAC  
demeurant : MERIGNAC

- Mme VILA Sylviane née GEORGE  
Aide-Soignante : HOPITAL PRIVE ST MARTIN, PESSAC  
demeurant : CESTAS

- M. VILLENEUVE Jean-Marie  
Manutentionnaire : ALCAN PACKAGING CAPSULES, SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE  
demeurant : SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES

- M. VILLEVAL Patrick  
Employé de banque : SOCIETE GENERALE, BORDEAUX  
demeurant : LE TAILLAN-MEDOC